

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LA COUR D'ASSISES DES MINEURS ET SON FONCTIONNEMENT

Etude sociologique et juridique

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 18 DÉCEMBRE 1969

PAR

Christine LAZERGES-ROTHÉ

Membres du Jury

{ Président : M. G. LEVASSEUR, professeur.
Suffragant : M. G. STÉFANI, professeur.
Suffragant : M. J. LÉAUTÉ, professeur.

P A R I S

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS
20 et 24, Rue Soufflot (5^e)

1972



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA COUR D'ASSISES DES MINEURS ET SON FONCTIONNEMENT

Etude sociologique et juridique

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LA COUR D'ASSISES DES MINEURS ET SON FONCTIONNEMENT

Etude sociologique et juridique

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 18 DÉCEMBRE 1969

PAR

Christine LAZERGES-ROTHÉ

Membres du Jury

{ Président : M. G. LEVASSEUR, professeur.
Suffragant : M. G. STÉFANI, professeur.
Suffragant : M. J. LÉAUTÉ, professeur.

P A R I S

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS
20 et 24, Rue Soufflot (5^e)

1972

LA COUR D'ASSISES DES MINEURS ET SON FONCTIONNEMENT

Étude sociologique et juridique

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 16 DÉCEMBRE 1928

PAR

Christian LAFFRÈS-ROCHE



Président : M. L. FAVRENT, avocat
Rapporteur : M. L. FAVRENT, avocat
Soutenu par : M. L. FAVRENT, avocat

Membre du jury

P A R I S

MARQUE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON ET R. DURAND-AUZAS
20 et 24, rue Geoffroy (2^e)

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*

INTRODUCTION

Un conseiller à la cour d'appel, deux juges des enfants, neuf jurés, voilà la cour d'assises des mineurs appelée à juger des jeunes de seize à dix-huit ans, auteurs de crimes. La cour d'assises des mineurs est compétente également pour juger les complices et coauteurs majeurs pénaux de ces mineurs. L'étude de cette juridiction compétente pour connaître des crimes commis par des adolescents est particulièrement intéressante, car le but recherché par cette institution, si ce n'est le but atteint, est de représenter une solution de transition entre les juridictions proprement pour mineurs et celles proprement pour adultes.

A l'heure actuelle est à l'étude un avant-projet de la Chancellerie relatif aux délinquants âgés de dix-huit à vingt et un ans. L'exposé des motifs commence par ces phrases : « En l'état de notre législation, les délinquants âgés de plus de dix-huit ans au moment des faits, considérés comme des adultes, sont soumis au régime du droit pénal des majeurs sans aucune exception.

Or, il est incontestable que le passage de l'adolescence à l'âge adulte ne se réalise pas instantanément à dix-huit ans, mais qu'au contraire, après cet âge, se situe une période critique de quelques années, caractérisée par une certaine instabilité et une impulsivité qui exposent les adolescents aux influences les plus diverses. On a pu parler ainsi de l'« âge de la révolte », de « l'âge des conflits ».

Dans ces conditions, il apparaît nécessaire d'instituer dans notre droit, entre le régime propre aux mineurs de dix-huit ans et celui de droit commun, un régime de transition concernant les délinquants âgés de dix-huit à vingt et un ans ».

On peut se demander si, au moment où on s'attache à un éventuel droit pénal des jeunes adultes, il ne faut pas aussi repenser à ce qu'est le droit pénal des adolescents criminels, à la juridiction devant laquelle ils sont déférés.

En l'absence encore d'un droit pénal des jeunes adultes, le problème des adolescents criminels nous situe à la charnière du droit pénal des mineurs et de celui des majeurs. Ces jeunes de seize à dix-huit ans coupables de crimes, sont à la fois les mineurs les plus âgés (ils ont souvent dix-huit ans ou plus au moment du jugement) et ceux qui ont commis les infractions les plus graves.

Tentera-t-on de les assimiler à des adultes ou, au contraire, à des mineurs ? Y a-t-il un droit transitoire pour cette catégorie de jeunes délinquants ? (1)

Il est nécessaire de se rendre compte historiquement de quelles juridictions est née la cour d'assises des mineurs, à quelles juridictions elle a succédé, comment se déroulait le procès pénal de l'adolescent criminel, avant l'institution de la cour d'assises des mineurs.

Le code pénal de 1810 traita, dans les articles 66 à 69, le problème de la criminalité juvénile. Ce problème était réglé uniquement en fonction de l'idée de responsabilité morale ; s'il était répondu non à la question de discernement, le mineur était acquitté ; s'il était répondu oui, il voyait sa peine atténuée. De juridictions spécialisées, il n'en était pas encore question. La majorité pénale étant fixée à seize ans, pour les auteurs du code pénal, les adolescents criminels de seize à dix-huit ans étaient des adultes, aucune disposition particulière n'était prévue à leur égard, que ce soit sur le plan de l'instruction, de la procédure de jugement, ou de la sanction. Les adolescents criminels sont des adultes et justiciables comme tels de la cour d'assises de droit commun.

Une loi du 25 juin 1824, dans son article premier, vint décider que, lorsqu'ils sont coupables de crime, les mineurs ne relèveraient plus de la cour d'assises mais des tribunaux correctionnels, sauf deux hypothèses. La première, celle où le mineur eût été passible de mort ou de peine perpétuelle, la seconde celle où le mineur aurait eu des complices ou coauteurs majeurs. Dans ces deux cas, la compétence de la cour d'assises demeurait. De toute façon, elle était toujours compétente pour les criminels de seize à dix-huit ans.

En 1906, la majorité pénale est portée à dix-huit ans ; la loi de 1824 doit donc jouer pour les adolescents criminels, et non plus seulement pour les très jeunes criminels. Le problème de l'âge auquel il faut fixer la majorité pénale est un problème très important et très difficile. Il ne peut être qu'artificiellement résolu, étant donné les différences qui existent entre le développement des indi-

(1) Un tour d'horizon en droit comparé (Abdoullah Alam el Dine : « L'organisation et les attributions de la juridiction des mineurs ». Thèse Paris 1960) révélerait une tendance générale dans les pays qui possèdent des tribunaux spécialisés à confier le jugement des infractions les plus graves aux tribunaux de droit commun. Dans les pays scandinaves, par exemple, où des commissions administratives sont compétentes pour connaître des affaires de délinquance juvénile, il faut remarquer que ces commissions ne sont pas compétentes quand les infractions commises par des mineurs sont particulièrement graves, et que ceux-ci ont entre quatorze et dix-huit ans. Ces derniers sont alors renvoyés devant les tribunaux de droit commun.

Certains pays ont cependant adopté une solution de transition pour les adolescents criminels. Nous ne prendrons qu'un exemple, celui des Etats-Unis, où existent dans certains Etats des tribunaux spéciaux pour jeunes adultes. En Californie, en particulier, fut votée, en 1944, une loi instituant le « Youth correction authorities ». Il s'agit d'un organisme composé de trois membres, chargés de choisir le traitement pénal applicable aux mineurs âgés de seize à vingt et un ans ou vingt-trois ans, et de suivre son application. Notons que cette expérience neuve n'intervient qu'au stade du choix et de l'application de la sanction, et non de la constatation de la matérialité de l'infraction.

vidus (2). La plupart des pays ont institué une période d'irresponsabilité pénale absolue (3) et ont fixé la majorité pénale à dix-huit ans ou autour de dix-huit ans.

La question qui se pose, et nous intéresse tout particulièrement, est celle de savoir si l'âge doit influencer sur la composition du tribunal pour mineurs, ou bien, doit-on se contenter d'une même juridiction pour tous les mineurs, quel que soit leur âge ?

Il nous faut comparer la situation de l'adolescent criminel de seize à dix-huit ans dans le système de la loi du 22 juillet 1912, dans celui de la loi, jamais entrée en vigueur, du 27 juillet 1942, enfin dans celui de l'ordonnance du 2 février 1945, ceci à cinq points de vue différents : tout d'abord le point de vue de la composition spéciale ou non, de la juridiction de jugement, puis celui de la disjonction ou de la non-disjonction en cas d'affaires mineurs-majeurs. Après l'étude de la juridiction compétente pour connaître des crimes de jeunes de seize à dix-huit ans, il reste à étudier le procès pénal de ces jeunes dans son déroulement et en trois points : l'instruction est-elle spécialisée ou non ? L'instance : qu'en est-il de la publicité ? Le jugement : quelles sont les sanctions possibles ?

Si nous nous situons sur ces cinq plans uniquement : composition, disjonction, spécialisation de l'instruction, publicité de l'instance et sanctions, c'est parce qu'ils retiendront particulièrement notre attention dans l'étude de la cour d'assises des mineurs, à la fois à cause de leur importance et des problèmes qu'ils posent.

*
* *

A) LA JURIDICTION COMPÉTENTE

a) *Composition*

Sur le plan de la composition de la juridiction compétente pour connaître des crimes commis par les mineurs de seize à dix-huit ans, la loi de 1912 n'apporte rien. Cette loi du 22 juillet 1912 sur « les tribunaux pour enfants et la mise en liberté surveillée » (4) est issue d'une proposition déposée au Sénat le 7 juin 1910 par Messieurs Ferdinand Dreyfus et Bérenger, elle fut complétée par un décret du 31 août 1913, remplacé par celui du 15 janvier 1929, et entra en vigueur le 5 mars 1914.

Ses dispositions ont été améliorées par les lois du 22 février 1921, du 26 mars 1927, et du 30 mars 1928.

En vertu de l'article 18 de cette loi de 1912, les mineurs de seize à dix-huit ans poursuivis pour crimes sont déférés à la cour d'assises de droit commun ; aucune autre juridiction n'est compé-

(2) Besson, avec la coll. de Heuyer, Levasseur, Germain, Chombart de Lauwe : « Seuils d'âge et législation pénale », Cujas 1961.

(3) Donnedieu de Vabres : « Le problème de l'enfance délinquante », chapitre III « le régime pénal des mineurs » par Marthe Simon-Depitre Sirey, 1947.

(4) D. 1913, IV, p. 128, commentaire.

tente à leur égard. C'est presque un retour en arrière, étant donné que pendant la courte période qui va de 1906 à 1914 (année d'entrée en vigueur de la loi de 1912) les mineurs criminels jusqu'à dix-huit ans, qui n'encouraient pas la peine de mort ou une peine perpétuelle, et qui n'avaient pas de complices ou coauteurs majeurs, ne relevaient pas de la cour d'assises, mais du tribunal correctionnel.

De 1912 à 1945, les adolescents criminels sont donc justiciables de la juridiction datant de la Révolution, qu'est la cour d'assises, composée de trois magistrats non spécialisés et d'un jury de douze, puis six, enfin sept, citoyens non spécialisés dans les problèmes de l'enfance, eux aussi.

La loi du 27 juillet 1942, jamais entrée en vigueur, prévoyait un système très intéressant pour les mineurs criminels (5). Cette loi — n° 687 du 27 juillet 1942 — relative à l'enfance délinquante, était issue d'un projet élaboré en 1941 par les services compétents du Ministère de la justice, amendé par le Conseil supérieur de l'Administration Pénitentiaire (section de l'éducation surveillée), délibérée et adoptée par le Conseil d'Etat dans sa séance du 11 décembre 1941. Elle fut promulguée par décret du 27 juillet 1942.

Les décrets d'application ne sortirent jamais, elle ne put donc être mise en application.

Ce texte de Vichy contient des dispositions réactionnaires par rapport au système antérieur, et d'autres, par contre, quasiment révolutionnaires. La loi du 22 juillet 1912 s'était attachée à des distinctions reposant essentiellement sur l'âge du délinquant. Le texte nouveau tient surtout compte de la gravité du fait reproché, des nécessités de la répression, et non de l'âge. C'est, sur le plan de l'organisation nouvelle des tribunaux pour enfants et adolescents que la loi de 1942 proposait les réformes les plus intéressantes. On y trouve un essai de collaboration des professionnels et des laïcs, limité aux cas rares des instances criminelles, mais ce sont justement ces cas qui nous intéressent.

Etait prévue pour tous les mineurs criminels, qu'ils aient moins de seize ans ou de seize à dix-huit ans, une juridiction spéciale composée de trois magistrats et de deux laïcs, compétente pour connaître de leurs crimes.

Ce système de l'association de laïcs à des magistrats existait déjà dans plusieurs pays étrangers. En Angleterre, par exemple, les « juvenile courts » sont présidées par un magistrat assisté de deux personnes (dont une femme). La solution préconisée par la loi de

(5) *Donnedieu de Vabre* : « Commentaire de la loi du 27 juillet 1942 », D.C. 43 L. 30.

Verdun : Commentaire de la loi du 27 juillet 1942, J.C.P. 1942, II, 293.

Hélène Campinchi : « Le statut de l'enfance délinquante et la loi du 27 juillet 1942 ». — Etudes de Sciences criminelles et de Droit pénal comparé.

M. Boitard : « La responsabilité pénale des mineurs en droit français et la loi du 27 juillet 1942 ». Lois nouvelles 1943, I, 80.

Popineau : Commentaire de la loi du 27-7-1942. Lois nouvelles 1943, I, 80.

Constancin : « La nouvelle législation de l'enfance délinquante du 27 juillet 1942 ». Recueil de documents en matière pénale et pénitentiaire, mai 1964, p. 11.

1942 était certainement inspirée des expériences étrangères, et peut-être également du vœu suivant émis au congrès de Prague en 1930 (6) : « Le tribunal pour enfants et adolescents doit se composer autant que possible d'un juge unique spécialisé dans les affaires concernant la délinquance juvénile, ou comporter la présence d'assesseurs parmi lesquels le choix doit principalement porter sur des médecins, des pédagogues, des assistants sociaux ».

Dans son article 14, la loi de 1942 prévoit que les deux assesseurs seront des personnes remplissant certaines conditions de capacité. L'alinéa 3 de l'article 14 dispose : « deux assesseurs choisis parmi les personnes âgées de plus de trente ans, remplissant les conditions générales d'accès à la fonction publique, et qui se sont déjà signalée par l'intérêt qu'elles portent aux questions concernant l'enfance ».

Ces assesseurs sont nommés pour un an par arrêté du Garde des Sceaux, et leur mission est renouvelable. Les trois magistrats doivent être spécialisés, l'un est un Conseiller de cour d'appel, les deux autres sont des magistrats de première instance.

« Visiblement, dit Donnedieu de Vabres dans son commentaire de la loi (7), le législateur s'est inspiré du précédent créé par la loi du 25 novembre 1941 (8) qui a introduit dans l'organisation de la cour d'assises le principe de l'assessorat ou de l'échevinage ». (CIC article 343 et s. CPP article 347 et s.) (9).

Le nombre inférieur des juges laïques (deux assesseurs au lieu de six jurés) est compensé par des garanties supérieures de compétence et de dévouement. Les assesseurs représentent le sentiment public, et assurent, en outre, à la justice pénale des mineurs le bénéfice de leur vocation, de leurs connaissances psychologiques, médicales et pédagogiques ».

Le système de l'assessorat sera très heureusement conservé et aménagé par l'ordonnance de 1945 (10). Cette ordonnance du 2 février 1945 issue d'un projet élaboré au Ministère de la justice par une commission que présidait Mme Campinchi (11) entrée en

(6) Revue pénitentiaire, 1931, p. 20.

(7) Cité p. 4.

(8) D.C. 1942, L. 21.

(9) Sur la définition de ces termes : Cf. *Donnedieu de Vabres*, n° 1419, p. 716, n. 5, *Traité de Droit criminel*, 1945, et Cf. *traité de Merle et Vitu*, p. 1034 : « Les assesseurs se distingueraient des échevins en ce qu'étrangers aux questions de droit, ils participeraient uniquement à la déclaration de culpabilité et à la fixation de la peine (P. Mimin. D.C., 1942, L. 21) et en ce que leurs fonctions n'auraient aucune permanence (H. Verdun, J.C.P. 1942, p. 42, I, 260). Mais il peut arriver que ces deux caractères ne se trouvent pas réunis. La loi du 27 juillet 1942 intitule assesseurs, les laïques appelés à participer au jugement des mineurs et chez qui le second caractère fait défaut (la non-permanence).

La solution est la même pour l'ordonnance du 2 février 1945, et à sa suite pour celle n° 58, 1274, du 22 décembre 1958. Ces textes prévoient que des laïques sont appelés à juger à titre permanent le fait et le droit, aux côtés du juge des enfants au sein du Tribunal pour enfants, et les qualifient d'assesseurs ».

(10) J.C.P., 1945, III, 9248.

(11) *Commentaire Donnedieu de Vabres*, D. 1945, L. 169.

Légal : commentaire de l'ordonnance du 2 février 1945, S. 1946, p. 249.

Brouhot : L'ordonnance du 2 février 1945, J.C.P. 1946, I, 522.

Magnol : Ordonnance du 2 février 1945, R.S.C., 1946, p. 7.

vigueur le 1^{er} octobre 1945 par application du décret du 30 juillet 1945 (12) modifiée et mise au point par une ordonnance du 20 avril 1945 (13) n'est pas à proprement parler révolutionnaire. Elle ne présente pas de rupture avec le passé et, à certains points de vue, est moins ambitieuse que la loi de 1942, mais elle institue des juridictions pour mineurs nouvelles dans leur conception, et dans leur organisation. Nous ne parlerons que de la juridiction compétente pour connaître des crimes commis par des mineurs de seize à dix-huit ans. Il s'agit du tribunal pour enfants complété par le jury prévu à l'article 20 de l'ordonnance.

On a considéré qu'étant donné qu'une condamnation pour crime pouvait entraîner pour les mineurs de seize à dix-huit ans la condamnation à une peine afflictive et infâmante telle la peine de mort (article 2, alinéas 3 et 18), il était moralement impossible de priver l'adolescent des garanties assurées aux adultes, et notamment de celle que constitue dans l'opinion commune l'institution du jury.

En réalité, il n'est pas du tout évident que le jury soit une garantie, mais ceci est un autre problème à aborder plus tard.

L'ordonnance du 2 février 1945, scrupuleuse dans le maintien des garanties de droit commun, décide donc qu'au cas de crime reproché au mineur de seize à dix-huit ans, le tribunal des enfants, sur renvoi de la chambre des mises en accusation (article 13 de l'ordonnance), se réunit au siège de la cour d'assises, où il est complété par le jury. Les règles ordinaires sont suivies quant à la procédure (articles 291 à 380 du C.I.C.).

Les pouvoirs attribués au président des assises sont exercés par le président du tribunal pour enfants, ceux de la cour par les trois membres de ce tribunal (le juge des enfants et ses deux assesseurs laïques). Donnedieu de Vabres fait remarquer qu'il s'agit là encore d'une combinaison curieuse des règles de l'échevinage et de celles de l'assessorat (14).

Un des inconvénients de ce système ne tient pas à la combinaison des règles de l'assessorat, et de celles de l'échevinage, mais à la présence d'un seul et unique magistrat, le juge des enfants. Par contre, l'énorme avantage et, en même temps, la grande nouveauté, de l'ordonnance de 1945, pour toutes les catégories de mineurs, consiste en ce que, quelle que soit l'infraction commise par un mineur, celui-ci — enfant ou adolescent — ne comparaitra plus jamais devant une cour d'assises ou un tribunal correctionnel, même s'il a des coauteurs ou complices majeurs. Ceci est vrai sauf pour certains crimes de guerre, sauf si le mineur est militaire ou ressortissant d'un Etat ennemi ou occupé (article 2 et article 6 du Code de justice militaire, et article 6 du Code de justice maritime, modifié par l'ordonnance additionnelle du 11 juillet 1945).

On aborde ainsi le problème de la disjonction ou de la non-disjonction des affaires, lorsque pour une même infraction sont en cause des mineurs et des majeurs. Cette question de la disjunc-

(12) J.C.P., 1945, III, 9759.

(13) J.C.P., 1945, III, 9451.

(14) Cf. Note (9).

tion est le deuxième point de vue auquel nous voulions nous situer pour prolonger cette rapide comparaison de la loi de 1912, de celle de 1942, et, enfin, de l'ordonnance de 1945.

b) *Compétence* (disjonction ou non-disjonction)

En faveur de la disjonction, il faut invoquer les raisons mêmes qui ont conduit le législateur à établir un tribunal pour enfants, des juridictions spécialisées pour mineurs. Ces raisons conservent toute leur valeur lorsqu'un majeur est inculpé en même temps que l'enfant. Les seuls arguments contre la disjonction sont ceux qui consistent à soutenir qu'il faut éviter à tout prix des contrariétés de décision, éviter que mineurs et majeurs, chacun devant leur juridiction, essayent de rejeter la faute sur l'absent.

La loi de 1912, si elle instituait des tribunaux spécialisés pour enfants, en l'occurrence des audiences spécialisées du tribunal correctionnel, décidait par ailleurs qu'il n'y avait en aucun cas (sauf pour le mineur de treize ans qui n'était justiciable que du tribunal civil statuant en chambre de conseil) de disjonction possible (article 18, alinéa 3). Autrement dit, dès qu'un mineur de treize à dix-huit ans, coupable de délit ou de crime, avait des complices ou coauteurs majeurs, il était traduit devant une juridiction ordinaire, tribunal correctionnel ou cour d'assises.

On se rend compte combien cette disposition affaiblissait le but de la loi de 1912, à savoir que les mineurs soient jugés par des juridictions spécialisées. Rappelons que, de toutes façons, les jeunes criminels de seize à dix-huit ans étaient justiciables de la cour d'assises de droit commun.

La loi de 1942, par contre, dispose que la disjonction sera automatique et obligatoire (article 3, alinéa 2 ; article 6, alinéa 2). En ce sens, le texte de Vichy renforce la spécialisation du régime procédural et pénal de l'enfance. On a considéré que lorsque un enfant ou un adolescent est traduit devant une juridiction ordinaire — tribunal correctionnel ou cour d'assises — les magistrats, les jurés, sont amenés — qu'ils le veuillent ou non — à apprécier la responsabilité dans le même esprit que celle des co-accusés majeurs. Cette considération a paru décisive et a prévalu sur l'intérêt de prévenir l'opposition éventuelle des choses jugées. Une autre considération peut paraître décisive : il n'y a pas de raison qu'un mineur, sous prétexte qu'il agissait avec des complices ou coauteurs majeurs, soit soustrait à la compétence de la juridiction spécialisée instituée à son égard.

L'ordonnance de 1945 adopta la même solution que la loi de 1942 ; il y a nécessairement disjonction (article 1^{er}, article 7). Si la cause des adultes est également soumise à l'instruction, c'est le juge d'instruction qui opère la disjonction ; l'ordonnance de renvoi est alors précédée d'une ordonnance de disjonction. S'il n'y a pas instruction pour les majeurs, la disjonction qui détermine l'inculpation de coauteurs ou de complices âgés de plus de dix-huit ans est opérée par le procureur de la République, lorsqu'il exerce à l'égard des adultes son droit de citation directe, ou use vis-à-vis d'eux de la procédure de flagrant délit.

Ceci nous amène à dire quelques mots de l'instruction des crimes d'adolescents, dans les systèmes comparés de la loi de 1912, de celle de 1942, de l'ordonnance de 1945, à étudier le procès pénal dans son déroulement.

B) LE PROCÈS

a) *La spécialisation de l'instruction*

Dès la fin du XIX^e siècle, à Paris, sur l'initiative du Comité de défense des enfants traduits en justice qui s'était constitué à partir de 1890, pour s'occuper des questions relatives au traitement de l'enfance coupable, l'habitude s'était introduite de soumettre à l'instruction toutes les affaires criminelles ou correctionnelles. Tant qu'il n'y avait pas de spécialisation du juge d'instruction, cette habitude de soumettre les affaires de mineurs à l'instruction ne changeait rien pour les adolescents criminels, pour qui l'instruction était obligatoire, puisqu'ils étaient poursuivis pour crime.

La loi de 1912 consacre, d'une part le principe de l'instruction obligatoire que la pratique avait introduit, d'autre part impose la spécialisation du juge d'instruction, quand cela est possible. L'article 17 de cette loi dispose : « Dans les tribunaux où existent plusieurs juges d'instruction, un ou plusieurs de ces magistrats, désignés par le premier président ou sur proposition du procureur général, seront chargés spécialement de l'instruction des inculpations dont sont l'objet les mineurs de dix-huit ans ». Si les mineurs de seize à dix-huit ans inculpés pour crime voyaient donc leur affaire passer d'abord par le cabinet d'un juge d'instruction spécialisé, cette même affaire était ensuite renvoyée devant la chambre des mises en accusation, instance d'instruction non spécialisée.

Une des lacunes de la loi du 27 juillet 1942 est de n'avoir pris aucune disposition quant au juge d'instruction habilité à connaître des affaires de mineurs. Ce texte ne prévoit pas que le juge d'instruction doit être spécialisé, il est muet sur le problème.

L'ordonnance de 1945, par contre, réglemente avec beaucoup de précisions l'instruction des crimes et délits commis par des jeunes délinquants. A l'article 4, alinéa 3, on lit : « Un ou plusieurs juges d'instruction désignés par le premier président sur la proposition du procureur général, et un ou plusieurs magistrats du parquet désignés par le procureur général, seront chargés spécialement des affaires de mineurs ».

Il faut remarquer cependant qu'en ce qui concerne le second degré de l'instruction pour les affaires criminelles, la spécialisation prévue par l'ordonnance de 1945 est peu précise. Il est bien déclaré à l'article 24, alinéa 2, que le ministre de la justice désigne au sein de chaque cour d'appel un conseiller délégué à la protection de l'enfance, nommé pour trois ans, mais le texte ne définit pas les attributions de ce conseiller, ne dit pas, par exemple, qu'il devra siéger à la chambre des mises en accusation, chaque fois que se présente une affaire de mineur.

Si le texte de l'ordonnance n'est pas très clair pour ce qui a trait au deuxième degré de l'instruction, il est très clair quant aux attributions du juge d'instruction et aux actes d'instruction au premier degré de l'instruction.

Le juge d'instruction, selon l'article 9, procédera à l'égard du mineur, dans les formes du code d'instruction criminelle, et de la loi du 8 décembre 1897, et ordonnera les mesures prévues aux aliénas 1, 2, 3 et 4 de l'article 8 de l'ordonnance. Il s'agit de l'enquête sociale, de l'examen médical, et, s'il y a lieu, de l'examen médico-psychologique. A l'alinéa 4, il est précisé : « Toutefois, le juge des enfants pourra, dans l'intérêt du mineur, n'ordonner aucune de ces mesures, ou ne prescrire que l'une d'entre elles ; dans ce cas, il rendra une ordonnance motivée ».

En ce qui concerne la connaissance du mineur, l'article 4, alinéa 3, de la loi de 1912, prévoyait que, s'il paraissait que l'enfant était l'auteur d'un fait qualifié crime ou délit, il devrait être procédé à une enquête sur la situation matérielle et morale de la famille, et cette enquête serait complétée, s'il y avait lieu, par un examen médical. L'article 4, alinéa 2, de la loi de 1942, dispose : « Le juge peut faire procéder à une enquête sur la situation morale et matérielle de la famille, complétée, s'il y a lieu, par un examen médical et psychologique », et plus loin, à l'article 10 : « Lorsque le tribunal pour enfants et adolescents est saisi sur appel du ministère public, le président ordonne le placement et la conduite du mineur au Centre d'observation. Le juge rapporteur fait procéder à l'enquête définie au paragraphe 2 de l'article 4 ».

En l'absence de toute mise en vigueur de la loi de 1942, il est difficile de se rendre compte par la rédaction des seuls textes si ces dispositions en matière de connaissance du mineur étaient plus rigoureuses, plus précises, que celles de 1912. En cette matière de découverte de la personne, et non seulement de l'acte, de l'établissement du dossier de personnalité, c'est la pratique et non les textes qui sont importants à étudier. Le système de 1942 étant fondé sur la création de Centres d'observations (article 27), rattachés à chaque tribunal pour enfants et adolescents, on peut penser qu'il attachait une grande importance à une connaissance approfondie du mineur. Il en est de même de l'ordonnance de 1945, qui précise — à l'article 8 — que si le juge ne prescrit pas l'une des mesures (enquête sociale, examen médical, examen médico-psychologique), et ceci dans l'intérêt du mineur, il rendra une ordonnance motivée.

Il faut noter qu'en 1912, d'après l'article 4, alinéa 4, ce n'est pas à une personne spécialisée que sont confiées les enquêtes sur le mineur, sa famille et ses antécédents. Il est prévu que les enquêtes seront opérées par des personnes choisies de préférence parmi des magistrats ou anciens magistrats, des avocats, des avoués, des membres de société, de patronage, ou encore des membres de comité de défense des enfants traduits en justice. Il ne pouvait donc s'agir que de l'établissement d'un curriculum vitæ, et non de l'établissement d'un dossier de personnalité. Le loi de 1942 ne mentionne pas les rapporteurs, les personnes qui seront chargées de l'en-

quête ; on peut penser que, du moins pour l'examen médical et psychologique, il n'est pas possible qu'il ne soit pas confié à des personnes spécialisées.

L'ordonnance de 1945, à l'article 10, alinéa 2, déclare que pourront être chargés de l'enquête sociale, les services spécialisés existant auprès des tribunaux pour enfants ou les personnes titulaires d'un diplôme de service social habilité par le tribunal pour enfants. Si on ne prévoit de spécialisation que pour la personne chargée de l'enquête sociale, et non pour celle chargée de l'examen médical ou médico-psychologique, c'est vraisemblablement que la spécialisation pour ces examens est une évidence.

Au cours de l'instruction, il est normal que le juge d'instruction puisse s'assurer de la personne du mineur, criminel ou non, mais et la loi de 1912, et celle de 1945, et l'ordonnance de 1945, ont voulu éviter autant que possible la détention préventive. Ceci dans des termes un peu différents.

La loi de 1912, à l'article 3, alinéa 3, dispose « s'il y a prévention de crime, le juge d'instruction pourra, par ordonnance motivée, décider que l'enfant sera retenu dans la maison d'arrêt, et séparément des autres détenus ». Cette mesure est présentée comme une mesure extrême et uniquement possible s'il y a prévention de crime. Quand elle n'est pas utilisée, le juge prend une des dispositions prévues à l'alinéa 1 de l'article 3 : « Le juge d'instruction désigné par le premier président dans les termes de l'article 17, pourra s'assurer de l'enfant, soit en le remettant provisoirement à une personne digne de confiance, à une institution charitable reconnue d'utilité publique, ou désignée par arrêté préfectoral ou à l'assistance publique, soit en le faisant retenir dans un hôpital ou hospice, ou dans tel autre local qu'il désignera au siège du tribunal compétent ».

A première lecture, on peut penser que la loi de 1942 est encore plus ferme que la loi de 1912, quant au désir d'éviter aux mineurs une détention préventive ou provisoire. En effet, on lit, à l'article 4, alinéa 3 : « Le mineur ne peut être placé provisoirement en maison d'arrêt qu'en cas de nécessité ou d'impossibilité de prescrire une des mesures prévues à l'article 4, alinéa 1 » (garde aux parents, remise à une personne digne de confiance, une œuvre habilitée, un établissement hospitalier, une institution relevant du commissariat général à la famille, ou une institution relevant du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale). Ce texte, en réalité, est moins précis, offre donc moins de garanties que la loi de 1912. En effet, le texte de 1942 ne prévoit pas la détention préventive uniquement pour les mineurs criminels et ne précise pas qu'elle ne peut être ordonnée que par ordonnance motivée.

Dans l'esprit de l'ordonnance de 1945, la détention préventive ne devra être qu'exceptionnelle. Le mineur ne doit être placé dans une maison d'arrêt que si cette mesure paraît indispensable, ou encore s'il est impossible de prendre toute autre disposition, mais à l'égard des mineurs de treize à dix-huit ans, le juge d'instruction n'a pas à rendre d'ordonnance motivée pour placer le mineur en maison d'arrêt.

Il faut bien être conscient que pour les adolescents criminels, la détention provisoire n'est pas une mesure exceptionnelle. La mesure exceptionnelle est que le mineur ne soit pas mis en détention provisoire (15). La loi du 17 juillet 1970 dans son article 19 s'est efforcée de restreindre le nombre de mise en détention provisoire pour les mineurs délinquants, d'une part en prévoyant que le contrôle judiciaire « demi-mesure » selon l'expression de M. le Professeur Vouin (16) pourrait être appliqué aux mineurs, d'autre part en modifiant la première partie de l'article 11 de l'ordonnance de 1945, lequel dispose maintenant : « le mineur âgé de plus de treize ans ne pourra être placé provisoirement dans une maison d'arrêt, soit par le juge des enfants, soit par le juge d'instruction que si cette mesure paraît indispensable ou encore s'il est impossible de prendre toute autre disposition. Toutefois le mineur âgé de moins de seize ans ne pourra être détenu provisoirement en matière correctionnelle, que pour une durée n'excédant pas dix jours, aux fins de recherche d'un placement éducatif ». On remarque que cette dernière disposition fort intéressante, ne concerne pas les mineurs criminels de 16 à 18 ans, pour eux les textes originaires de l'ordonnance de 1945 s'appliquent encore.

L'ordonnance de 1945 prévoyait dans son article 11, alinéa 1^{er} qu'en cas de détention préventive le mineur devrait être retenu dans un quartier spécial de la maison d'arrêt. Malheureusement ces quartiers spéciaux n'existaient pas, et n'existent pas encore dans toutes les prisons, aussi la loi du 24 mai 1951 ajouta à l'article 11 le membre de phrase : « ou, à défaut, dans un local spécial ; il sera, autant que possible, soumis à l'isolement de nuit ». Ainsi fut légalisée la pratique de nombreuses maisons d'arrêts qui consistait et consiste encore à défaut de quartier spécial à réserver simplement certaines cellules aux mineurs afin qu'ils ne soient pas mélangés avec des adultes.

En dehors de la détention provisoire, sont prévues plusieurs solutions de garde provisoire ; toutes ces mesures de garde provisoires peuvent être révoquées et modifiées en cours d'information.

b) *L'instance, le problème de la publicité restreinte*

L'adolescent criminel, une fois son affaire instruite, est traduit devant une juridiction de jugement ; une question se pose : bénéficiera-t-il des règles de publicité restreinte édictées par la loi de 1912, par celle de 1942, et par l'ordonnance de 1945, pour les mineurs ? Y a-t-il des règles spéciales à suivre au cours de l'instance ?

(15) Cf. *infra*, l'étude des dossiers.

Cf. « Quelques aspects de la procédure appliquée et de la sanction infligée aux mineurs criminels. Etude faite à partir de 195 dossiers des années 1967 et 1968 ». Christine Lazerges-Rothé. - Etude à paraître dans le cadre d'une enquête sur les mineurs criminels effectuée au Centre de Recherche et de Formation de l'Education surveillée de Vaucresson ».

(16) R. Vouin. La détention provisoire. D. 1969, Chr. p. 199.

En considérant la loi de 1912, la réponse est très simple : l'adolescent criminel sera traduit devant une Cour d'assises ordinaire, les règles de procédure suivies seront les règles de procédure de droit commun : le jeune de seize à dix-huit ans accusé de crime ne pourra en aucun cas bénéficier des règles de publicité restreinte édictées par la loi de 1912 dans son article 19, pour les autres catégories de mineurs.

Ces règles, pour l'ensemble des mineurs délinquants, sauf ceux de seize à dix-huit ans auteurs de crimes, consistent en quatre dispositions différentes :

- chaque affaire est jugée séparément ;
- seules sont admises à assister aux débats certaines personnes (article 19, alinéa 2), dont les représentants de la presse ;
- la publication du compte rendu des débats est interdite ;
- mais le jugement ou l'arrêt sont rendus en audience publique.

A l'alinéa 6, il est précisé — et cette disposition est regrettable, car elle restreint encore le nombre des mineurs qui bénéficieront de la publicité restreinte — « lorsque le mineur a été renvoyé devant la juridiction de droit commun avec des inculpés présents plus âgés, l'audience est publique ».

Bien entendu, quand des mineurs de seize à dix-huit ans comparaissent devant une cour d'assises, il se peut — comme pour des adultes d'ailleurs — que le président ordonne le huis-clos en vertu de l'article 310 du code d'instruction criminelle.

A propos de la publicité des audiences de mineurs, la loi de 1942 a une position très stricte, qui joue totalement pour les adolescents criminels de seize à dix-huit ans. Dans son article 10, alinéa 4, la loi prévoit que sont admises à l'audience uniquement les personnes qualifiées par l'intérêt dont elles ont fait preuve à l'égard de l'enfance délinquante, ou dont la présence est nécessaire puisque c'est à elles ou aux œuvres qu'elles représentent que la surveillance ou la garde de l'enfant pourra être conférée. La publicité est plus restreinte que sous l'empire de la loi de 1912 (article 19) puisque les représentants de la presse sont exclus. Leur admission se justifiait mal étant donné qu'aux termes de l'article 19, alinéa 3, de la loi de 1912, la publication du compte rendu des débats des tribunaux pour enfants et adolescents était interdite. L'article 13 de la loi de 1942 va plus loin en déclarant : « La publication du compte rendu des débats des tribunaux pour enfants et adolescents ainsi que de tous articles sur les mineurs poursuivis est interdite. Il en est de même de la reproduction de tout portrait de ces mineurs et de toute illustration les concernant ».

La loi de 1942, non seulement exclut les journalistes, mais aggrave (article 13, alinéa 3) les sanctions atteignant la publication de tout compte rendu, portrait, illustration, concernant le jeune inculpé.

L'ordonnance de 1945, dans son article 4, alinéa 4, exclut également les journalistes, ceci en rapport avec l'interdiction qui est faite de publier sous une forme quelconque un compte rendu des débats, de reproduire une illustration quelconque concernant le mineur, etc...

En résumé, les règles de publicité restreinte établies par l'ordonnance du 2 février 1945 se ramènent à quatre types de dispositions, comme dans la loi de 1912 :

- le jugement séparé de chaque affaire (article 14, alinéa 1),
- l'établissement de la liste des personnes pouvant assister aux débats (article 14, alinéa 2),
- l'invitation faite au mineur de se retirer après l'interrogatoire, et l'audition des témoins (article 14, alinéa 3). Cette disposition est nouvelle et n'était pas prévue en 1912.
- l'interdiction de toute publicité concernant l'affaire (interdiction sanctionnée au cas où elle serait violée, article 14, alinéa 4), mais il est prévu que le jugement sera rendu en audience publique en la présence du mineur.

Il pourra être publié mais sans que le nom du mineur puisse être indiqué autrement que par une initiale.

Ces règles s'appliquent aussi bien au tribunal pour enfants ordinaire, qu'à celui complété par le jury. On lit, à l'article 20 de l'ordonnance : « Le mineur âgé de plus de seize ans, accusé de crime, sera jugé par le tribunal pour enfants... qui sera complété par le jury et qui, sous réserve des dispositions de l'article 14, procédera conformément aux articles 291 à 380 du code d'instruction criminelle ». Faute de renvoi à l'article 13, il faut penser que le mineur ne peut être dispensé de comparaître en personne à l'audience.

Les adolescents criminels, selon l'ordonnance de 1945, bénéficient donc de règles spéciales quant à l'instruction, la composition de la juridiction de jugement, et quant au déroulement de l'instance ; qu'en est-il sur le plan de la sanction, et qu'en est-il par rapport aux textes antérieurs : loi du 22 juillet 1912. loi du 27 juillet 1942 ?

*
**

c) *La décision*

Sous l'empire de la loi de 1912, la question de discernement instaurée par le code pénal était le pivot du système. Cette question se posait quelle que soit la juridiction devant laquelle le mineur comparaisait, donc elle se posait pour les jeunes criminels de seize à dix-huit ans comparaisant devant la cour d'assises. En cour d'assises, la question était posée par le président du jury, après la question générale de culpabilité. Alors que pour les majeurs la question générale de la culpabilité qui est posée au jury englobe

l'élément matériel et l'élément moral de l'infraction, pour l'adolescent et le mineur en général, l'élément moral fait l'objet d'une question spéciale : quand la question de culpabilité a été résolue affirmativement, se pose encore la question de discernement.

Si le jeune criminel de seize à dix-huit ans est reconnu avoir agi sans discernement, il est acquitté, mais la cour d'assises doit prendre à son égard une mesure éducative, soit :

- rendre l'adolescent à ses parents, ce qui n'intervenait qu'absolument exceptionnellement pour un jeune criminel ;
- le confier à une personne ou à une institution charitable pour une durée pouvant aller jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans ;
- ou encore — et c'était le cas le plus fréquent pour les jeunes de seize à dix-huit ans — ordonner l'internement du mineur dans une colonie pénitentiaire, appelée par un décret du 31 décembre 1927, maison d'éducation surveillée, devenue maintenant institution publique d'éducation surveillée.

Dans l'hypothèse où le discernement était reconnu, une condamnation intervenait ; pour les mineurs de treize à seize ans jouait l'excuse atténuante de minorité (article 67 C.P.), par contre, ceux de seize à dix-huit ans, criminels ou non, étaient punis comme des majeurs.

Rapidement, juges et jurés s'affranchirent de la question de discernement en tant qu'elle signifiait conscience d'accomplir un acte illicite, intention coupable, ou développement suffisant des facultés mentales permettant au mineur de comprendre l'immoralité de sa conduite (17). D'un seul point de vue utilitaire, les juges et jurés répondaient « oui » ou « non » à la question de discernement, selon qu'il leur semblait préférable d'infliger au mineur une sanction pénale ou de lui faire subir une mesure éducative.

Cet état de chose a déterminé et dans la loi de 1942, et dans l'ordonnance de 1945, la suppression de la question de discernement.

Aux termes de l'article 17, alinéa 1, de la loi de 1942, « tous les mineurs de dix-huit ans reconnus auteurs ou complices d'un crime ou d'un délit ne sont, en principe, l'objet que d'une mesure de protection et de redressement ». C'est donc une présomption d'irresponsabilité pénale qui remplace la question de discernement. Les effets de cette présomption varient suivant l'âge du délinquant et la nature de l'infraction. Pour les mineurs de seize à dix-huit ans, la présomption souffre toujours la preuve contraire. Une peine peut intervenir quelle que soit la nature criminelle ou correctionnelle de l'infraction. Les adolescents criminels sont donc, si le tribunal l'estime nécessaire, l'objet d'une mesure répressive, ceci dans les conditions prévues par l'article 23. Le bénéfice de l'excuse atténuante de minorité est réservé aux mineurs de seize ans. Les criminels de

(17) *Donnedieu de Vabres* : *Traité de droit criminel et de législation pénale comparée*, 1949, p. 184.

seize à dix-huit ans, pour qui le tribunal décide l'application d'une peine nécessaire, peuvent donc être condamnés aux mêmes peines que les adultes.

Si l'irresponsabilité pénale est retenue, une des mesures énumérées à l'article 18 est appliquée. Il s'agit, soit de la remise aux parents, soit du placement chez une personne digne de confiance, soit, enfin, le placement dans une œuvre habilitée ou dans une institution. L'article 18 énumère les types d'institutions possibles. La durée de ces placements ne peut dépasser l'époque où le mineur aura atteint l'âge de vingt et un ans ; en outre, le tribunal pour enfants et adolescents peut ordonner que le mineur sera placé jusqu'à vingt et un ans au plus sous le régime de la liberté surveillée.

La position de l'ordonnance de 1945 quant au problème de la sanction n'est pas très éloignée de celle de la loi de 1942. La différence importante pour les jeunes de seize à dix-huit ans coupables de crimes vient de ce que, pour eux et pour tous les mineurs de seize à dix-huit ans en général, l'excuse atténuante de minorité n'est pas écartée automatiquement.

D'une part, l'application d'une sanction pénale n'est pas obligatoire ; l'article 2, alinéa 2 de l'ordonnance dispose : « Le tribunal pourra, lorsque les circonstances et la personnalité du délinquant paraîtront l'exiger, prononcer à l'égard du mineur âgé de plus de treize ans une condamnation pénale par application des articles 67 et 69 C.P. ». D'autre part, l'excuse atténuante de minorité joue, sauf si par une décision spécialement motivée le tribunal décide qu'il n'y a pas lieu de retenir cette excuse.

Lorsque le tribunal pour enfants assorti du jury statue, le président pose à peine de nullité les deux questions suivantes, après la question sur la culpabilité (article 34 de l'ordonnance) :

- Y a-t-il lieu d'appliquer à l'accusé une condamnation pénale ?
- Y a-t-il lieu d'exclure l'accusé du bénéfice de l'excuse atténuante de minorité ?

S'il n'y a pas lieu d'appliquer à l'accusé une condamnation pénale, le tribunal pour enfants assorti du jury prononcera, lorsque la prévention est établie, l'une des mesures prévues à l'article 15 :

- remise aux parents, au tuteur, à la personne qui avait la garde ou à une personne digne de confiance ;
- remise à la garde d'une œuvre privée habilitée ;
- remise à l'assistance publique ;
- placement dans un internat approprié ;
- placement dans un établissement ou une institution d'éducation, de formation professionnelle ou de soins, dans un institut médico-pédagogique de l'état ou d'une administration publique habilitée.

En réalité, l'application d'une mesure à un adolescent criminel est très rare. Bien que ce cas soit rare, il faut rappeler que, si mesure il y a, il peut y avoir révision de la mesure par le tribunal pour enfants, et cette révision est confiée au tribunal pour enfants seul, et non au tribunal pour enfants assorti du jury. En 1912, il n'était prévu de modification de la mesure prise qu'au cas de mauvaise conduite ou de péril moral du mineur (article 25). Dans ces cas, le président du tribunal — chaque fois qu'il le jugeait nécessaire — soit d'office, soit sur simple requête du délégué, pouvait ordonner de citer le mineur et les personnes chargées de sa garde à une prochaine audience pour qu'il soit statué à nouveau.

La loi du 26 mars 1927 avait précisé cette question de la révision des mesures. Le droit de provoquer des mesures à prendre n'était plus réservé au président du tribunal et au délégué (article 23 de la loi de 1912). Au cas de bonne conduite, il appartenait aussi au Ministère public et à la famille de saisir le président. Au bout d'un an, les parents ou le tuteur pouvaient demander au tribunal que l'enfant leur soit rendu (article 66, alinéa 5 C.P.).

La loi de 1942 (article 22, alinéa 1) ne vise que les cas de mauvaise conduite, de péril moral ou d'entrave apportée à la surveillance. Le pouvoir d'initiative est conféré au Ministère public, au délégué et au président de la juridiction qui a statué, qui peut saisir le tribunal pour enfants et adolescents. Mais il n'est plus question d'un droit pour les parents, ni pour le tuteur, de s'adresser au président ou de saisir le tribunal.

Le dernier alinéa de l'article 22 est intéressant. Il dispose : « Le tribunal peut, à tout moment, modifier le placement de l'enfant. La compétence est déferée à la juridiction qui a statué ».

Ce n'est pas le cas dans l'ordonnance de 1945 pour les adolescents criminels. Nous avons vu qu'en cas de modification de mesure, c'est le tribunal pour enfants seul qui statue. Les articles 27 et 28 de l'ordonnance examinent avec beaucoup de détails la question de la révision des mesures de protection, d'assistance, de surveillance, d'éducation ou de réforme.

Il apparaît, à la lumière de cette rapide comparaison de la situation de l'adolescent criminel dans les systèmes de la loi de 1912, de 1942 et de 1945, qu'une évolution nette est à constater, ces mineurs les plus âgés et coupables de graves infractions bénéficient désormais d'une juridiction de jugement qui leur est propre, relativement spécialisée puisqu'elle comporte le tribunal pour enfants dans sa composition ordinaire. Cette catégorie de mineurs, désormais, bénéficie également de toutes les règles applicables à l'ensemble des mineurs.

Sur le plan de la juridiction compétente à leur égard, en 1945 les adolescents criminels jouissent d'un système transitoire entre le droit des mineurs et le droit des adultes ; sur tous les autres plans, ces jeunes de seize à dix-huit ans jouissent encore du droit des mineurs.

Pourquoi la loi de 1951 ? Pourquoi la cour d'assises des mineurs ? Et qu'est-ce que la cour d'assises des mineurs ? Telles sont les questions auxquelles il faut essayer de répondre.

La révision de l'ordonnance de 1945 par la loi du 24 mai 1951 ne signifie pas que l'ordonnance était défectueuse, qu'il fallait la refondre. On a voulu simplement la mettre au point, la perfectionner.

M. Rollin, dans son rapport à l'Assemblée nationale, le 28 mai 1950 (18) notait qu'il s'agissait uniquement, dans ce nouveau texte, de remédier à certains inconvénients de l'ordonnance, que la pratique avait décelés.

En réalité, nous constaterons qu'en ce qui concerne la juridiction compétente pour juger les criminels de seize à dix-huit ans, la loi de 1951 n'apporte pas une simple mise au point de la juridiction antérieure, mais une reconstruction.

Avant cette loi de 1951, une loi du 25 août 1948 était intervenue pour combler certaines lacunes de l'ordonnance de 1945. Un projet de loi plus vaste fut déposé par le gouvernement sur le bureau de l'Assemblée nationale le 21 janvier 1949. Ce projet avait été préparé par la Direction de l'éducation surveillée. Il fut adopté sans débat, au rapport de M. Rollin, en première lecture en mars 1951. Au conseil de la République, dans la séance du 11 mai 1951, le projet fut également adopté, mais après discussion et le vote de quelques amendements. De retour devant l'Assemblée nationale, il y fut adopté, toujours sans débat, le 23 mai 1951, dans le texte modifié par le conseil de la République. La loi a été promulguée le 24 mai et publiée au J.O. du 2 juin 1951, sous le n° 51.687 (19). Elle entra en vigueur le 1^{er} octobre 1951. M. Rollin présenta, dans son rapport, ce qu'il considérait comme étant les quatre modifications importantes de l'ordonnance de 1945, apportées par le projet :

(18) Annexe à la séance du 28 mai 1950 - J.O. n° 10013.

(19) Travaux préparatoires. Dépôt du projet de loi à l'Assemblée nationale. Annexe à la séance du 21 janvier 1949 - J.O. n° 6143.

— Rapport de M. Rollin à l'Assemblée nationale. Annexe à la séance du 28 mai 1950 - J.O. n° 10013.

— Rapport de M. Mollé au Conseil de la République. Annexe à la séance du 4 mai 1951 - J.O. n° 344.

— Discussion et adoption avec amendements, séance du 10 mai 1951. J.O. débats parlementaires, p. 1584 et suivantes.

— Adoption sans débat à l'Assemblée nationale, le 23 mai 1951. Débats parlementaires, J.O. p. 5630.

— La loi de 1951 a été commentée par plusieurs auteurs :

● *Donnedieu de Vabres*, D. 1951, p. 115.

● *Brouhot* : la loi du 24 mai 1951 portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945, J.C.P. 1951, 937.

● *Chazal et Delacroix* : La loi du 24 mai 1951 portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. G.P. 1951, II, D. 1921.

● *Magnol* : révision de l'ordonnance de 1951, R.S.C. 1951, p. 445.

● *Albert Popineau* : La loi du 24 mai 1951 portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945. Lois nouvelles, 1951, 1^{re} partie, p. 129.

- le tribunal départemental : « Chaque tribunal pourra être doté d'un délégué permanent à la liberté surveillée, d'un service social, d'un Centre d'accueil destiné à héberger les jeunes prévenus » (article 4 de la loi) ;
- la cour d'assises des mineurs, que M. Rollin pense être une solution satisfaisante au problème difficile de la disjonction des causes (article 20 de la loi) ;
- le cumul possible d'une peine et d'une mesure de surveillance : la liberté surveillée (article 19 de la loi) ;
- le règlement de la question de l'exécution des peines d'emprisonnement prononcées contre les mineurs. Le gouvernement devrait être conduit à créer des prisons-écoles (article 2, alinéa 2, de la loi).

La loi de 1951 apporte encore d'autres modifications. Il est difficile d'établir un ordre d'importance dans ces réformes. Citons encore :

- la détermination des attributions du conseiller délégué à la protection de l'enfance (article 23 de la loi) ;
- la modification des règles à suivre en matière d'action civile (article 6 de la loi).

Comme auparavant, l'action civile peut être portée devant toutes les juridictions pour les mineurs (article 6, alinéa 1), mais en cas d'affaires mineurs-majeurs l'action civile pourra dorénavant n'être portée que devant la juridiction qui statue pour les majeurs. C'est une possibilité et non une obligation (20). Dans le système de l'ordonnance de 1945, il était nécessairement statué sur l'action civile en ce qui concernait les mineurs devant les juridictions pour mineurs, même s'il y avait des complices ou coauteurs majeurs.

Dans notre étude de la cour d'assises des mineurs, il sera simplement fait allusion aux problèmes d'action civile sans qu'ils soient approfondis, ceux-ci, en effet, si on voulait les étudier de façon sérieuse, vu leur importance, pourraient faire à eux seuls l'objet d'une recherche.

Pour les jeunes de seize à dix-huit ans coupables de crimes, la modification apportée par la loi de 1951 qui nous intéresse au premier chef, est cette substitution d'une cour d'assises des mineurs au tribunal des enfants complété par le jury. Nous verrons en quoi il ne s'agit pas d'une modification du régime antérieur, mais d'une transformation.

Pour deux raisons principales, on a considéré que le système de 1945 n'était pas satisfaisant : quant à la composition de la juridiction compétente pour connaître des crimes d'adolescents, quant au délicat problème de la disjonction ou de la non-disjonction.

(20) Crim. 6 mars 1956, J.C.P. 1956, som. p. 57.

Le tribunal des enfants complété par le jury demeurait présidé par le juge des enfants. On a reproché à ce magistrat d'être souvent trop jeune et trop inexpérimenté pour pouvoir présider suffisamment bien une audience d'affaire criminelle. Certains ont trouvé que ce magistrat, le juge des enfants seul au milieu de neuf laïcs, n'avait pas assez d'autorité pour jouer le rôle d'un président d'assises, pour aider les jurés et les assesseurs à résoudre opportunément et légalement les problèmes de procédure ou de fond qui se posent au cours d'un procès criminel, concerne-t-il des mineurs. Cet argument n'est pas déterminant ; l'important est-il que les jeunes de seize à dix-huit ans coupables de crime bénéficient d'une juridiction spécialisée, ou l'important est-il que le président de cette juridiction soit semblable en tous points à un président d'assises et en possède toutes les qualités ?

Non seulement, a-t-on dit, — et ce dernier argument non plus n'est pas convaincant — il est curieux qu'on élève au rang de président d'assises un juge des enfants, mais encore il est dangereux que, pour juger une affaire criminelle, un seul magistrat soit présent, entouré de neuf laïcs.

Plus que la compétence du président du tribunal pour enfants complété par le jury, et la composition de cette juridiction qui sera reprise plus loin, il nous paraît important de discuter l'argument fondé sur la disjonction obligatoire, et les fâcheuses conséquences de cette disjonction obligatoire. La conséquence juridiquement la plus grave est d'arriver à une contrariété de jugement (21).

S'il est évident que la disjonction automatique a des inconvénients, on peut se demander aussi si la solution de la loi de 1951 est satisfaisante, en autorisant mineurs criminels de seize à dix-huit ans et majeurs impliqués dans la même affaire à être jugés ensemble par la cour d'assises des mineurs (articles 9 et 20).

Bien entendu, les inconvénients de la disjonction n'existent pas uniquement au niveau des affaires criminelles dont les auteurs sont des jeunes de seize à dix-huit ans, avec des complices ou coauteurs majeurs, mais dès que dans une affaire délictuelle ou criminelle sont en cause des mineurs ou des majeurs. La loi de 1951 ne résoud pas totalement le problème de la disjonction.

C'est par trois solutions sur le plan de la procédure que cette loi de 1951 a essayé de pallier les conséquences fâcheuses de la disjonction :

- dorénavant, les complices et coauteurs majeurs peuvent être entendus au tribunal pour enfants (article 13) ;
- il est possible, pour la partie civile, de ne porter son action que devant la juridiction répressive des majeurs (article 6) ;
- enfin est créée la cour d'assises des mineurs (article 20).

(21) Crim. 9 février 1956, J.C.P. 1956, II, 9574, note Larguier.

Il faut remarquer que, malgré ces palliatifs, la contradiction possible des choses jugées subsiste quand la coopération s'est produite entre les mineurs de treize à seize ans justiciables des tribunaux pour enfants et des adultes, ou entre des enfants jusqu'à seize ans et des adolescents de seize à dix-huit ans coupables de crimes.

Il est clair que c'est ce problème de la disjonction qui est à l'origine de la création de la cour d'assises des mineurs. La cour d'assises des mineurs est-elle une juridiction spécialisée ? Ou a-t-on sacrifié la spécialisation de la juridiction compétente en matière de crimes commis par des jeunes de seize à dix-huit ans, pour éviter les inconvénients de la disjonction ?

M. Ancel, parlant de la cour d'assises des mineurs (22) disait : « Il y a là encore une nouvelle affirmation du principe de la spécialisation des juridictions pour mineurs ».

M. Popineau, introduisait son commentaire de la loi de 1951 (23) en écrivant : « C'est, en effet, une véritable cour d'assises que vient de créer la nouvelle loi ».

Ces opinions sont bien contradictoires. Qu'est-ce que la cour d'assises des mineurs ? Comment fonctionne-t-elle ? Quelles sont les difficultés de fonctionnement qui sont apparues depuis 1951 ?

L'étude d'une institution telle que la cour d'assises des mineurs n'est jamais totale, mais peut être abordée sous divers angles parmi lesquels on peut citer : l'analyse juridique au travers des textes et de la jurisprudence qu'a suscités la juridiction, l'analyse des statistiques criminelles concernant les affaires jugées par cette juridiction, l'analyse de dossiers d'assises des mineurs permettant d'essayer de comprendre pourquoi certains mineurs sont renvoyés devant la cour d'assises des mineurs, pourquoi d'autres voient leur crime correctionnalisé et sont renvoyés devant le tribunal pour enfants. L'étude de dossiers peut également permettre de répondre, mais très partiellement, à la question : qui sont ces mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs ?

Dans une première partie, plus sociologique que juridique, nous tenterons d'approcher la cour d'assises des mineurs, et les mineurs qui lui sont déferés, par le biais des statistiques criminelles en premier lieu, puis par l'étude de dossiers criminels d'une part, et correctionnalisés d'autre part, pour essayer de découvrir quelques critères de correctionnalisation.

Dans une seconde partie, plus juridique que sociologique, nous étudierons la cour d'assises des mineurs, juridiction d'exception, avant d'en arriver à définir vers quelle nouvelle cour d'assises des mineurs il serait possible de se diriger.

(22) Ancel : R.D.P.C., 1951-1952, p. 169.

(23) Popineau : Lois nouvelles, 1951, p. 129.

PREMIERE PARTIE

LA COUR D'ASSISES DES MINEURS :
STATISTIQUES GENERALES
ET ETUDE DE DOSSIERS

TITRE PREMIER

STATISTIQUES GENERALES

Les chiffres utilisés pour l'établissement des statistiques générales proviennent :

— d'une part des comptes généraux de la justice criminelle, et plus précisément des cadres suivants :

1. cadre relatif à l'enfance délinquante,
2. cadre V : distinction des condamnés d'après leur âge et la nature des crimes,
3. cadre IV : nombre de condamnés par département et par nature des crimes.
4. cadre IX : distinction des condamnés d'après leur âge, leur sexe et les peines prononcées.

— d'autre part, des rapports de l'éducation surveillée, et plus précisément du tableau et du cadre suivants :

1. tableau 1 : délinquance juvénile, tableau établi à partir des statistiques des Parquets ;
2. cadre sur la répartition des mineurs suivant l'âge et la nature des infractions imputées, cadre établi à partir des statistiques de l'I.N.S.E.E.

— enfin ont été consultés à Vaucresson, au Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée, des tableaux non entièrement publiés, à savoir les statistiques des Parquets sur la délinquance juvénile par cour d'appel de 1951 à 1967 (24).

L'étude des statistiques générales concernant les mineurs criminels de seize à dix-huit ans permet une saisie objective et globale du phénomène qui est celui de l'adolescence criminelle, mais ce n'est qu'à travers l'étude de dossiers qu'il sera peut-être possible de déceler des critères de correctionnalisation.

(24) Depuis la soutenance de la thèse ont été remis à jour les chiffres qui pouvaient l'être à l'aide des comptes généraux de la justice criminelle et des rapports de l'éducation surveillée.

Ce titre 1, consacré à l'étude des statistiques, comprendra trois chapitres. Le premier traitant de l'évolution du nombre des adolescents justiciables de la cour d'assises des mineurs, le second des types d'infractions commises par les adolescents jugés par la cour d'assises des mineurs, le troisième du problème de la décision, il sera consacré à l'étude des peines et des mesures prononcées par la cour d'assises des mineurs.

CHAPITRE PREMIER

EVOLUTION DU NOMBRE DES ADOLESCENTS JUSTICIABLES DE LA COUR D'ASSISES DES MINEURS

Une observation préliminaire s'impose : la masse étudiée ne représente qu'un très petit nombre d'individus, les conclusions tirées sont donc peu significatives du point de vue statistique.

En effet, le nombre total des mineurs traduits depuis 1946 devant le tribunal pour enfants assorti d'un jury, et depuis 1951 devant la cour d'assises des mineurs, n'atteint pas 1.500, alors que pour la seule année 1970 — par exemple — le nombre total des mineurs délinquants jugés s'élève à 46.779.

Dans la première section, qui traitera de chiffres globaux, nous étudierons d'abord les chiffres concernant les adolescents et adolescentes jugés par la cour d'assises des mineurs, puis les chiffres ayant trait aux classements sans suite, et aux non-lieux appliqués aux affaires criminelles de jeunes de seize à dix-huit ans.

Dans la seconde section, il sera question de ces chiffres globaux par cour d'appel, et non plus pour toute la France.

Section I. — CHIFFRES GLOBAUX CONCERNANT LES MINEURS JUSTICIABLES DE LA COUR D'ASSISES DES MINEURS.

§ 1. ADOLESCENTS ET ADOLESCENTES JUGÉS PAR LE TRIBUNAL POUR ENFANTS ASSORTI DU JURY, PUIS PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS, DE 1946 A 1970.

A) Rapport entre l'évolution de la délinquance juvénile en général, et celle des mineurs criminels de seize à dix-huit ans jugés.

Le nombre total des mineurs jugés par le tribunal pour enfants assorti d'un jury, ou par la cour d'assises des mineurs, pour la période 1946-1970, s'élève à 1.294.

De 1946 à 1951, 339 mineurs ont été jugés par le tribunal pour enfants, assorti d'un jury.

De 1951 à 1970, 955 mineurs ont été jugés par la cour d'assises des mineurs, soit une moyenne pour l'ensemble des cours d'assises des mineurs, de 48 adolescents criminels jugés par an.

Pour les garçons seuls, on obtient les chiffres suivants :

- de 1946 à 1951, 301 adolescents ont été jugés par le tribunal pour enfants assorti d'un jury.
- de 1951 à 1970, 883 adolescents ont été jugés par la cour d'assises des mineurs, soit au total 1.184 adolescents criminels jugés de 1946 à 1970.

Pour les filles seules, les chiffres sont les suivants :

- de 1946 à 1951, 38 adolescentes ont été jugées par le tribunal pour enfants assorti d'un jury.
- de 1951 à 1970, 72 adolescentes ont été jugées par la cour d'assises des mineurs, soit au total 110 adolescentes criminelles jugées de 1946 à 1970.

Le total des 1.184 affaires concernant des garçons, représente 91 % des affaires jugées par la cour d'assises des mineurs. Seulement 9 % des crimes jugés par cette institution ont pour auteurs des filles. Comparons ces pourcentages avec les pourcentages généraux de filles et de garçons délinquants, qu'ils aient commis des crimes ou des délits. La proportion de filles délinquantes est passée de 16 % en 1951 à 10 % en 1959 ; en 1967, la proportion est de 7,8 %. Les filles criminelles de seize à dix-huit ans représentent en 1964, par exemple, 5 % du total des mineurs criminels de seize à dix-huit ans, et, en 1967, 8 % du total des mineurs criminels jugés, de seize à dix-huit ans.

La première observation est celle d'une grande similitude entre le pourcentage des adolescentes criminelles, et le pourcentage des filles délinquantes en général. La deuxième observation est celle d'une décroissance du taux des mineures délinquantes, depuis la guerre, qu'elles soient criminelles ou non.

Il convient, maintenant, d'examiner la courbe représentative de l'évolution du nombre des adolescents jugés par la cour d'assises des mineurs (courbe I), puis de comparer cette évolution avec l'évolution de la délinquance juvénile en général (courbe II).

Les courbes I et II sont établies à partir des tableaux suivants :

MINEURS JUGES PAR LE TRIBUNAL POUR ENFANTS ASSORTI D'UN JURY
OU PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS

	<i>Garçons</i>	<i>Filles</i>	<i>Total</i>
1946	38	7	45
1947	77	6	83
1948	70	10	80
1949	54	8	62
1950	62	7	69
1951	47	2	49
1952	27	4	31
1953	31	4	35
1954	21	4	25
1955	22	3	25
1956	30	6	36
1957	57	4	61
1958	38	1	39
1959	9	3	12
1960	38	1	39
1961	19	4	23
1962	51	2	53
1963	69	2	71
1964	64	4	68
1965	69	4	73
1966	67	11	78
1967	74	6	80
1968	42	1	43
1969	71	4	75
1970	37	2	39

MINEURS DELINQUANTS JUGES

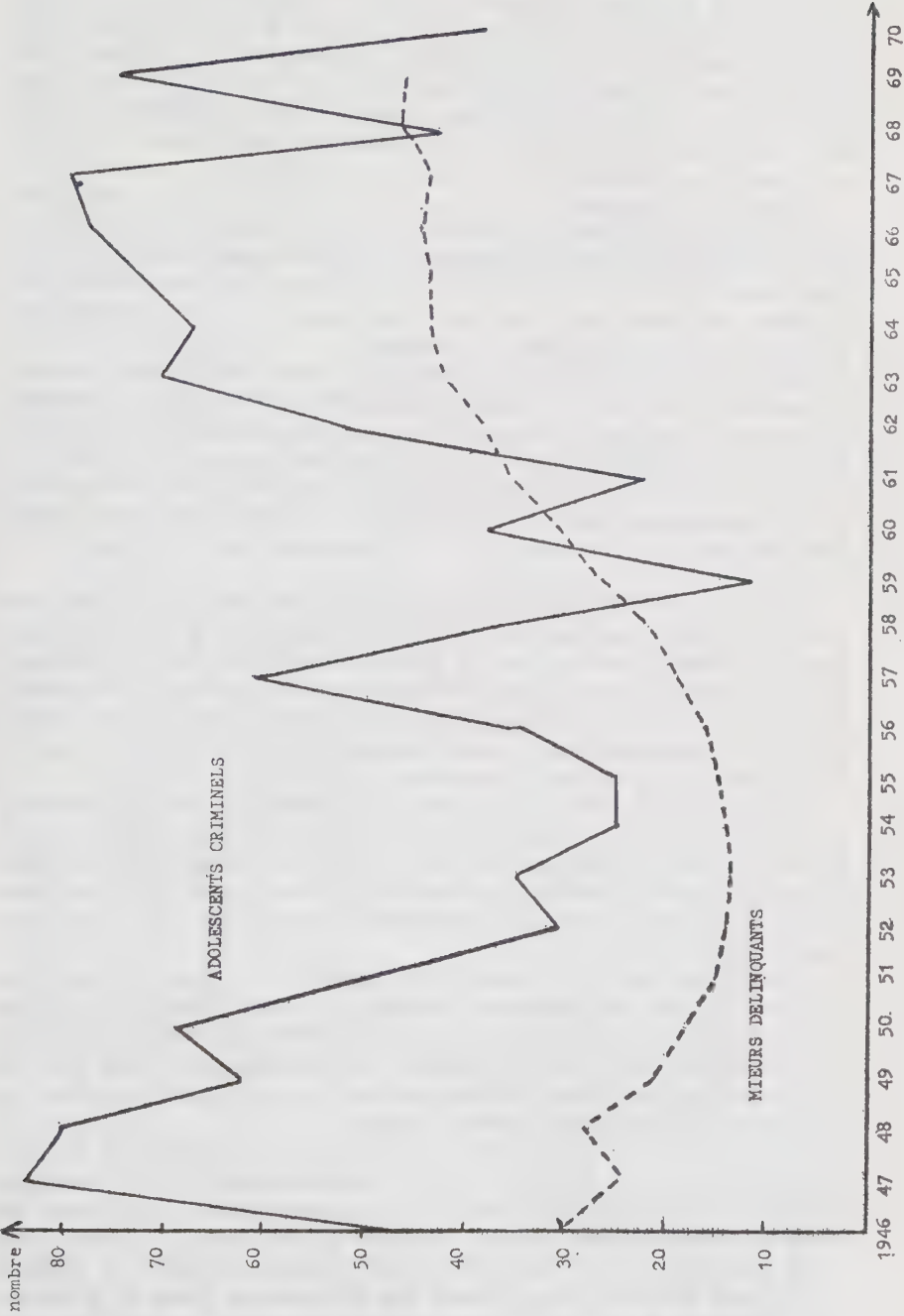
1946 :	29.526	1958 :	18.900
1947 :	23.844	1959 :	22.123
1948 :	27.638	1960 :	26.894
1949 :	21.185	1961 :	30.829
1950 :	17.944	1962 :	35.974
1951 :	14.971	1963 :	38.472
1952 :	14.624	1964 :	42.570
1953 :	14.070	1965 :	43.767
1954 :	13.504	1966 :	43.714
1955 :	13.975	1967 :	44.810
1956 :	14.778	1968 :	44.016
1957 :	16.366	1969 :	47.247
		1970 :	46.779

Pour le tracé de la courbe II ,le nombre des mineurs délinquants jugés est divisé par mille.

EVOLUTION DU NOMBRE DES ADOLESCENTS JUGÉS PAR LE TRIBUNAL POUR ENFANTS
ASSORTI DU JURY ET PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS
DE 1946 A 1970 (COURBE I)



ET PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS. ÉVOLUTION DU NOMBRE DES MINEURS
DÉLINQUANTS 1946-1970 (COURBE II)



Que ce soit pour la délinquance juvénile en général ou pour la délinquance juvénile criminelle de seize à dix-huit ans, les chiffres forts des années d'après guerre sont dus à la désorganisation des structures politiques, administratives, économiques et sociales, cause d'aggravation du taux de la délinquance. Ces chiffres forts sont dus, également, à la liquidation d'un certain nombre d'affaires, restées en suspens pendant la guerre, auxquelles s'ajoutent pour les adolescents quelques affaires de collaboration avec l'ennemi.

Dès 1949 s'amorce une décroissance très nette du nombre des délinquants jugés. Cette décroissance n'est pas forcément une preuve de la diminution réelle du nombre de délinquants mineurs, car il faut noter qu'autour des années 50, absorbée par des tâches plus urgentes ou jugées telles, la police est amenée à ne pas suivre un nombre important d'affaires de mineurs.

Pour les adolescents justiciables de la cour d'assises des mineurs, on peut se demander si la baisse du nombre des affaires ne proviendrait pas de ce que la correctionnalisation judiciaire aurait joué avec plus d'intensité à partir de 1950, et au moment de la mise en place de la nouvelle institution qu'est la cour d'assises des mineurs.

La baisse continue de la délinquance juvénile correspond également au retour à la stabilité, à la réorganisation des familles en particulier.

A partir de 1955 se dessine une hausse du taux de délinquance juvénile, hausse continue dont l'amplitude ne cesse d'être plus large que l'amplitude caractérisant la hausse du volume des jeunes, pendant la même période, dans la population française. Par exemple, entre 1963 et 1964, la population juvénile (10-18 ans) s'est accrue de 1,83 %, cependant que le pourcentage des délinquants, par rapport à cette même population, a augmenté de 8,76 %.

Pour les adolescents justiciables de la cour d'assises des mineurs, on note une hausse sensible en 1957, mais hausse à laquelle il ne semble pas qu'il faille attacher une grande importance, étant donné le petit nombre d'individus observés. On ne peut tirer quelques conclusions que lorsque les phénomènes observés se retrouvent plusieurs années de suite.

La hausse réelle et notable du nombre des mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs démarre en 1962, donc avec six ans de retard sur la hausse réelle de la délinquance juvénile en général, pour atteindre en 1967 les chiffres de l'après-guerre, soit près de 80 affaires par an, mais depuis on observe une baisse manifeste du nombre des adolescents criminels jugés.

Y aurait-il eu, entre 1962 et 1967, un durcissement de la politique des Parquets quant à la correctionnalisation ou une recrudescence des crimes d'adolescents ? Si depuis 1968 le nombre des mineurs criminels de seize à dix-huit ans diminue, il faut noter qu'il n'en est pas de même de la délinquance juvénile en général, et ce sont peut-être simplement les fluctuations dans la politique des Parquets quant à la correctionnalisation qui expliquent cette baisse relative.

De l'observation de la courbe représentative de l'évolution du nombre des adolescentes jugées par la cour d'assises des mineurs, on ne peut tirer aucune conclusion, tant la masse observée est réduite. Les variations annuelles sont donc peu significatives. Remarquons simplement que les affaires criminelles jugées, concernant des filles, sont exceptionnelles. L'ensemble des cours d'assises des mineurs ne jugent, en moyenne, que quatre affaires de ce type par an.

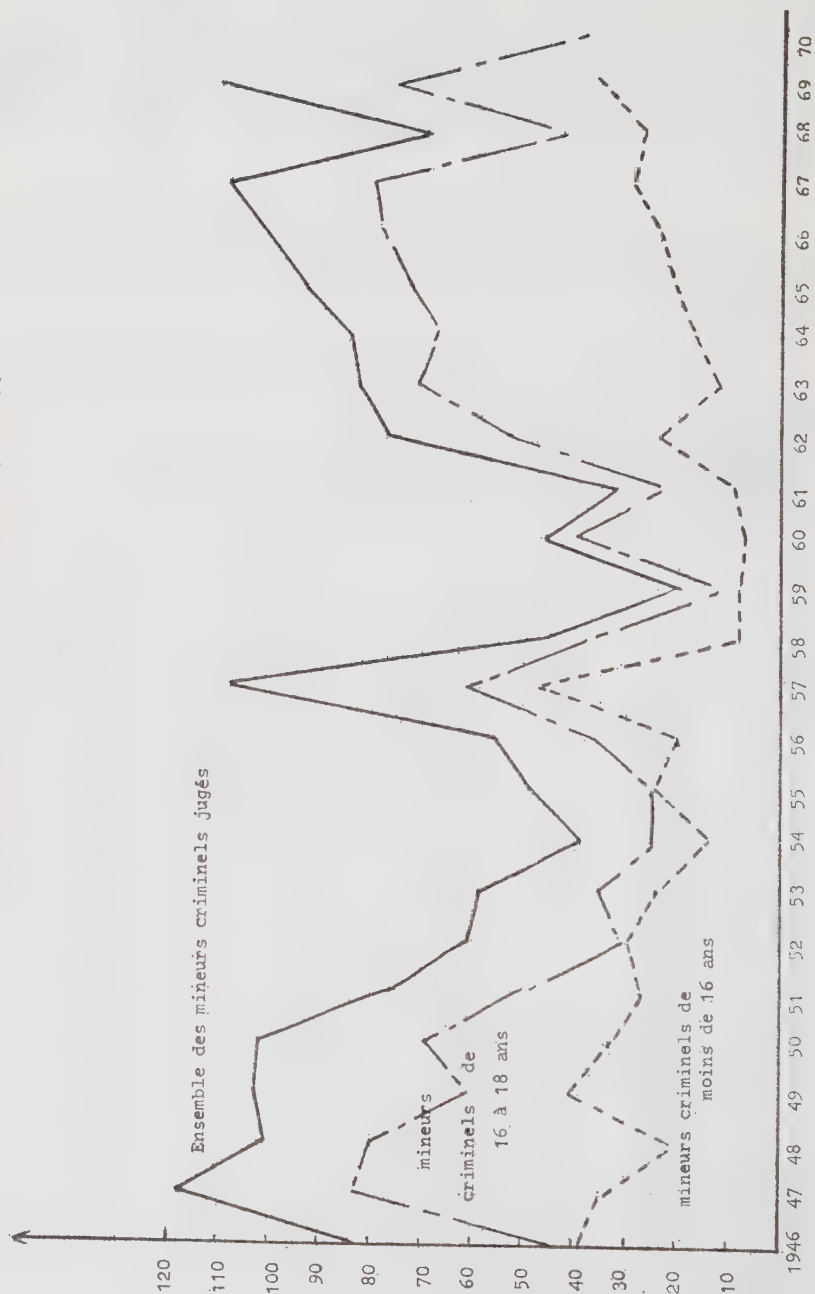
Il peut être intéressant de comparer l'évolution du nombre des mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs, avec l'évolution du nombre des mineurs criminels de moins de treize ans, et de treize à seize ans.

B) Comparaison avec les mineurs criminels de moins de treize ans, et avec ceux de treize à seize ans.

Le tableau suivant permet d'établir les courbes I, II et III concernant les mineurs criminels jugés selon leur âge.

<i>Années</i>	<i>Total des mineurs criminels</i>	<i>Mineurs criminels de moins de 16 ans</i>	<i>Mineurs criminels de 16 à 18 ans</i>
1946	84	39	45
1947	118	35	83
1948	101	21	80
1949	103	41	62
1950	102	33	69
1951	76	27	49
1952	61	30	31
1953	59	24	35
1954	39	14	25
1955	49	24	25
1956	56	20	36
1957	108	47	61
1958	47	8	39
1959	20	8	12
1960	46	7	39
1961	32	9	23
1962	77	24	53
1963	83	12	71
1964	85	17	68
1965	94	21	73
1966	102	24	78
1967	109	29	80
1968	70	27	43
1969	111	36	75
1970	50	11	39
TOTAL	1882	588	1294

EVOLUTION DU NOMBRE DES MINEURS CRIMINELS JUGÉS PAR LE TRIBUNAL POUR ENFANTS
ASSORTI DU JURY, LA COUR D'ASSISES DES MINEURS
ET LE TRIBUNAL POUR ENFANTS DE 1946 A 1970

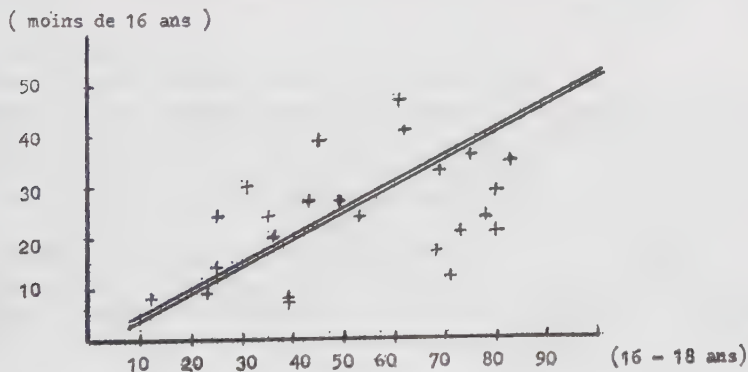


Peut-on parler de corrélation entre l'évolution du nombre des mineurs criminels de moins de seize ans, et celle du nombre des mineurs criminels de seize à dix-huit ans ?

La représentation graphique qui suit (sur cette représentation graphique, chaque année est représentée par un point du plan défini par le nombre des mineurs de moins de seize ans, et de seize à dix-huit ans, criminels) pousse à constater qu'il n'y a pas la moindre corrélation entre l'évolution du nombre des mineurs criminels de moins de seize ans et celle des mineurs criminels de seize à dix-huit ans, étant donné qu'il est impossible de situer tous les points sur une même droite. Si nous essayons de tracer un nuage entourant les points presque alignés, il faut remarquer que plus de la moitié des points restent en dehors du nuage.

A partir de l'étude des courbes, quelques observations peuvent être faites : le chiffre élevé, et l'accroissement du nombre des mineurs criminels de plus de seize ans juste après guerre, alors qu'à la même époque il y a décroissance du nombre des mineurs criminels de moins de seize ans, correspond sans doute à la liquidation d'un certain nombre d'affaires de guerre criminelles, touchant des adolescents, mais ne touchant pas des enfants de moins de seize ans.

REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DE LA CORRÉLATION ENTRE L'ÉVOLUTION
DU NOMBRE DES MINEURS CRIMINELS DE MOINS DE 16 ANS
ET DES MINEURS CRIMINELS DE 16 A 18 ANS



Des années 1950 à 1956, on observe une même tendance à la décroissance des affaires criminelles, un parallélisme dans la hausse de l'année 1957, puis une tendance à la croissance jusqu'en 1967 beaucoup plus marquée pour les adolescents criminels jugés, que pour les mineurs criminels de moins de seize ans. Pour la période 1946-1970, les mineurs de seize à dix-huit ans criminels représentent 69 % de l'ensemble des mineurs criminels jugés, ceux de moins de seize ans, 31 %. Approximativement, il y a donc deux fois plus de criminels dans la tranche d'âge seize-dix-huit ans, que dans les tranches d'âge précédentes.

Ceci est vrai non seulement pour les mineurs criminels, mais pour l'ensemble des mineurs délinquants. Prenons l'exemple des

années 1960 et 1966 (25). En 1960, il y a 7,28 mineurs délinquants de treize à seize ans pour 1.000 mineurs du même âge, en 1966 : 10,45.

En 1960, il y a 23,53 mineurs délinquants de seize à dix-huit ans pour 1.000 mineurs du même âge, en 1966 : 26,35.

Il y a donc près de trois fois plus de délinquants dans la tranche d'âge seize-dix-huit ans, que dans la tranche treize-seize ans. Il faut remarquer que la différence du taux de délinquance entre ces deux tranches d'âge tend à décroître. Pour la seule année 1964, les crimes d'adolescents représentent 80 % de l'ensemble des crimes de mineurs, alors que les délits de mineurs de seize à dix-huit ans pour la même année 1964 ne représentent que 56 % de l'ensemble des délits commis par des mineurs.

En 1967, les chiffres sont les suivants : les crimes d'adolescents représentent 73 % de l'ensemble des crimes de mineurs, et les délits de mineurs de seize à dix-huit ans représentent, pour l'année 1967, 57 % de l'ensemble des délits commis par des mineurs.

En étudiant les chiffres concernant les adolescents justiciables de la cour d'assises des mineurs, on étudie donc la plus grande partie du nombre des mineurs criminels, les mineurs criminels de moins de seize ans étant l'exception. Cette observation est plus vraie encore à partir des années 1960-1961 et jusqu'en 1967, où l'accroissement du volume des mineurs criminels de plus de seize ans est beaucoup plus fort que l'accroissement du volume des mineurs criminels de moins de seize ans.

**

La comparaison de l'évolution du nombre des crimes d'adolescents, avec l'évolution du nombre des crimes commis par des mineurs de moins de seize ans oblige à constater que le crime est un type d'infraction peu commise avant un certain âge, avant l'âge de l'adolescence. La gravité des infractions commises, et le nombre d'infractions commises, croît avec l'adolescence.

La tendance à commettre des crimes s'accroît-elle sensiblement entre dix-huit et vingt et un ans ? Pour répondre à cette question, il est utile de comparer l'évolution du nombre des crimes d'adolescents, avec l'évolution des crimes de jeunes de dix-huit à vingt et un ans.

C) *Comparaison avec les criminels de dix-huit à vingt-et-un ans.*

Dans le compte général de la justice criminelle, l'un des cadres réservés à la cour d'assises a pour titre : « Condamnés d'après leur âge et les peines prononcées ». Les chiffres ne sont utilisables, pour être comparés aux chiffres concernant les mineurs, qu'à partir de 1959, car auparavant la tranche d'âge dix-huit-vingt et un ans n'était pas prévue, mais, plus grossièrement, était prévue la tranche d'âge vingt à trente ans. Le tableau ci-dessous fait état du nombre de jeunes criminels de dix-huit à vingt et un ans, jugés entre 1959 et 1969, et de ceux de seize à dix-huit ans jugés pendant la même période.

L'âge retenu est, bien entendu, l'âge au moment des faits.

	18-21 ans	16-18 ans
1959	112	12
1960	94	39
1961	114	23
1962	110	53
1963	173	71
1964	171	68
1965	198	73
1966	244	78
1967	215	80
1968	191	43
1969	186	75
<i>Total :</i>	1808	615

L'examen de la courbe qui suit permet de conclure, à partir de 1961, et jusqu'en 1967, à une très nette tendance à la hausse du nombre des crimes, que ce soit des crimes commis par des jeunes de dix-huit à vingt et un ans, ou de seize à dix-huit ans ; cependant la hausse est beaucoup plus nette pour les jeunes de dix-huit à vingt et un ans que pour ceux de seize à dix-huit ans. Cette observation semble vraie seulement en matière de crime. En matière de délinquance, en général pour les tranches d'âge seize-dix-huit ans et dix-huit-vingt et un ans, les nombres de délinquants, pour 1.000 jeunes appartenant à chacune de ces tranches d'âge, sont très semblables.

Prenons l'exemple des années 1960 et 1966 (26). En 1960, il y a 23,53 jeunes de seize à dix-huit ans délinquants, pour 1.000 jeunes du même âge ; en 1966 : 26,35. Pour les jeunes de dix-huit à vingt et un ans, les chiffres sont 25,53 et 24,76.

Les crimes commis par des jeunes de dix-huit à vingt et un ans et jugés, représentent pour la période 1959-1969, 78,8 % de l'ensemble des crimes commis par des jeunes de seize à vingt et un ans et jugés.

Ce pourcentage est très semblable à celui observé pour les crimes commis par des mineurs de seize à dix-huit ans par rapport à l'ensemble des crimes commis par les mineurs.

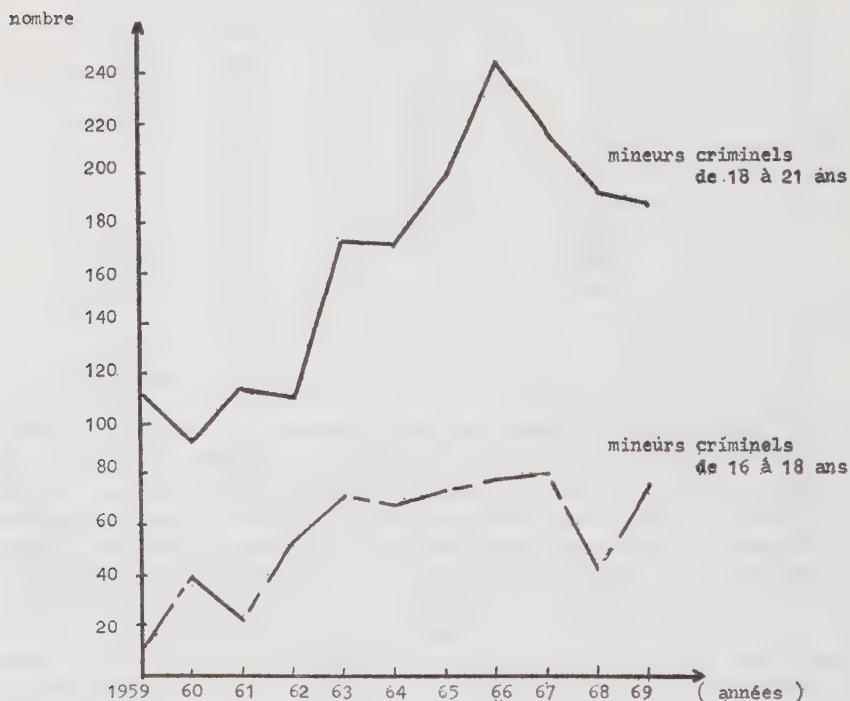
Le crime est donc un type d'infraction qui se développe avec l'adolescence, et dont le volume quadruple entre dix-huit et vingt et un ans, par rapport à ce qu'il était entre seize et dix-huit ans.

Tout ce premier paragraphe était consacré aux mineurs jugés.

L'étude qui suit est centrée maintenant sur les chiffres globaux concernant les affaires criminelles de mineurs de seize à dix-huit ans, classées sans suite ou suivie d'ordonnances de non-lieu.

(26) Compte général de la justice criminelle, 1966, p. R. 75.

EVOLUTION DU NOMBRE DES MINEURS DE 16 A 18 ANS JUGÉS
PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS
ET DU NOMBRE DES JEUNES DE 18 A 21 ANS JUGÉS
PAR LA COUR D'ASSISES DE DROIT COMMUN DE 1959 A 1969



§ 2. CHIFFRES GLOBAUX CONCERNANT CLASSEMENTS SANS SUITE ET NON-LIEUX APPLIQUÉS AUX AFFAIRES CRIMINELLES DE MINEURS DE 16 A 18 ANS.

Il est impossible par les statistiques d'approcher les chiffres globaux concernant les affaires correctionnalisées. Ce n'est qu'après sondage auprès des Parquets qu'il pourrait être possible d'avoir une idée de ce chiffre. Par contre, le rapport de l'éducation surveillée, donnant annuellement le nombre des affaires en principe criminelles, mais suivies d'ordonnances de non-lieu, ou de classement sans suite, permet de calculer quel est le nombre des affaires ouvertes par an, et dont les auteurs seraient, en principe, justiciables de la cour d'assises des mineurs.

La somme des affaires ouvertes et devant être jugées en principe par la cour d'assises des mineurs s'élève pour les années 1946 à 1969 à 1.536. Ce nombre comprend 1.294 prévenus ou accusés, jugés par le tribunal pour enfants assorti d'un jury ou par la cour d'assises des mineurs, 123 affaires suivies d'une ordonnance de non-lieu, et 119 affaires classées sans suite. Sur le total des affaires ouvertes, on obtient les pourcentages suivants :

7,7 % des affaires sont réglées par classement sans suite,
8,1 % le sont par ordonnance de non-lieu.

Pour la période 1951-1969, 7,2 % des affaires sont réglées par classement sans suite, et 4,4 % par ordonnance de non-lieu.

Une première observation s'impose : ces taux sont absolument différents des taux concernant la poursuite et l'instruction des délits pénaux en général (26). Pour la justice pénale de droit commun, en matière de délit, les abandons de poursuite lorsqu'il y a lieu d'y procéder, s'effectuent de plus en plus par la voie du classement.

L'étude des statistiques criminelles portant sur la très longue période qui va de 1831 à 1950 a permis de démontrer le rôle sans cesse croissant joué par les classements sans suite, et par la citation directe à l'audience, décidés par le ministère public et en même temps l'évolution sans cesse décroissante du taux d'affaires réglées par ordonnance de non-lieu.

Le rapport du compte général de la justice criminelle de 1969 note que, de l'année 1960 à l'année 1969, il y a eu un accroissement de 143 % du nombre des affaires classées sans suite, un accroissement de 54 % des citations directes, et un accroissement de simplement 4 % du nombre des affaires soumises à l'instruction.

La multiplication des abandons de poursuite s'explique par l'afflux croissant des faits délictueux, mais touche principalement les délits et les délits d'adultes, et n'atteint que peu les crimes.

En effet, il est exceptionnel de pouvoir classer sans suite des crimes, même si les auteurs sont inconnus. Dans ce cas, il y a une instruction.

Comparons maintenant les taux concernant les ordonnances de non-lieu et les classements sans suite pour les affaires criminelles de mineurs de seize à dix-huit ans, avec ces mêmes taux pour les affaires de mineurs en général.

A) Comparaison avec les pourcentages de classements sans suite et d'ordonnances de non-lieu appliquées aux affaires de mineurs en général.

En se référant à quatre années prises au hasard, 1947, 1952, 1963, 1967, pour l'ensemble des affaires de mineurs, on obtient une moyenne de 1,4 % d'affaires suivies d'ordonnance de non-lieu, et de 16,5 % d'affaires classées sans suite.

Le détail des résultats est le suivant :

1947 : non-lieu : 2,8 %
classement sans suite : 20 %
1952 : non-lieu : 1,4 %
classement sans suite : 14,3 %

(26) Rapport présenté par M. André Davidovitch au IX^e Congrès français de Criminologie à Montpellier, septembre 1968.

— « Le fonctionnement de la justice pénale », analyse statistique et descriptive.

— Le Ministère public : statistique de l'activité des Parquets des tribunaux de grande instance - Essai de typologie.

1963 : non-lieu : 0,76 %
classement sans suite : 18 %

1967 : non-lieu : 0,6 %
classement sans suite : 20 %

Pour les mineurs justiciables de la cour d'assises des mineurs, rappelons pour les années 1946 à 1969 le pourcentage d'affaires suivies d'ordonnances de non-lieu : 8,1 % et d'affaires classées sans suite : 7,7 %.

Une remarque est à faire : il existe une différence énorme entre les proportions de non-lieu et de classement sans suite, concernant les affaires de mineurs en général, et ces mêmes proportions concernant les affaires criminelles de mineurs de seize à dix-huit ans. En effet, si à peu près une affaire sur six, pour les mineurs en général, est classée sans suite, pour les mineurs criminels de seize à dix-huit ans, il n'y en a environ que une sur quinze qui soit classée sans suite. Ceci s'explique aisément, les affaires criminelles sont rarement classées sans suite. C'est après l'information, et non avant, que le plus souvent l'affaire est réglée, s'il y a lieu ; on comprend ainsi les taux relativement élevés d'ordonnances de non-lieu pour les affaires criminelles de mineurs de seize à dix-huit ans, comparés aux mêmes taux pour les affaires de mineurs en général.

Il est utile, pour appuyer ou rejeter cette hypothèse, de considérer les taux de non-lieu et de classement sans suite, pour les affaires concernant tous les mineurs criminels, qu'ils aient de seize à dix-huit ans, ou moins de seize ans.

Pour l'ensemble des affaires criminelles de mineurs, connues des services de police et de la justice, pendant la période 1946-1967, 11,9 % d'entre elles ont été réglées par ordonnance de non-lieu, et 25 % l'ont été par classement sans suite.

Il est préférable de recalculer ces pourcentages pour la période 1951-1967. Les chiffres de l'après-guerre sont en effet faussés par la relative désorganisation de la justice et de la police à cette époque-là. De plus, le nombre d'ordonnances de non-lieu entre les années 1946-1950 est particulièrement et anormalement élevé, étant donné le nombre d'affaires criminelles de guerre et de collaboration qui furent suivies d'ordonnance de non-lieu, pour des causes matérielles, et de politique criminelle, et surtout pour les mineurs. De plus, les lois d'amnistie ont joué.

Pour la période 1951-1967, les résultats sont les suivants :
22,7 % des affaires sont classées sans suite, et
5,5 % suivies d'ordonnance de non-lieu.

Pendant la même période, 9,6 % des affaires pouvant être déférées devant la cour d'assises des mineurs sont classées sans suite, et 5,1 % d'entre elles sont suivies d'ordonnance de non-lieu.

On remarque que, pour les affaires criminelles de mineurs, la proportion de classements sans suite est supérieure même à la proportion de classements sans suite pour l'ensemble des affaires de délinquance juvénile ; par contre, moitié moins d'affaires pouvant être

déférées devant la cour d'assises des mineurs sont classées sans suite. Le phénomène pourrait s'expliquer ainsi : la politique des Parquets pour la poursuite d'affaires concernant des mineurs est la même, que les affaires soient criminelles ou non, sauf pour les affaires criminelles concernant de grands mineurs, les adolescents justiciables de la cour d'assises des mineurs ; pour ceux-ci, peu d'affaires classées sans suite, mais peut-être beaucoup d'affaires correctionnalisées.

On remarque ensuite que le taux de non-lieux pour les affaires criminelles de mineurs en général, ou pour celles de mineurs de seize à dix-huit ans, est pratiquement le même, environ 5 % ; ce taux est très élevé par rapport à ce qu'il est pour l'ensemble des affaires de délinquance juvénile (en 1964 : 0,93 % ; en 1967 : 0,6 %).

*
**

Les chiffres étudiés jusqu'à présent l'étaient globalement, pour les garçons et les filles. Il convient en ce qui concerne les adolescents justiciables de la cour d'assises des mineurs, de distinguer les taux de classement sans suite et d'ordonnances de non-lieu pour les crimes dont les auteurs, ou prétendus auteurs, sont des garçons ou des filles.

B) Pourcentages pour garçons et filles justiciables en principe de la cour d'assises des mineurs.

	<i>Filles</i>	<i>Garçons</i>	<i>Filles et Garçons</i>
Pourcentage de non-lieu			
1946-1967	10,4	8,5	8,7
1951-1967	6,6	5,7	6,2
Pourcentage de classement sans suite			
1946-1967	30	2,8	6,3
1951-1967	39	2,4	7,4

Les taux d'ordonnances de non-lieu, s'ils sont en baisse pour la période 1951-1967, par rapport à ce qu'ils étaient, en tenant compte des années d'après-guerre, sont cependant très importants, un peu plus importants pour les filles que pour les garçons, mais le phénomène intéressant est celui qui a trait au taux de classements sans suite pour les filles et pour les garçons : pour les filles, ce taux est exceptionnellement élevé, pour les garçons exceptionnellement bas par rapport à ce qu'on connaît de ces taux pour les affaires criminelles en général. Plus d'un tiers des affaires criminelles dont les auteurs présumés sont des filles de seize à dix-huit ans, sont classées sans suite. La cause du phénomène est sans doute celle-ci, et sera développée plus à fond dans le deuxième chapitre consacré aux types d'infractions : les catégories d'infractions commises par des

filles et des garçons sont totalement différentes. Les adolescentes criminelles commettent principalement des infanticides, infraction qui ne donne pas lieu fréquemment à constitution de partie civile. L'information n'est donc pas toujours ouverte automatiquement par une partie civile pour ce type de crime. On peut penser que le Parquet, soit classe l'affaire, la mineure peut être déclarée en danger et sera soumise par le juge des enfants à une mesure éducative, soit poursuivra pour homicide par imprudence.

Pour les crimes d'adolescents, consistant en premier lieu en vols qualifiés, les constitutions de partie civile sont fréquentes, ce qui supprime la possibilité du classement sans suite. De plus pour les vols qualifiés, plutôt que de classer sans suite, le Parquet, tantôt correctionnalise l'affaire si cela est possible et souhaitable, tantôt, au contraire, suppose judicieux de poursuivre des affaires graves comises par de grands mineurs, sous la qualification criminelle.

Des chiffres globaux pour toute la France viennent d'être étudiés. Y a-t-il des observations à faire quand on étudie les chiffres concernant les adolescents justiciables de la cour d'assises des mineurs par cour l'appel, par région ?

La réponse à cette question fera l'objet de la deuxième section.

Section II. — CHIFFRES CONCERNANT LES MINEURS JUSTICIAIRES DE LA COUR D'ASSISES DE MINEURS PAR COUR D'APPEL.

On considérera dans un premier paragraphe les moyennes d'affaires d'assises des mineurs par cour d'appel, puis le taux d'affaires d'assises des mineurs par cour d'appel.

Dans un deuxième paragraphe, on comparera le nombre et les moyennes de mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs, par cour d'appel, avec le nombre et les moyennes des majeurs pénaux jugés par la cour d'assises de droit commun par cour d'appel.

§ 1. LES MINEURS CRIMINELS DE 16 A 18 ANS JUGÉS

A) Chiffres et moyennes par cour d'appel

Les tableaux des pages suivantes ont permis d'établir les premières cartes.

On remarque que 23 des 27 cours d'appel ne traitent pas plus de deux affaires de cour d'assises des mineurs par an. Par contre, Paris, Douai, Rennes et Bordeaux connaissent plus de trois affaires d'assises des mineurs par an :

— Paris	: 7,9
— Douai	: 5,5
— Rennes	: 4,0
— Bordeaux	: 4,1

MINEURS CRIMINELS DE 16 A 18 ANS JUGES : CHIFFRES ET MOYENNES PAR COUR D'APPEL

	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Agén	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Aix	1	1	1	0	2	0	0	2	0	0	0	0	2	12	5	2	1	0	0
Amiens	:	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	3	1	3	1	1	0
Angers	:	3	0	0	2	1	9	3	0	0	1	3	1	0	1	4	6	3	3
Bastia	:	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Besançon	:	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Bordeaux	:	1	1	3	0	0	2	2	1	1	0	7	18	8	7	7	12	5	1
Bourges	:	0	0	1	0	0	2	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Caen	:	0	1	1	2	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2	14	1	6
Chambéry	:	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	1	3	0	0	2	0
Colmar	:	0	0	1	2	1	0	2	1	6	2	8	1	0	1	0	2	1	1
Dijon	:	0	0	1	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Douai	:	4	3	0	1	1	0	8	1	2	6	10	8	5	0	15	1	5	16
Grenoble	:	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	2	0	0
Limoges	:	2	2	0	0	0	0	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0	6	0
Lyon	:	4	4	2	2	0	4	0	0	4	2	0	0	5	0	0	3	0	9
Montpellier	:	2	0	2	1	0	0	2	0	0	0	2	0	3	0	0	1	0	4
Nancy	:	0	0	2	1	0	7	7	0	1	0	1	1	0	0	9	4	9	7
Nîmes	:	2	2	1	3	2	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	4	0	1
Orléans	:	1	0	1	0	2	2	17	4	1	2	0	2	1	0	0	0	0	4
Pau	:	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	2	5	1	0	0	0	0	0
Poitiers	:	3	2	0	2	3	1	1	4	1	0	0	0	0	0	6	3	1	0
Rennes	:	3	2	3	3	1	1	6	7	0	0	1	3	3	19	10	5	2	5
Riom	:	1	3	5	0	0	2	0	0	0	0	14	5	2	0	0	1	0	1
Rouen	:	3	0	0	1	0	0	3	1	3	2	4	1	2	2	2	3	2	1
Toulouse	:	0	0	0	3	0	2	0	1	0	0	0	4	3	5	0	0	0	0
Paris (et Reims)	:	18	8	11	2	7	1	6	4	0	9	3	10	14	17	18	13	3	13
Total (1)	:	49	30	35	25	25	21	61	37	10	39	23	53	71	68	73	80	43	75

(1) Ce total est de 896, il résulte des chiffres relevés dans les tableaux originaux que chaque cour d'appel envoie au Centre de Vaucresson ; on remarque une différence de 20 affaires par rapport au chiffre obtenu par simple lecture des comptes généraux de la justice criminelle.

Région parisienne et ouest de la France voient un nombre relativement grand d'affaires se dérouler devant leurs assises des mineurs. D'autres régions comme le centre, le sud et le sud-est voient très peu d'affaires. En Corse, il n'y a jamais eu qu'une seule affaire portée devant la cour d'assises des mineurs.

MINEURS CRIMINELS DE 16 A 18 ANS : CHIFFRES ET MOYENNES
PAR COUR D'APPEL

	<i>Total</i>	<i>Total</i> 1952 1959	<i>Total</i> 1960 1969	<i>Moyen.</i> <i>Générale</i>	<i>Moyen.</i> 1952 1959	<i>Moyen.</i> 1960 1969
Agen	1	0	1	0,05	0	0,1
Aix	31	6	25	1,7	0,7	2,5
Amiens	17	2	15	0,9	0,25	1,5
Angers	37	15	22	2	1,8	2,2
Bastia	1	0	1	0,05	0	0,1
Besançon	3	2	1	0,1	0,25	0,1
Bordeaux	75	9	66	4,1	1,1	6,6
Bourges	5	4	1	0,3	0,5	0,1
Caen	28	4	24	1,5	0,5	2,4
Chambéry	10	0	10	0,5	0	1
Colmar	31	9	22	1,7	1,1	2,2
Dijon	11	1	10	0,6	0,1	1,0
Douai	100	16	84	5,5	2	8,4
Grenoble	7	2	5	0,4	0,2	0,5
Limoges	13	6	7	0,7	0,7	0,7
Lyon	35	12	23	1,9	1,5	2,3
Montpellier	17	7	10	0,9	0,9	1,0
Nancy	49	17	32	2,7	2,1	3,2
Nîmes	15	9	6	0,8	1,1	0,6
Orléans	36	27	9	2	3,3	0,9
Pau	9	0	9	0,5	0	0,9
Poitiers	24	14	10	1,3	1,7	1,0
Rennes	71	23	48	4	3	4,8
Riom	35	10	25	2	1,2	2,5
Rouen	25	4	21	1,4	0,5	2,1
Toulouse	19	6	13	1,1	0,7	1,3
Paris	142	39	103	7,9	5	10,3
Total :	847	244	603	47	30,5	60,3

Les cartes II et III permettent d'observer l'évolution du nombre d'affaires d'assises des mineurs par cour d'appel. La carte II représentant les moyennes d'affaires par cour, pour la période 1952-1959, et la carte III les moyennes d'affaires par cour pour la période 1960-1969.

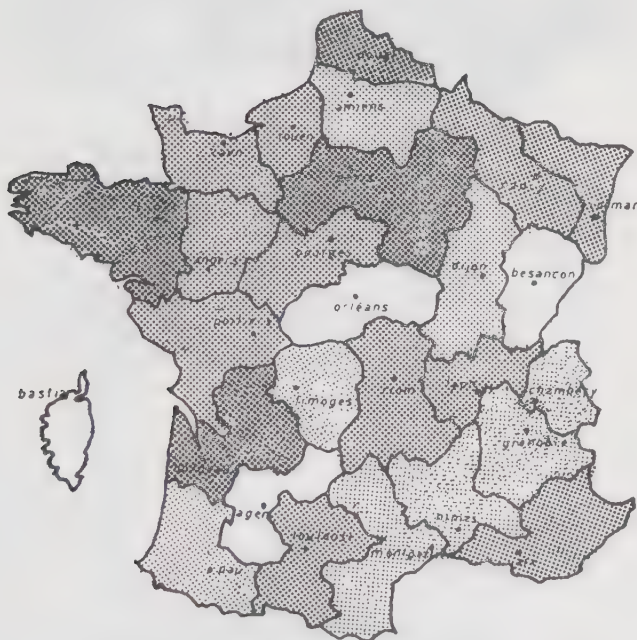
Pour la première période 1952-1959, seule la cour de Paris, la cour d'Orléans et la cour de Rennes, autrement dit la région parisienne et la Bretagne, sont des cours à forte moyenne d'affaires d'assises des mineurs par an.

La carte III dénote en premier lieu un accroissement quasi général du volume d'affaires d'assises des mineurs.

Région parisienne et Bretagne restent des régions à forte moyenne d'affaires d'assises des mineurs. Le nord de la France, et la côte Ouest, d'une façon générale, sont les parties de la France où l'on voit juger le plus grand nombre de crimes de mineurs de seize à dix-huit ans.

MINEURS JUGÉS PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS
PAR COUR D'APPEL
1951-1969

1



moins de 5 mineurs en tout

moins d'un mineur en moyenne, par an

de un à deux mineurs en moyenne, par an

plus de trois mineurs en moyenne, par an

Il faut observer que l'accroissement est le plus fort pour les cours de Douai, Bordeaux, Aix et Paris. Les diminutions de moyenne d'affaires, pour les cours de Bourges et Besançon, par exemple, sont peu significatives étant donné le très petit nombre de crimes d'adolescents jugés dans le ressort de ces cours.

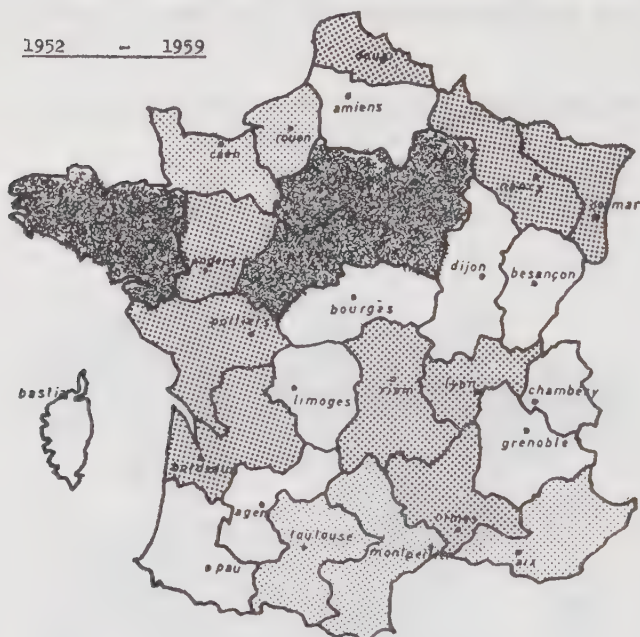
Notons, enfin, la situation à peu près stationnaire pour le Sud-Est, abstraction faite de la cour d'Aix, et un accroissement sensible pour l'Est.

*
* *

MINEURS JUGÉS PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS
PAR COUR D'APPEL

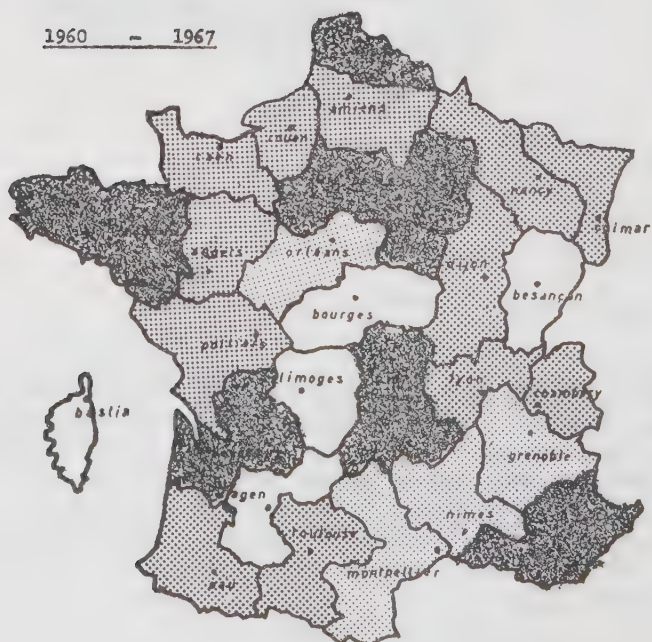
II

1952 — 1959



III

1960 — 1967



Ces observations en elles-mêmes signifient peu de choses. Les moyennes d'affaires d'assises des mineurs par cour d'appel demandent à être comparées avec le nombre de jeunes appartenant à la tranche d'âge seize-dix-huit ans, par cour d'appel.

B) Taux d'affaires d'assises des mineurs par cour d'appel.

C'est d'après les recensements de l'I.N.S.E.E., de 1954 d'une part, et de 1962 d'autre part, qu'ont été calculés le nombre de jeunes par cour d'appel appartenant à la tranche d'âge seize-dix-huit ans.

La tranche d'âge seize-dix-huit ans représente, par cour d'appel, une moyenne de 3 % de la population totale. Ce chiffre varie de 2 % à 3,4 % selon les cours d'appel (2 % pour la Seine ; 3,4 % pour la Manche).

REPARTITION, PAR COUR D'APPEL, DES JEUNES DE 16 A 18 ANS
SELON LES RECENSEMENTS DE L'I.N.S.E.E. DE 1954 ET 1962

	1954	1962		1954	1962
Agen	15.016	17.887	Limoges	19.070	20.290
Aix	47.327	69.863	Lyon	48.704	66.346
Amiens	39.284	49.279	Montpellier	30.988	40.250
Angers	37.340	41.165	Nancy	42.519	51.540
Bastia	7.643	(1)	Nîmes	25.795	34.017
Besançon	24.543	31.084	Orléans	26.140	32.534
Bordeaux	39.119	47.278	Pau	23.650	26.869
Bourges	20.159	23.622	Poitiers	43.432	48.164
Caen	37.228	38.832	Rennes	96.092	102.744
Chambéry	15.156	19.247	Riom	34.085	38.056
Colmar	57.036	58.772	Rouen	37.672	46.948
Dijon	29.038	35.643	Toulouse	28.037	36.475
Douai	95.690	121.932	Paris	191.781	266.062
Grenoble	25.776	40.759			

(1) Pour la Corse, le recensement de 1962 comprenant trop d'erreurs n'a pas été publié par l'I.N.S.E.E.

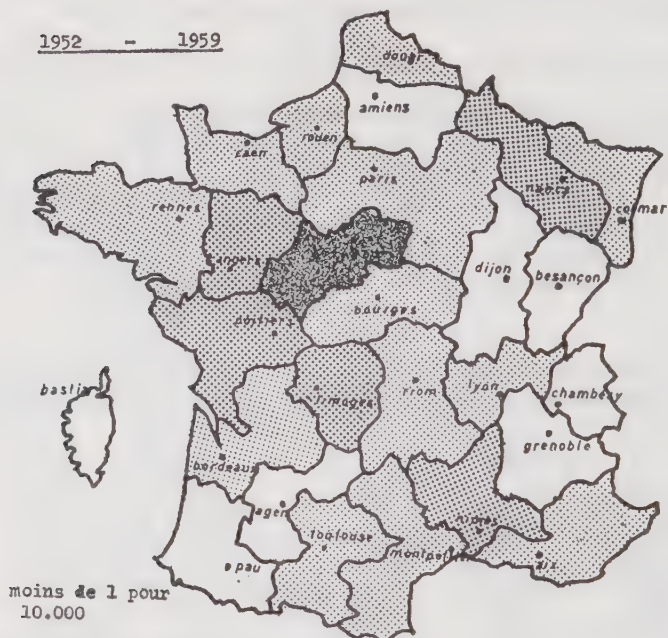
L'observation du tableau des taux, et des cartes représentatives de ces taux, permet d'observer qu'il n'y a pas de différences énormes de taux selon les cours d'appel, à deux exceptions près : Orléans pour la période 1952-1959, et Bordeaux pour la période 1960-1967.

Etant donné le petit nombre de mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs dans le ressort de la cour d'Orléans, le taux élevé (10,3) pour la période 1952-1959 doit être considéré comme accidentel. Cette hypothèse, quand on considère d'une part le taux pour la période 1960-1967 qui est de 1,5 et, d'autre part, les taux des cours d'appel avoisinantes appartenant à la même grande région, paraît fondée.

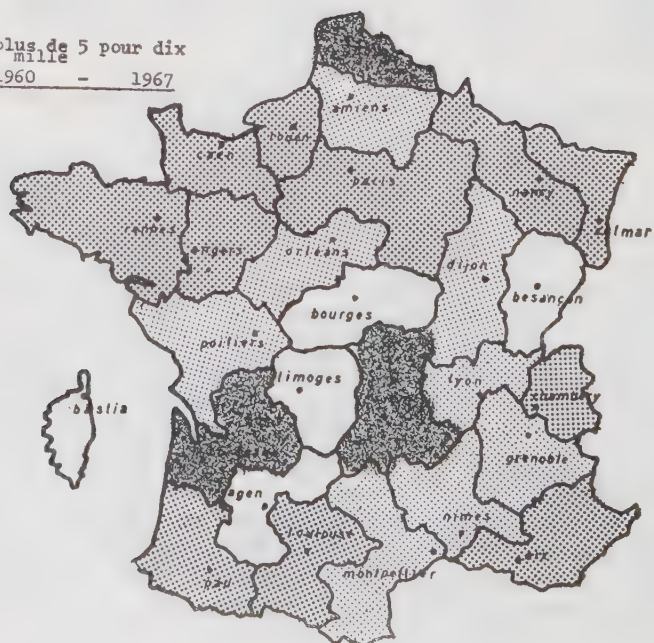
A Orléans, ce taux élevé accidentel provient de ce que, pendant la seule année 1957, 17 mineurs ont été jugés par la cour d'assises des mineurs, alors qu'en tout, de 1951 à 1967, seuls 33 mineurs ont été jugés par cette cour d'assises d'exception.

TAUX DE MINEURS CRIMINELS DE 16 A 18 ANS JUGÉS,
POUR 10.000 JEUNES APPARTENANT A LA TRANCHE D'ÂGE
DE 16 A 18 ANS

1952 — 1959



1960 — 1967



Pour Bordeaux, le taux élevé de 12,7 correspondant à la période 1960-1967, est sans doute plus significatif d'un accroissement réel du nombre de jeunes jugés par la cour d'assises des mineurs, dans le ressort de la cour d'appel de Bordeaux. En effet, à partir de 1962, il y a chaque année un nombre élevé d'affaires d'assises des mineurs à Bordeaux, le taux élevé n'est pas dû simplement à un chiffre exceptionnel une seule année.

Par ailleurs les cartes de taux corrigent l'impression que l'on pouvait avoir, que le ressort de la cour de Paris était un ressort à très forte délinquance criminelle adolescente. En fait, Paris a des taux tout à fait moyens (2 et 3,3) et correspondant à ceux de la plupart des cours d'appel de France.

Il reste maintenant à comparer nombres et moyennes d'affaires d'assises des mineurs par cour d'appel, avec le nombre et les moyennes de majeurs pénaux jugés par la cour d'assises de droit commun par cour d'appel.

§ 2. *Comparaison avec le nombre d'affaires d'assises de droit commun jugées.*

Les cartes des pages suivantes ont été établies à partir du tableau ci-après.

La comparaison des trois cartes représentant les moyennes d'affaires d'assises des mineurs par cour d'appel, avec les trois cartes représentant les moyennes d'affaires d'assises de droit commun, fait conclure, à première vue, à une corrélation assez forte entre le nombre d'affaires d'assises et d'affaires d'assises des mineurs, pour une même cour d'appel ou une même région. Il n'y aurait donc pas de politique criminelle particulière s'appliquant aux crimes de mineurs de seize à dix-huit ans, mais une même politique criminelle de renvoi aux assises, pour les crimes en général.

D'une autre manière, on pourrait dire que la correctionnalisation paraît jouer de la même façon pour les crimes d'adultes, ou prétendus tels, et les crimes d'adolescents.

Cependant, il faut remarquer des différences entre l'évolution des moyennes d'affaires d'assises et d'assises des mineurs, pour certaines cours d'appel. Aix, par exemple, par rapport à son très fort chiffre d'affaires d'assises, voit — en comparaison — peu d'affaires d'assises des mineurs.

Ceci est flagrant pour la période 1952-1959, mais cesse d'être vrai entre 1963 et 1966. En effet, à partir de 1963 et jusqu'en 1966, il y a une recrudescence de crimes de mineurs jugés dans le ressort de la cour d'appel d'Aix.

Pour Pau, on observe, en 1962-1963 et 1964, un nombre relativement important d'affaires d'assises de mineurs, alors que la moyenne d'affaires d'assises en général reste très faible. La même observation joue pour Chambéry en 1963-1964-1965. Il est trop tôt pour faire des hypothèses sur les causes de ces nombres élevés de crimes d'adolescents jugés par rapport aux moyennes d'affaires d'assises dans les mêmes ressorts.

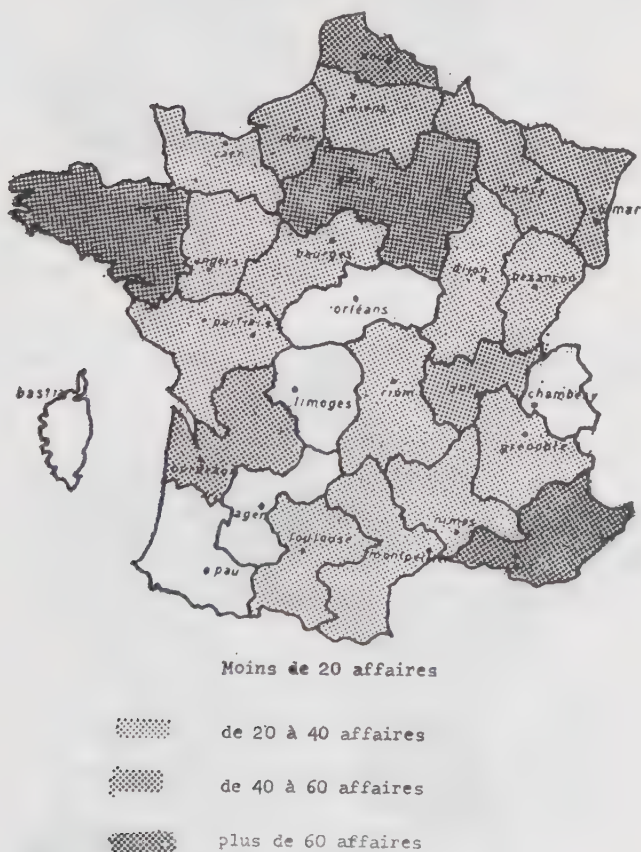
NOMBRE D'AFFAIRES D'ASSISES DE DROIT COMMUN JUGÉES

	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Agén	21	12	12	13	8	10	13	14	0	4	6	13	22	7	11	18	7	20	18
Aix	98	92	80	98	72	45	61	71	68	59	73	50	142	204	151	213	100	114	107
Amiens	52	56	40	43	33	35	29	33	31	41	21	21	28	31	67	95	87	49	39
Angers	53	28	45	31	26	39	50	31	36	22	22	39	31	49	38	23	32	47	33
Bastia	5	5	9	6	5	8	7	4	1	5	1	3	5	15	3	1	30	14	14
Besançon	20	23	19	19	10	24	32	12	15	13	5	8	37	25	27	35	3	18	26
Bordeaux	64	45	72	50	63	47	46	48	55	41	44	63	91	67	69	70	86	60	38
Bourges	32	26	17	21	12	9	14	21	18	18	18	11	15	16	15	18	33	11	17
Caen	35	41	38	26	35	39	34	39	34	16	34	33	37	26	19	30	34	25	28
Chambéry	10	15	7	17	4	3	9	1	1	3	4	7	9	6	3	4	3	12	17
Colmar	41	39	45	39	44	36	50	51	49	72	59	56	59	45	88	62	70	44	33
Dijon	44	36	35	36	31	29	23	27	26	27	28	26	30	11	24	19	20	11	20
Douai	69	92	82	76	75	69	124	78	70	48	58	68	83	118	127	137	90	120	153
Grenoble	21	21	29	11	19	27	20	41	41	21	38	37	44	24	34	46	20	19	26
Limoges	38	25	24	10	14	12	3	9	7	7	7	6	6	5	5	7	18	11	11
Lyon	132	82	50	64	75	27	33	29	51	34	43	52	48	59	59	70	63	54	48
Montpellier	51	41	36	38	26	23	31	21	12	10	9	7	4	17	26	14	17	14	13
Nancy	52	23	46	38	33	74	101	64	36	40	54	48	67	30	62	54	81	66	55
Nîmes	67	46	23	50	31	20	22	16	15	20	21	18	30	34	27	28	35	34	28
Orléans	32	27	31	31	23	35	27	28	33	29	23	22	18	17	19	31	18	30	18
Pau	9	13	17	12	32	7	16	16	19	14	9	10	20	10	16	14	8	8	11
Poitiers	77	77	56	51	52	29	37	50	32	21	9	10	20	38	39	21	22	42	27
Rennes	95	76	45	86	79	76	48	50	55	31	62	63	42	42	95	98	100	82	111
Riom	61	40	34	23	43	35	22	21	12	28	19	27	38	25	20	16	20	16	21
Rouen	52	40	42	29	36	33	32	46	35	41	43	51	34	50	43	66	47	42	42
Toulouse	55	46	26	38	29	27	19	34	15	26	37	31	56	40	30	25	42	27	21
Paris (et Reims)	405	336	289	300	256	237	177	217	197	223	168	245	260	340	374	426	371	349	273
Total	1691	1403	1239	1256	1166	1057	1180	1072	965	914	934	1038	1288	1341	1491	1641	1455	1329	1248

Les exemples de parallélisme entre les deux séries de cartes sont plus nombreux que les exemples d'écarts.

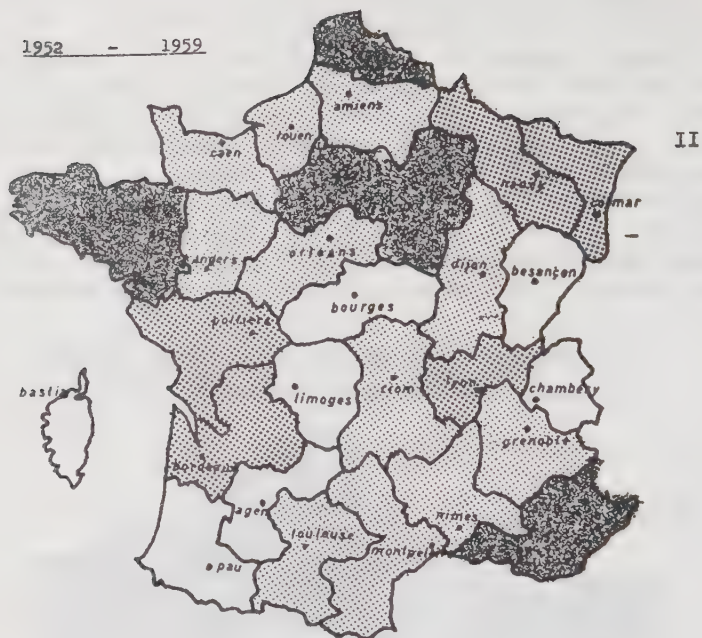
Prenons l'exemple de la cour de Bourges : on avait observé à partir de 1960, une diminution du nombre et du taux d'affaires d'assises des mineurs. Etant donné le petit nombre d'affaires d'assises des mineurs jugées dans le ressort de cette cour, cette diminution n'était pas très significative en elle-même, mais le devient peut-être lorsque l'on s'aperçoit qu'existe également, à partir de 1960, une diminution des moyennes d'affaires d'assises de droit commun jugées dans le ressort de cette cour, alors que la tendance générale, pour toute la France, est à l'augmentation.

MOYENNE PAR COUR D'APPEL DES AFFAIRES D'ASSISES
DE DROIT COMMUN JUGÉES. 1951-1969

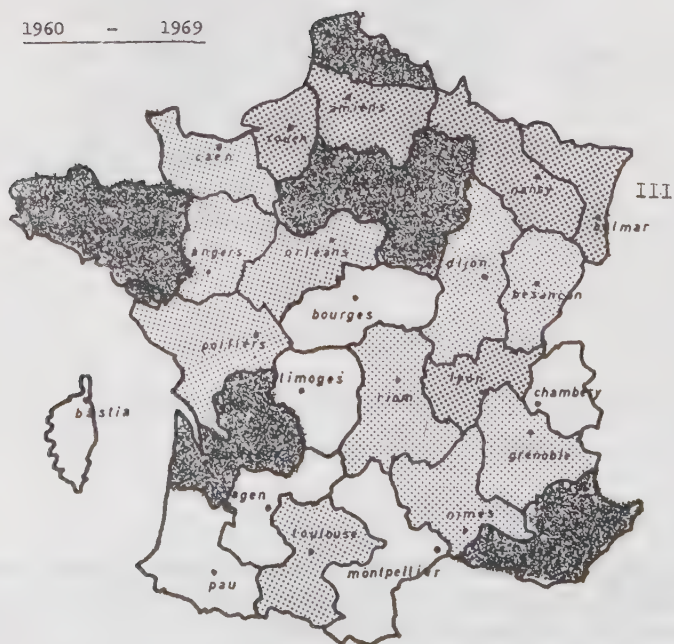


Il aurait été intéressant de comparer pour chaque ressort de cour d'appel, le nombre d'affaires criminelles féminines et masculines, mais les chiffres d'affaires féminines criminelles de mineurs de seize à dix-huit ans par cour d'appel sont beaucoup trop faibles pour signifier quoi que ce soit (voir tableau page 51).

1952 - 1959



1960 - 1969



On aurait également pu comparer les proportions d'ordonnances de non-lieu et de classement sans suite, par cour d'appel, pour les crimes de mineurs de seize à dix-huit ans, et pour ceux d'adultes. Là encore, le nombre d'affaires justiciables de la cour d'assises des mineurs réglées par classement sans suite ou ordonnance de non-lieu, est trop faible pour permettre des comparaisons par cour d'appel et par région.

TOTAL, PAR COUR D'APPEL, DES FILLES JUGÉES PAR LA COUR D'ASSISES
DES MINEURS, DE 1951 A 1967

Agen	1	Chambéry	0	Nîmes	0
Aix	1	Colmar	3	Orléans	3
Amiens	2	Dijon	0	Pau	0
Angers	2	Douai	4	Poitiers	0
Bastia	0	Grenoble	0	Rennes	7
Besançon	0	Limoges	0	Riom	2
Bordeaux	2	Lyon	1	Rouen	2
Bourges	2	Montpellier	2	Toulouse	1
Caen	3	Nancy	4	Paris	17
Total :					59

Tout ce premier chapitre a traité de chiffres globaux sans faire la distinction entre les divers types d'infractions criminelles commises par des mineurs de seize à dix-huit ans.

L'étude des types de crimes commis par les adolescents justiciables de la cour d'assises des mineurs fera l'objet du deuxième chapitre.

CHAPITRE II

ETUDE DES TYPES D'INFRACTIONS COMMISES PAR LES ADOLESCENTS JUGES PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS

Les 1.300 crimes environ, jugés par le tribunal pour enfants assorti d'un jury, ou par la cour d'assises des mineurs depuis 1946 sont-ils des crimes contre les biens, contre les mœurs, contre les personnes ? Quelle est la proportion de chacune de ces catégories de crimes ? C'est à une analyse des types de crimes d'adolescents de seize à dix-huit ans que sera consacré ce chapitre, en étudiant dans une première section l'évolution des grandes catégories d'infractions pour la France entière, puis par cour d'appel.

La deuxième section traitera des catégories d'infractions selon le sexe de leurs auteurs.

Section I. — *LES GRANDES CATEGORIES D'INFRACTIONS*

Les statistiques des Parquets concernant les mineurs distinguent quatre catégories d'infractions : les infractions contre les personnes, contre les biens, contre les mœurs, et les infractions diverses.

L'évolution étudiée sera donc celle des crimes contre les personnes, contre les biens, contre les mœurs, et des crimes divers, d'abord pour la France entière, puis par cour d'appel. Par cour d'appel, on comparera l'évolution des crimes commis par des adolescents de 16 à 18 ans avec celle des crimes commis par l'ensemble des délinquants adultes.

§. I. EVOLUTION POUR LA FRANCE ENTIÈRE DES GRANDES CATÉGORIES DE CRIMES COMMIS PAR DES ADOLESCENTS DE 16 A 18 ANS, JUGÉS PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS.

Il sera d'abord fait état des chiffres concernant les adolescents de seize à dix-huit ans ; ces chiffres seront ensuite comparés avec ceux concernant les mineurs criminels en général, et enfin, ils seront mis en rapport avec l'évolution des types d'infractions pour l'ensemble des mineurs délinquants.

En conclusion, on dira quelques mots de l'évolution des types de crimes commis par les adultes.

A) *Chiffres concernant les adolescents de 16 à 18 ans.*

Les résultats observés portent sur les années 1951-1969. Ils ont été calculés à partir du tableau suivant :

	<i>Biens</i>	<i>Personnes</i>	<i>Mœurs</i>	<i>Divers</i>	<i>Total</i>
1951	36	7	6	—	49
1952	15	10	6	—	31
1953	17	8	6	4	35
1954	15	5	5	—	25
1955	7	11	6	1	25
1956	19	16	1	—	36
1957	38	10	12	1	61
1958	18	13	8	—	39
1959	9	2	1	—	12
1960	16	13	10	—	39
1961	11	9	2	1	23
1962	15	12	21	5	53
1963	42	18	8	3	71
1964	32	17	17	2	68
1965	25	21	26	1	73
1966	30	14	34	—	78
1967	23	24	33	—	80
1968	23	5	15	—	43
1969	30	16	24	5	75

Pour les années 1951-1969, 916 crimes de mineurs de seize à dix-huit ans ont été jugés.

25 % des crimes jugés sont des crimes contre les personnes,

46 % des crimes contre les biens,

26,5 % des crimes contre les mœurs,

2,5 % des crimes n'entrant dans aucune des catégories précédentes.

On s'aperçoit que l'accroissement, assez important depuis 1962, et jusqu'en 1967, du nombre total des crimes d'adolescents vient surtout de l'accroissement du nombre des crimes contre les mœurs.

Si on calcule l'importance de chaque catégorie d'infractions pour la période 1962-1967, on obtient les résultats suivants :

crimes contre les personnes : 25 %

crimes contre les mœurs : 33 %

crimes contre les biens : 39,5 %

crimes divers : 2,5 %.

Etablissons les pourcentages par catégorie d'infractions, calculés pour les années 1952-1959, puis 1960-1969, qui permettront d'observer quelques tendances dans l'évolution du taux propre à chaque type d'infractions.

Pour les années 1952-1959, 264 mineurs de seize à dix-huit ans auteurs de crimes ont été jugés :

28,4 % des crimes commis sont des crimes contre les personnes,

52,2 % sont des crimes contre les biens,

17,0 % sont des crimes contre les mœurs,

2,4 % sont des crimes n'entrant dans aucune des catégories précédentes.

Pour les années 1960-1969, 603 mineurs de seize à dix-huit ans, auteurs de crimes, ont été jugés :

24,5 % des crimes commis sont des crimes contre les personnes,

41 % des crimes contre les biens,

31,5 % des crimes contre les mœurs,

3 % des crimes n'entrant dans aucune des catégories précédentes.

On note une stabilité dans la proportion des crimes contre les personnes, une tendance certaine à la baisse de la proportion des crimes contre les biens, et une proportion de crimes contre les mœurs qui a presque doublé pendant les dix dernières années, dont l'accroissement est encore plus frappant depuis 1962, année où les viols collectifs sont devenus nombreux. Dans cette dernière hypothèse pour un seul crime commis, il y a plusieurs accusés nécessairement, ce qui augmente pour les statistiques le volume de crimes contre les mœurs. Sans doute l'accroissement général des infractions contre les mœurs est-il aussi dû en partie à une sévérité accrue à l'égard de ce type de crime. Certains crimes contre les mœurs tendraient à être moins souvent correctionnalisés (27).

Il sera intéressant, au moment de l'étude des dossiers, de se rendre compte si les peines infligées à la suite des crimes contre les mœurs tendent à devenir plus rigoureuses.

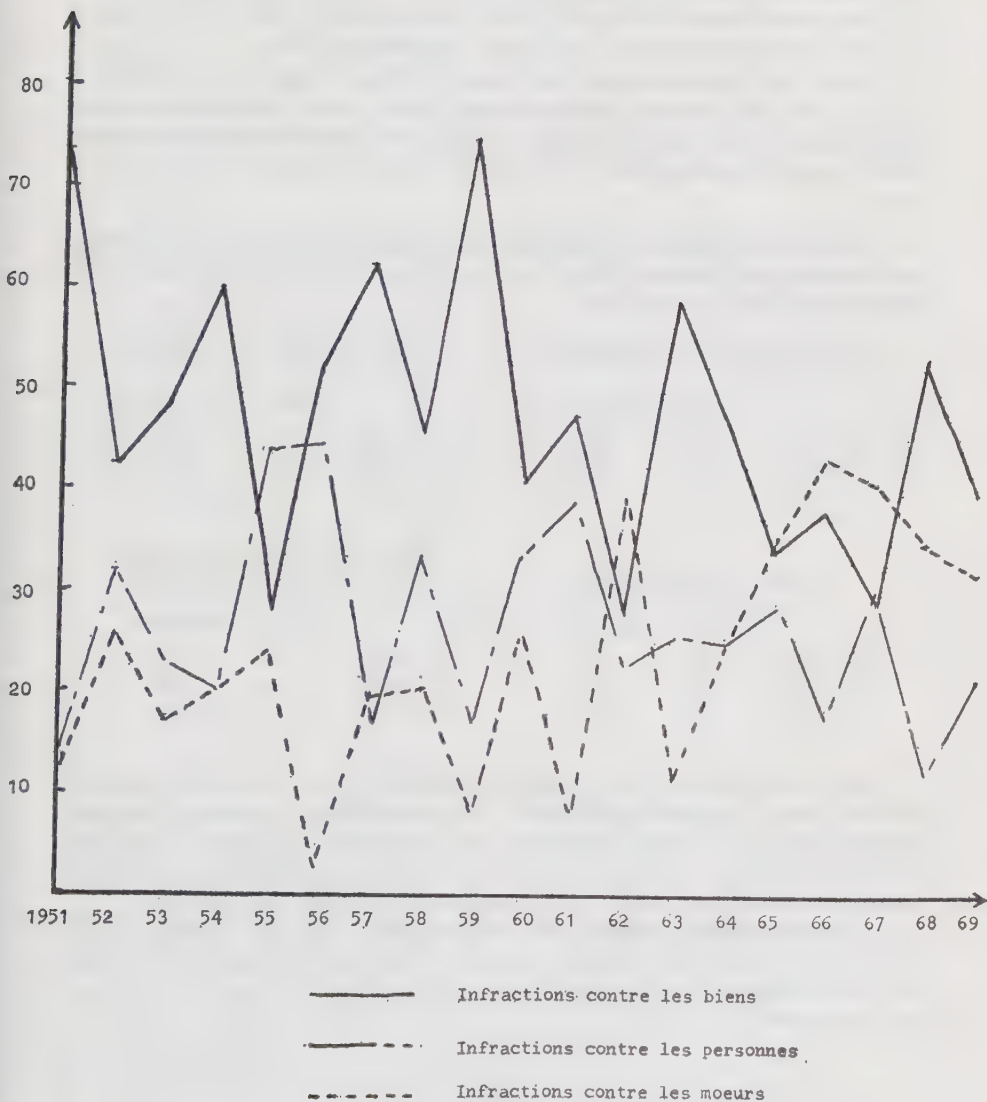
Les conclusions inverses sont peut-être applicables à l'évolution de la proportion des crimes contre les biens.

La courbe de la page suivante permet une analyse plus fine de l'évolution des pourcentages de crimes par catégories, commis par des mineurs criminels de seize à dix-huit ans.

On est parti, en 1951, d'une proportion énorme de crimes contre les biens, alors que les proportions de crimes contre les mœurs et les personnes étaient à peu près semblables, et sept fois moins élevées que la proportion des crimes contre les biens ; on arrive, en 1967, à un pourcentage de crimes contre les biens inférieur de 1,2 % à celui des crimes contre les personnes, et inférieur de 12,4 % à celui des crimes contre les mœurs. Par contre, en 1968 et 1969, on note une hausse des crimes contre les biens et une baisse corrélative des crimes contre les mœurs. Les cas observés étant, en tout,

(27) Cf. *infra*, p. 182 et s.

COURBE REPRÉSENTATIVE DE L'ÉVOLUTION DES PROPORTIONS
DES CATÉGORIES D'INFRACTIONS COMMISES
PAR DES MINEURS CRIMINELS DE 16 A 18 ANS



peu nombreux, les fluctuations par année du nombre de crimes appartenant à chaque catégorie semblent très importantes. Il est assez difficile de dater une tendance à la croissance ou à la décroissance de tel ou tel type d'infraction.

On peut penser, cependant, que la tendance à la décroissance des crimes contre les biens, a débuté réellement en 1957 et a continué jusqu'en 1967. Ce phénomène n'est sans doute qu'apparent, car il n'est pas impossible qu'il aille de pair avec un accroissement du taux des crimes contre les biens correctionnalisés.

Pour les crimes contre les mœurs, c'est à partir de 1961-1962 qu'on note une hausse nette de leur taux. Pour les crimes contre les personnes, on peut conclure, malgré les fluctuations apparentes, à une stabilité assez nette de la proportion de crimes de cette catégorie.

Observons enfin les moyennes de crimes contre les personnes, les mœurs, les biens et les crimes divers, pour les périodes 1951-1969, 1952-1959 et 1960-1969.

CRIMES CONTRE LES PERSONNES			CRIMES CONTRE LES MŒURS		
	<i>Total</i>	<i>Moyenne</i>		<i>Total</i>	<i>Moyenne</i>
1951-1969	231	12,1	1951-1969	241	12,6
1952-1959	75	9,3	1952-1959	45	5,6
1960-1969	149	14,9	1960-1969	190	19

CRIMES CONTRE LES BIENS			CRIMES N'ENTRANT DANS AUCUNE DES CATÉGORIES PRÉCÉDENTES		
	<i>Total</i>	<i>Moyenne</i>		<i>Total</i>	<i>Moyenne</i>
1951-1969	421	28,1	1951-1969	23	1,2
1952-1959	138	17,2	1952-1959	6	0,7
1960-1969	247	24,7	1960-1969	17	1,7

La comparaison des périodes 1952-1959 et 1960-1969, montre que, si pour la seconde période il y a, en moyenne, par an, 7 crimes contre les biens et contre les personnes de plus que pendant la période précédente, il y a, par contre, pour cette même période, 14 crimes contre les mœurs de plus que pendant la période précédente.

L'accroissement général des crimes jugés par la cour d'assises des mineurs est donc presque deux fois plus sensible pour les crimes contre les mœurs que pour les crimes contre les biens, et contre les personnes.

*
**

Tous les résultats observés sont maintenant à comparer avec l'évolution des infractions par catégorie, commises par les mineurs criminels en général.

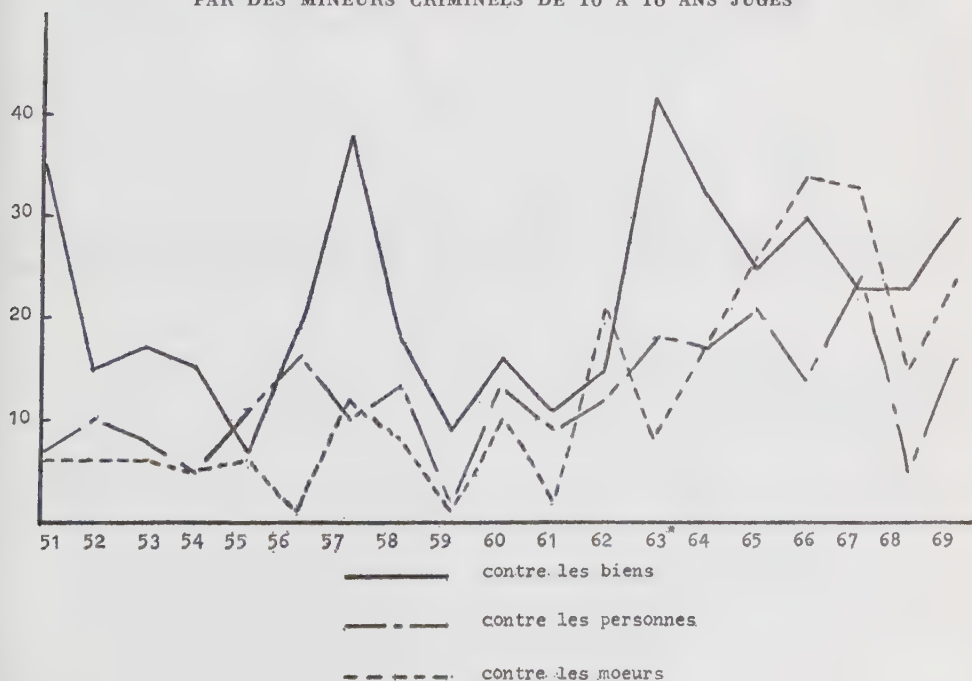
B) Comparaison avec l'ensemble des mineurs criminels.

Pour les crimes contre les biens, les courbes qui suivent permettent d'observer un très grand parallélisme entre l'évolution de ce type d'infraction pour les mineurs de seize à dix-huit ans, et pour l'ensemble des mineurs criminels.

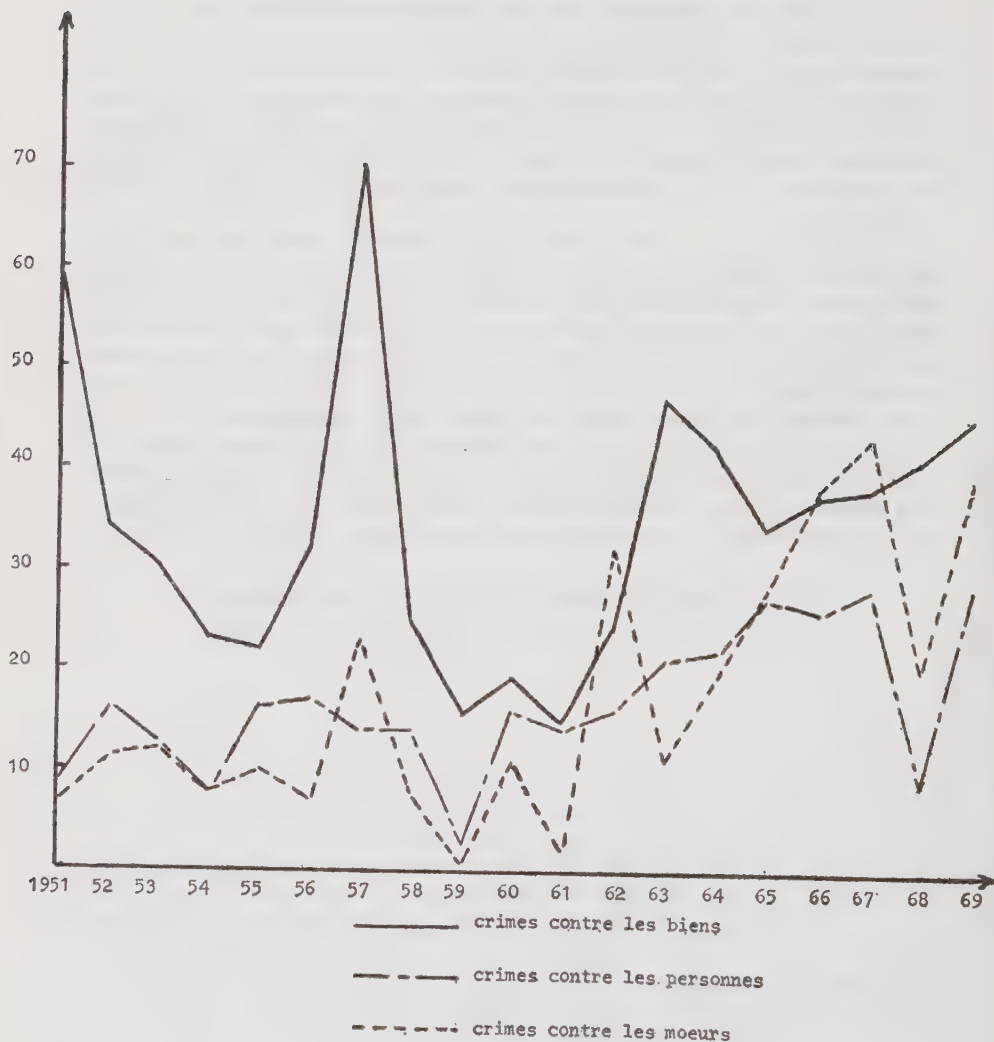
On peut se demander si la correctionnalisation joue de la même façon pour les mineurs de treize à seize ans, et de seize à dix-huit ans, si le parallélisme que l'on vient de noter est réel ou apparent. Il y aurait une raison pratique à la moindre correctionnalisation des crimes commis par des mineurs de treize à seize ans, de toute façon ceux-ci n'ont pas à être jugés par la cour d'assises des mineurs, il n'y a pas à recourir pour eux à la lourde procédure des assises.

Remarquons les chiffres très bas de crimes contre les biens pour la période troublée de la guerre d'Algérie. Une hypothèse quelquefois retenue en criminologie consiste à dire que les périodes troublées, soit par des crises intérieures, soit par des crises extérieures, mobilisent l'attention, l'intérêt, sont des périodes de décroissance momentanée de la délinquance. Ceci jouerait surtout pour les infractions contre les biens, dont les causes sont extrêmement liées à la situation sociale, économique et politique du pays dans lequel elles sont commises. Ce chiffre bas peut provenir aussi de l'encombrement des cabinets d'instruction pour des affaires liées à la guerre d'Algérie, ce qui inciterait à la correctionnalisation pour d'autres affaires.

NOMBRE DES INFRACTIONS PAR CATÉGORIES COMMISES
PAR DES MINEURS CRIMINELS DE 16 A 18 ANS JUGÉS



CRIMES PAR CATÉGORIES COMMIS PAR L'ENSEMBLE DES MINEURS
CRIMINELS ET JUGÉS SOIT PAR LE TRIBUNAL POUR ENFANTS
SOIT PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS



Pour les infractions contre les personnes, on observe également un sérieux parallélisme entre les deux courbes, et une tendance à une lente évolution correspondant à la croissance générale des crimes de mineurs.

Enfin le parallélisme entre les deux courbes est aussi flagrant pour les infractions contre les mœurs.

Sur l'ensemble des 1.324 crimes jugés, commis par des mineurs entre 1951 et 1969, il y a 23,5 % des crimes contre les personnes, 49,5 % des crimes contre les biens, 25 % de crimes contre les mœurs, et 2 % de crimes divers n'entrant dans aucune des catégories précédentes. Pendant la période 1951-1969, pour les mineurs justiciables de la cour d'assises des mineurs, les résultats étaient les suivants :

crimes contre les personnes :	24,5 %
crimes contre les biens	: 41 %
crimes contre les mœurs	: 31,5 %
crimes divers	: 3 %.

Il est étonnant de constater combien ces deux séries de pourcentages sont semblables ; à cela près que le pourcentage de crimes contre les biens est plus élevé pour l'ensemble des mineurs criminels que pour ceux de seize à dix-huit ans, en raison du fort taux de crimes contre les mœurs pour les jeunes criminels de seize à dix-huit ans (28).

(28) L'étude en cours à Vaucresson sur les mineurs criminels (cf. note 15) permet d'affiner ces résultats pour les années 1967 et 1968. Pour les 195 dossiers étudiés, les proportions de chaque catégorie d'infractions sont les suivantes :

— pour les mineurs criminels de seize à dix-huit ans :

- vols qualifiés, 40 cas, soit 29 %,
- incendie volontaire, 11 cas, soit 8 %,
- meurtre, assassinat, 10 cas, soit 7,3 %,
- parricide, 3 cas, soit 2,3 %,
- infanticide, 1 cas, soit 0,7 %,
- coups et blessures, criminels, 5 cas, soit 3,7 %,
- viols, attentats aux mœurs, 67 cas, soit 49 %.

— pour les mineurs criminels de moins de seize ans :

- vols qualifiés, 7 cas, soit 12 %,
- incendie volontaire, 22 cas, soit 38 %,
- meurtre, assassinat, 3 cas, soit 5,2 %,
- parricide, 1 cas, soit 1,9 %,
- infanticide, 1 cas, soit 1,9 %,
- viols, attentats aux mœurs, 24 cas, soit 41 %,

On est frappé par le grand nombre d'incendies volontaires commis par de jeunes criminels de moins de seize ans, c'est ce volume important d'incendies volontaires qui explique la forte proportion de crimes contre les biens pour cette catégorie de délinquants. En effet, si on regroupe les résultats ci-dessus en crimes contre les biens, crimes contre les personnes, crimes contre les mœurs, on obtient :

— pour les mineurs criminels, de seize à dix-huit ans :

- crimes contre les biens, 37 %,
- crimes contre les mœurs, 49 %,
- crimes contre les personnes, 14 %.

— pour les mineurs criminels de moins de seize ans :

- crimes contre les biens, 50 %,
- crimes contre les mœurs, 41 %,
- crimes contre les personnes, 9 %.

Pour la période 1952-1959, les résultats sont les suivants (en %) :

	Mineurs criminels en général jugés	Mineurs criminels de 16 à 18 ans jugés
● crimes contre les personnes	23,0	28,4
● crimes contre les biens	57,5	52,2
● crimes contre les mœurs	18,2	17,0
● crimes divers	1,4	2,4

L'hypothèse selon laquelle les crimes des mineurs de moins de seize ans consisteraient principalement en crimes contre les biens, se trouve vérifié par le fait que la proportion de crimes contre les biens commis par l'ensemble des mineurs, pour une même période, est supérieure à la proportion des crimes contre les biens commis par les mineurs de seize à dix-huit ans, pour cette même période. L'hypothèse inverse pour les crimes contre les personnes se trouve également vérifiée. En effet, il est peu fréquent de commettre des crimes contre les personnes avant l'adolescence.

C) Comparaison avec l'ensemble des mineurs criminels et l'ensemble des mineurs délinquants.

La courbe représentative de l'évolution du taux des infractions contre les biens, pour l'ensemble des mineurs délinquants, est dans l'ensemble très stable. Le pourcentage d'infractions contre les biens, avec un maximum de 74 % en 1958, et un minimum de 64 % en 1960 se situe toujours autour de 70 %. Autrement dit, plus des deux tiers des infractions commises par les mineurs sont des infractions contre les biens. On comprend le grand intérêt qu'il y a à se pencher sur les causes du vol sous toutes ses formes chez l'enfant et l'adolescent.

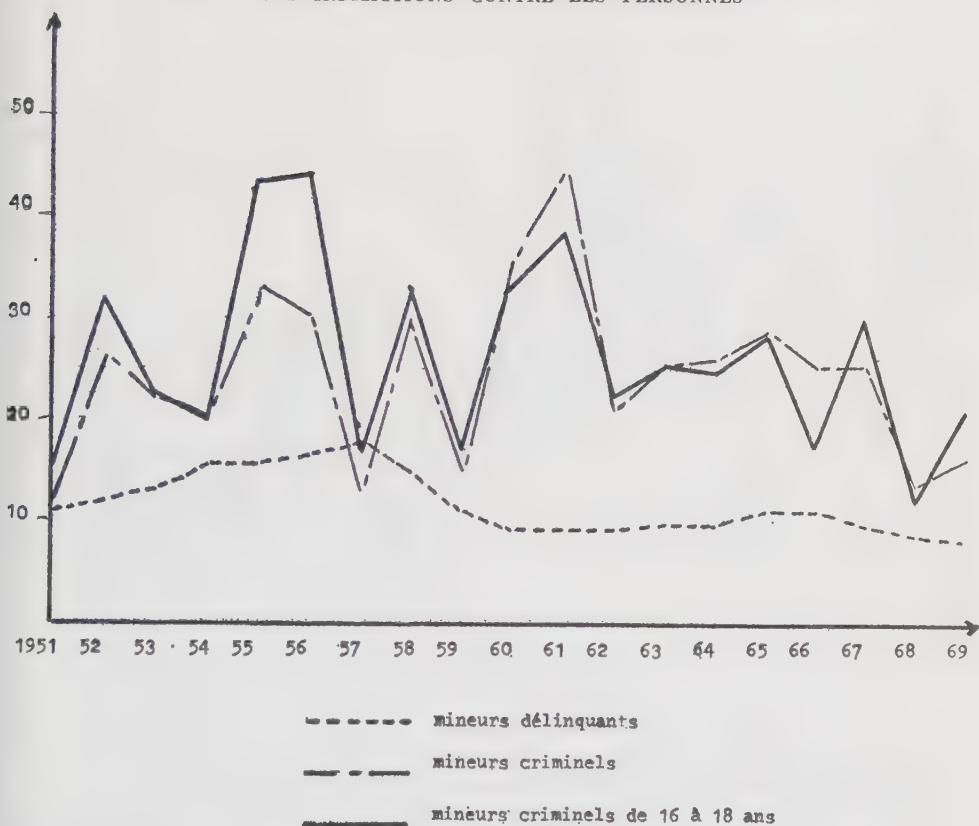
Pour les courbes représentatives de l'évolution des taux de crimes commis contre les biens, on note une décroissance de la proportion de ce type d'infraction. On sait, par ailleurs, que la délinquance juvénile s'accroît. Cette décroissance du taux de crimes contre les biens est due principalement à la croissance générale du taux des crimes contre les mœurs.

Il est intéressant de noter combien est inférieure, par rapport à la proportion de délits contre les biens pour les mineurs en général et pour ceux de seize à dix-huit ans, la proportion des crimes contre les biens. A la masse déjà très importante des délits contre les biens commis par l'ensemble des mineurs, s'ajoutent tous les crimes contre les biens correctionnalisés. C'est une des causes de la distorsion entre les proportions de délits contre les biens et celles de crimes contre les biens commis par des mineurs.

Les proportions d'infractions contre les personnes, pour l'ensemble des mineurs délinquants augmentent jusqu'en 1957, puis diminuent. On peut se demander si les délits de violence ne sont pas

remplacés en partie par le vol de véhicule. L'étude du Centre de Vaucresson, de 1965 (29) met en lumière que le nombre de plaintes déposées, en ce qui concerne les vols d'automobiles est en augmentation constante. Prenons l'exemple de 1964 où 35.438 plaintes ont été déposées contre 5.208 seulement en 1955.

COURBE REPRÉSENTATIVE DE L'ÉVOLUTION DE LA PROPORTION
DES INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES

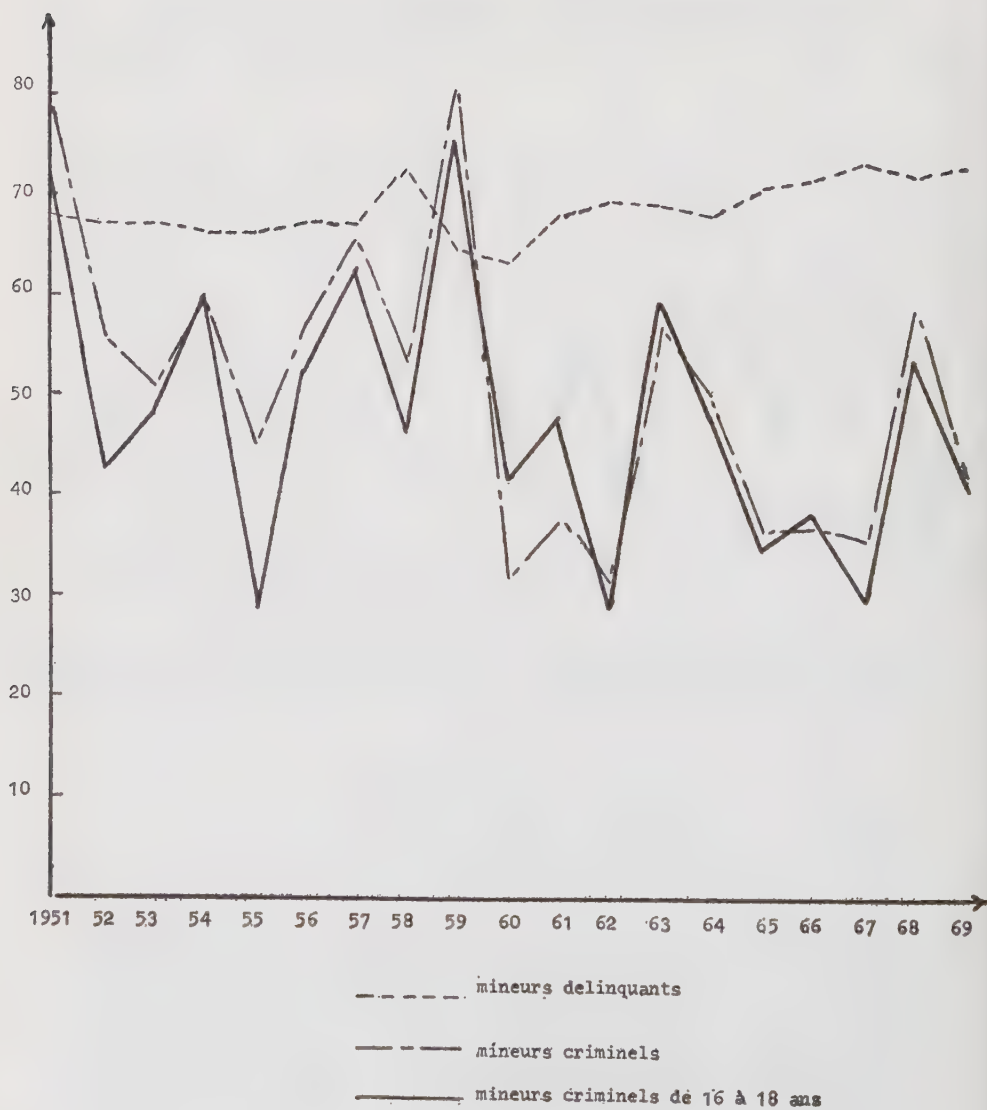


En 1950, 60 mineurs ont été appréhendés pour vols d'autos, en 1962, 2.650. Mais il faut noter, cependant, que l'accroissement des vols de véhicules par les mineurs est proportionnel à l'accroissement du parc de véhicules à moteur en France.

Il existe d'importantes fluctuations apparentes dans la courbe représentative de l'évolution de la proportion des infractions contre les personnes pour les mineurs criminels en général, et ceux de 16 à 18 ans. Malgré cela, il semble qu'il y ait une certaine stabilité avoisinant le pourcentage de 25 %, les écarts étant simplement dus au fait que le nombre d'adolescents en cause est très faible.

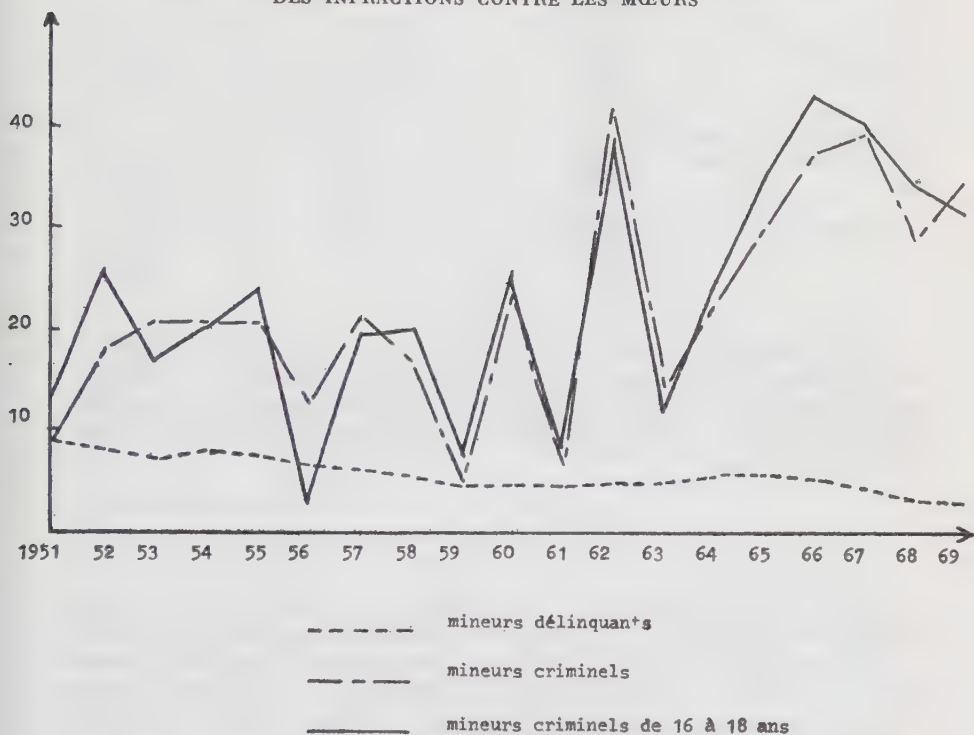
(29) « Vols et voleurs de véhicules à moteurs » - Vaucresson, 1965.

COURBE REPRÉSENTATIVE DE L'ÉVOLUTION DE LA PROPORTION
DES INFRACTIONS CONTRE LES BIENS
1951-1969



Par contre, on peut lire, au travers des fluctuations apparentes de la courbe représentative de la proportion des infractions contre les mœurs, commises par les mineurs criminels en général, et par ceux de seize à dix-huit ans, un accroissement certain de ce type d'infraction à partir de 1962.

COURBE REPRÉSENTATIVE DE L'ÉVOLUTION DE LA PROPORTION
DES INFRACTIONS CONTRE LES MŒURS



Le même phénomène semble exister pour l'ensemble des mineurs délinquants, mais de façon moins sensible : il y aurait surtout un accroissement des crimes contre les mœurs, commis par des adolescents.

Cet accroissement est peut-être dû à une politique de moindre correctionnalisation des infractions contre les mœurs, mais il est vraisemblable qu'il est dû aussi à l'incertitude croissante de tous les jeunes dans le domaine de l'éthique sexuelle, et à l'apparition de cette nouvelle forme d'infraction qu'est le viol en bande.

*
* *

En conclusion, ajoutons quelques lignes sur l'évolution générale pour l'ensemble de la délinquance adulte, des diverses catégories d'infractions et des divers types de crimes plus particulièrement.

Pour les adultes, l'infraction criminelle pour laquelle l'accroissement est le plus flagrant jusqu'en 1966, est le vol qualifié. Il suffit pour s'en convaincre, de se référer au tableau suivant :

		Nombre	Indice
Meurtre	(1960)	174	100
Assassinat	(1966)	225	129
	(1969)	210	121
Viol, attentat à la pudeur	(1960)	300	100
	(1966)	443	148
	(1969)	325	108
Coups mortels et autres	(1960)	85	100
Coups qualifiés crimes	(1966)	134	158
	(1969)	150	176
Vois qualifiés	(1960)	191	100
	(1966)	586	306
	(1969)	400	210

L'augmentation énorme des infractions criminelles contre les mœurs depuis 1962 apparaît à la suite de la lecture de ce tableau, non comme générale pour l'ensemble des délinquants, mais propre aux adolescents, propre aux jeunes appartenant à la tranche d'âge seize-dix-huit ans.

*
* *

Le deuxième paragraphe sera maintenant consacré à des observations sur les infractions criminelles commises par cour d'appel.

Ces observations ne peuvent avoir que peu de valeur, étant donné les petits chiffres sur lesquels elles portent. On comparera cependant, la répartition par cours d'appel des types de crimes commis par des jeunes de seize à dix-huit ans, avec ceux commis par l'ensemble des délinquants adultes.

*
* *

§ 2. OBSERVATIONS PAR COUR D'APPEL

A) Crimes par catégories jugés par la cour d'assises des mineurs.

Les crimes contre les personnes représentent, pour la période 1952-1959, 28,2 % des affaires jugées par les cours d'assises des mineurs, et pour la période 1960-1967, 26,3 %.

On conclut à une grande stabilité de la proportion de crimes contre les personnes, un peu moins de 1/3 du total des affaires criminelles de mineurs de seize à dix-huit ans.

Les cartes de la page 66, reflètent cette stabilité.

Si on compare la carte de la page 44, avec celle de la page 66, on remarque que, dans la plupart des cas, les cours d'appel à très forte proportion de crimes de mineurs contre les personnes, sont les cours d'appel qui voient très peu de crimes de mineurs jugés devant leurs assises.

Prenons par exemple Besançon : pour la période 1952-1959, 50 % des crimes jugés sont des crimes contre les personnes, pour la période 1960-1967 le pourcentage est de 100 %, mais de 1952 à 1967, seulement trois affaires de crimes de mineurs de seize à dix-huit ans ont été jugées dans le ressort de la cour de Besançon. Le même phénomène est à noter pour les cours d'Agén, Bourges, Chambéry, Grenoble. Ce sont des régions à faible taux de délinquance en général, à faible volume d'affaires d'assises de mineurs et d'affaires d'assises de droit commun. On peut se demander pourquoi, lorsque l'on arrive à un degré bas de criminalité, la catégorie d'infraction qui demeure en matière d'infraction criminelle est le crime contre les personnes.

Il serait nécessaire, pour tenter de répondre à cette question, d'étudier les dossiers d'assises des mineurs des cours de Grenoble, Chambéry et Besançon, par exemple. Il y aurait plusieurs hypothèses à vérifier : celle selon laquelle les crimes contre les personnes, proportionnellement au nombre d'habitants, sont plus nombreux dans les régions rurales que dans les régions industrialisées, ou à forte densité de population. Ou encore, l'hypothèse selon laquelle dans certaines juridictions on correctionnalise autant qu'il est possible, surtout pour les mineurs, et il n'y a pratiquement que quelques crimes contre les personnes qu'on ne puisse pas correctionnaliser. Enfin, l'étude des enquêtes médico-psychologiques et psychiatriques pourrait révéler que les crimes contre les personnes sont souvent le fait de psychopathes. Dans le cas où la densité de psychopathes serait à peu près la même dans toutes les régions de France, il est alors logique qu'il y ait une forte proportion de crimes contre les personnes dans les régions globalement peu délinquantes.

*
* *

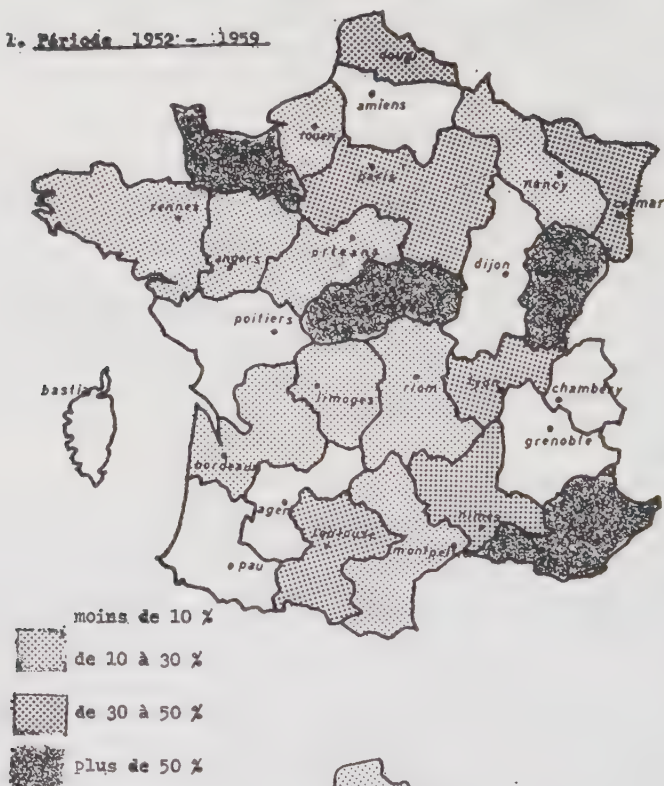
Les crimes contre les biens représentent pour la période 1952-1959, 52 % des affaires jugées par les cours d'assises des mineurs et, pour la période 1960-1967, 40 %.

Les cartes de la page 67 sont très représentatives de la baisse sensible de la proportion des crimes d'adolescents contre les biens.

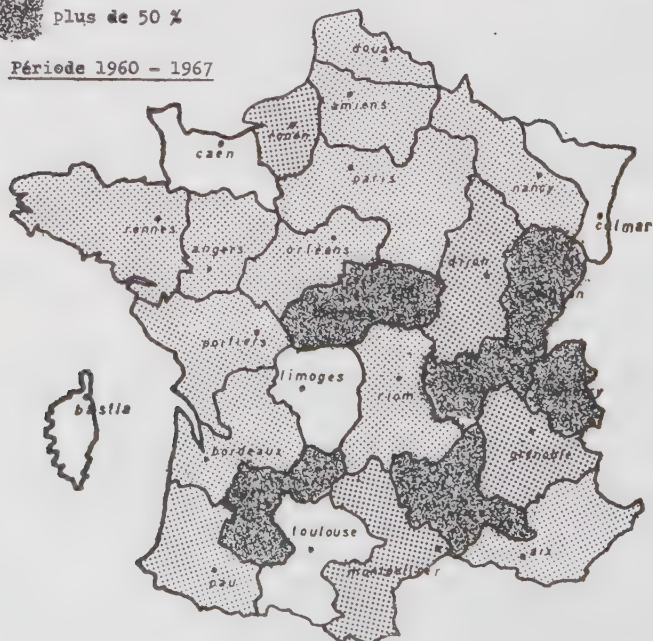
La baisse est surtout notable pour la partie Nord de la France. Le nombre des affaires jugées dans le ressort de la cour de Paris étant le plus important, ce sont les pourcentages concernant la cour de Paris qui sont les plus significatifs. Pour la période 1952-1959, il y a eu, à Paris, sur le total des crimes jugés, 53,8 % de crimes contre les biens. Pour la période 1960-1967, ce chiffre tombe à 36,7 %. Rappelons qu'il s'agit de proportions, il n'y a pas à conclure à une baisse du nombre des crimes contre les biens, mais à une baisse relativement aux autres catégories de crimes.

CRIMES CONTRE LES PERSONNES

1. Période 1952 - 1959

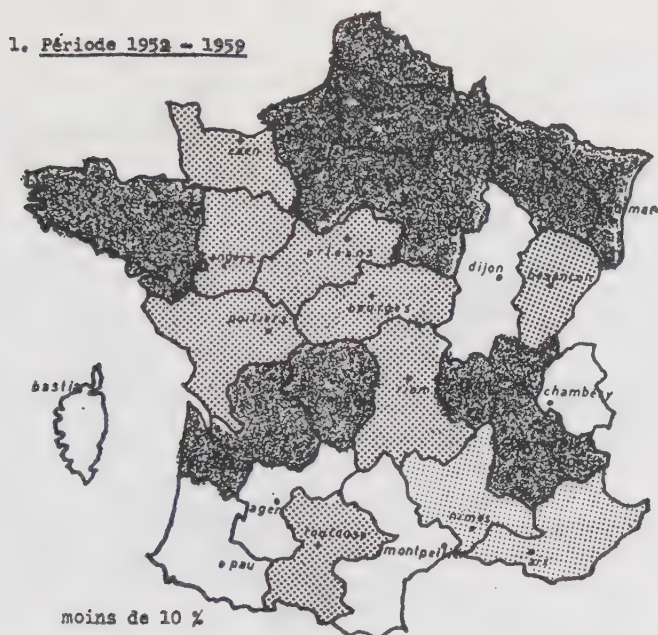


2. Période 1960 - 1967

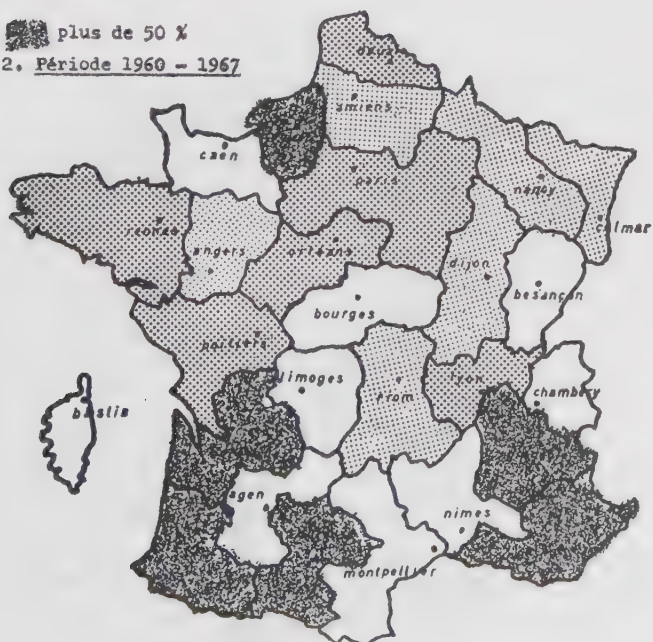


CRIMES CONTRE LES BIENS

1. Période 1952 - 1959



2. Période 1960 - 1967



*
**

Les crimes contre les mœurs représentent, pour la période 1952-1959, 17 % des affaires jugées par les cours d'assises des mineurs, et pour la période 1960-1967, 31 %.

Un simple coup d'œil jeté sur les cartes de la page 68 fait conclure à une recrudescence de crimes contre les mœurs pendant la période 1960-1967. Cette recrudescence de la proportion de crimes contre les mœurs, commis par des adolescents, est surtout sensible pour le Nord, l'Est et le Centre de la France, régions qui, pendant la période 1952-1959 connaissaient la plupart du temps un pourcentage de crimes contre les mœurs inférieur à 10 %.

Amiens est passé de 0 % à 63,6 %. Caen de 0 à 100 %. A l'inverse des régions telles celles de Montpellier et Nîmes, qui connaissaient un très fort pourcentage de crimes contre les mœurs pendant la période 1952-1959, voient ces forts pourcentages baisser légèrement.

Toulouse, Montpellier et Nîmes restent les fiefs des crimes d'adolescents contre les mœurs. Le Nord et l'Est deviennent des régions à forte proportion de crimes contre les mœurs, en même temps que baisse sensiblement la proportion de crimes contre les biens.

On peut faire les hypothèses les plus diverses sur les causes de ces phénomènes, se demander en particulier, s'il y a un accroissement réel des crimes contre les mœurs dans certaines régions, ou si cela ne provient pas aussi d'une politique dans la correctionnalisation de tel ou tel type d'infraction. Politique plus ou moins consciente, qui voudrait que pendant certaines périodes, on correctionnalise surtout des crimes contre les biens, ou surtout des crimes contre les mœurs. En Alsace, par exemple, jusqu'à ces dernières années, on estimait que le viol en bande devait, chaque fois que cela était possible, être correctionnalisé. L'apparente recrudescence des crimes contre les mœurs dans cette région est sans doute en partie artificielle, et si elle est causée dans une certaine mesure par un accroissement réel du nombre des crimes d'adolescents contre les mœurs, elle est également causée par une tendance répressive plus sévère à l'égard de ces mêmes crimes.

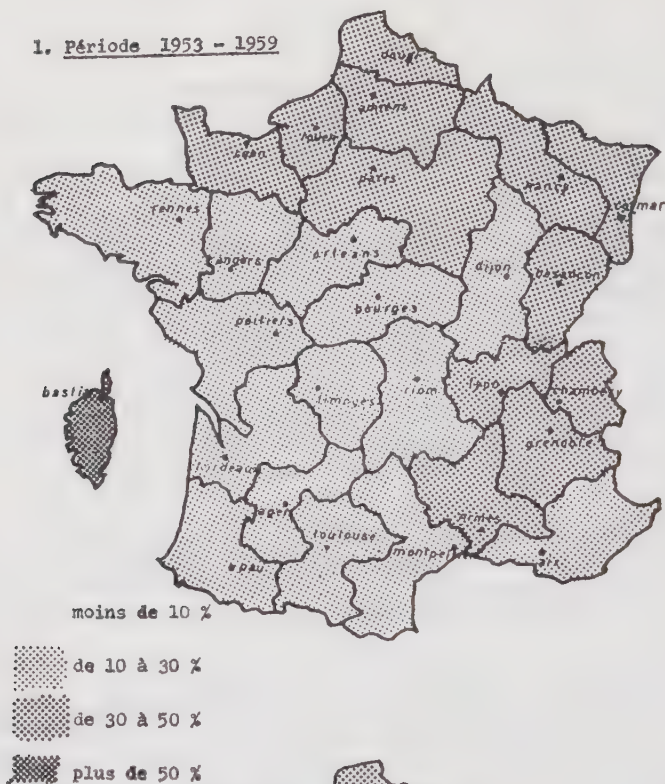
Il est intéressant de comparer maintenant la répartition des types d'infractions criminelles par cour d'appel, avec cette même répartition pour les adultes.

B) Comparaison avec les crimes par catégories, jugés par la cour d'assises de droit commun.

Nous ne parlerons que des crimes contre les personnes, les mœurs et les biens, les crimes contre la chose publique étant inexistantes chez les adolescents criminels, et très peu nombreux chez les adultes criminels.

CRIMES CONTRE LES PERSONNES

1. Période 1953 - 1959

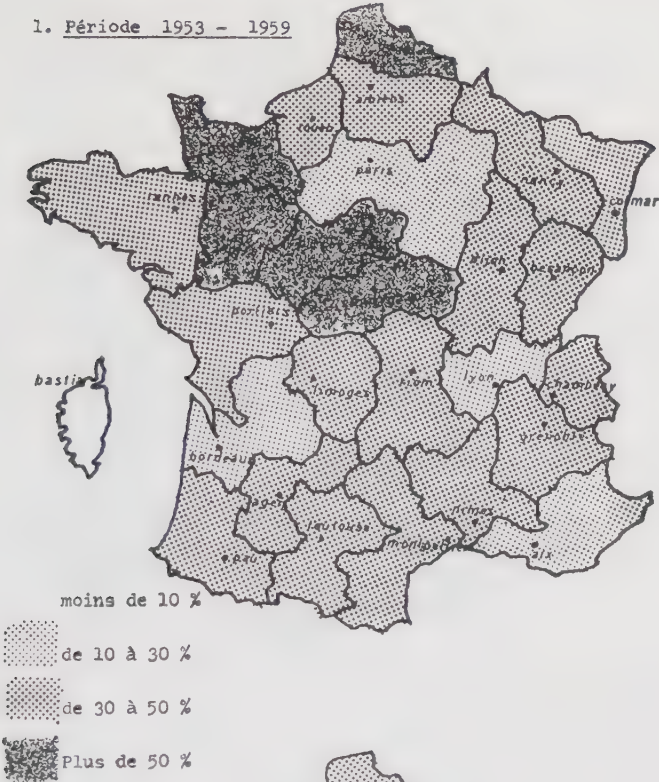


2. Période 1960 - 1967



CRIMES CONTRE LES MŒURS

1. Période 1953 - 1959

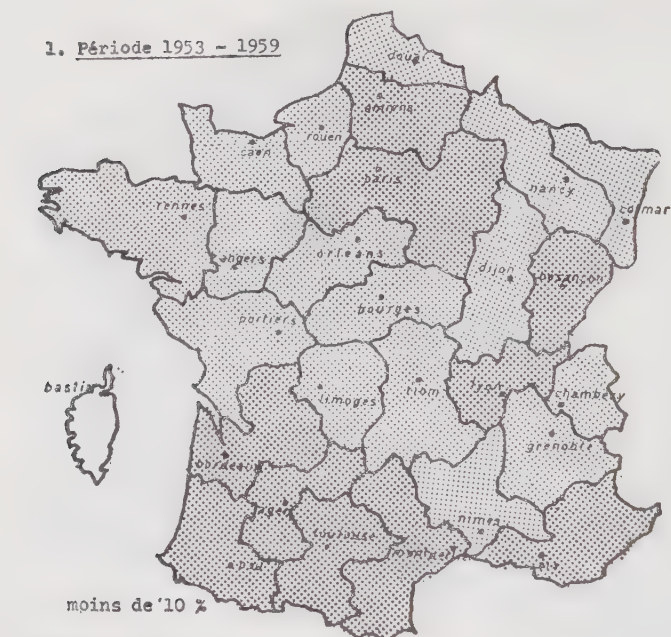


2. Période 1960 - 1967

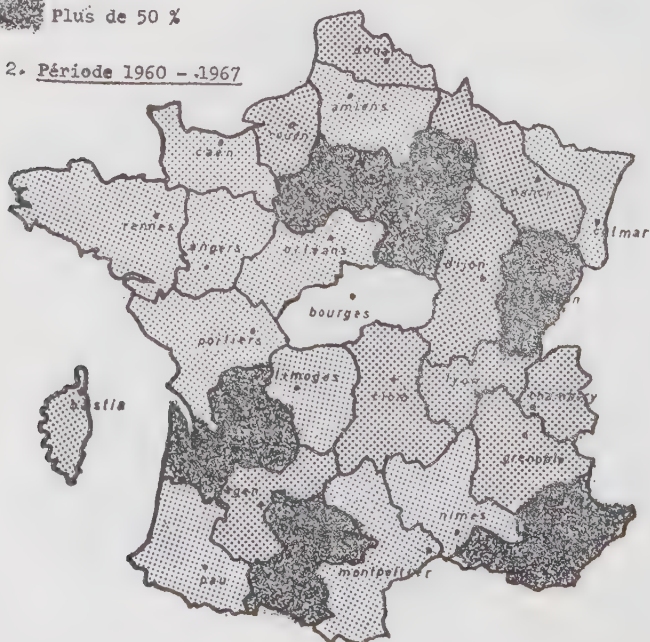


CRIMES CONTRE LES BIENS

1. Période 1953 - 1959



2. Période 1960 - 1967



Les crimes contre les personnes représentent, et pour la période 1953-1959 (30), et pour la période 1960-1967, 30 % de l'ensemble des crimes commis par des majeurs pénaux. Il faut noter cette remarquable stabilité dans le temps et dans l'espace du taux de crimes contre les personnes. Rappelons que, pour les mineurs, on avait également conclu à une grande stabilité du taux des crimes contre les personnes.

Sur ce type d'infraction, les fluctuations dans la politique de correctionnalisation des Parquets ne jouent pas, ou peu, étant donné qu'il s'agit d'infractions non correctionnalisables, ou qui ne le sont que difficilement par leur nature même, et par le fait qu'il y a très souvent des constitutions de partie civile lorsqu'un crime contre une personne est commis. Si le taux des crimes contre les personnes est très stable c'est sans doute, également, parce qu'il s'agit du type d'infractions le moins lié à ce que l'on peut appeler « l'évolution de la vie moderne ». En effet, les crimes contre les mœurs et les crimes contre les biens sont plus liés à un type de civilisation que les crimes contre les personnes. Ce que nous avons noté encore pour les adolescents criminels, reste vrai pour les adultes criminels : lorsque l'on arrive à un degré bas de criminalité apparente, la catégorie d'infraction qui demeure, en matière d'infraction criminelle, est le crime contre les personnes. Prenons comme exemple Bastia, qui est la seule cour d'appel de France où il y ait plus de 50 % de crimes contre les personnes.

A Bastia, pour les années 1960-1967, le taux des crimes contre les personnes est de 85 %.

L'évolution de la proportion de crimes contre les mœurs commis par des majeurs pénaux et jugés, est différente de celle des crimes contre les personnes au sens strict. Le taux est de 30 % pour les années 1953-1966, il est de 28 % pour les années 1960-1967, alors qu'il était, pour les années 1953-1959, de 33 %.

On observe immédiatement que la recrudescence des crimes contre les mœurs chez les adolescents n'a aucun parallèle chez les adultes ; on en vient donc à penser sérieusement que le crime contre les mœurs est le fait d'un âge, l'adolescence, lié à un certain type de société, et non le fait de tous les âges liés à ce même type de société.

Pour les adultes, notons le cas particulier du ressort de la cour d'appel de Paris, où le taux de crimes contre les mœurs est très bas : 13 %. Ce phénomène doit être plus apparent que réel, il existe également pour les mineurs. Il serait intéressant de pouvoir, dans le ressort de la cour d'appel de Paris, sonder le taux du chiffre noir des crimes contre les mœurs, et le taux des crimes contre les mœurs correctionnalisés. Presque aussi flagrant qu'à Paris, le phénomène se retrouve à Aix, deuxième cour d'appel de France. Il semblerait, à la lecture

(30) Nous n'avons relevé les chiffres qu'à partir de 1953, car auparavant le compte général de la justice criminelle ne distinguait pas à l'intérieur des crimes contre les personnes, les crimes contre les personnes proprement dits, et les crimes contre les mœurs.

des pourcentages et des cartes, que dans les grandes villes, le crime contre les mœurs soit moins élevé que dans les régions rurales ou à moins forte population. L'étude des dossiers nous montrera combien souvent les crimes contre les mœurs sont correctionnalisés en violence (art. 311-312 c.p.).

Pour les crimes contre les biens, nous avons noté une forte progression en volume pour l'ensemble de la France, des crimes contre les biens ; en proportion, la progression est légère mais réelle dans la plupart des cours d'appel de France. Pour la période 1953-1967, 36 % des crimes commis par des majeurs pénaux sont des crimes contre les biens, si l'on considère la période 1953-1959, le taux est de 34 %, et de 38 % pour la période 1960-1967. Ce taux s'apparente au taux de crimes contre les biens commis par des adolescents jugés par la cour d'assises des mineurs, pour la même période. Mais, si pour les mineurs la tendance est à la baisse, compensée par une forte hausse de la proportion des crimes contre les mœurs, pour les majeurs, la tendance est inverse, surtout dans les régions de grandes villes, telles que Paris, Aix, Bordeaux et Toulouse.

Ces observations très partielles permettent, en conclusion, de formuler l'hypothèse que, si pour les majeurs pénaux existe une réelle augmentation du volume des crimes contre les biens, et pour les adolescents criminels une réelle augmentation des crimes contre les mœurs, de plus existe dans la politique de correctionnalisation des Parquets une différence selon que les auteurs de ces infractions sont des mineurs ou des majeurs. Il est connu que depuis quelques années, on correctionnalise moins les crimes contre les biens commis par des adultes lorsqu'il s'agit de vols sérieux, et lorsque les auteurs sont des récidivistes. Par contre, pour les mineurs, les Parquets demeurent plus indulgents à l'égard de ce type d'infraction. Lorsque des jeunes de seize à dix-huit ans sont traduits devant la cour d'assises des mineurs pour vols qualifiés, ce n'est presque toujours que lorsqu'ils sont coauteurs ou complices de majeurs pénaux. L'étude des dossiers nous permettra de confirmer ce fait.

Les observations faites sur les crimes d'adolescents contre les mœurs, les personnes et les biens, ne distinguaient pas les crimes commis par des filles et ceux commis par les garçons.

L'objet de la Section II sera l'étude des types de crimes d'adolescents mis en rapport avec le sexe de leur auteur.

Section II. — INFRACTIONS FEMININES ET MASCULINES.

Les statistiques des Parquets distinguent les crimes d'adolescents contre les personnes, les biens et les mœurs, selon qu'ils ont été commis par des filles ou par des garçons. D'autre part, on dispose, depuis 1961, d'un document plus détaillé : un cadre de l'I.N.S.E.E. qui prévoit une dizaine de catégories d'infractions pour chaque sexe (vol qualifié, incendie volontaire, meurtre, assassinat, parricide, infanticide, rapt, coups et blessures, attentats aux mœurs, viols), et permet ainsi une approche plus approfondie des infractions typiquement masculines et féminines.

Le premier paragraphe sera consacré à l'étude de ces deux statistiques ; dans le second paragraphe on comparera les catégories de crimes commis par filles et garçons de seize à dix-huit ans, avec ceux commis par filles et garçons de dix-huit à vingt et un ans, et de vingt et un ans à vingt-cinq ans.

Aucune analyse par cour d'appel n'est possible, étant donné le très petit nombre d'affaires de filles jugées par les cours d'assises des mineurs de 1951 à 1967 (31).

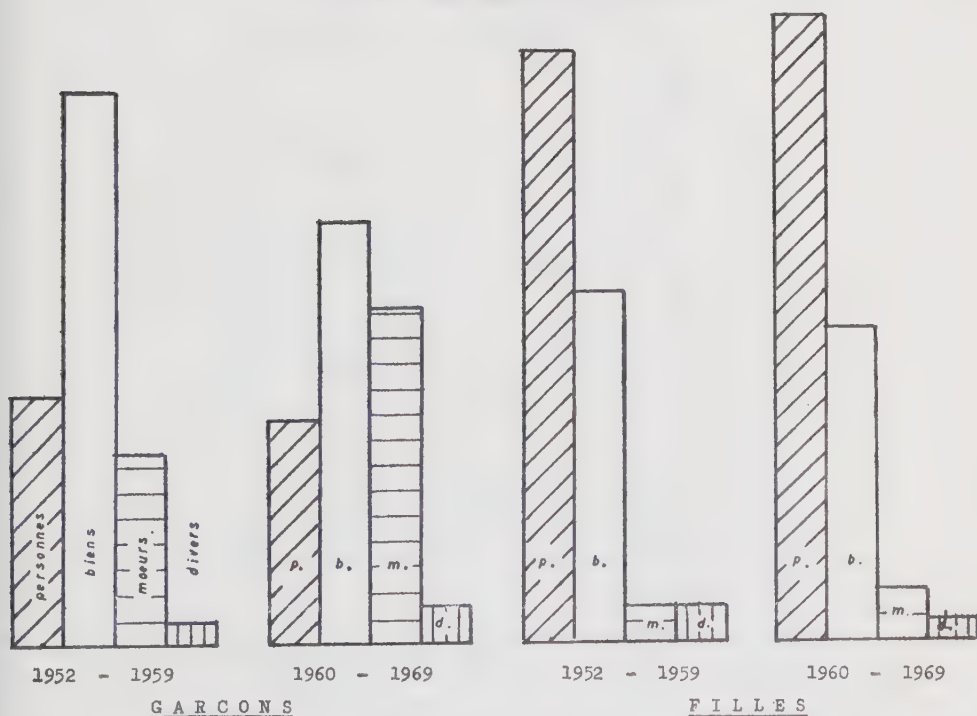
§ 1 : ETUDE DE LA STATISTIQUE DES PARQUETS (1951-1969)

ETUDE DE LA STATISTIQUE DE L'I.N.S.E.E.

A) Statistique des Parquets (1951-1969)

Le diagramme construit à partir des résultats contenus dans le tableau de la page 76 met clairement en lumière que les diverses catégories de crimes ne sont absolument pas commises dans les mêmes proportions par les garçons et par les filles.

DIAGRAMME REPRÉSENTATIF DES PROPORTIONS
DE CHAQUE CATÉGORIE D'INFRACTIONS



Pendant la période 1952-1959, un peu plus de la moitié des crimes commis par des garçons de seize à dix-huit ans étaient des crimes contre les biens ; pour la période qui va de 1960 à 1969, on constate une baisse de la proportion des crimes contre les biens, compensée par une forte hausse de la proportion de crimes contre les mœurs.

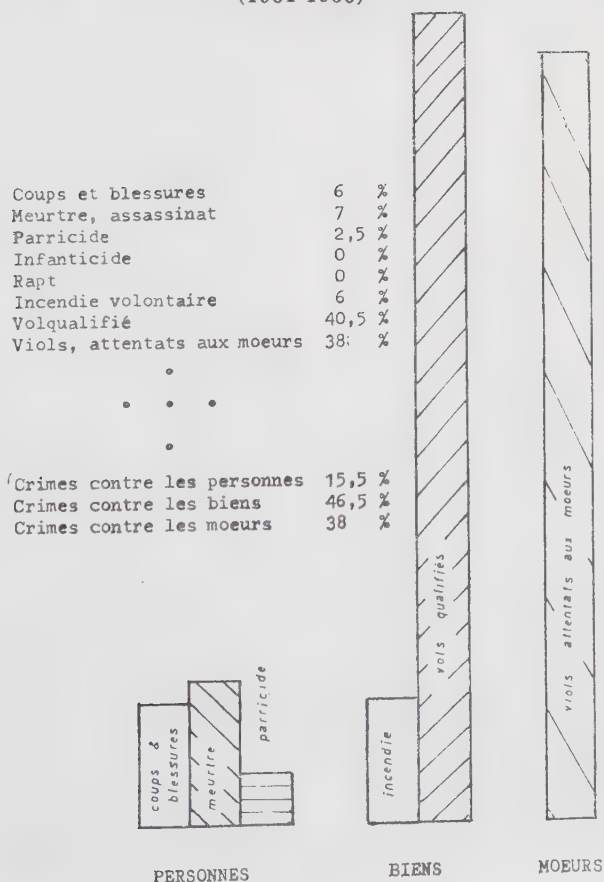
Les proportions de chaque catégorie d'infractions, et leurs variations, sont différentes. Les filles criminelles de seize à dix-huit ans commettent principalement des crimes contre les personnes, phénomène encore plus net pour la période 1960-1969 (62 % des crimes commis par les filles sont des crimes contre les personnes) que pour la période 1952-1959.

La proportion de crimes contre les biens a baissé de la première à la deuxième période de façon plus sensible pour les garçons que pour les filles. L'étude des dossiers pourrait permettre de répondre à la question de savoir si les crimes contre les biens commis par des filles ne sont pas le plus souvent des crimes commis par des bandes d'adolescents, comprenant une ou deux filles.

B) Statistiques de l'I.N.S.E.E. : 1961-1966.

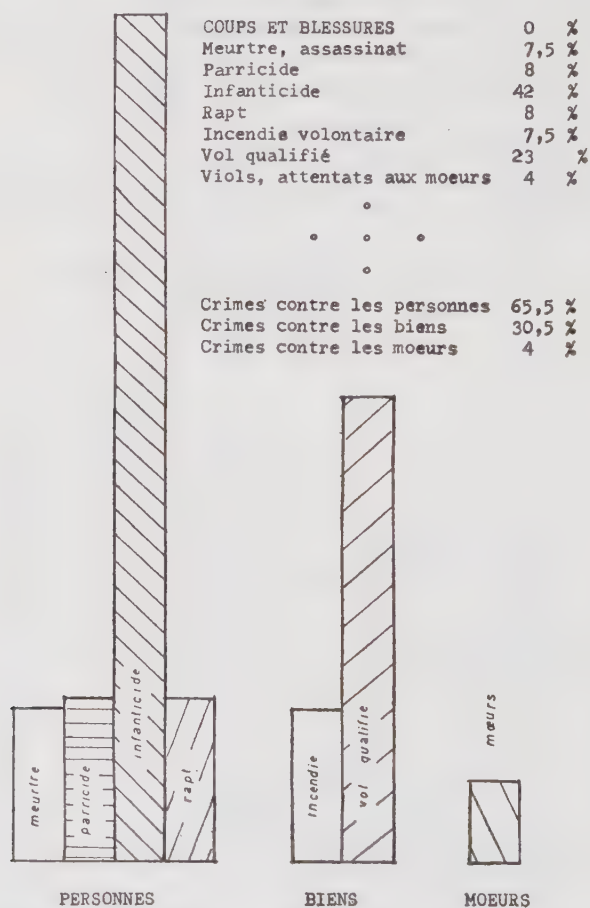
La statistique de l'I.N.S.E.E. donne, depuis 1961, une approche plus détaillée des infractions criminelles commises par des ado-

DIAGRAMME REPRÉSENTATIF DES PROPORTIONS
DE CHAQUE CATÉGORIE D'INFRACTIONS
POUR LES GARÇONS
(1961-1966)



lescents de seize à dix-huit ans. Les diagrammes qui suivent permettent de préciser les observations faites à partir de la statistique des Parquets. Les pourcentages calculés ne portent, malheureusement, que sur six ans, et donc sur un nombre total d'infractions petit, surtout pour les filles.

DIAGRAMME REPRÉSENTATIF DES PROPORTIONS
DE CHAQUE CATÉGORIE D'INFRACTIONS
POUR LES FILLES (1961-1966)



L'observation préliminaire suivante peut être faite : les pourcentages de crimes contre les personnes, contre les mœurs, contre les biens, calculés à partir de la statistique des Parquets, pour la période 1960-1969, et à partir de la statistique de l'I.N.S.E.E. pour la période 1961-1966 sont assez semblables. Il n'y a pas de réelles différences entre les résultats obtenus à partir de l'étude de l'une ou l'autre de ces statistiques.

La statistique des Parquets permettait simplement de remarquer que les garçons commettent principalement des crimes contre les biens, et les mœurs, les filles des crimes contre les personnes.

On peut maintenant préciser que la proportion de meurtres ou d'assassinats est quasiment identique pour les filles et pour les garçons. Si les filles commettent tant de crimes contre les personnes, c'est que dans cette catégorie entrent, bien entendu, les infanticides.

Presque la moitié des adolescentes jugées par la cour d'assises des mineurs (42 %) le sont pour infanticide.

La catégorie « crime contre les personnes » est encore accrue pour les filles du fait qu'elles commettent quelques enlèvements d'enfants, et des parricides un peu plus nombreux que les garçons.

Dans la catégorie « crimes contre les biens », il faut remarquer que filles et garçons sont enclins dans des proportions très semblables à incendier volontairement.

*
* *

Les observations faites sur les proportions de chaque catégorie d'infractions criminelles, pour les filles et les garçons de seize à dix-huit ans, ne sont-elles valables que pour les adolescents justiciables de la cour d'assises des mineurs, ou peuvent-elles être appliquées aux jeunes adultes criminels ? Pour répondre à cette question, il faut comparer les résultats qui viennent d'être analysés avec les résultats obtenus à partir de l'étude de la statistique des Parquets, concernant les jeunes criminels de dix-huit à vingt et un ans, et de vingt et un ans à vingt-cinq ans.

§ 2 : COMPARAISON AVEC LA STATISTIQUE DES PARQUETS CONCERNANT LES JEUNES DE 18 A 21 ANS, ET DE 21 A 25 ANS.

Le cadre V du compte de la justice criminelle, distingue les condamnés d'après leur âge et la nature des crimes.

Pour les années 1953 à 1958, ce cadre distingue selon que les condamnés ont moins de 20 ans ou de 20 à 30 ans ; à partir de 1959 est faite la distinction entre les criminels qui avaient de 18 à 21 ans au moment de l'infraction, et ceux qui avaient de 21 à 25 ans.

La comparaison du diagramme de la page 81, représentatif des proportions de chaque catégorie d'infraction criminelle pour les garçons et les filles de dix-huit à vingt-cinq ans, avec celui représentatif de ces mêmes proportions pour les jeunes criminels de seize à dix-huit ans (32), met en lumière une certaine similitude entre ces diverses proportions, si ce n'est pour les crimes contre les mœurs. En effet, il semble qu'à partir de dix-huit ans, la proportion de crimes contre les mœurs baisse sensiblement pour ensuite rester assez stable jusqu'à 25 ans.

Entre dix-huit et vingt-cinq ans, le mariage d'un grand nombre de jeunes est sûrement une des causes de la baisse de la proportion de crimes contre les mœurs.

Pour les filles, on constate une baisse forte dans la proportion de parricides après dix-huit ans. Le parricide serait-il surtout un acte d'adolescent ? Baisse également dans le pourcentage d'infanticides qui passe de 41 % pour les filles de dix-huit à vingt et un

(31) Cf. Supra, p. 51.

(32) Cf. Supra, p. 75.

ans, à 28 % environ pour celles de vingt et un ans à vingt-cinq ans. Plus est-on jeune, plus est-on sans doute enclin au mouvement de panique qui est souvent cause de l'infanticide.

POURCENTAGE DE CHAQUE CATEGORIE D'INFRACTIONS
POUR LES GARÇONS ET LES FILLES (1959-1969)

GARÇONS		
	18-21 ans	21-25 ans
1. Incendie volontaire	4	2,8
2. Vols qualifiés, recels	54	53
3. Coups et blessures	4,6	5,8
4. Meurtre, assassinat	8,1	13,5
5. Parricide	0,5	0,7
6. Infanticide	0,1	0,1
7. Rapt	0	0,1
8. Viol, attentats aux mœurs	27	20
9. Association de malfaiteurs	0,5	1,7
Crimes contre les biens	58 %	58 %
Crimes contre les personnes	14 %	21 %
Crimes contre les mœurs	27 %	20 %

	18-21 ans	21-25 ans
1. Incendie volontaire	4	2,3
2. Vols qualifiés, recels	35,5	35
3. Coups et blessures	5,5	35
4. Meurtre, assassinat	7,5	11,5
5. Parricide	1,5	1,1
6. Infanticide	41	28
7. Rapt	0	0
8. Viols, attentats aux mœurs	1	1,1
9. Association de malfaiteurs	1,5	1,1
Crimes contre les biens	41	38
Crimes contre les personnes	58	57
Crimes contre les mœurs	1	1
Crimes contre la chose publique		4

Des comparaisons effectuées ressort, au-delà des différences de proportions des types de crimes commis par les jeunes de seize à vingt-cinq ans selon leur âge, le fait que la majorité des garçons criminels, qu'ils aient seize ou vingt-cinq ans, commettent des crimes contre les biens, principalement des vols qualifiés, la majorité des filles commettant des crimes contre les personnes, principalement des infanticides.

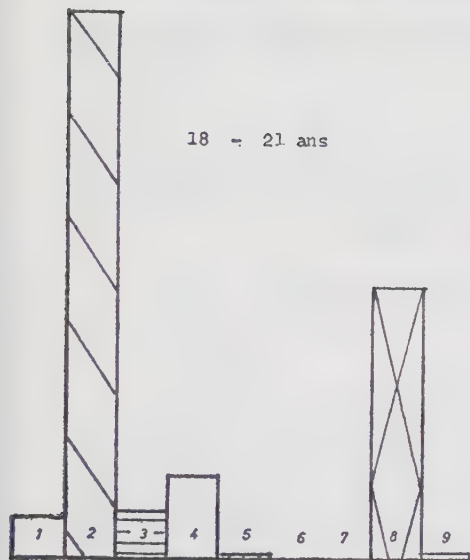
*
**

Filles et garçons criminels de seize à dix-huit ans ne commettent pas les mêmes types de crimes. De quelle façon sont réprimés ces divers crimes ? Leur applique-t-on les mêmes sanctions ? Quelles sont les décisions prises par la cour d'assises des mineurs ? La réponse à cette question fera l'objet du chapitre III de ce titre.

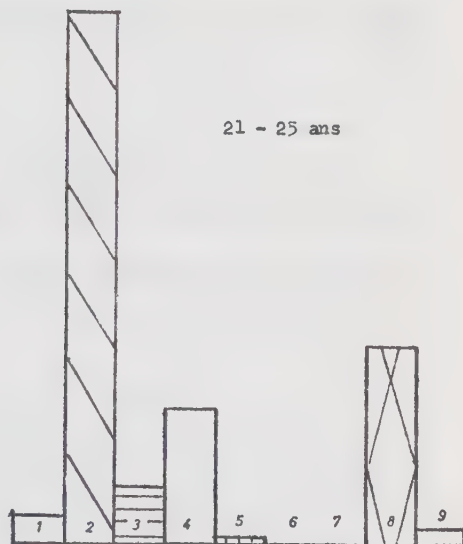
DIAGRAMME REPRÉSENTATIF DES PROPORTIONS
DE CHAQUE CATÉGORIE D'INFRACTIONS
POUR LES GARÇONS ET LES FILLES CRIMINELS
(1959-1969)

GARÇONS

18 - 21 ans

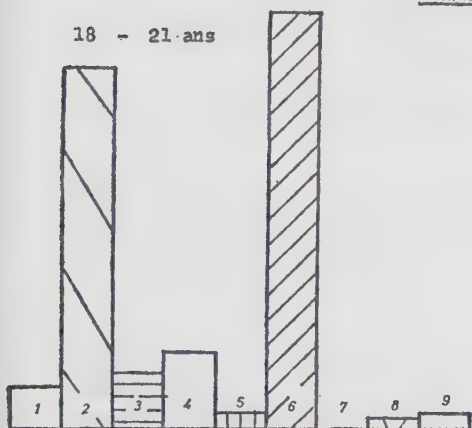


21 - 25 ans

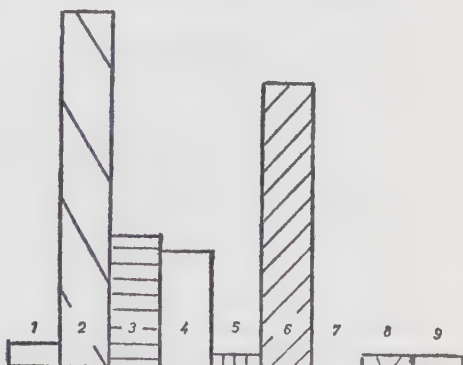


FILLES

18 - 21 ans



21 - 25 ans



CHAPITRE III

LA DECISION

ETUDE DES MESURES ET DES PEINES PRONONCEES PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS

Devant une cour d'assises des mineurs, les questions principales posées à la cour sur la culpabilité de l'accusé, et la sanction à lui infliger, sont formulées de la façon suivante :

— *l'accusé est-il coupable d'avoir commis tel fait ?*

On verra qu'aux assises des mineurs, la proportion des acquittements est faible.

— *y a-t-il lieu d'appliquer à l'accusé une sanction pénale ?*

En effet, la loi du 24 mai 1951, créant la cour d'assises des mineurs, laisse à cette juridiction comme à un tribunal pour enfants, le choix de faire subir au mineur criminel de seize à dix-huit ans soit une peine, soit une mesure d'éducation, de surveillance et d'assistance.

La troisième question principale posée à la cour d'assises des mineurs a trait à l'excuse atténuante de minorité, qui, pour les mineurs de seize à dix-huit ans, peut être écartée :

— *y a-t-il lieu d'exclure l'accusé du bénéfice de l'excuse atténuante de minorité ? (33)*

Une réponse positive à cette question conduit le mineur à pouvoir encourir exactement les mêmes peines qu'un adulte. Bien entendu, il peut bénéficier des circonstances atténuantes, il est infiniment rare qu'un mineur ne se voit pas accorder le bénéfice des circonstances atténuantes.

L'adolescent criminel est donc, soit acquitté, soit il se voit infliger une mesure éducative ou une peine. Une première section de ce chapitre traitera d'une façon générale des diverses décisions prises par l'ensemble des cours d'assises de mineurs depuis 1951.

(33) Ordonnance du 2-2-45, complétée par la loi du 24 mai 1951, art. 20.

Dans la deuxième section, quelques observations seront faites quant aux décisions prises par cours d'appel et régions, et par type d'infractions.

Section I. — *ETUDE GENERALE DES TYPES DE DECISIONS*

Il y a lieu d'étudier d'abord les décisions concernant les adolescents jugés par la cour d'assises des mineurs, puis de comparer ces décisions avec celles qui ont été prises par le tribunal pour enfants jugeant des mineurs criminels de moins de seize ans, et celles prises par la cour d'assises de droit commun, jugeant des criminels de dix-huit à vingt cinq ans. Y a-t-il de réelles différences entre les peines prononcées par la cour d'assises des mineurs et par la cour d'assises de droit commun à l'égard d'adolescents de seize à dix-huit ans, ou de jeunes adultes criminels ?

*
**

§ I. CHIFFRES DES PARQUETS CONCERNANT LES COURS D'ASSISES DES MINEURS.

Les statistiques des Parquets permettent d'étudier grossièrement la sanction, selon qu'il y a acquittement, peine ou mesure, puis de façon plus détaillée par catégorie de peines ou de mesures.

En considérant le tableau de la page suivante, relatif aux décisions prises à l'encontre de tous les mineurs par la cour d'assises des mineurs, on s'aperçoit que le pourcentage des acquittements déjà très faible pour la période 1952-1959, tombe à 3 % pour la période 1960-1969.

Le mineur renvoyé aux assises ne l'est plus encore qu'un adulte que lorsque de très lourdes charges pèsent contre lui. En effet, le fait de comparaître devant une cour d'assises peut être traumatisant ; il est normal que ce soit avec une extrême prudence que l'on renvoie des mineurs aux assises. En réalité, la proportion d'acquittement pour les mineurs, devrait être à peu près nulle.

Il est intéressant de voir que le pourcentage de peines par rapport au pourcentage de mesures a cru de façon énorme pendant la période 1960-1969. De plus en plus souvent, un mineur est renvoyé aux assises quand on estime qu'il est nécessaire de lui infliger une peine, et quand on peut penser que la cour d'assises lui infligera cette peine. Si, au contraire, l'instruction permet d'estimer qu'une mesure est la bonne sanction, l'infraction sera correctionnalisée si c'est possible, et la lourde et lente machine qu'est la cour d'assises ne sera pas mise en marche.

Le diagramme de la page 85 permet de voir que les trois grandes catégories de décisions ne sont pas rendues dans les mêmes proportions pour les filles et pour les garçons.

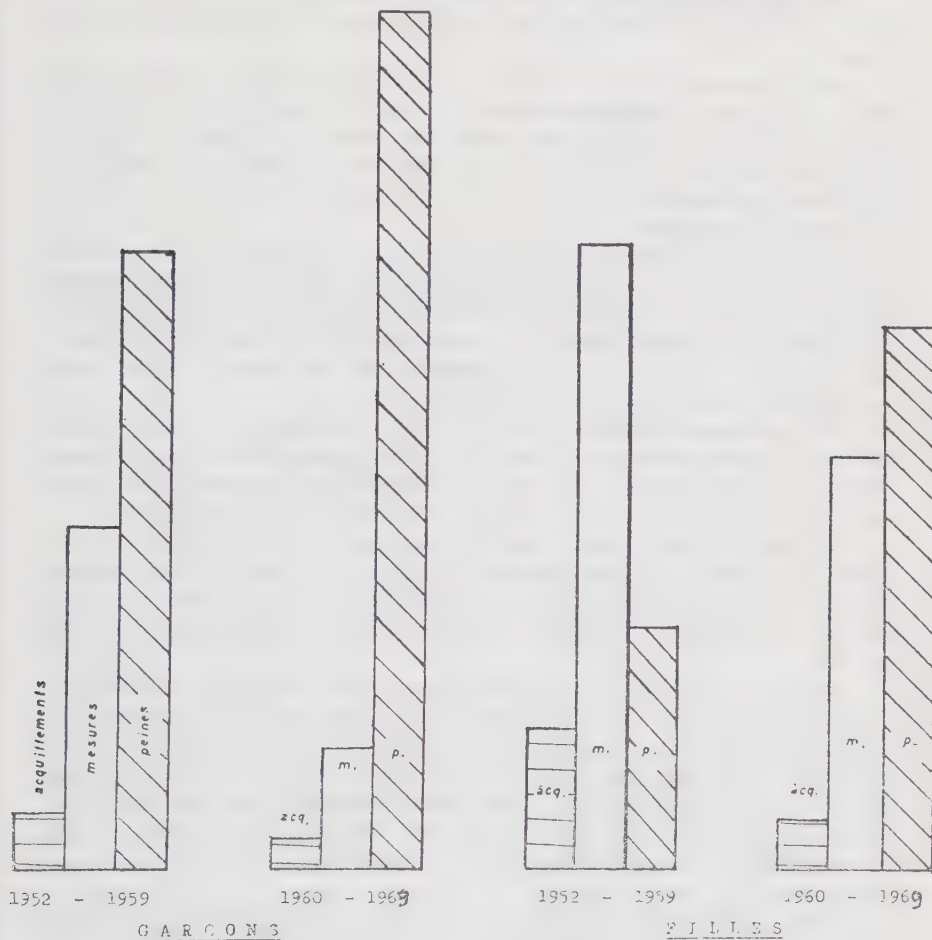
Les différences entre le pourcentage de mesures et de peines prononcées à l'encontre des filles et des garçons s'explique très bien

CHIFFRES DES PARQUETS :
DECISIONS DE LA COUR D'ASSISES DES MINEURS

Années	Acquittement			Mesure			Peine		
	G	F	Total	G	F	Total	G	F	Total
1951	4	—	4	12	—	12	31	2	33
1952	1	—	1	12	2	14	14	2	16
1953	2	2	4	11	1	12	18	1	19
1954	—	2	2	8	2	10	13	—	13
1955	—	—	—	7	1	8	15	2	17
1956	2	—	2	8	4	12	20	2	22
1957	5	—	5	17	4	21	35	—	35
1958	1	—	1	13	1	14	24	—	24
1959	2	—	2	3	3	6	4	—	4
1960	3	—	3	6	1	7	29	—	29
1961	—	1	1	1	3	4	18	—	18
1962	1	—	1	9	—	9	41	2	43
1963	4	—	4	10	2	12	55	—	55
1964	1	—	1	6	1	7	57	3	60
1965	2	—	2	8	3	11	59	1	60
1966	2	—	2	3	4	7	64	5	69
1967	—	1	1	4	1	5	68	6	74
1968	1	—	1	10	—	10	31	1	32
1969	4	—	4	2	1	3	65	3	68
Total :	35	6	41	150	34	184	661	30	691
% 1951-1969	4 %	8 %	4,5 %	18 %	49 %	20 %	78 %	43 %	75,5 %
% 1952-1959	5,5 %	14 %	6,4 %	33,7 %	62 %	36,8 %	60,8 %	24 %	56,8 %
% 1960-1969	3 %	5 %	3 %	12 %	41 %	12 %	85 %	54 %	85 %

en se référant aux différences de types d'infractions commises par filles et garçons. Les filles commettent principalement des infanticides ; la courte ou longue peine de prison paraît être une sanction très peu appropriée à ce crime. Le plus souvent, la fille coupable d'infanticide se verra infliger une mesure éducative.

DIAGRAMME REPRÉSENTATIF DE LA PROPORTION DES PEINES, MESURES ET ACQUITEMENTS



Les garçons, par contre, se rendent principalement coupables de crimes contre les biens ; à tort ou à raison, ce type d'infraction est souvent sanctionné par une peine de prison. Il ne faut pas omettre non plus de rappeler le manque d'établissements spécialisés pour garçons, ce qui peut conduire à opter pour la peine dans des cas où pourtant on aurait préféré opter pour le placement en I.P.E.S. par exemple.

Ces observations seront à nuancer et à développer dans la deuxième section.

*
**

Une étude des diverses peines et des diverses mesures permet une analyse plus sérieuse de la sanction prononcée à l'égard d'adolescents criminels.

Le diagramme qui suit met en lumière le nombre et le pourcentage des peines appartenant à chaque type de peines.

Rappelons que, pour la période 1951-1969, 75,5 % des mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs ont été condamnés à une peine.

Sur l'ensemble de ces peines — qui, pour 99 % d'entre elles, sont des peines d'emprisonnement — 44 % sont des peines avec sursis, soit sursis simple, soit sursis avec mise à l'épreuve. En fait, donc, un peu plus de la moitié des mineurs de seize à dix-huit ans criminels, condamnés à une peine de prison, subissent réellement cette peine de prison.

Avec l'institution du sursis avec mise à l'épreuve, le pourcentage de sursis simple a beaucoup diminué, pour les filles comme pour les garçons ; mais si l'on additionne, pour la période 1960-1969, les peines avec sursis simple et avec sursis avec mise à l'épreuve, on se rend compte que le pourcentage de peines avec sursis a augmenté pendant les dix dernières années.

Le diagramme montre que les filles condamnées à une peine, sont, soit condamnées avec sursis, soit condamnées à un emprisonnement ferme supérieur à un an. Ou l'infraction commise est considérée comme vraiment grave, et alors la peine subie sera forte, ou — et ceci dans la très grande majorité des cas — la sanction est une peine avec sursis ou une mesure éducative. Notons que les peines de prison assorties du sursis avec mise à l'épreuve sont beaucoup plus des mesures d'éducation, de surveillance, d'assistance, que des peines.

Pour les garçons, les peines prononcées sont plus diversifiées. Cependant, pour la période 1960-1969, elles tendent à se ramener à l'option peine avec sursis, ou peine d'emprisonnement ferme supérieur à un an. La condamnation à l'amende est extrêmement rare, ce qui s'explique par le fait que la plupart des mineurs jugés n'ont pas de ressources propres, ou des ressources très faibles. Dans ces conditions, une condamnation à l'amende serait une peine peu éducative.

Il est intéressant de voir que pendant la période 1952-1959, 26 % des peines étaient des peines de prison ferme, inférieures à un an. Cette catégorie de peines a presque totalement disparu pendant ces huit dernières années. On pourrait faire, à ce sujet, les mêmes observations que celles faites précédemment pour les filles.

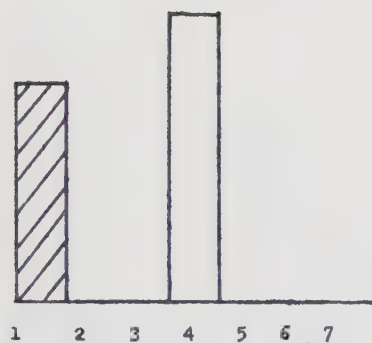
*
**

Le choix des mesures tend-il à devenir aussi simple que le choix des peines ? L'étude des diverses mesures, et le pourcentage de chacune d'entre elles permettra de répondre à cette question.

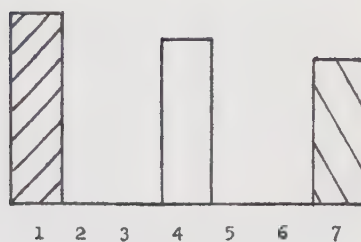
PEINES PRONONCÉES A L'ENCONTRE DES MINEURS
JUGÉS PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS

F I L L E S

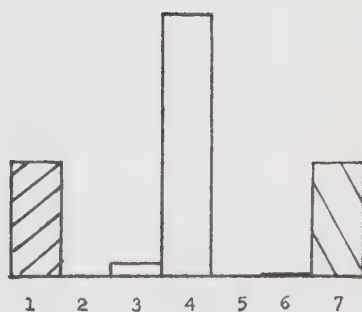
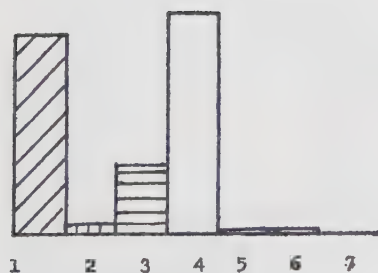
1952 - 1959



1960 - 1969



G A R Ç O N S

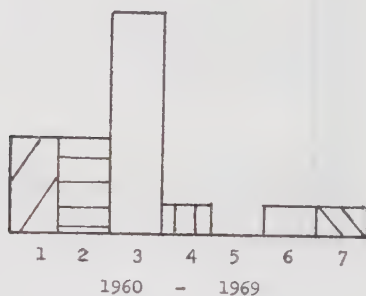
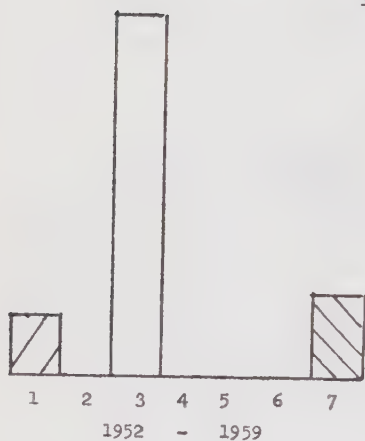


1. Emprisonnement avec sursis
2. Sans sursis de moins de 4 mois
3. Sans sursis de 4 mois à un an
4. Plus d'un an
5. Amende avec sursis
6. Amende sans sursis
7. Sursis avec mise à l'épreuve

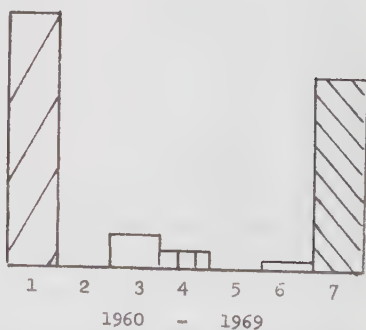
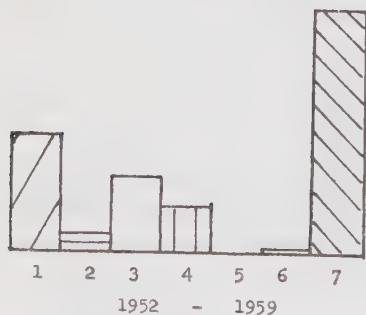
 10 %

MESURES PRONONCÉES A L'ENCONTRE DES MINEURS
JUGÉS PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS

F I L L E S



G A R C O N S



1. Remise à la famille ou au gardien
2. Remise à une personne de confiance
3. Internat non IPES
4. Externat ou semi-liberté non IPES

5. Etablissement médico-pédagogique
6. Service de l'aide sociale à l'enfance
7. IPES

Le diagramme concernant les mesures ne tient pas compte des admonestations, ceci parce que les adolescents criminels ne sont qu'extrêmement rarement admonestés. D'après une statistique de l'I.N.S.E.E., portant sur la période 1958-1966, il n'y a eu, au cours de ces neuf années, que neuf adolescents criminels simplement admonestés par la cour d'assises des mineurs.

Il convient de rappeler les chiffres suivants : de 1951 à 1969, 20 % des mineurs criminels jugés par la cour d'assises des mineurs subissent une mesure, de 1952 à 1959, 37 %, et de 1960 à 1969, 12 %.

Les mesures ne touchent pas le tiers des adolescents criminels, et atteignent beaucoup plus les filles que les garçons. Mais, pour les uns comme pour les autres, la proportion de crimes suivis de mesures éducatives a beaucoup baissé apparemment, pendant la période qui va de 1960 à 1969. Mais, en fait, si l'on assimile le sursis avec mise à l'épreuve à une mesure, catégorie de peine qui a commencé à être utilisée réellement à partir de 1960, on s'aperçoit que la proportion de crimes suivis de mesures n'a pas baissé.

Pour les filles, pendant la période 1952-1959, la mesure qui était prononcée dans 88 % des cas était la remise en internat, I.P.E.S. ou non ; si le pourcentage de remise en I.P.E.S. est relativement faible par rapport au pourcentage de remise en internat autre que I.P.E.S., c'est qu'il n'y a qu'un I.P.E.S. pour filles (Brécourt). De 1960 à 1969, les mesures se sont diversifiées. On remarque surtout un accroissement notable de mesures de remise pure et simple, soit à la famille, soit à une personne digne de confiance ; ceci s'explique peut-être parce que les places en internat sont très limitées, et, à part l'internat, la mesure la plus appropriée souvent est la remise à la famille, même si la famille a des capacités éducatives faibles. Les psychologues ont fait remarquer que le retrait de la famille constituait un choc qui, dans la plupart des cas, est à éviter si cela est possible.

Pour les garçons, la proportion de remise à la famille a doublé au cours de la période 1960-1969, par rapport à ce qu'elle était pendant la période précédente. Actuellement, dans la plupart des cas, les garçons sont, soit envoyés en I.P.E.S., soit remis à la famille, mais il faut se rappeler que ces deux catégories de mesures ne sont prononcées — pour les dix dernières années — qu'à l'encontre de 10 % des garçons jugés par la cour d'assises des mineurs.

Avant de comparer les peines et mesures infligées aux adolescents criminels avec celles infligées aux criminels de moins de seize ans, et à ceux de dix-huit à vingt-cinq ans, il faut évoquer rapidement le problème de la liberté surveillée et du sursis avec mise à l'épreuve, en comparant les chiffres suivants :

	Liberté surveillée		Sursis avec mise à l'épreuve	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
% 1951-1969	12 %	28,5 %	17,0 %	20 %
% 1952-1959	18,3 %	37,5 %	0 %	0 %
% 1960-1969	9,0 %	15 %	23 %	29 %

La liberté surveillée peut être infligée en sus de toute mesure ou de toute peine ; les pourcentages sont donc calculés sur l'ensemble des mesures et peines. Le sursis avec mise à l'épreuve est une modalité spéciale de l'emprisonnement avec sursis, donc une peine, les pourcentages sont calculés sur le total des peines.

Bien que ces divers pourcentages ne soient pas calculés sur les mêmes chiffres de base, on peut conclure à une corrélation entre la baisse de la proportion de liberté surveillée et l'institution du sursis avec mise à l'épreuve. Vraisemblablement, presque toutes les fois qu'il y avait peine avec sursis, plus régime de liberté surveillée, il y a maintenant sursis avec mise à l'épreuve. Le sursis avec mise à l'épreuve est-il plus ou moins souvent prononcé selon l'âge du criminel ? C'est une des questions auxquelles on essaiera de répondre dans le deuxième paragraphe, en même temps que seront comparées peines et mesures prononcées à l'encontre des très jeunes criminels, des adolescents criminels et des jeunes adultes criminels.

§ 2. COMPARAISON DES PEINES ET MESURES PRONONCÉES A L'ENCONTRE DES ADOLESCENTS CRIMINELS, AVEC CELLES PRONONCÉES A L'ENCONTRE DES TRÈS JEUNES CRIMINELS, ET DES JEUNES ADULTES CRIMINELS.

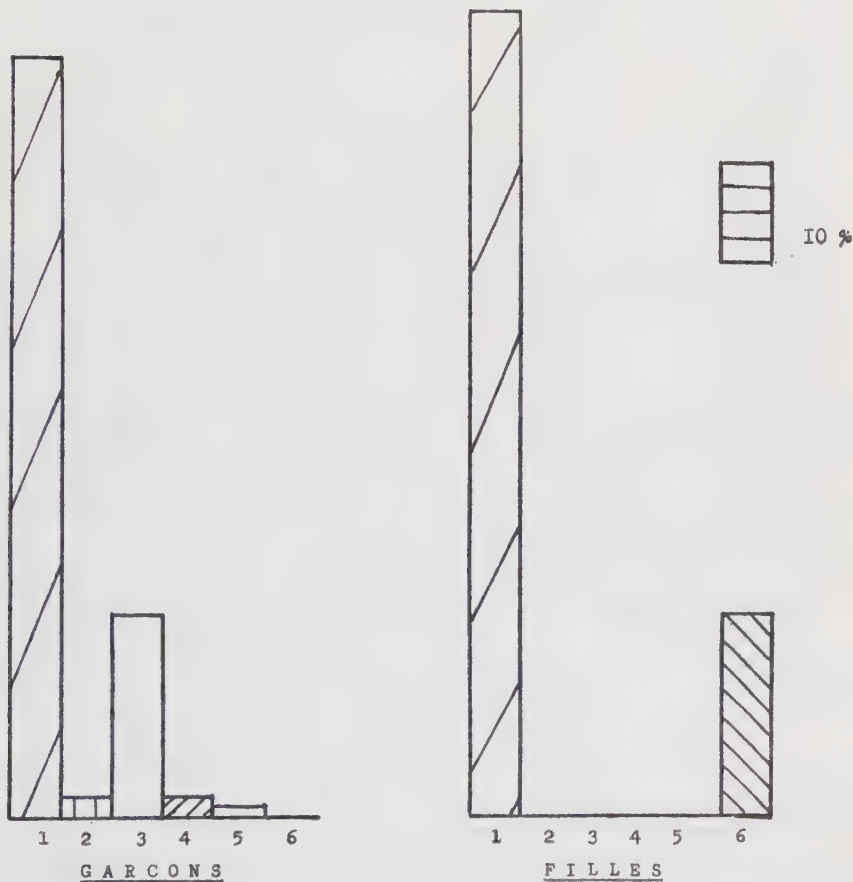
A) *Les mineurs de moins de treize ans, et les mineurs de treize à seize ans.*

Le cas des mineurs de moins de treize ans est très simple : ils ne peuvent pas être condamnés à une peine, ils ne peuvent subir qu'une mesure éducative.

Le diagramme qui suit rend compte du fait que, dans 75 % des cas pour les garçons et 80 % des cas pour les filles, les jeunes criminels de moins de treize ans (en volume, il s'agit d'un très petit nombre de jeunes délinquants) sont remis à leur famille.

Le régime des délinquants de moins de treize ans étant très particulier, la comparaison entre les mesures subies par ces très jeunes mineurs, et celles subies par des adolescents criminels ne peut mener à des observations sérieuses. Plus intéressante est la comparaison entre mesures et peines subies par les jeunes criminels de seize à dix-huit ans, et ceux de treize à seize ans.

DIAGRAMME REPRÉSENTATIF DES PROPORTIONS
DES DIVERSES MESURES INFLIGÉES AUX MINEURS CRIMINELS
DE MOINS DE TREIZE ANS
PÉRIODE 1951-1969

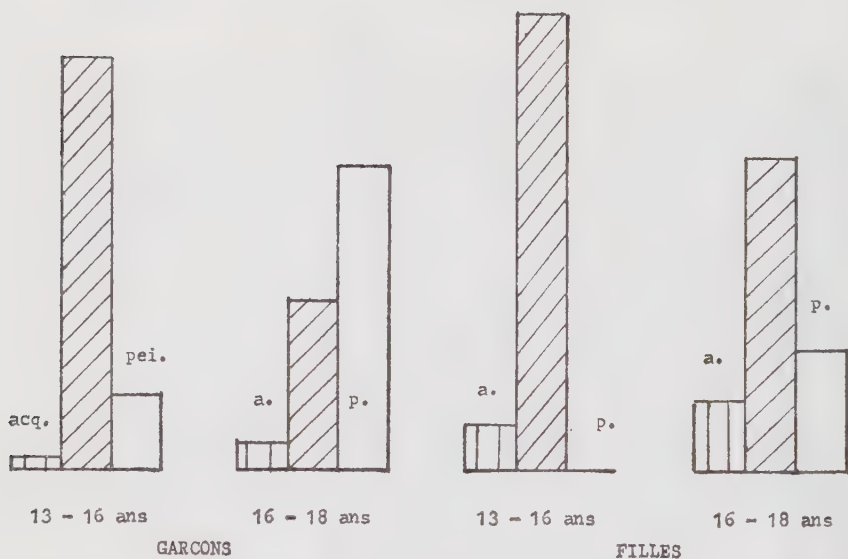


1. remise à la famille ou au gardien
2. remise à une personne de confiance
3. internat non IPES

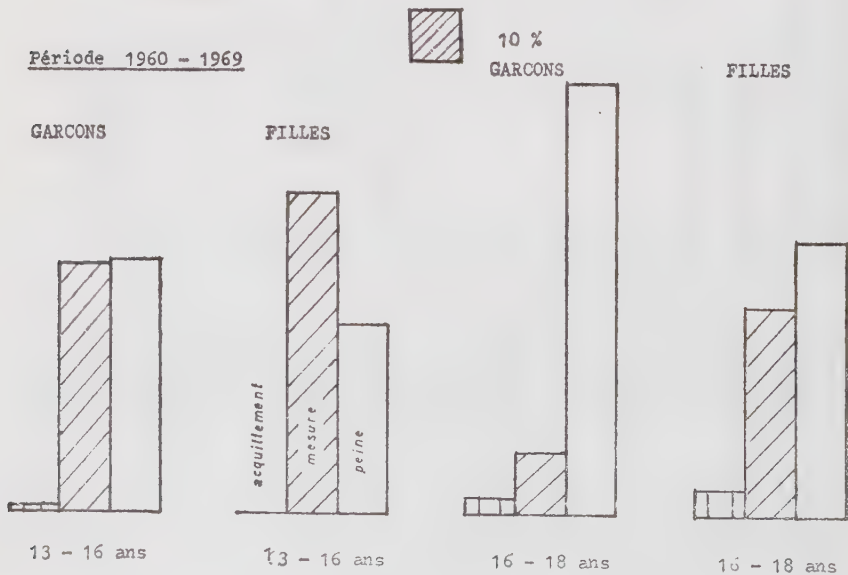
4. externat ou semi-liberté non IPES
5. établissement médico-pédagogique
6. service de l'aide sociale

PROPORTION DES PEINES, MESURES, ACQUITTEMENTS
POUR LES CRIMINELS JUGÉS DE 13 A 18 ANS

Période 1952 = 1960



Période 1960 - 1969



PEINES, MESURES, ACQUITTEMENTS PRONONCES A L'ENCONTRE
DES CRIMINELS DE 13 A 18 ANS

CRIMINELS DE 13 A 16 ANS								
	Acquittements		Mesures		Peines		Liberté surveillée	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
% 1952-1969	1,7	3	61	74	37,1	23	30	27
% 1952-1959	2,5	9	82,5	91	15	0	26	33,3
% 1960-1969	1	0	49	63	50	37	31	31

CRIMINELS DE 16 A 18 ANS								
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
% 1952-1969	4	8	18	49	78	43	12	28,5
% 1952-1959	5,5	14	33,7	62	60,8	24	18,3	37,5
% 1960-1969	3	5	12	41	85	54	9	15

Il apparaît d'une part que la sanction aux assises des mineurs est très souvent une peine, alors qu'au tribunal des enfants elle consiste souvent en une mesure.

Il apparaît, d'autre part, que pour la période 1960-1969, et pour l'ensemble des criminels de treize à dix-huit ans, la proportion des sanctions consistant en des mesures a baissé nettement.

Si, cependant, la cour d'assises des mineurs et le tribunal pour enfants ne statuent pas de la même façon dans la majeure partie des cas, c'est vraisemblablement et à cause de l'âge différent des mineurs qui leur sont déferés, et à cause de la différence de nature, de composition entre ces deux juridictions. Quand on réunit la cour d'assises des mineurs, c'est que l'on estime qu'une sanction assez sérieuse est à prononcer. On ne réunit pas la cour d'assises des mineurs pour remettre un mineur à ses parents.

Il faut se demander quels sont les types de mesures que le tribunal pour enfants prend, généralement, à l'égard des mineurs criminels de treize à seize ans.

Le diagramme suivant donne le détail de ces mesures.

On note le même phénomène que pour les adolescents criminels : une hausse aussi bien pour les filles que pour les garçons, de remises à la famille, et une baisse de semblable ampleur en ce qui concerne la remise en internat, I.P.E.S. ou non.

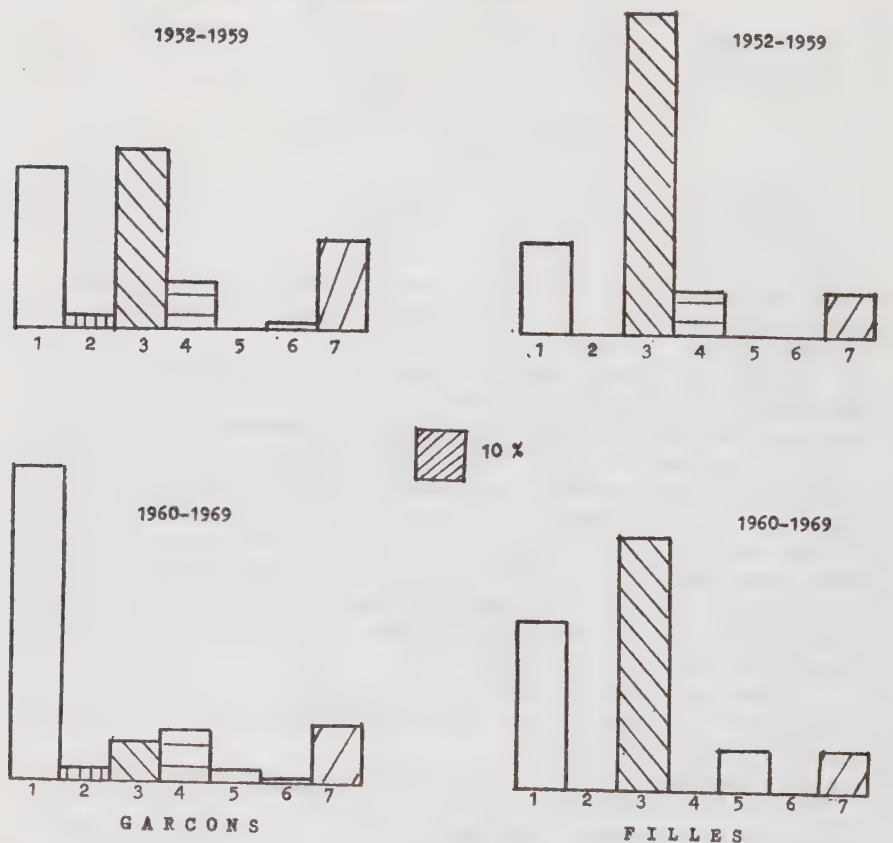
Les raisons sont sans doute les mêmes pour les jeunes criminels que pour les adolescents criminels : un manque de place en internat, et les résultats des recherches, tant criminologiques que psychologiques, qui tendent à montrer que la remise à la famille est souvent la meilleure des mesures dès lors qu'il n'y a pas de réelle mésentente entre le mineur et sa famille, et dès lors que cette famille n'est pas elle-même délinquante. Cette remise à la famille devrait être toujours — ou presque toujours — assortie de liberté surveillée.

Le sursis avec mise à l'épreuve qui s'apparente sous certains angles à la liberté surveillée, est-il une peine qui sanctionne souvent les crimes de mineurs de treize à seize ans ?

Reportons-nous à ce sujet au diagramme représentatif des peines prononcées à l'encontre des mineurs criminels de treize à seize ans.

Pour les filles, on remarque que pour la période 1952-1959, il n'y a pas une seule condamnation à une peine. Pour la période 1960-1969, 57 % des peines sont des peines de prison avec sursis avec mise à l'épreuve.

PROPORTION DES DIVERSES MESURES PRISES A L'ENCONTRE
DES MINEURS CRIMINELS DE 13 A 16 ANS
POUR LES PÉRIODES 1952-1959 ET 1960-1969



1. remise à la famille ou au gardien
2. remise à une personne de confiance
3. internat non IPES
4. externat semi-liberté non IPES

5. établissement médico-pédagogique
6. service de l'aide sociale à l'enfance
7. IPES

Pour les garçons, de 1960 à 1969, 30,5 % des peines sont des peines de sursis avec mise à l'épreuve, pourcentage assez élevé.

Ce type de sanction est donc choisi dans des proportions assez semblables pour les jeunes criminels de treize à seize ans, et pour ceux de seize à dix-huit ans.

Pour les autres types de peines prononcées à l'encontre des mineurs criminels de treize à seize ans, on observe, comme pour les adolescents criminels, que les très courtes peines de prison sans sursis sont évitées ; par contre, les peines d'emprisonnement avec sursis sont très nombreuses.

PEINES ET MESURES PRONONCEES A L'ENCONTRE DES MINEURS
CRIMINELS DE 13 A 16 ANS
POURCENTAGES 1952-1959
1960-1969

	% 1952-1959		% 1960-1969	
	G.	F.	G.	F.
Relaxe	2,5	9	1	0
Emprisonnement avec sursis	54	0	38	28,5
Sans sursis, égal ou inférieur à 4 mois	0	0	3	0
4 mois à un an	31	0	13,5	0
Plus d'un an	0	0	15	14,5
Amende avec sursis	15	0	0	0
Amende sans sursis	0	0	0	0
Sursis avec mise à l'épreuve	0	0	30,5	57
Liberté surveillée	27	36,3	25	30
Remise famille ou gardien.	32	18	62,5	33
Remise personne de confiance	2,8	0	2,8	0
Internat non I.P.E.S.	36	64	8	50
Externat semi-liberté non I.P.E.S.	9,7	9	10,6	0
Etabl. médico-pédagogique	0	0	2,8	8,5
Service de l'Aide Sociale	1,5	0	1,3	0
I.P.E.S.	18	9	12	8,5

Lorsqu'il y a emprisonnement ferme, dans 52 % des cas pour les adolescents criminels, cet emprisonnement est supérieur à un an. Pour les jeunes de treize à seize ans — pour la période 1951-1969 — dans 15 % des cas seulement.

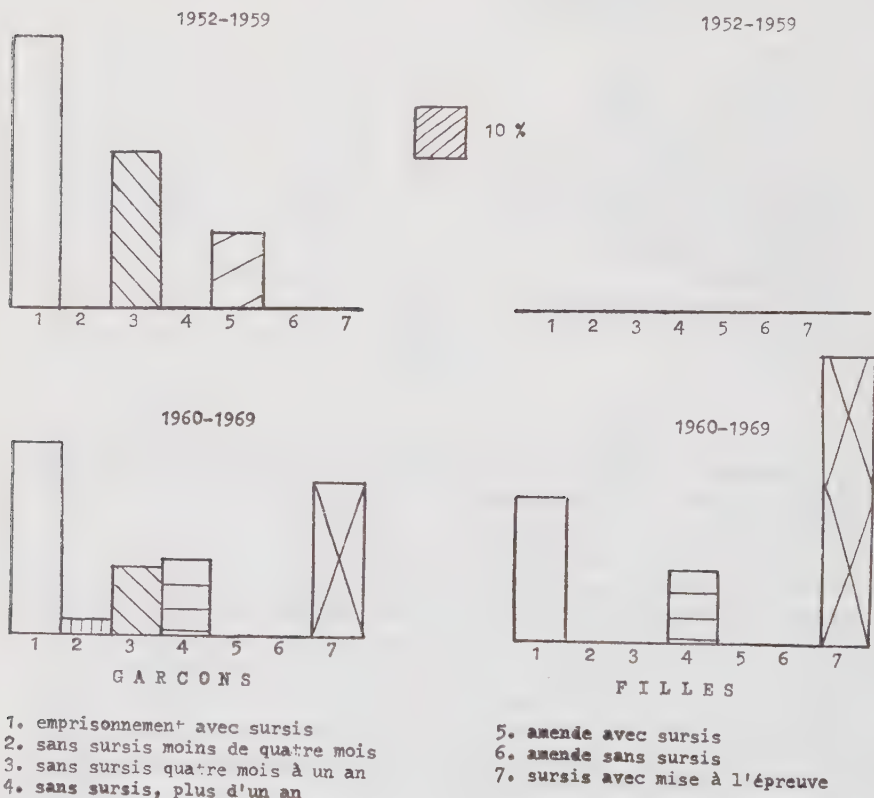
Il reste donc à conclure que le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs statuent de façon différente dans la mesure où la proportion de peines au tribunal pour enfants est bien inférieure à ce qu'elle est à la cour d'assises des mineurs (34). Quand il y a peine, la seule différence notable entre les peines édictées par le tribunal pour enfants et par la cour d'assises des mineurs est une différence ne portant pas sur la nature de la peine (emprisonnement dans les deux cas), mais sur sa durée. Ce qui est emprisonnement

(34) Il est intéressant de comparer ces observations avec celles faites à la suite de l'étude de 195 dossiers de mineurs criminels du Centre de Vaucluse (cf. note 15). Nous avons noté que pour les années 1967 et 1968, 91,3 % des mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs sont condamnés à une peine, alors que seulement 41,4 % de ceux auteurs de crimes jugés par le tribunal pour enfants ne le sont. Cependant 32 % des 91,3 % condamnés à une peine l'ont été à une peine d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve. La mise à l'épreuve pouvant être considérée comme une mesure, on peut ajouter ces 32 % aux 5,6 % de mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs et condamnés à une peine assortie d'une mesure de liberté surveillée, on obtient alors 37,6 %. Le même calcul pour les mineurs criminels de moins de seize ans conduit à trouver 41,6 %. On est obligé de conclure qu'il n'y aurait en réalité pas une telle différence entre les sanctions infligées par la cour d'assises des mineurs et celles infligées par le tribunal pour enfants, dès lors que l'on assimile le sursis avec mise à l'épreuve à une mesure éducative.

ferme de 4 mois à 1 an au tribunal pour enfants devient, en partie, à la cour d'assises des mineurs, emprisonnement ferme supérieur à un an.

La comparaison est enfin à faire entre les décisions rendues par la cour d'assises des mineurs, et par la cour d'assises, en ce qui concerne les jeunes adultes de dix-huit à vingt et un ans, et de vingt et un ans à vingt-cinq ans.

PROPORTIONS DES DIVERSES PEINES PRONONCÉES A L'ENCONTRE
DES MINEURS CRIMINELS DE 13 A 16 ANS
POUR LES PÉRIODES 1952-1959 ET 1960-1967



B) Les jeunes adultes criminels de dix-huit ans à vingt-cinq ans.

Le compte général n'établit, malheureusement, la distinction entre les jeunes de dix-huit à vingt et un ans, et ceux de vingt et un à vingt-cinq ans, que depuis 1959 ; les chiffres relevés ne le sont donc que depuis 1959, les calculs portant sur les années 1959-1969.

Le tableau et le diagramme des pages suivantes rendent compte des diverses peines infligées par la cour d'assises, aux jeunes adultes criminels. On note que la sanction est moins rigoureuse à l'encontre des filles qu'à l'encontre des garçons. On note ensuite qu'elle est moins rigoureuse à l'encontre des jeunes criminels de dix-huit à

vingt et un ans, qu'à l'encontre de ceux de vingt et un à vingt-cinq ans. Il faut remarquer que presque la moitié des criminels de vingt et un ans à vingt-cinq ans sont récidivistes.

La comparaison avec les jeunes criminels de seize à dix-huit ans est surtout intéressante pour le sursis, et le sursis avec mise à l'épreuve, comme le montre le tableau ci-dessous (en %) :

	SURSIS SIMPLE		SURSIS AVEC MISE A L'ÉPREUVE	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
16-18 ans (1960-1969)	22,5	38	22,5	29
18-21 ans (1960-1969)	11,6	42	11,2	11,5
21-25 ans (1960-1969)	9	44	4,8	7,5

On peut conclure à une similitude dans le taux de sursis simple accordé aux femmes, et à une décroissance très nette à partir de dix-huit ans du taux de sursis avec mise à l'épreuve.

D'une façon générale, existe une beaucoup plus grande rigueur dans la sanction à l'égard des jeunes criminels à partir du moment où ils ne sont plus des mineurs pénaux. En dehors de la question d'âge joue la question de la récidive. S'ils ne sont pas toujours des récidivistes au sens du code pénal, les jeunes adultes criminels ne sont que rarement des délinquants primaires.

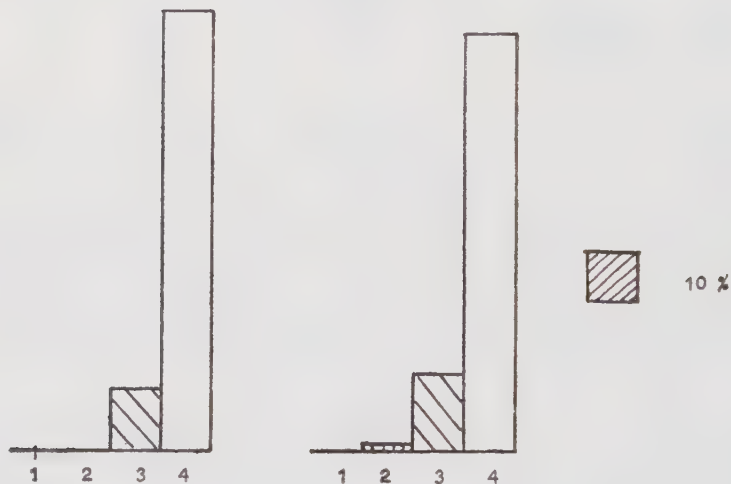
Le tableau ci-dessus, sur le sursis simple et le sursis avec mise à l'épreuve, montre que les décisions rendues par la cour d'assises des mineurs et par la cour d'assises de droit commun sont différentes, bien que le jury de ces deux juridictions soit identique et bien qu'elles soient composées de façon très semblable.

PEINES PRONONCEES PAR LA COUR D'ASSISES ENTRE 1959 ET 1969
A L'ENCONTRE DES CRIMINELS DE 18 A 21 ANS ET DE 21 A 25 ANS
(TOTAUX ET POURCENTAGES)

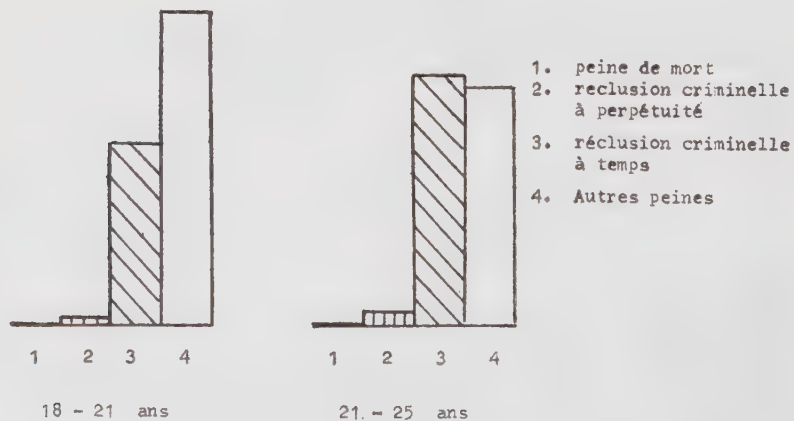
	Totaux				Pourcentages			
	18-21 ans		21-25 ans		18-21 ans		21-25 ans	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Mort	5	0	9	0	0,3	0	0,4	0
Réclusion criminelle à perpétuité	29	0	77	3	1,7	0	3	1,7
Réclusion criminelle à temps	606	17	1131	27	36	12,5	49,6	15,3
Autres peines	1025	121	1069	144	62	87,5	47	83
Récidive	595	14	903	17	35	10	39,5	9,8
Interdiction de séjour	56	1	99	2	3,4	0,7	4,4	11,5
Relégation	0	0	7	0	0	0	0,3	0
Sursis simple	193	58	206	77	11,6	42	9	44
Sursis avec mise à l'épreuve	188	16	110	13	11,2	11,5	4,8	7,5
Total :	1665	138	2286	174				

PEINES PRONONCÉES PAR LA COUR D'ASSISES
POURCENTAGES CALCULÉS POUR LA PÉRIODE 1959-1969

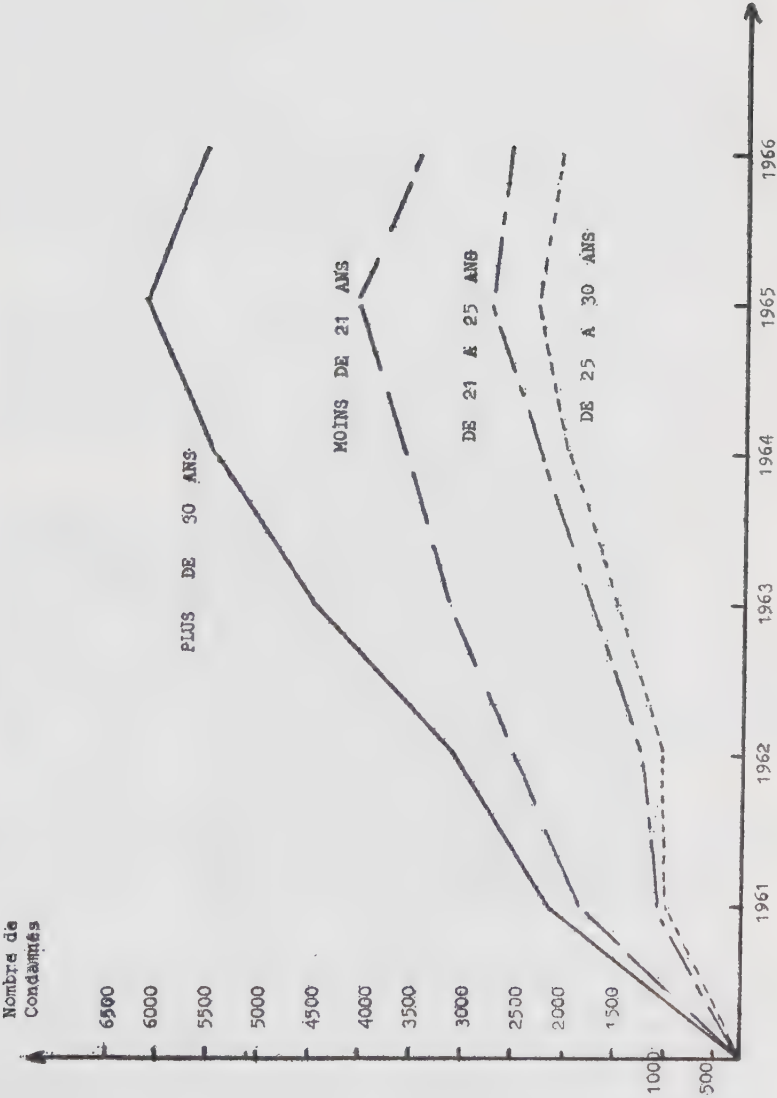
F I L L E S



G A R Ç O N S



CONDAMNÉS MIS A L'ÉPREUVE RÉPARTITION PAR AGE
(Rapport de l'Administration pénitentiaire — 1966)



Le rapport de l'administration pénitentiaire de 1966 contient une étude sur la probation. Il est intéressant de reproduire ici un des tableaux de cette étude (35). Ce tableau met en lumière combien la nouvelle peine, qu'est le sursis avec mise à l'épreuve, est utilisée à l'égard des mineurs de vingt et un ans. (Il s'agit des mineurs ayant commis des crimes ou des délits).

Le sursis avec mise à l'épreuve, peine et mesure à la fois, est sûrement, dans beaucoup de cas, la sanction appropriée (36).

Ajoutons enfin que, pour l'ensemble de la délinquance adulte, l'évolution des types de sanctions les plus souvent prononcées se fait dans le sens qui suit : un accroissement des peines fermes privatives de liberté criminelles, une légère décroissance des peines fermes privatives de liberté correctionnelles, et une décroissance très nette du total des amendes fermes. Il sera intéressant, dans quelques années, d'examiner la place prise par le sursis partiel institué par la loi du 17 juillet 1970.

Cette évolution générale est comparable à celles des peines prononcées à l'égard des mineurs justiciables de la cour d'assises des mineurs, à un degré différent. En effet, on avait remarqué que lorsqu'il y avait peine de prison ferme, celle-ci tendait à être une peine sérieuse, supérieure à un an. Ce phénomène est à mettre en rapport avec l'accroissement, pour les adultes, des peines fermes criminelles privatives de liberté.

Pour le sursis avec mise à l'épreuve, on remarque que, et pour les mineurs pénaux et pour les majeurs pénaux, il y a accroissement du taux de ce type de sanction.

Les observations faites sur les sanctions prononcées par la cour d'assises ne tenaient pas compte, jusqu'à présent, de différences possibles dans les décisions prises, selon les cours d'appel, et ne tenaient pas compte, non plus, du type d'infractions auxquelles étaient attachées ces décisions, ni, enfin, du sexe des auteurs de ces divers types d'infractions.

C'est à ces problèmes que s'attachera la deuxième section.

Section II. — *OBSERVATIONS SUR LES DECISIONS PRISES, PAR COUR D'APPEL SELON LE TYPE D'INFRACTIONS ET LE SEXE DE LEUR AUTEUR.*

Une première relation est à tenter entre le type de décisions par cour d'appel, le volume d'affaires par cour d'appel, et le type d'infractions le plus souvent commis par cour d'appel.

Une deuxième relation sera faite entre les types de décisions prises par la cour d'assises des mineurs, à l'encontre des filles et des garçons, et les catégories d'infractions les plus fréquemment commises par les filles et les garçons.

(35) Cf. p. 99.

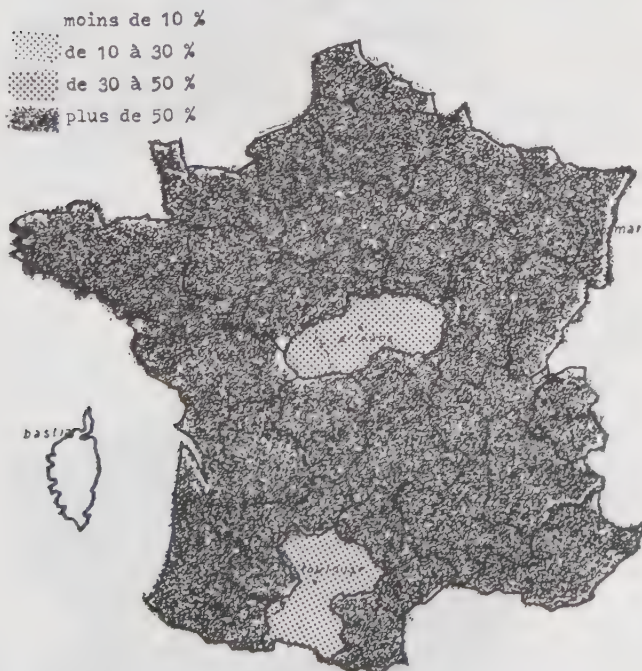
(36) G. Levasseur : « Le sursis avec mise à l'épreuve ». R.S.C., 1971.

§ 1. COMPARAISON ENTRE LES DÉCISIONS, LE VOLUME D'AFFAIRES PAR COUR D'APPEL, ET LES TYPES D'INFRACTIONS PAR COUR D'APPEL.

L'intérêt des cartes représentatives de la proportion de peines et mesures infligées par les cours d'assises des mineurs est de montrer combien est flagrante l'évolution du type de décisions le plus souvent rendues par les cours d'assises des mineurs.

Si, pour la période 1952-1959, il y avait autant de cour d'appel où les décisions rendues par la cour d'assises de mineurs, dans plus de 50 % des cas, étaient des peines, que de cours d'appel où les peines infligées ne représentaient que de 30 à 50 % des décisions, pour la période 1960-1967, il n'y a plus que dans le ressort de la cour d'appel de Toulouse que les décisions prises par la cour d'assises des mineurs sont, dans moins de la moitié des cas, des peines.

PROPORTION DES PEINES PARMI L'ENSEMBLE DES DÉCISIONS
RENDUES PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS
1952-1967



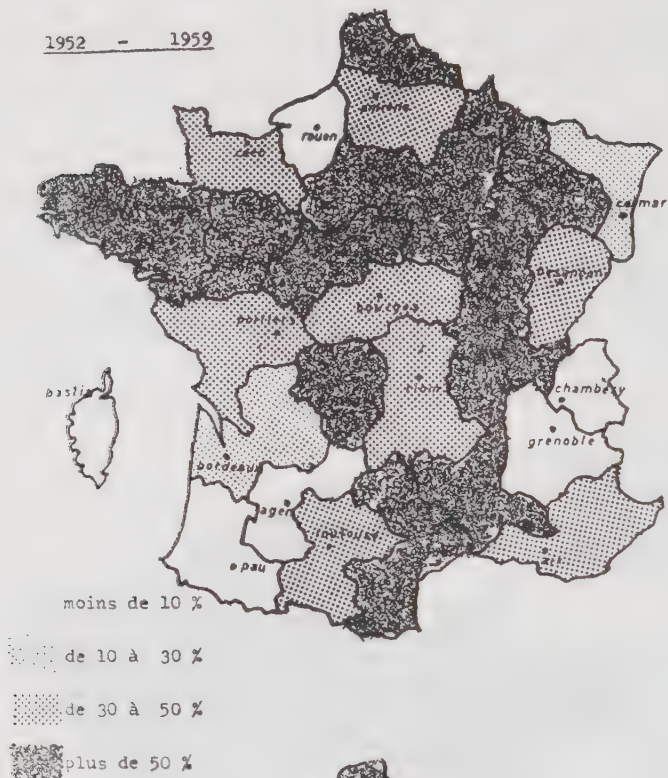
Que, dans le ressort de la cour de Bourges, il n'y ait, pour la période 1960-1967, aucune décision consistant en une peine, n'est absolument pas significatif, étant donné que pour cette même période il n'y a eu qu'une seule affaire d'assises des mineurs jugée dans le ressort de cette cour (37). En effet, des observations sur l'évolution des types de décisions ne peuvent être faites sans tenir compte de l'évolution des moyennes d'affaires d'assises des mineurs par cour d'appel (38).

(37) Cf. p. 41.

(38) Cf. carte p. 66, 67, 68.

PEINES INFLIGÉES PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS

1952 - 1959



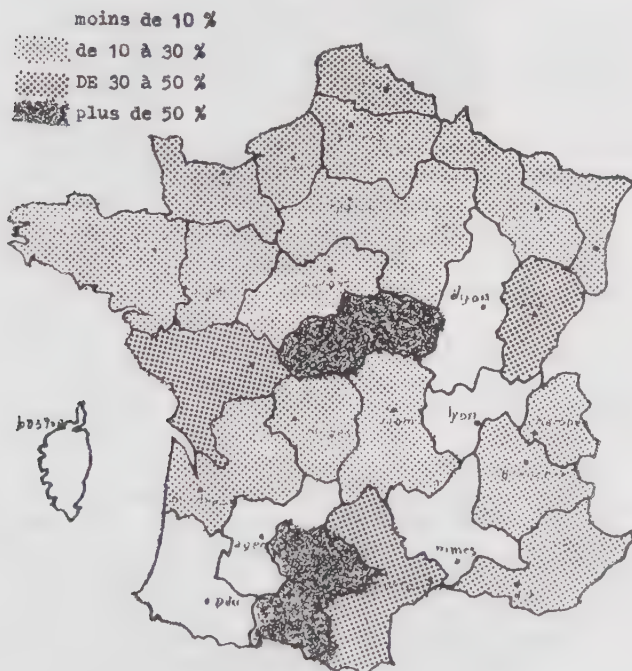
1960 - 1967



Reprenons le cas de Toulouse, intéressant puisqu'il échappe à l'évolution très générale, consistant en une forte hausse de la proportion de peines, et une forte baisse de la proportion de mesures prononcées par les cours d'assises des mineurs.

Le nombre des affaires jugées par la cour d'assises des mineurs, dans le ressort de la cour de Toulouse, s'est accru au cours des huit dernières années. Ce nombre est relativement important : 6 affaires de 1952 à 1959, 13 affaires de 1960 à 1967. Il est très étonnant qu'à cet accroissement du nombre des affaires ait correspondu un accroissement de la proportion des mesures infligées dans le ressort de cette cour à des criminels de seize à dix-huit ans.

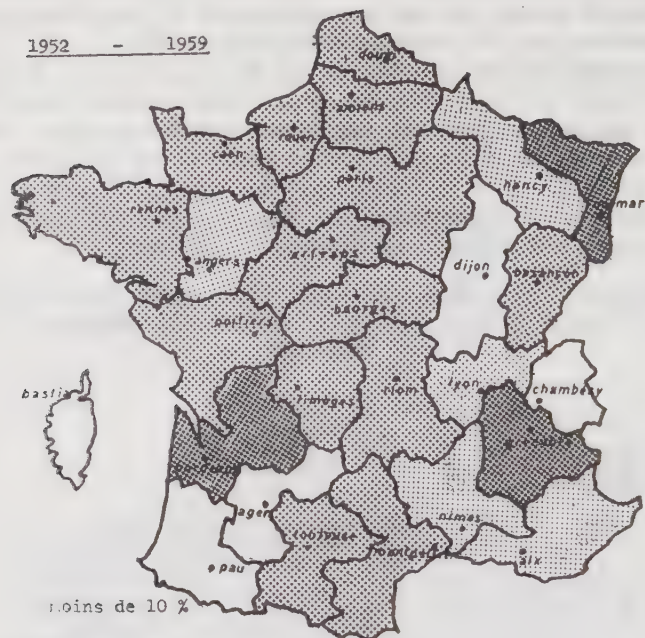
PROPORTION DES MESURES PARMIS L'ENSEMBLE DES DECISIONS
RENDUES PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS
1952-1967



Les cartes des pages 66, 67, 68, permettent de voir que dans le ressort de la cour de Toulouse, la proportion de crimes d'adolescents contre les personnes a baissé, la proportion de crimes contre les mœurs est restée à peu près stationnaire ; par contre la proportion de crimes contre les biens a augmenté. Il est assez curieux qu'à une augmentation de crimes contre les biens corresponde une augmentation de la proportion de décisions consistant en des mesures. En effet, la comparaison des cartes de la page 102 et de la page 67 semble permettre de conclure à une certaine corrélation entre une forte proportion de crimes contre les biens et une forte proportion de décisions consistant en des peines.

MESURES INFLIGÉES PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS

1952 - 1959

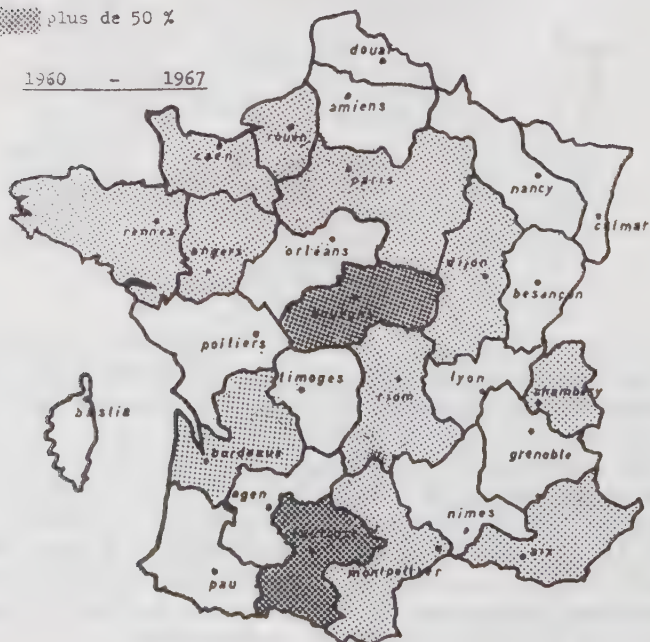


de 10 à 30 %

de 30 à 50 %

plus de 50 %

1960 - 1967



On peut se demander s'il existe dans le ressort de la cour de Toulouse une orientation différente dans la politique de répression à l'égard des mineurs criminels, de seize à dix-huit ans.

*
**

La comparaison de toutes les cartes pousse à observer que, pour la période 1952-1959, existait une certaine diversité selon les cours d'appel, dans la proportion de décisions consistant en des mesures ou des peines. Cette diversité est d'ailleurs difficile à mettre en rapport avec les types d'infractions criminelles le plus souvent commises par des adolescents jugés dans le ressort de telle ou telle cour.

Pour la période 1960-1967, on remarque pour toute la France une unité très grande de la proportion des divers types de sanctions infligées aux adolescents criminels. Quel que soit le nombre d'affaires d'assises des mineurs jugées par cour d'appel, ou le type de crime le plus souvent commis dans le ressort de chaque cour d'appel, les diverses sanctions prononcées le sont à peu près dans les mêmes proportions pour toute la France.

Rappelons enfin que l'accroissement de la proportion des sanctions consistant en des peines, pour la période 1960-1967, ne doit pas faire conclure immédiatement à un durcissement net des sanctions prononcées à l'encontre d'adolescents criminels, car parmi les peines se trouve le sursis avec mise à l'épreuve qui s'est accru dans des proportions importantes et qui est certainement plus une mesure qu'une peine (39).

Un deuxième rapport est à tenter entre les types de décisions prises par la cour d'assises des mineurs à l'encontre des filles et des garçons et les catégories d'infractions les plus fréquemment commises par les filles et les garçons.

§ 2. COMPARAISON ENTRE LES TYPES DE SANCTIONS PRISES A L'ENCONTRE DES FILLES OU DES GARÇONS, ET LES TYPES D'INFRACTIONS LE PLUS SOUVENT COMMISES PAR LES FILLES OU LES GARÇONS JUGÉS PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS.

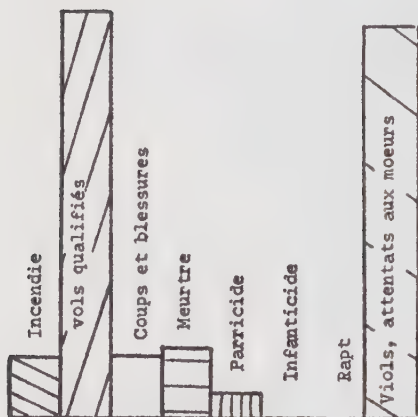
Les diagrammes des pages suivantes sont construits, en ce qui concerne les types d'infractions, à partir d'une statistique de l'I.N.S.E.E. portant sur les années 1961 à 1966, et, en ce qui concerne les sanctions, à partir des statistiques des Parquets portant sur les années 1960 à 1967.

Il est possible d'analyser et de comparer ces diagrammes non bâtis à partir des mêmes statistiques, et pour des périodes légèrement différentes. En effet, on avait noté précédemment que les taux de crimes contre les personnes, contre les mœurs, contre les biens, calculés à partir de la statistique des Parquets pour la période 1960-1967, et à partir de la statistique de l'I.N.S.E.E. pour la période 1961-1966 étaient très semblables.

(39) Cf. note (34).

GARÇONS

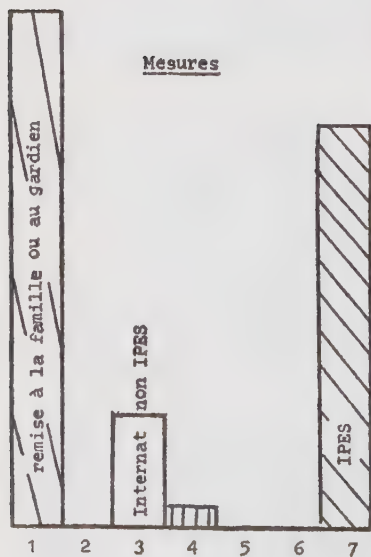
STATISTIQUES DE L'I.N.S.E.E. — 1961-1966



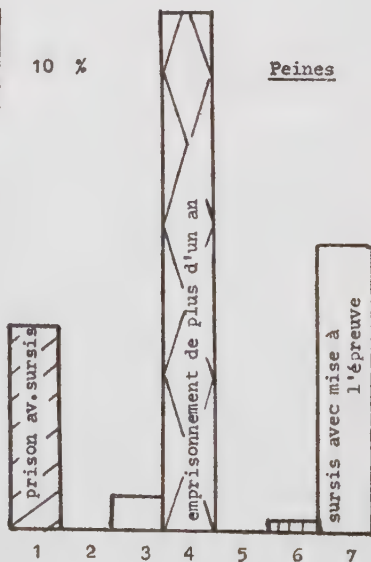
Infractions		
Incendie volontaire	: 6	%
vol qualifié	: 40,5	%
coups et blessures	: 6	%
meurtre	: 7	%
parricide	: 2,5	%
infanticide	: 0	%
rapt	: 0	%
viols, attentats aux mœurs	: 38	%

Crimes contre les biens	: 46,5	%
Crimes contre les personnes	: 15,5	%
Crimes contre les mœurs	: 38	%

STATISTIQUES DES PARQUETS : 1960 - 1967

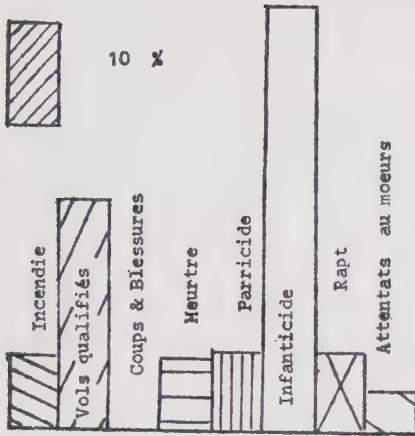


10 %



FILLES

STATISTIQUES DE L'I.N.S.E.E. — 1961-1966



Infractions

Incendie volontaire	b	: 2,5 %
Vol qualifié.		: 23 %
Coups & Blessures		: 0 %
Meurtre		: 7,5 %
Parricide		: 8 %
Infanticide		: 42 %
Rapt		: 8 %
Viols, attentats aux moeurs		: 4 %

Crimes contre les biens	: 30,5 %
Crimes contre les moeurs	: 4 %
Crimes contre les personnes	: 65,5 %

STATISTIQUES DES PARQUETS

1960 - 1967

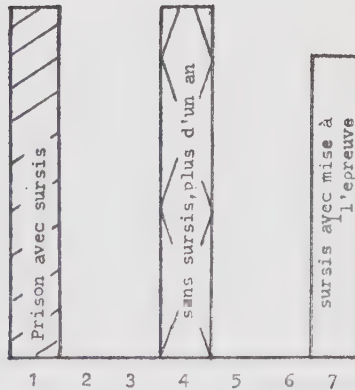
Mesures



MESURES

1. — Remise à la famille ou au gardien.
2. — Remise à une personne de confiance.
3. — Internat non I.P.E.S.
4. — Externat ou semi-liberté non I.P.E.S.
5. — Etablissement médico-pédagogique.
6. — Service de l'aide sociale à l'enfance.
7. — I.P.E.S.

Peines



PEINES

1. — Emprisonnement avec sursis.
2. — Sans sursis, moins de quatre mois.
3. — Sans sursis, de quatre mois à un an.
4. — Plus d'un an.
5. — Amende avec sursis.
6. — Amende sans sursis.
7. — Sursis avec mise à l'épreuve.

Il faut rappeler que, pour la période 1960-1967, la sanction infligée aux garçons dans 90 % des cas consiste en une peine, dans 10 % des cas en une mesure d'éducation, de surveillance ou d'assistance.

Quant aux types d'infractions le plus souvent commises par des adolescents criminels, dans 80 % des affaires il s'agit soit de vols qualifiés, soit de viols ou d'attentats aux mœurs. Ces deux catégories d'infractions peuvent être correctionnalisées facilement. Il y a donc lieu de penser que lorsque les auteurs de telles infractions sont renvoyés devant la cour d'assises des mineurs, c'est que la gravité de l'infraction et les circonstances dans lesquelles elle a été commise exigent que la sanction consiste en une peine. On se rend compte que dans plus de 50 % des cas, les garçons jugés par la cour d'assises des mineurs se voient condamner à un emprisonnement ferme, d'une durée supérieure à un an.

La faible proportion de mesures prononcées à l'égard des adolescents criminels doit plutôt correspondre à des infractions du type du parricide ou de l'incendie volontaire, qui sont souvent, soit le fait de psychopathes, soit commises dans de telles circonstances qu'elles deviennent presque excusables, et pour être judicieusement sanctionnées, doivent l'être par une mesure, et non par une peine.

L'étude des diagrammes de la page 107, concernant les filles, tend à confirmer les observations qui viennent d'être faites.

Au cours de la période qui va de 1960 à 1967, 50 % des adolescentes jugées par la cour d'assises des mineurs se sont vues infliger une mesure éducative, et 44 % une peine. Ce pourcentage fort de mesures ne doit pas étonner, lorsqu'il est mis en rapport avec les types d'infractions le plus souvent commises par des filles criminelles de seize à dix-huit ans. Il s'agit de crimes contre les personnes, infractions difficilement correctionnalisables, qui représentent 65 % des crimes commis par les filles criminelles, pour la période 1961-1966. La seule façon de correctionnaliser un infanticide est de le transformer en homicide par imprudence, ce qui peut être délicat.

Ces crimes contre les personnes consistent principalement en infanticides, infraction qui ne peut être jugée que par la cour d'assises des mineurs, pour les mineurs de seize à dix-huit ans. On comprend très bien que la sanction la plus appropriée à ce type d'infraction soit une mesure d'éducation, de surveillance et d'assistance. Ainsi s'explique le taux élevé de mesures prononcées à l'égard d'adolescentes jugées par la cour d'assises des mineurs.

On peut penser que les infanticides, parricides, rapt, sont — dans la très grande majorité des cas — suivis de mesures ; les peines seraient plutôt prononcées à la suite de vols qualifiés et de quelques crimes contre les personnes.

Il faut remarquer que lorsqu'une peine est prononcée, il s'agit d'emprisonnement avec sursis simple, ou sursis avec mise à l'épreuve, pour 65 % des affaires.

C'est l'étude de dossiers d'assises des mineurs qui permettra de vérifier ou de rejeter les observations faites à partir des statistiques générales. C'est l'étude de dossiers qui permettra, par exemple, de découvrir si beaucoup des crimes d'adolescents sont des crimes en bande, ou des crimes commis par des individus isolés, ou encore si les mineurs renvoyés devant la cour d'assises des mineurs sont souvent des mineurs qui ont déjà un passé judiciaire chargé. C'est l'étude des dossiers qui, sur le plan sociologique, aidera à comprendre qui sont ces mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs.

C'est l'étude de dossiers correctionnalisés et de dossiers non correctionnalisés qui peut faire entrevoir quels sont les critères de correctionnalisation pour les infractions *a priori* criminelles, commises par des mineurs de seize à dix-huit ans.

Le titre II va être consacré à l'étude d'une série d'affaires qui ont été renvoyées devant la cour d'assises des mineurs, et d'une série d'affaires qui, en principe, auraient dû être renvoyées devant la cour d'assises des mineurs, mais ont été correctionnalisées.

TITRE DEUXIEME

ETUDE DE DOSSIERS :

AFFAIRES CORRECTIONNALISEES ET AFFAIRES JUGEES PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS

INTRODUCTION

En matière pénale, les règles de compétence sont d'ordre public. L'article 1^{er} de l'ordonnance du 2 février 1945 dispose : « Les mineurs de dix-huit ans auxquels est imputée une infraction qualifiée crime ou délit ne seront pas déférés aux juridictions pénales de droit commun, et ne seront justiciables que des tribunaux pour enfants ou des cours d'assises des mineurs ».

A l'article 20 de l'ordonnance de 1945, on lit : « Le mineur âgé de seize ans au moins, accusé de crime, sera jugé par la cour d'assises des mineurs, composée d'un président, de deux assesseurs et complétée par le jury criminel ».

Telles sont les règles de compétence qui devraient être appliquées pour toutes les affaires criminelles de mineurs de seize à dix-huit ans. Or, très souvent, des faits qui présentent tous les caractères juridiques des crimes sont considérés comme des délits correctionnels ; autrement dit, par le biais de la correctionnalisation judiciaire, on retire à la cour d'assises des mineurs un grand nombre d'affaires qui auraient dû être renvoyées devant cette juridiction. On fait ainsi échec au caractère d'ordre public des règles de compétence.

L'étude comparée des dossiers d'un certain nombre de mineurs renvoyés devant la cour d'assises des mineurs et d'un certain nombre de mineurs renvoyés devant le tribunal des enfants pour des faits très semblables, devrait permettre d'énoncer quelques critères de correctionnalisation. Il serait intéressant également de se rendre compte si ces critères sont propres aux affaires des mineurs, s'il existe un *a priori* des Parquets contre la cour d'assises des mineurs, et si la correctionnalisation joue avec autant d'intensité ou plus

d'intensité pour les crimes de mineurs pénaux que pour ceux de majeurs pénaux. Au préalable, il est utile de rappeler les origines et les causes de la correctionnalisation légale et judiciaire. On verra ensuite quelles sont les infractions qui, depuis le code de 1808, ont été correctionnalisées légalement. On notera enfin rapidement les procédés de correctionnalisation judiciaire.

La deuxième partie de l'introduction sera consacrée à la présentation de l'étude des dossiers.

I. LE PHÉNOMÈNE DE LA CORRECTIONNALISATION

A) *Les origines et les causes. Appréciation critique.*

A l'origine de la correctionnalisation judiciaire, il faut voir la sévérité extrême du code pénal. Cette sévérité trop grande a eu pour conséquence directe un accroissement du nombre des acquittements aux assises.

A une époque où les circonstances atténuantes n'existaient pas en matière de crime, le jury préférait acquitter plutôt que de voir la cour condamner à une peine qu'il jugeait sans rapport avec la gravité de l'infraction commise. C'est de ce décalage, dès la promulgation du code pénal, entre l'échelle des infractions telle qu'elle existe dans ce code (classification purement matérielle) et telle qu'elle existe dans la conscience des gens, qu'est née la correctionnalisation.

Pour parer aux acquittements abusifs du jury, qui préférait pas de peine à une peine très lourde, la chambre criminelle, dès 1812, interprétant l'article 360 du C.I.C. : « Toute personne acquittée ne pourra plus être reprise ni accusée à raison du même fait », admet des poursuites devant le tribunal correctionnel, après acquittement aux assises. « Même fait » est entendu par la chambre criminelle au sens de « même qualification ».

De même, en Belgique, la sévérité du code de 1810 et ses conséquences furent les principales raisons invoquées pour justifier la loi du 15 mai 1838, qui introduisit la correctionnalisation dans la législation belge (40).

Cette loi confère aux juridictions d'instruction le pouvoir d'apprécier l'existence de circonstances atténuantes, et de correctionnaliser dans le cas où, par la suite de leur admission, il n'y aura lieu de ne prononcer qu'une peine correctionnelle. Mais il faut remarquer que dès lors, les juridictions d'instruction ont un pouvoir empiétant sur les attributions du juge du fond. Pour éviter des correctionnalisations abusives, le législateur — par une loi du 23 août 1919 — a exigé que les décisions des juridictions d'instruction accordant les circonstances atténuantes fussent motivées et prises à l'unanimité.

Garraud a fait, dans son traité d'instruction criminelle (41), un exposé synthétique des causes de la correctionnalisation, en écrivant que les magistrats recourent à cette mesure « soit qu'ils jugent

(40) « La correctionnalisation ». Sasserath, R.D.P.C. 1955-1956, p. 211...

(41) Garraud : « Traité d'instruction criminelle ». T. II, p. 321...

excessive la rigueur du code pénal, soit qu'ils se défient au contraire de la mansuétude du jury, soit tout simplement qu'ils désirent s'épargner les difficultés de la procédure criminelle assez minutieuse et formaliste, et soumise à des contrôles qui ne permettent pas de l'expédier rapidement, soit enfin qu'ils veuillent économiser des frais de justice ».

Si la seule cause de la correctionnalisation était la sévérité du code pénal, il suffirait d'un législateur constamment attentif à l'évolution des valeurs sociales, pour que disparaisse la correctionnalisation judiciaire, pour que demeure uniquement la correctionnalisation légale, ou plus exactement une fréquente reclassification des infractions.

On verra plus tard quelles infractions ont été légalement correctionnalisées depuis le code pénal.

Il y a d'autres causes à la correctionnalisation, qui ne sont ni des raisons de sévérité, ni d'économie de temps et de moyens, mais des causes pratiques, techniques. Matériellement, les cours d'assises ne peuvent connaître que d'un nombre de crimes restreints par an. Il est impossible que les cours d'assises françaises, dans leur organisation actuelle, connaissent de toutes les infractions qui devraient être qualifiées crimes. Dans ce sens là, tout refus systématique de correctionnaliser, comme le fait remarquer M. J.-C. Laurent (42), constituerait un appel indirect mais pressant à l'intervention législative.

Pour MM. Merle et Vitu (43), la cour d'assises est devenue une juridiction « d'apparat », qui ne juge plus que les faits graves, qu'ils ne faut pas soustraire à des débats solennels.

On peut alors se demander si l'existence d'une cour d'assises des mineurs, sœur jumelle de la cour d'assises, se justifie. Pour les mineurs plus encore que pour les majeurs, a-t-on besoin d'une juridiction d'apparat ? Y a-t-il des infractions qu'il ne faut pas soustraire à des débats solennels ?

Avant de se rendre compte au travers de l'étude de quelques dossiers si la cour d'assises des mineurs n'est plus qu'une juridiction de pompe réduite à cet état, à cause de la pratique de la correctionnalisation, il faut relever quelques arguments pour et contre la correctionnalisation légale et judiciaire.

*
**

La seule critique que l'on puisse faire à la correctionnalisation légale, est de manifester un affaiblissement dangereux de la répression. A cela on peut répondre qu'un texte qui correctionnalise une catégorie d'infraction, n'a pas du tout nécessairement pour conséquence l'affaiblissement de la répression. Prenons l'exemple de l'infanticide qui a été correctionnalisé en 1941 pour que la répression de cette infraction soit assurée.

(42) J.-C. Laurent : « La correctionnalisation, problèmes de fond », J.C.P., 1950, I, 852.

(43) Merle et Vitu : « Traité de droit criminel », n° 1171.

Peu d'auteurs ont condamné aussi vigoureusement la correctionnalisation judiciaire et législative que Patin (44) qui relève plusieurs critiques à l'encontre de la correctionnalisation. Pour Patin, cet état de chose est d'autant moins défendable que le régime des cours d'assises a été amélioré par la loi du 25 novembre 1941 et par l'ordonnance du 20 avril 1945. L'éminent magistrat juge que ce qui est grave, c'est non l'existence de la correctionnalisation pour certaines infractions dans certains cas (en effet *summum jus, summa injuria*), ce qui est très grave, c'est que cette pratique a pris une ampleur telle qu'elle est devenue la règle courante, la doctrine même des Parquets. De plus, cette pratique détruit l'effet d'exemple que seule peut donner à la répression d'infractions sérieuses, le caractère solennel de la comparution en cour d'assises.

Si l'unanimité ne se fait pas sur ce dernier argument, l'unanimité est exceptionnelle sur le fait que la correctionnalisation judiciaire est une pratique illégale. On ne peut s'empêcher de penser avec M. Chavanne (45) que contraindre les magistrats à une illégalité d'intérêt général ne peut pas, sans danger pour le prestige de la loi, demeurer une pratique quotidienne. Il serait bon que cette pratique soit autorisée par la loi, car même avec une législation qui serait le reflet exact des valeurs sociales existantes, les nécessités de l'individualisation de la peine pourraient souvent rendre utile une correctionnalisation par le Parquet.

Remarquons que par la correctionnalisation, on évite une détention provisoire trop longue, ce qui est particulièrement important pour les mineurs ; de plus, il est de nombreux cas où le reclassement du mineur s'accorde mal avec la comparution devant une cour d'assises.

A notre avis, le grief essentiel que l'on puisse faire, *a priori*, à la correctionnalisation judiciaire est le grief d'arbitraire dans la répression ; le même fait étant, selon les Parquets, soit correctionnalisé, soit renvoyé aux assises, mais l'arbitraire n'est peut-être qu'apparent car la matérialité du fait, sa qualification, ne doit plus être le seul élément fondant la répression.

Par l'étude des dossiers, on voudrait essayer de se rendre compte s'il existe des critères sérieux de correctionnalisation, permettant d'affirmer que la correctionnalisation en ce qui concerne les affaires de mineurs, ne se fait pas arbitrairement.

D'autres inconvénients de la correctionnalisation judiciaire ont été relevés (46) en particulier la torture infligée aux textes pour découvrir à tout prix une qualification correctionnelle. La torture des textes ne peut être un argument sérieux contre la correctionnalisation si on admet par ailleurs que cette pratique des Parquets permet une justice plus juste, efficace, plus adaptée à l'individu délinquant et aux valeurs de l'époque en matière morale, sociale et politique.

(44) Patin : « La poursuite des crimes » - R.S.C. 1950, p. 151.

(45) Chavanne : « La correctionnalisation », R.D.P.C., 1955-56, p. 200.

(46) Merle et Vitu : N° 1171. Traité de droit criminel.

On peut, enfin, reprocher à la correctionnalisation de faire perdre aux statistiques criminelles leur signification. En effet, il serait erroné de découvrir après simple lecture des statistiques, une augmentation des crimes de mineurs de seize à dix-huit ans (jusqu'en 1967), en rapport avec l'augmentation de population dans cette tranche d'âge.

Pour les adultes criminels, on note une très grande stabilité dans le nombre des affaires jugées par les cours d'assises chaque année, jusqu'en 1962, puis un accroissement de 1963 à 1966 suivi d'une baisse progressive.

1956	:	1057	1963	:	1288
1957	:	1180	1964	:	1341
1958	:	1072	1965	:	1491
1959	:	962	1966	:	1641
1960	:	914	1967	:	1455
1961	:	934	1968	:	1329
1962	:	1038	1969	:	1248

En réalité, cette évolution apparente, ne permet aucune conclusion tant que l'on ne connaît pas l'ampleur du phénomène de la correctionnalisation, qui varie selon les types d'infractions, selon les années, et selon les cours d'appel.

Pour les adolescents criminels, on a remarqué, jusqu'en 1967, un accroissement du nombre des affaires déferées à la cour d'assises des mineurs. Il est difficile de savoir ce que ces chiffres signifient réellement. Mais la correctionnalisation judiciaire n'est qu'une légère cause du peu de signification des statistiques criminelles officielles, l'inconnu qu'est le chiffre noir de la criminalité en est une cause beaucoup plus importante.

Il reste à noter que la correctionnalisation judiciaire est une nécessité matérielle (47) et présente de sérieux avantages, plus encore pour les mineurs que pour les majeurs : d'une part éviter le traumatisme que peut constituer pour un mineur la comparution devant une cour d'assises sans doute moins compétente pour le juger qu'un tribunal pour enfants, parce que moins spécialisé ; d'autre part, éviter une détention provisoire longue. On pourrait très bien imaginer, comme le suggère M. Chavanne (48) de donner au ministère public le pouvoir de correctionnaliser, tout comme le code lui a laissé celui de ne pas poursuivre. Mais il faut remarquer qu'en l'état des textes, ce serait lui donner un pouvoir que l'article 1^{er} du Code pénal lui dénie formellement.

Quant à la correctionnalisation légale, elle n'est, de l'avis de nombreux auteurs, légitime que si elle porte sur un fait dont on estime qu'en raison de l'évolution sociale il n'est plus que de gravité moyenne.

Rappelons quelles sont les infractions qui ont été législativement correctionnalisées depuis 1810.

(47) *Caleb* : R.D.P.C. 1955-56, p. 156. « La correctionnalisation dans la pratique des Parquets ».

(48) *Chavanne* : R.D.P.C. 1955-56, p. 200. La correctionnalisation.

B) *La correctionnalisation légale.*

Pour les auteurs des nombreuses lois de correctionnalisation légales, il s'agissait non seulement d'harmoniser le droit et les mœurs, mais aussi d'assurer un minimum de répression rapide et efficace.

Quelles sont ces nombreuses lois de correctionnalisation ?

- Une première loi de 1819, très timide, modifie les pénalités prévues par le code pour un nombre infime d'infractions.
- L'institution, puis la généralisation, des circonstances atténuantes en matière criminelle (lois des 25 juin 1824 et 28 avril 1832) se rattache au même effort pour lutter contre les acquittements abusifs.
- La loi du 13 mai 1863 inaugure réellement la correctionnalisation législative. Cette loi transforme en délits vingt-deux infractions qualifiées jusque là crimes. En voici quelques exemples :
 - certains vols agricoles, article 388 C.P.
 - la subornation de témoins, article 365 C.P.
 - la contrefaçon de marques, article 143 C.P.
 - évasion avec violences, article 241 C.P.
 - bris de scellés, article 251 C.P.
 - menaces, article 306 et s. C.P.
 - certains coups et blessures volontaires, articles 309 C.P. et 311 C.P.

Si les lois de 1832 et 1863 entendaient consacrer une évolution des mœurs, l'état d'esprit du législateur est autre en 1923, 1933, 1941. C'est en vue d'une répression accrue que le législateur procède alors à la correctionnalisation. Une certaine méfiance à l'égard du jury règne. L'organisation défectueuse de la cour d'assises aboutissait à des acquittements scandaleux.

- la loi du 17 mars 1923 correctionnalise l'avortement, le décret du 29 juillet 1939 statuera également sur l'avortement.
- La loi du 17 février 1933 correctionnalise la bigamie, celle du 2 septembre 1941 l'infanticide. L'infanticide sera re-criminialisé en 1954 : rappelons que plus des deux tiers des filles jugées par la cour d'assises des mineurs le sont pour infanticides.
- En 1943, les lois des 16 mai et 24 novembre correctionnalisent la corruption et la concussion. Celle du 8 décembre 1943 correctionnalise les vols commis à l'aide de faux titres et de faux costumes,
- On peut citer encore la loi du 24 mai 1946 sur le faux commis dans les feuilles de route.

- Citons, enfin, l'ordonnance du 23 décembre 1958, qui transforme la banqueroute frauduleuse, le faux en écritures privées, de commerce ou de banque en de simples délits. Un décret du 24 mai 1938 avait déjà correctionnalisé le faux en écritures lorsqu'il concerne le chèque.

Ces quelques textes ont-ils vraiment supprimé le divorce entre la classification des infractions telle qu'on la trouve dans le code pénal, et telle qu'on la trouve dans la conscience populaire ?

En réalité, les valeurs sociales étant, par essence, non statiques, la classification est à reprendre continuellement. A l'heure actuelle, la Chancellerie se penche sur ce problème de la correctionnalisation légale, étudie quelles sont les infractions qui devraient être correctionnalisées, élabore des projets. Les trois types d'infractions qui posent le plus de problèmes sont les vols qualifiés, les attentats à la pudeur, les faux en écritures publiques. Les mineurs sont extrêmement rarement coupables de faux en écritures publiques, les seules infractions qui posent un problème pour eux sont les vols qualifiés et les attentats à la pudeur.

On peut se poser la question de savoir si la correctionnalisation à outrance, qui existe pour les infractions criminelles commises par des adolescents, a pour but de réajuster qualifications pénales et valeurs sociales, ou si elle est une conséquence d'une inadaptation de la cour d'assises des mineurs à remplir sa fonction, sa fonction étant de juger avec compétence des mineurs criminels de seize à dix-huit ans. Il serait à tous points de vue mauvais que des infractions soit correctionnalisées, donc dévalorisées dans l'esprit de chacun, non parce qu'elles présentent peu de gravité, mais parce que l'on estime préférable qu'elles ne soient pas jugées par la cour d'assises des mineurs, juridiction, comme on le verra, très peu spécialisée pour les mineurs.

*
**

Avant de présenter l'étude des dossiers qui devrait permettre de répondre à un certain nombre de questions, il reste à énoncer, dans un troisième point, les procédés de correctionnalisation judiciaire. On verra par la suite quels sont ceux le plus fréquemment employés dans les affaires de mineurs.

C) *Les procédés de correctionnalisation judiciaire.*

La correctionnalisation judiciaire peut intervenir à divers moments du procès pénal :

- Après le jugement, *a posteriori* ; cette technique était répandue au XIX^e siècle, mais est définitivement condamnée depuis un arrêt de la chambre criminelle du 20 mars 1956 (49). L'indi-

(49) Crim. 20 mars 1956, D. 1957, p. 33. Note *Huguenev*.

vidu était poursuivi à nouveau devant le tribunal correctionnel pour le même fait. Cette procédure *a posteriori* heurtait le principe de l'autorité de la chose jugée. Une stricte interprétation de l'article 359 nouveau du code d'instruction criminelle : « Toute personne, acquittée légalement, ne pourra plus être reprise ni accusée à raison des mêmes faits » (à la place de « à raison du même fait »), condamne cette technique de correctionnalisation *a posteriori*.

- Existe également la correctionnalisation concomitante au jugement ; cette forme de correctionnalisation est parfaitement licite, elle résulte de réponses négatives de la cour et du jury à certaines questions. Ainsi est substituée à la qualification criminelle résultant de l'arrêt de mise en accusation, une qualification correctionnelle.
- C'est à la correctionnalisation antérieure au jugement, œuvre des Parquets et des juridictions d'instruction, que nous nous arrêtons. Cette dernière forme de correctionnalisation, la plus importante, heurte le caractère d'ordre public des règles de compétence. La correctionnalisation antérieure au jugement peut s'opérer par quatre procédés différents (50) :
 - 1° Omission de la circonstance aggravante ; en effet, de nombreux crimes ne sont que des délits aggravés. Il est très simple de correctionnaliser dans ce cas. C'est le procédé employé pour correctionnaliser les vols qualifiés. On verra que, dans les affaires de mineurs, un vol doit être terriblement qualifié pour demeurer qualifié.
 - 2° Le procédé de la disqualification, qui consiste à donner aux faits tels qu'ils se sont déroulés une définition qui n'est pas la bonne. Viol et attentat à la pudeur, qui sont avec les vols qualifiés, des infractions très fréquemment commises par des mineurs, se prêtent très bien à ce genre de correctionnalisation, parce que le législateur n'a pas estimé devoir préciser les éléments constitutifs de ces infractions.
 - 3° Le troisième procédé consiste à faire échec au principe de la plus haute expression pénale. Ce principe impose, en cas de concours de qualifications, de ne retenir que la qualification la plus haute, c'est-à-dire celle qui fait encourir la peine la plus forte, avec cette double conséquence que cette qualification unique déterminera seule la juridiction compétente pour statuer sur la poursuite et après chose jugée, interdira une nouvelle poursuite sous la qualification la plus faible (article 368 C.P.). Quand il y a correctionnalisation par ce procédé, c'est la plus petite expression pénale qui est retenue. Dans le cas d'attentat à la pudeur dans un lieu public, on ne retiendra que l'outrage public à la pudeur.

(50) *Caleb*. R.D.P.C. 1955-56, p. 156. « La correctionnalisation dans la pratique des Parquets ».

4° La correctionnalisation par le dernier procédé, résulte d'une action directe et principale sur l'élément intentionnel de l'infraction. On passe, par exemple, de l'infanticide à l'homicide involontaire, lorsque la preuve de la volonté de commettre l'infraction n'est pas établie.

Quel que soit le procédé employé, la correctionnalisation pose des problèmes techniques. Seule une correctionnalisation technique parfaite est à l'abri du contrôle de la cour de cassation. La rédaction de la citation directe ou de l'ordonnance de renvoi est très importante. Il faut que dans les réquisitions du Parquet, dans l'ordonnance de renvoi, dans le jugement, l'arrêt, il ne soit pas fait mention des circonstances qui feraient apparaître la réalité du crime. La cour suprême censure chaque fois que c'est possible. Les exemples sont innombrables (51). La cassation n'est possible que si la correctionnalisation est imparfaite (52). Dans le cas de correctionnalisation parfaite, le contrôle de la légalité, exercé par la cour de cassation, se révèle impuissant. En cas de correctionnalisation imparfaite, il est important de souligner qu'il est d'usage dans la plupart des Parquets que le ministère public ne relève pas appel.

Les tribunaux correctionnels et les cours d'appel répugnent, en général, à se déclarer incompétents, ces juridictions approuvent la pratique de la correctionnalisation telle qu'elle est mise en œuvre par le Parquet, et s'y associent par leur silence. Mais nous verrons que cette règle générale connaît des exceptions.

Les parties au procès pourraient aussi décliner la compétence du tribunal correctionnel, c'est une attitude qui se rencontre de temps en temps (53).

Le prévenu acquiesce presque toujours à la décision de correctionnalisation ; en tout état de cause, quand l'appel est son seul fait, la règle suivant laquelle le sort du prévenu ne peut être aggravé sur son seul appel, fait échec au principe qui veut que tout ce qui touche à la compétence des juridictions soit d'ordre public (54).

La question que l'on est naturellement conduit à se poser, en conclusion, est celle de savoir comment le Parquet est amené, dans chaque cas, à prendre la décision de correctionnaliser ou de ne pas correctionnaliser.

A priori, on peut penser que pour les grands crimes de sang : meurtres, assassinats, il n'y a pas de problème, de même pour les incendies volontaires importants, les viols et attentats à la pudeur commis sur de jeunes enfants, les vols qualifiés accompagnés de violences graves sur les personnes, les faux en écritures authentique et publique. On peut penser que, dans tous ces cas, on ne se pose

(51) Crim. 12 juin 1958, B. 457, p. 810 — 19 février 1941, J.C.P. 1941, II, 1662.

(52) J.-C. Laurent. J.C.P. 1950, I, 877. « Procédure pénale et correctionnalisation ».

(53) Crim. 15 avril 1948, B. 104, p. 157. — 24 juin 1953, B. 219, p. 378.

(54) Crim. 28 juin 1917, B. 154, p. 263. — Crim. 22 septembre 1921, B. 376, p. 621. — 24 mars 1944, B. 84, p. 127.

que rarement le problème d'une éventuelle correctionnalisation. A l'inverse, on imagine que les vols qualifiés que l'on pourrait appeler les « vols qualifiés simples » sont automatiquement correctionnalisés. Pour les mineurs, les infractions qui posent le plus de problèmes sont les vols qualifiés et les attentat aux mœurs.

Au travers de l'étude des dossiers, étude qui va être maintenant présentée, on voudrait découvrir quels sont les éléments pris en considération par les Parquets pour décider de renvoyer un adolescent criminel, soit devant le tribunal des enfants, soit devant la cour d'assises des mineurs, pour des faits très semblables.

II. PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE DES DOSSIERS

Le nombre de cent dossiers environ — cinquante dossiers correctionnalisés et quarante trois jugés par la cour d'assises des mineurs — a été choisi arbitrairement.

Il aurait été intéressant que soit étudié dans chaque région de France, un nombre de dossiers correspondant à la proportion d'affaires d'assises des mineurs jugées dans cette région, par rapport au nombre global d'affaires d'assises des mineurs en France (55).

Pour des raisons matérielles, une étude sur l'ensemble de la France — tendant à découvrir des critères de correctionnalisation, peut-être propres à chaque région, ou à chaque cour d'appel — était très difficile à réaliser. De plus, pour que cette étude générale aboutisse à des résultats tant soit peu significatifs, il aurait fallu un nombre total de dossiers beaucoup plus grand que cent.

La carte II (56) montre les régions qui ont finalement été choisies comme point d'étude :

— Paris et région parisienne :

- Paris : 14 dossiers correctionnalisés
9 dossiers d'assises des mineurs
- Versailles : 7 dossiers correctionnalisés
7 dossiers d'assises des mineurs
- Melun : 6 dossiers correctionnalisés
6 dossiers d'assises des mineurs
- Nanterre : 2 dossiers correctionnalisés.

— Colmar, région Est :

- Colmar : 4 dossiers correctionnalisés
4 dossiers d'assises des mineurs
- Strasbourg : 6 dossiers correctionnalisés
6 dossiers d'assises des mineurs

(55) Cf. carte I, p. 122.

(56) Cf. carte II, p. 122.

— *Aix, région Sud-Est :*

- Aix : 10 dossiers d'assises des mineurs
- Toulon : 10 dossiers correctionnalisés
- Nîmes : 1 dossier correctionnalisé
1 dossier d'assises des mineurs.

*
* *

C'est avec l'autorisation des Parquets que nous avons pu avoir accès à ces dossiers. Les dossiers de cours d'assises des mineurs ont été choisis après lecture des registres des greffes ; ce sont, pour la presque totalité d'entre eux, tous les dossiers de ces dernières années. Les dossiers d'affaires correctionnalisées, donc de tribunaux pour enfants, ont été choisis par les juges des enfants de ces tribunaux, parmi les affaires les plus graves jugées en général entre 1965 et 1969.

*
* *

CHIFFRES PORTANT SUR LA PERIODE 1951-1969

TOTAL DES AFFAIRES : 896

Nord - Région parisienne

● Douai	:	104
● Amiens	:	18
● Rouen	:	28
● Paris	:	160
Total	:	310 affaires
Proportion	:	34 %

Ouest

● Rennes	:	74
● Caen	:	28
● Poitiers	:	27
● Angers	:	40
Total	:	169 affaires
Proportion	:	19 %

Sud-Est

■ Montpellier	:	19
● Nîmes	:	17
● Aix	:	32
● Grenoble	:	7
● Chambéry	:	10
● Lyon	:	39
● Bastia	:	1
Total	:	125 affaires
Proportion	:	14 %

Est

● Nancy	:	49
● Colmar	:	31
● Besançon	:	3
Proportion	:	9 %
Total	:	83 affaires

Centre

● Orléans	:	37
● Bourges	:	5
● Dijon	:	11
● Limoges	:	15
● Riom	:	36
Total	:	104 affaires
Proportion	:	12 %

Sud-Ouest

● Bordeaux	:	76
● Pau	:	9
● Agen	:	1
● Toulouse	:	19
Total	:	105 affaires
Proportion	:	12 %

CARTE I : NOMBRE ET PROPORTIONS D'AFFAIRES D'ASSISES
DES MINEURS PAR RÉGIONS



CARTE II : CHOIX DÉFINITIF PORTANT SUR QUATRE COURS D'APPEL
(Paris, Colmar, Aix et Nîmes pour deux dossiers)



Après le choix des cours, un problème plus délicat à résoudre est celui du choix des renseignements à relever dans chaque dossier. Ces renseignements ont été choisis en fonction des deux orientations que voudrait avoir cette étude. Dans un premier temps, il s'agirait de rechercher des critères de correctionnalisation, dans un deuxième temps, de faire quelques observations sur les mineurs de seize à dix-huit ans, en voyant en particulier quelles sont les conséquences pour le mineur de la correctionnalisation ou de la non-correctionnalisation de son crime.

Pour l'étude des dossiers, une fiche a été établie, par mineur, contenant les renseignements qui nous ont semblé les plus utiles pour notre recherche (57).

Le dépouillement de ces fiches s'est fait de façon très artisanale ; vu le nombre de cent dossiers seulement, le traitement par ordinateur n'a pas paru nécessaire.

Le premier chapitre de ce titre donnera la liste des dossiers étudiés, avec le nombre des participants à chaque infraction, et la qualification retenue pour ladite infraction, ainsi qu'un très bref exposé des faits.

Dans un second chapitre, on tentera de découvrir quelques critères de correctionnalisation, s'il en existe.

Le troisième chapitre enfin, contiendra quelques observations sur les mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs ; on examinera quelles sont les conséquences, pour un adolescent criminel, de la correctionnalisation ou de la non-correctionnalisation de son crime. L'ensemble de ce titre devrait fournir des arguments pour apprécier la juridiction qu'est la cour d'assises des mineurs.

(57) Cf. p. 124. Un exemple de fiche de dépouillement des dossiers.

CHAPITRE PREMIER

INVENTAIRE DES DOSSIERS ETUDIES

On procèdera par régions ou cours, en donnant tout d'abord l'inventaire des dossiers de cours d'assises des mineurs par type d'infractions, puis celui des dossiers correctionnalisés (58) (59).

Le code d'immatriculation des affaires est le suivant :

- P : dossier d'assises des mineurs pour la région parisienne
(cour d'appel de Paris)
- CP : dossier correctionnalisé pour la région parisienne
(cour d'appel de Paris)
- A : dossier d'assises des mineurs pour la région d'Aix, le Sud-Est
(cour d'appel d'Aix et Nîmes)
- CA : dossier correctionnalisé pour la région d'Aix, le sud-Est
(cour d'appel d'Aix et Nîmes)
- C : dossier d'assises des mineurs pour la région de Colmar, l'Est
(cour d'appel de Colmar)
- CC : dossier correctionnalisé pour la région de Colmar, l'Est
(cour d'appel de Colmar)

Le chiffre qui suit la lettre majuscule indique le numéro du dossier dans la catégorie déterminée par la majuscule. Enfin chaque lettre minuscule indique un des participants à l'affaire. Les affaires qui ne sont le fait que d'un seul auteur sont désignés simplement par une lettre majuscule et un chiffre. Dans cet inventaire des dossiers étudiés, les renseignements retenus par individu sont les suivants :

(58) Tous les dossiers correctionnalisés, ont été choisis parmi des dossiers instruits non par un juge des enfants, mais par un juge d'instruction spécialisé.

(59) Si les cours d'appel choisies ont été celles de Paris, Colmar, Aix et Nîmes pour deux dossiers, c'est avec le désir de choisir des cours correspondant à des régions bien différentes : le bassin parisien, l'Alsace, la Provence et le Languedoc. De plus, pour des raisons purement matérielles, il nous était plus facile de travailler dans ces trois régions plutôt que dans le Nord, le Sud-Ouest et en Bretagne par exemple.

Pour toute la suite de l'étude chaque fois que l'on parlera des dossiers étudiés dans le ressort de la cour d'Aix, il s'agira de dossiers de la cour d'Aix et également des deux dossiers étudiés dans le ressort de la cour de Nîmes.

l'âge du mineur ou du coauteur ou complice majeur, la date des faits, l'infraction commise, la sanction prononcée, la durée de la procédure, l'état du casier judiciaire, et pour les mineurs en cause uniquement : la durée de la détention provisoire et le rôle conféré à l'excuse atténuante de minorité.

Le tableau récapitulatif de ces renseignements sera accompagné d'un très bref exposé des faits pour chaque affaire, et de quelques observations quant aux moments choisis pour correctionnaliser, quant aux procédés de correctionnalisation.

Section I. — REGION PARISIENNE (PARIS, VERSAILLES, MELUN, NANTERRE, PONTOISE).

§ 1. DOSSIERS DE COURS D'ASSISES DES MINEURS

A) *Infractions contre les personnes*

Bref exposé des faits

P1. — Dans l'après-midi du 9 décembre 1948, P1 a. élève d'un cours privé en classe de première, tue un de ses camarades avec le revolver qui lui avait été prêté en connaissance de cause par P1 b., P1 c., tous trois adolescents rêveurs. Il est étrange qu'ils aient pu traduire leurs égarements psychologiques dans les faits ; on peut penser que le mobile de P1 a. était une jalousie d'ordre sentimental, celui de P1 b. une rancune à assouvir, celui de P1 c. une certaine vanité féminine.

S'agissait-il d'une bande ? Pas à proprement parler, mais tous les trois délinquants primaires, formaient au cours privé qu'ils suivaient une sorte de club qui se réunissait tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre. Ils avaient entre autre avec quelques lycéens, fomenté le projet de partir former un maquis dans les Causses en cas d'invasion russe.

P2. — P2 a. et P2 b. internes dans un lycée font le projet de fuguer et de se rendre en Afrique pour y vivre du racket. Il leur fallait de l'argent, qu'ils décident de se procurer en attaquant une vieille femme dans son pavillon.

Le projet est accompli avec l'aide de P2 c., P2 b. et P2 c. font le guet, l'un porteur d'un pistolet factice. P1 a. pénètre dans le pavillon en se faisant passer pour un inspecteur sanitaire, s'acharne sur la vieille : coups, tentative d'étranglement, coups de couteaux, et la tue.

P3. — P3 à 14 ans avait quitté un Centre où elle avait été placée quatre ans auparavant, pour troubles de caractère. A 16 ans elle fait la connaissance d'un Tunisien, se rend compte quelques mois plus tard qu'elle est enceinte, dissimule sa grossesse à tout le monde. accouche seule dans le foyer où elle avait demandé à habiter, étrangle

son enfant. Dès le début de sa grossesse, elle avait décidé de supprimer son enfant, ignorant que l'on pouvait accoucher dans une clinique et que l'accouchement pouvait rester clandestin. Elle préparait très sérieusement un C.A.P. de tricot à la machine.

P4. — P4 est le seul d'une bande de trois malfaiteurs, de proxénètes, à avoir été pris, alors que les trois malfaiteurs de la bande étaient au départ « de faire un bureau de poste ». Le jour des faits, la police interpelle une DS suspecte, celle des trois proxénètes ; ils prennent la fuite en voiture, puis à pieds. Au cours de la poursuite dans la rue de Tolbiac à Paris, P4 tire sur le car de police, finalement il est blessé par deux balles tirées par les policiers.

P5. — P5 employée de maison consciencieuse, après avoir caché sa grossesse, tue son enfant à la naissance. Elle craignait les réactions de ses parents, et les réflexions de son entourage, et prétend avoir décidé de supprimer l'enfant, quand le père de l'enfant rencontré dans un bal, lui a affirmé qu'il ne l'épouserait pas.

P6. — A Epinay, P6, le 1^{er} septembre 1963 frappait de plusieurs coups de couteau son amie, qui décédait quinze jours plus tard des suites de ses blessures. La première qualification retenue fut celle de tentative d'homicide volontaire, puis d'homicide volontaire, enfin d'homicide volontaire avec préméditation.

P6 avait prévenu la jeune fille que si elle continuait à le tromper, il la tuerait ; il l'avait déjà menacée de son couteau — la jeune fille fréquentait les milieux de Pigalle.

P7. — P7 tue à coups de couteau, le jeune homme qui fréquentait sa sœur, à la suite d'une dispute. Les renseignements sur l'ami de sa sœur sont très mauvais. La cour d'assises des mineurs, répond non à la question : « A-t-il donné volontairement la mort ? La qualification retenue par les assises est celle de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

P8. — Après avoir volé plusieurs fois le grand-père de l'un d'eux tenant un commerce, P8 a. b. c. et d., préparent un vol avec agression du grand-père. Voulaient-ils le tuer ? ou voulaient-ils simplement le mettre hors d'état de les empêcher de le voler, toute l'instruction essaye de le découvrir, en concluant finalement à la thèse de l'assassinat par P8 a. et de complicité d'assassinat pour P8 b. et P8 c. ; cette thèse est retenue par la cour d'assises. P8 d. avait connaissance du crime qui allait se commettre, mais tout en n'y participant pas, ne l'a pas dénoncé, il avait participé à des vols antérieurs du grand-père avec P8 a., P8 b. et P8 c.

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée de la procédure	Durée de la détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse attén. de minorité
P1 a	18 G	10 ans réclusion	Assassinat Vol qualifié - Art. 296 Art. 381		31 mois		Néant	
P1 b	18 G	5 ans réclusion	Complicité d'assassinat Art. 296	9-12 1948	31 mois		Néant	
P1 c	16 F	3 ans emprisonnement	Complicité d'assassinat Infraction à l'art. 63		31 mois		Néant	Non
P1 d	19 G	Jugé par le T.C. (1)	Infraction à l'art. 63				Néant	
P2 a	17 G	20 ans réclusion	Homicide volontaire Vol. - Art. 304	13 6 1961	29 mois	29 mois	+	Oui
P2 b	16 G	5 ans emprisonnement S.A.M.E. 5 ans (2)	Complicité d'homicide volontaire et vol. Art. 304		29 mois	29 mois	Néant	
P2 c	16 G	5 ans emprisonnement S.A.M.E. 5 ans			29 mois	2 mois	Néant	
P3	17 F	Remise jusqu'à sa majorité à une personne de confiance	Infanticide. Art. 300-302	24-2 1963	24 mois	11 mois	Néant	Non
P4	17 G	20 ans réclusion	Tentative d'homicide, vol, violences à agent, recel, port d'armes, munitions (textes : art. 295-379 et s.)	16-7 1963	29 mois	29 mois	+	Oui

Nom	Age Sère	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée de la procédure	Durée de la détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse attén. de minorité
P5	17 F	3 ans emprisonnement S.A.M.E. 5 ans	Infanticide. Art. 300-302	20-10 1963	28 mois	4 mois	Néant	Non
P6	17 G	5 ans emprisonnement	Assassinat, vol. Art. 304	1-9 1963	32 mois	32 mois	Néant	Non
P7	16 G	I.P.E.S. jusqu'à 21 ans (3)	Coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention. Art. 309	26-1 1965	17 mois	4 mois	Néant	Non
P8 a	17 G	12 ans emprisonnement	Assassinat, Art. 296, Vol. Art. 379 et s.	25-2 1967	24 mois	24 mois	Néant	Non
P8 b	17 G	15 ans emprisonnement	Complicité d'assassinat, Vols		24 mois	24 mois	Néant	Non
P8 c	17 G	10 ans emprisonnement	Complicité d'assassinat, Vols. Art. 296-379 et s.		24 mois	24 mois	Néant	Non
P8 d	18 G	3 ans emprisonnement S.A.M.E. 3 ans	Vols, non dénonciation de crime. Art. 62		24 mois	24 mois	Néant	Non

(1) T.C. : tribunal correctionnel.

(2) S.A.M.E. : sursis avec mise à l'épreuve.

(3) I.P.E.S. : institution publique d'éducation surveillée.

(4) + : casier judiciaire chargé.

(5) C.O. : centre d'observation.

B) Infractions contre les mœurs.

P9. — P9 a., P9 b. et P9 c. accostent le 25 octobre 1964 une jeune fille dont ils avaient fait la connaissance huit jours auparavant ; à ce moment-là, ils l'avaient prise à l'écart pour l'embrasser. Le 25 octobre, ils l'attirent dans un sous-sol de mairie et la violent. La jeune fille avait quinze ans, était vierge. Un quatrième jeune homme les accompagnait, mais s'en va rapidement dégoûté. Les trois jeunes inculpés essayent de dire que la jeune fille avait une attitude provocante. Finalement P9 a. avoue les faits, et avoue avoir dit peu avant les faits : « Aujourd'hui on va emballer une fille et la violer ».

P10. — Le 9 août 1964, les trois inculpés aperçoivent une jeune fille qu'ils connaissaient un peu, et décident d'avoir des relations sexuelles avec elle. Les faits semblent s'expliquer par des mécanismes psychologiques de groupe, et ont lieu sous l'influence de boissons alcoolisées. P10 a. et P10 b. n'avaient jamais eu de rapports sexuels auparavant.

P11. — A la suite d'une surprise-partie très bourgeoise, une des invitées âgée de 13 ans est attirée de force dans la voiture de P11 a. qui prétend vouloir la raccompagner. A l'intérieur de la voiture se trouvent les quatre inculpés, qui, au lieu de reconduire la jeune fille chez elle, s'arrêtent près d'un hangar. P11 a. commet un attentat à la pudeur, P11 b. la viole, ce dernier prétend ne pas avoir su que la jeune fille n'avait que treize ans ; les deux autres s'abstiennent de tout acte positif, mais assistent.

Les quatre inculpés, tous étudiants, étaient plus ou moins sous l'empire de l'alcool au moment des faits.

P12. — Le jour des faits, vers 19 heures, les trois inculpés en mobylette, s'arrêtent près d'une jeune fille de 19 ans qui revenait de son travail, lui parlent, la suivent, puis essayent de l'embrasser, enfin l'immobilisent et l'emmènent dans la cave d'une maison en construction. Aucun des trois jeunes gens ne réussit à avoir des rapports sexuels complets avec elle à cause de l'opposition de cette jeune fille. Finalement quelqu'un entendant ses cris arrive, les trois jeunes gens s'en vont. D'après les termes de l'arrêt de renvoi, la jeune fille avait une conduite au-dessus de tout soupçon.

Le déroulement de la procédure de cette affaire est particulièrement intéressante, car les trois inculpés ont d'abord été jugés le 21 février 1964 par le tribunal pour enfants et le tribunal correctionnel, pour violences avec préméditation ; ils ont été condamnés chacun à quatre ans d'emprisonnement.

Les prévenus font appel, la cour d'appel par décision du 28 mai 1964, se déclare incompétente. La cour de cassation réglant le juge renvoie les trois jeunes gens devant la chambre d'accusation.

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée de la procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse attén. de minorité
P9 a	17 G	18 mois emprisonnement	Viol Art. 332	25-10 1964	14 mois	14 mois	Néant	Non
P9 b	17 G	18 mois emprisonnement avec sursis			14 mois	14 mois	Néant	Non
P9 c	16 G	1 an emprisonnement avec sursis			14 mois	—	Néant	Non
P10 a	17 G	2 ans emprisonnement S.A.M.E. 3 ans	Viol. Art. 332	9-8 1964	18 mois	17 mois	+	Non
P10 b	23 G	2 ans emprisonnement	Tentat. de viol. Art. 332.		18 mois		+	
P10 c	22 G	3 ans emprisonnement	Viol. Art. 332		18 mois		Néant	
P11 a	20 G	5 ans emprisonnement avec sursis	Attentat à la pudeur. Art. 331	2-11 1963	27 mois		Néant	
P11 b	17 G	5 ans emprisonnement avec sursis	Viol. Art. 332		27 mois	12 mois	Néant	Non
P11 c	21 G	Acquittement	Abstention délictueuse Art. 62		27 mois		Néant	
P11 d	21 G	Acquittement	Abstention délictueuse Art. 62		27 mois		Néant	
P12 a	17 G	5 ans emprisonnement	Tentative de viol. Art. 332	23-11 1963	31 mois	31 mois	Néant	Oui
P12 b	17 G	5 ans emprisonnement			31 mois	31 mois	Néant	Oui
P12 c	18 G	5 ans emprisonnement			31 mois		Néant	
P13 a	20 G	4 ans emprisonnement	Viol. Art. 332	21-6 1964	31 mois		+	
P13 b	20 G	3 ans emprisonnement			31 mois		+	
P13 c	17 G	5 ans emprisonnement			31 mois	31 mois	+	Non
P13 d	17 G	2 ans emprisonnement avec sursis			31 mois	4 mois	Néant	Non

P13. — Les quatre inculpés assistant à un match, aperçoivent au stade une jeune fille de 17 ans qu'avait fréquenté l'année précédente le frère de P13 c. Les jeunes gens forment le projet d'entraîner la jeune fille dans l'appartement des parents de P13 c., absents, pour avoir des relations sexuelles avec elle. Après hésitation, la jeune fille les suit, se met à pleurer dès que les jeunes gens lui révèlent leur projet. P13 c. la menace d'un couteau, les quatre la violent, la sodomisent. Les faits sont interrompus par l'arrivée du frère de P13 c.

L'affaire avait été ouverte sous la qualification de violences préméditées, mais le tribunal pour enfants et le tribunal correctionnel de la Seine, par jugement du 8 janvier 1965 se déclarent incompétents. La dixième chambre de la cour confirme ce jugement. La cour de cassation, par un arrêt du 13 août 1965, renvoie les jeunes gens devant la chambre d'accusation.

C) Infractions contre les biens

P14. — P14 a. b. c. et d. sont pris en flagrant délit de cambriolage, de nuit, à main armée, par le propriétaire de la maison qu'ils étaient en train de cambrioler. Il y eut un échange de balles, la police arrive et arrête les quatre individus en fuite. Au cours d'une reconnaissance de la maison à cambrioler, d'une première expédition P14 a. s'était fait accompagner de P14 d.

P15. — Du 17 septembre au 12 octobre 1963, les quatre accusés amis d'enfance commettaient cinq vols qualifiés dans des locaux d'entreprise situés dans les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise. La sixième opération de même nature devait échouer et demeurer une tentative. Les circonstances aggravant leurs vols étaient les suivantes : — la nuit — en réunion — à l'aide d'escalade, d'effractions extérieures et intérieures — dans une maison habitée ou servant à l'habitation ; trois d'entre eux avaient déjà été poursuivis plusieurs fois pour vols par le tribunal pour enfants.

P16. — Dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier 1963, les deux accusés ont tenté de soustraire une certaine somme avec violences, au préjudice d'un chauffeur de taxi. A la suite du vol, ils prennent la fuite et partent dans le Midi. P16 a. se présente spontanément à la brigade de la gendarmerie à la Seyne sur Mer (Var) et dit être l'auteur de plusieurs vols et de l'agression, enfin il désigne son complice — l'incapacité de travail de la victime fut de trois jours seulement.

P17. — Une veuve tenant un magasin de confiserie est agressée de jour par les deux accusés qui voulaient la voler. Son incapacité de travail est de trois mois, on lui vole trois billets de 5 francs. Les deux individus étaient de nationalité allemande, sans domicile fixe.

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée de la procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse attén. de minorité
P14 a	17 G	12 ans réclusion	Vol qualifié, Art. 381	6-4 1963	20 mois	20 mois	+	Oui
P14 b	17 G	6 ans réclusion	Vol qualifié, Art. 381		20 mois	20 mois	+	Oui
P14 c	20 G	4 ans emprisonnement	Vol qualifié, Art. 381		20 mois		Néant	
P14 d	19 G	5 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 5 ans	Vol qualifié, Art. 381		20 mois		Néant	
P14 e	23 G	4 ans emprisonnement	Vol qualifié, Art. 381		20 mois		Néant	
P15 a	17 G	4 ans emprisonnement	Vols qualifiés, Art. 381	Septemb. Octobre 1963	28 mois	28 mois	+	Oui
P15 b	18 G	4 ans emprisonnement	Vols qualifiés, Art. 381		28 mois		Néant	
P15 c	19 G	5 ans emprisonnement	Vols qualifiés, Art. 381		28 mois		+	
P15 d	21 G	5 ans réclusion	Vols qualifiés, Art. 381		28 mois		+	
P16 a	16 G	5 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 5 ans	Vol avec violence Agression chauffeur de taxi, Art. 382	1er-1 1963	37 mois	26 mois	Néant	Non
P16 b	16 G	5 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 5 ans			37 mois	26 mois	+	Non
P17 a	17 G	4 ans emprisonnement	Vol avec violences Art. 382	9-4 1963	34 mois	34 mois	Néant	Oui
P17 b	19 G	4 ans emprisonnement			34 mois		Néant	
P18 a	17 G	5 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 5 ans	Vol avec violences Art. 382	8-11 1962	42 mois	42 mois	Néant	Non
P18 b	21 G	5 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 5 ans			42 mois		Néant	
P18 c	21 G	5 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 5 ans			42 mois		Néant	

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée de la procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse attén. de minorité
P19 a	22 G	6 ans réclusion 5 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 5 ans	Vol avec violences Agresion chauffeur de taxi. Art. 382.	20-9 1964	21 mois 21 mois	21 mois	Néant	Oui
P19 b	17 G						Néant	
P20 a	22 G	Disjonction 1 an emprisonnement avec sursis	Vol. Art. 379-401 Incendie volontaire Art. 434	26, 27 4-1965 et 6, 7 mai 1965	22 mois 22 mois	22 mois 22 mois	Néant	Oui
P20 b	18 G						Néant	
P20 c	16 G	5 ans emprisonnement	Tentative de vol qualifié. Art. 379, 381, 382, 383 Agresion chauffeur de taxi	20-4 1965	24 mois 24 mois	24 mois	Néant	Oui
P20 d	17 G	5 ans emprisonnement					Néant	
P21 a	19 G	7 ans de réclusion	Incendie volontaire Art. 434	13-6 1967	24 mois	24 mois	Néant	Non
P21 b	19 G	6 ans de réclusion					Néant	
P21 c	17 F	6 ans de réclusion					Néant	
P22	17 G	Placé à l'I.P.E.S. de Saint-Maurice jusqu'à 21 ans					Néant	

P18. — Le 8 novembre 1962, les trois accusés forment le projet de se procurer de l'argent en attaquant un commerçant ; l'un d'eux commence par voler un revolver, puis le vol qualifié a lieu. Les auteurs n'étaient pas identifiés au cours de l'enquête initiale, ne le sont qu'en novembre 1963 à la suite de la découverte dans la chambre de P18 a. du pistolet à l'aide duquel il avait tiré deux balles au cours du vol. dans un but d'intimidation uniquement prétend-il.

P19. — P19 a. et P19 b. commettent un vol avec violences à l'encontre d'un chauffeur de taxi. Aucun des deux n'avait été condamné auparavant.

P20. — A deux reprises, en avril et mai 1965, P20 a. b. c. et d. allument des incendies volontaires, la première fois au centre d'orientation professionnelle d'Aulnay-sous-Bois, la seconde fois, ils mettent le feu à une menuiserie qui avait refusé du travail à P20 c. Pour le second incendie P20 a. n'était pas présent.

P20 c. était l'animateur d'une bande. Les faits commis n'ont vraisemblablement pas été commis par vengeance ou par pyromanie, mais par désœuvrement et besoin de s'affirmer.

P20 b. est acquitté par la cour d'assises du crime d'incendie pour lequel il était poursuivi, mais condamné pour un vol de voiture ayant précédé le premier incendie.

P21. — Les trois accusés agressent, le 20 avril 1965, un chauffeur de taxi à l'entrée de Noisy-le-Sec, après s'être fait conduire par ce chauffeur de Paris à Noisy. Le chauffeur essaye de se défendre, finalement les jeunes prennent la fuite, l'incapacité de travail du chauffeur de taxi sera d'un peu moins de deux mois. P21 a. et P21 b. prétendent avoir été poussés à commettre ce crime par la jeune fille P21 c. qui les accompagnait.

L'affaire avait été ouverte sous la qualification de tentative de vol, mais le procureur de la République prit des réquisitions aux fins de transmission des pièces au procureur général pour être procédé conformément à la loi.

P22. — Le 13 juin 1967, P22 met volontairement le feu à des pots de peinture placés dans l'atelier de son patron, de manière à communiquer l'incendie à l'édifice. P22 exécutait son apprentissage de peintre à contre-cœur, prétendait que son patron ne lui faisait faire que des travaux inintéressants, ne lui apprenait pas son métier. Il s'agit d'un adolescent à la personnalité assez troublée.

§ 2. DOSSIERS CORRECTIONNALISÉS

A) *Infractions contre les mœurs*

CP1. — Les deux mineurs accompagnés de cinq majeurs, violent une jeune fille de moins de quinze ans alors qu'elle venait de descendre de l'autobus. CP1 a. prétend l'avoir simplement embrassée, CP1 b. déclare avoir été ivre au moment des faits. La poursuite débute sous la qualification d'attentat aux mœurs, puis le procureur de la République prend des réquisitions aux fins de disqualification en violences sur mineure. Aucun des sept auteurs n'était majeur civil.

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse attén. de minorité
CP1 a	17 G	8 mois emprisonnement avec sursis	Violences sur mineure Art. 312	25-10 1963	12 mois	5 mois	+	Non
CP1 b	17 G	15 mois emprisonnement avec sursis			12 mois	5 mois	Néant	Non
CP1 c	etc...	5 majeurs disjonction			12 mois			
CP2	16 G	Confié à un I.P.E.S. jusqu'à 19 ans	Violences sur mineure Art. 312	2-8 1965	15 mois	2 mois puis C.O.	+	Non
CP3 a	17 G	2 ans emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée jusqu'à 21 ans	Violences sur mineure de moins de quinze ans Art. 312	1-5 1966	17 mois	1 mois	Néant	Non
CP3 b	16 G	8 mois emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée jusqu'à 21 ans			17 mois	—	Néant	Non
CP3 c	17 G	8 mois emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée jusqu'à 21 ans			17 mois	—	Néant	Non
CP3 d	17 G	3 mois emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée jusqu'à 21 ans			17 mois	—	Néant	Non
CP3 e	19 G	T.C. : 6 mois emprisonne- ment avec sursis			17 mois	—	Néant	Non
CP3 f	17 G	8 mois emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée jusqu'à 21 ans	Abstention délictueuse Art. 62		17 mois	—	Néant	Non
CP3 g	17 G	Liberté surveillée jusqu'à 21 ans			17 mois	—	Néant	Non

<i>Nom</i>	<i>Age Sexe</i>	<i>Sanction</i>	<i>Qualification Texte C.P.</i>	<i>Date des faits</i>	<i>Durée procédure</i>	<i>Durée détention provisoire</i>	<i>Casier judiciaire</i>	<i>Exclusion Excuse attén. de minorité</i>
CP4 a	16 G	8 mois emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée jusqu'à 21 ans			5 mois	5 mois	Néant	Non
CP4 b	17 G	4 mois emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée jusqu'à 21 ans	Violences sur mineure de quinze ans Art. 312	15-5 1967	5 mois	5 mois	Néant	Non
CP4 c	13 G	Remise à la famille. Liberté surveillée jusqu'à 21 ans			5 mois	—	Néant	Non

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée de la procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse attén. de minorité
CP5	17 G	Remis à la famille. Liberté surveillée jusqu'à 20 ans	Outrage public à la padeur. Art. 283	7-8 1966	14 mois	C.O. 8 mois	Néant	Non
CP6 a	22 G	13 mois emprisonnement	Violences volontaires. Art. 311	29-9 1967	6 mois	6 mois	+	Non
CP6 b	18 G	18 mois emprisonnement			6 mois		Néant	
CP6 c	17 G	12 mois emprisonnement			6 mois		Néant	
CP7 a	17 G	1 an emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée jusqu'à 21 ans	Violences à enfants sur mineurs de moins de quinze ans. Art. 312	de juillet 1965 à juillet 1967	6 mois	4 mois	Néant	Non
CP7 b	17 G	300 Frs amende			6 mois	—	Néant	Non
CP7 c	14 G	300 Frs amende			6 mois	—	Néant	Non
CP7 d	17 G	300 Frs amende			6 mois	—	Néant	Non
CP8	17 G	3 mois emprisonnement	Violences sur mineure de quinze ans. Art. 312	oct.-nov. 1963 avril 64	39 mois	—	Néant	Non
CP9 a	18 G	2 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans.	Violences volontaires. Art. 311	27-10 1967	6 mois	5 mois	+	Non
CP9 b	17 G	1 an emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée jusqu'à 18 ans			6 mois		Néant	
CP9 c	16 G	1 an emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée jusqu'à 18 ans			6 mois		Néant	
CP9 d	17 G	1 an emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée jusqu'à 18 ans.			6 mois		Néant	
CP10 a	17 G	1 an emprisonnement	Violences volontaires. Art. 311	30-5 1968	6 mois	4 mois	+	Non
CP10 b	17 G	1 an emprisonnement			6 mois	5 mois	Néant	Non
CP10 c	18 G	4 ans emprisonnement par défaut			6 mois	6 mois	+	Non

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Excuse Exclusion attén. de minorité
CP11 a	16 G	Maintenu au Centre de Noisy-le-Sec	Violences à enfants. Art. 312	22-11 1967	11 mois	C.O. 11 mois	Néant	Non
CP11 b	15 G	Régime de la liberté surveillée d'épreuve			11 mois	—	Néant	Non
CP11 c	14 G	Placement en I.P.E.S.			11 mois	—	Néant	Non
CP12 a	22 G	3 mois emprisonnement avec sursis	Violences à enfants. Art. 312	8-11 1968	6 mois	6 mois	+	
CP12 b	14 G	Remis à la famille. Liberté surveillée pendant 6 mois			6 mois	6 mois	Néant	Non
CP12 c	17 G	Remis à la famille Liberté surveillée pendant 6 mois			6 mois	6 mois	+	Non
CP13 a	20 G	15 mois emprisonnement	Coups avec préméditation. Art. 311	8-4 1968	7 mois	7 mois	Néant	
CP13 b	17 G	1 an emprisonnement			7 mois	7 mois	Néant	Non
CP13 c	17 G	1 an emprisonnement			7 mois	7 mois	+	Non
CP13 d	17 G	1 an emprisonnement			7 mois	7 mois	+	Non
CP14	17 G	Relaxe pour Art. 311. 10 mois emprisonnement pour vol	Vol. Art. 379 et s. Art. 311	21-6 1968	6 mois	6 mois	+	Non
CP15 a	19 G	4 ans emprisonnement	Vols, Art. 379 et s. Coups avec préméditation. Art. 311	13-11 1968	6 mois	6 mois	+	
CP15 b	18 G	3 ans emprisonnement			6 mois	6 mois	+	
CP15 c	16 G	8 mois emprisonnement avec sursis			6 mois	4 mois	Néant	Non
CP15 d	16 G	Non-lieu			6 mois	4 mois	Néant	Non

CP2. — CP2 est prévenu d'avoir, à Bures-sur-Yvette, exercé des violences ou autre voie de fait sur la personne d'une fillette de 9 ans. En réalité, il s'agit d'un viol, mais les faits visés au réquisitoire introductif sous la qualification d'attentat aux mœurs, sont déclarés constituer le délit de violences à enfant de moins de quinze ans. A l'époque des faits CP2 était pensionnaire au centre d'éducation surveillée de Bures-sur-Yvette. Après les faits, il est mis en observation à l'I.P.E.S. d'Emancé. Le rapport d'observation d'Emancé conclut : la faiblesse du milieu familial, l'absence de motivations sérieuses pour le métier, le manque de frein moral, l'appétit de jouissance, de satisfactions immédiates et faciles, laissent présager un avenir non conforme aux normes habituellement admises.

CP3. — Un dimanche, une bande de sept apprentis jockey emmènent trois jeunes filles à l'écurie Monnat à Maison-Laffite. Ils montent tous dans la chambre de l'un d'eux. Les jeunes filles sont violées. Il s'agit bien d'un viol ou plutôt de trois viols en bande, aucune des jeunes filles n'était consentante. L'affaire est ouverte sous la qualification d'attentats aux mœurs, puis disqualifiée ensuite en violences et voies de fait.

CP4. — CP4 a. b. et c., ont, le 15 mai 1967, violé une mineure de quinze ans qu'ils connaissaient un peu. La mineure s'est laissée faire assez facilement. On a de mauvais renseignements sur sa conduite. Au réquisitoire introductif, la qualification est celle d'attentat aux mœurs, puis au réquisitoire définitif, celle de violences et voies de faits à l'encontre d'un enfant mineur de quinze ans.

CP5. — CP5 commet une tentative de viol caractérisée sur une mineure de 10 ans, tentative qui est interrompue par l'arrivée des parents. L'attitude du mineur se rattache à une inquiétude sexuelle, mêlée d'angoisse et à un manque de maturité de l'adolescent âgé de seize ans. Le réquisitoire introductif qualifiait l'infraction d'attentat aux mœurs, le réquisitoire définitif la qualifie d'outrage public à la pudeur.

CP6. — Les trois inculpés CP6 a. b. c., le 29 septembre 1967, indiquent à une touriste néo-zélandaise une auberge de jeunesse, puis lui proposent de l'y emmener. Ils vont la violer aux environs de Paris, puis la ramènent à la Porte de Saint-Ouen où ils l'avaient rencontrée. L'affaire est ouverte sous la qualification de coups et blessures volontaires, dans le réquisitoire définitif l'infraction retenue est celle de l'article 311 du Code pénal.

CP7. — CP7 a. a., à de très nombreuses reprises de 1965 à juillet 1967, tenté de violer l'une ou l'autre de ses cinq sœurs ; il semble qu'il n'y ait jamais eu de pénétration, mais uniquement des attouchements avec parfois éjaculation externe. Ses actes sont simplement des jeux sexuels chez un immaturé aucunement entré dans la phase génitale adulte.

Trois de ses camarades CP7 b. c. et d. ont également eu, une fois ou l'autre, des attouchements avec l'une des sœurs de CP7 a. Les conditions de logement de la famille de CP7 a. étaient déplorables.

L'affaire est ouverte sous la qualification d'attentat aux mœurs, l'infraction retenue dans le réquisitoire définitif est celle de violences à enfants.

CP8. — A de nombreuses reprises d'octobre 1963 à avril 1964, CP8 a des relations sexuelles avec une jeune fille de 14 ans. En avril 1964 la mère de la jeune fille s'aperçoit de la grossesse de sa fille qui dit avoir été violée par CP8. En fait elle était consentante et a eu également des relations sexuelles avec son père. Dans le réquisitoire introductif, l'infraction est qualifiée d'attentat aux mœurs, dans le réquisitoire définitif de violences sur mineure.

CP9. — Entendue pour un vol commis par elle, une mineure de quinze ans en fugue de foyer maternel, déclare avoir été violée le 27 octobre 1967 par quatre jeunes gens. La jeune fille ne connaissait pas les jeunes gens, elle avait simplement pris un café avec eux. CP9 a. b. c. et d. déclarent que la jeune fille était consentante. La poursuite se fait d'abord sous la qualification d'attentat aux mœurs, puis l'infraction retenue est celle de l'article 311 du Code pénal.

CP10. — La victime, une jeune fille de quinze ans, rencontrait dans un foyer paroissial CP10 b. Dans une cave du foyer paroissial, elle est violée par CP10 a. b. et c. Elle ne paraît pas avoir été du tout consentante. CP10 c. majeur pénal est jugé par défaut, il n'a pu être retrouvé, un mandat d'arrêt a été lancé contre lui. L'affaire est ouverte sous la qualification d'attentat aux mœurs, puis disqualifiée en délit de violences volontaires avec préméditation (article 311 du Code pénal).

CP11. — La victime âgée de quatorze ans avait quitté sa mère sur un coup de tête le 21 novembre 1967, ce soir-là elle passe la nuit à Saint-Germain-des-Prés, puis essaye de rejoindre Pontoise. Elle fait la connaissance de CP11 a. b. et c. qui l'amènent dans une cave et la violent, elle n'était pas consentante pour aucun des viols. Les faits sont d'abord qualifiés d'attentat aux mœurs, puis de délit de coups à enfant de moins de quinze ans.

CP12. — La mère de deux jeunes filles de moins de quinze ans, porte plainte contre les assauts amoureux subis par ses filles, dont les auteurs sont CP12 a. b. et c. a. et b. ont violé les deux jeunes filles, c. en raison d'un retard pubertaire, ne peut pas les avoir violées. Tous trois déclarent que les filles étaient leurs amies et étaient plus ou moins consentantes. Une procédure d'assistance éducative a été ouverte en faveur des filles. Pour les trois jeunes gens, la première qualification de leur infraction a été celle d'attentat aux mœurs, transformée ensuite en délit de violences volontaires sur mineures de moins de quinze ans.

CP13. — Une jeune fille de dix-huit ans, déclare à la police avoir été violée par quatre jeunes gens. Elle s'était évadée du Centre de Montrouge où elle avait été placée par le juge pour enfants. A la suite de sa fugue, elle avait été hébergée par les parents de l'un des coinceps, CP13 b. Elle accepte d'avoir des relations sexuelles avec le frère de CP13 b. Un soir elle est violée par trois jeunes gens, amis du frère de CP13 b. et par lui. Les jeunes gens déclarent qu'elle était consentante. En fugue de nouveau au moment de l'information, elle n'a pu être confrontée avec les garçons. Dans le réquisitoire introductif, la qualification retenue est celle d'attentat aux mœurs, dans le réquisitoire définitif, c'est celle de délit de coups et blessures volontaires avec préméditation.

CP14. — Le 22 juin 1968, une jeune fille de dix-neuf ans déclare avoir été violée à son domicile, son séducteur l'aurait également volée.

La jeune fille peu après, retire sa plainte pour attentat aux mœurs, mais maintient celle pour vol. Le Parquet après avoir poursuivi CP14 pour attentat aux mœurs et pour vol, poursuit dans son réquisitoire définitif pour violences avec préméditation. L'inculpé avant les faits avait fait des séjours dans trois Centres d'observation, de redressement (Bures-sur-Yvette, Spoir, Saint-Jaudard).

CP15. — Du 9 au 13 novembre 1968, CP15 a. b. c. et d. prennent des auto-stoppeurs et les volent. Le 13 novembre, ils prennent un couple, portent des coups au jeune homme et l'abandonnent sur la route, continuent avec la jeune fille et la violent.

Pour CP15 d. l'instruction se termine par un non-lieu, attendu que les faits d'attentats aux mœurs et complicité imputés à son rencontre n'ont pas été établis avec certitude. Dans le réquisitoire introductif les trois autres inculpés étaient poursuivis pour attentats aux mœurs et vols, dans le réquisitoire définitif ils le sont pour coups avec préméditation sur la personne du jeune homme et de la jeune femme, et vol.

B) *Infractions contre les Biens*

CP16. — Quatre individus faisant partie d'une bande, au cours du mois d'août 1967, commettent une série de vols à Montereau, dont quelques vols qualifiés (deux ou trois cambriolages). Les infractions commises, dès le réquisitoire introductif, sont qualifiées de vols simples.

CP17. — Le président-directeur général d'une société porte plainte, le 24 mai 1967, pour le cambriolage du siège de sa société à Montreuil. Les deux auteurs rapidement découverts, avouent très vite.

L'infraction dès le départ n'est pas poursuivie sous la qualification de vol qualifié, mais sous celle de vol simple.

CP18. — CP18 a., mineur, commet avec CP18 b. et c. majeurs, deux cambriolages, ils sont pris alors qu'ils tentaient d'effectuer un troisième cambriolage. Il s'agit chaque fois de cambriolages de pavillons de particuliers, avec vol de linge, d'argenterie, etc... Ces infractions dès le début de la procédure ont été qualifiées de vol simple.

<i>Nom</i>	<i>Age Série</i>	<i>Sanction</i>	<i>Qualification Texte C.P.</i>	<i>Date des faits</i>	<i>Durée procédure</i>	<i>Durée détention provisoire</i>	<i>Casier judiciaire</i>	<i>Exclusion Excuse attén. de minorité</i>
CP16 a	16 G	8 jours emprisonnement avec sursis	Vols Art. 379-401	août 1967	4 mois	15 jours	Néant	Non
CP16 b	17 G	Amende de 200 Frs avec sursis			4 mois	15 jours	Néant	Non
CP16 c	17 G	6 mois emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans			4 mois	14 mois	Néant	Non
CP16 d	17 G	Disjonction non cité régu- lièrement			4 mois	15 jours	Néant	Non
CP17 a	16 G	10 mois emprisonnement	Vol. Art. 379-401	23-5 1967	8 mois	8 mois	+	Non
CP17 b	18 G	15 mois emprisonnement avec sursis			8 mois	8 mois	Néant	
CP18 a	17 G	2 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans	Vol. Art. 379-401	25-7 1966 et 10-8 1966	20 mois	20 mois	+	Non
CP18 b	19 G	un an emprisonnement par défaut			20 mois	20 mois		
CP18 c	19 G	2 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans			20 mois	20 mois		
CP18 d	20 G	500 F. amende par défaut	Recels. Art. 460		20 mois	20 mois		
CP18 e	19 G	3 mois emprisonnement par défaut			20 mois	20 mois		

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse attén. de minorité
CP19 a	17 G	100 F. amende	Recels. Art. 460	juin à décembre 1967	4 mois	—	Néant	Non
CP19 b	16 F	PlACEMENT dans un bon pasteur			4 mois	Placem. pendant la procéd.	Néant	Non
CP19 c	15 G	Liberté surveillée jusqu'à 19 ans	4 mois		—	Néant	Non	
CP19 d	17 G	Liberté surveillée jusqu'à 19 ans	Vols. Art. 379-401		4 mois	15 jours	Néant	Non
CP19 e	16 G	Liberté surveillée jusqu'à 19 ans			4 mois	1 mois	Néant	Non
CP19 f	16 G	Liberté surveillée pendant un an			4 mois	4 mois	Néant	Non
CP19 g	16 G	6 mois emprisonnement			4 mois	4 mois	Néant	Non

Nom	Age Sère	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusive Excuse attén. de minorité
CP20 a	16 G	5 mois emprisonnement	Vol. Art. 379-401	31-12 1967	6 mois	5 mois	+	Non
CP20 b	38 G	5 mois emprisonnement			6 mois		+	
CP21 a	16 G	3 mois emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée jusqu'à 19 ans	Vols. Art. 379-401	décembre 1967	10 mois	C. O.	Néant	Non
CP21 b	16 G	1 mois emprisonnement avec sursis			10 mois	6 mois	+	Non
CP21 c	16 G	15 jours emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée pendant 1 an			10 mois	C. O.	+	Non
CP21 d	19 G	13 mois emprisonnement			10 mois		+	
CP21 e	19 G	1 an emprisonnement			10 mois		+	
CP22	17 G	10 mois emprisonnement avec sursis	Vols. Art. 379-401	Janvier- Février 1967	21 mois	2 mois	Néant	Non
CP23 a	16 G	1 an 1 jour avec sursis plus 250 F. amende	Vols. Art. 379-401	Juillet 1967 à Novembre 1967	12 mois	C. O.	+	Non
CP23 b	17 F	200 F. amende			12 mois	—	+	Non
CP23 c	17 G	Relaxe			12 mois	—	+	Non
CP23 d	21 G	2 ans emprisonnement			12 mois		Néant	
CP23 e	18 G	30 mois emprisonnement			12 mois		Néant	
CP23 f	17 G	1 an emprisonnement			12 mois	—	Néant	Non
CP23 g	19 G	18 mois emprisonnement			12 mois		+	
CP24 a	16 G	1 an emprisonnement	Vols. Art. 379-401	Janvier- Février 1968	9 mois	9 mois	+	Non
CP24 b	19 G	2 ans emprisonnement			9 mois		Néant	

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse attén. de minorité
CP25 a	17 G	3 mois emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée jusqu'à 20 ans	Vols. Art. 379-401	24-6 1967	30 mois	5 mois	+	Non
CP25 b	19 G	8 mois emprisonnement avec sursis			30 mois		+	
CP26 a	16 G	6 mois emprisonnement	Vols. Art. 379-401	Juin 1968	7 mois	C. O.	+	Non
CP26 b	17 G	3 mois emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée jusqu'à 21 ans			7 mois	L. S.	Néant	Non
CP26 c	18 G	6 mois emprisonnement			7 mois		+	
CP26 d	18 G	6 mois emprisonnement			7 mois		+	
CP27 a	17 G	3 mois emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée pendant 18 mois.	Vols. Art. 379-401	24-12 1968	3 mois	3 mois	Néant	Non
CP27 b	17 G	3 mois emprisonnement avec sursis. Liberté sur- veillée pendant 18 mois.			3 mois	3 mois	Néant	Non
CP28 a	17 G	Relaxe au bénéfice du doute	Vols. Art. 379-401	25-12 1968	12 mois	—	+	Non
CP28 b	17 G	Relaxe au bénéfice du doute			12 mois	—	Néant	Non
CP29 a	17 G	3 mois emprisonnement avec sursis	Vols. Art. 379-401 Blessures volontaires Art. 309	28-6 1968	7 mois	3 mois	Néant	Non
CP29 b	17 G	3 mois emprisonnement avec sursis			7 mois	3 mois	Néant	Non

CP19. — Une bande d'adolescents, dirigée par CP19 g., commet de juin à décembre 1967, une série de vols dans la région de Montreuil. Seul CP19 g. a participé à tous les vols, dont certains étaient qualifiés au sens de la loi.

CP19 a. n'a fait que recéler une partie des objets volés, et CP19 f. a participé à plusieurs vols, mais ne s'est pas approprié la moindre partie des objets volés. Ces nombreux vols n'ont jamais été qualifiés autrement que de vols simples.

CP20. — CP20 a. et b., l'un mineur, l'autre majeur âgé de trente huit ans, dans la nuit du 31 décembre 1967, agressent un individu pour le dévaliser. Au lieu de vol avec violences, l'infraction est qualifiée dès le réquisitoire introductif de vol simple.

CP21. — Les cinq inculpés formaient une bande et se retrouvaient, le soir, dans un même café. Ils partaient de là en expéditions nocturnes tantôt à trois, tantôt à quatre. Tous les vols qu'ils commettent ne sont pas qualifiés, mais comprennent tout de même un certain nombre de cambriolages. Une recrudescence de cambriolages avait été constatée à ce moment-là à Courbevoie, à la Garenne-Colombes et à Colombes. Les jeunes ne reconnaissent pas être les auteurs de tous ces cambriolages.

CP22. — CP22 comment, en janvier et février 1967, plusieurs vols de nuit avec effraction, dans une maison habitée ou servant à l'habitation. Il est finalement pris sur les lieux de son crime alors qu'il tentait de fracturer un coffre-fort.

Ses infractions dès le début de la procédure ont été qualifiées de vols simples.

CP23. — Les sept inculpés appartiennent à une bande qui, de juillet 1967 à novembre 1967, a commis en tout seize vols dont plusieurs sont des cambriolages, et six tentatives de vol. Les services de la 5^e brigade de police judiciaire avaient leur attention attirée par une recrudescence de vols commis de nuit par escalade ou effraction dans des locaux industriels situés dans la circonscription Est de Paris, et sa banlieue. Des sommes très importantes avaient été volées. Ce sont les mineurs pénaux appartenant à la bande qui ont été identifiés en premier lieu. Dès le réquisitoire introductif, tous ces vols ont été qualifiés de vols simples.

CP24. — Courant janvier et février 1968, CP24 a. et b. commettent un certain nombre de vols, les uns qualifiés, les autres non, en général il s'agit de vols de nuit avec effraction, en réunion. Plusieurs pavillons ont été cambriolés. Ces vols ont toujours été qualifiés de vols simples.

CP25. — CP25 a. et CP25 b., le 24 juin 1967, effectuent de nuit, un vol avec effraction dans les locaux du magasin où CP25 a. était employé comme apprenti pâtissier. CP25 a. retourne le lende-

main à son travail, puis sachant que les soupçons se portent sur lui, part. Il est entendu peu après et avoue. CP15 b., qui entre-temps est appelé sous les drapeaux, avouera lui aussi. L'infraction dès le réquisitoire introductif a été qualifiée de vol simple.

CP26. — Les cinq inculpés commettent cinq vols simples, puis un sixième vol, cette fois qualifié, le 19 juin 1968. Il s'agit du cambriolage d'un magasin de fruits et légumes, effectué avec effraction, la nuit en réunion, avec la disposition d'un véhicule motorisé. L'infraction dès le réquisitoire introductif a été qualifiée de vol simple.

CP27. — Deux mineurs et deux majeurs allemands sont pris en flagrant délit de cambriolage, dans une entreprise à Boulogne-Billancourt. L'infraction est qualifiée de vol simple.

CP28. — CP28 a. et b. sont inculpés de vol simple, à la suite d'un vol qualifié de quelques bouteilles d'alcool effectué le 25 décembre dans un magasin de Nanterre. Ils nient les faits, mais sont cependant renvoyés devant le tribunal pour enfants, qui les relaxe au bénéfice du doute.

CP29. — CP29 a. et b. commettent, dans la nuit du 28 juin 1968, un vol avec agression, donc vol qualifié, disqualifié dès le réquisitoire introductif en vol et blessures volontaires. Il s'agissait de l'agression d'un sieur X, qui cherchait une prostituée au bois de Vincennes. On découvre dans la voiture des deux inculpés, des armes, et le portefeuille du sieur X.

Section II. — REGION EST (COLMAR, STRASBOURG).

§ 1. DOSSIERS DE COURS D'ASSISES DES MINEURS

A) Infractions contre les personnes

C1. — C1 a été déclaré coupable d'avoir en Allemagne, le 10 avril 1945 donné volontairement la mort à deux détenus politiques. Il s'agit d'un Alsacien qui avait été incorporé le 20 novembre 1944 à seize ans, par voie d'ordre d'appel, dans le service du travail allemand. Poussé par des officiers S.S., il avait tué deux déportés. Par la suite, le 3 mai 1945, il déserte pour rejoindre les Américains.

Après avoir été condamné avec sursis le 1^{er} août 1957, il demande à bénéficier de la loi d'amnistie du 20 février 1953.

C2. — Après avoir accouché clandestinement dans la nuit du 26 décembre 1958, C2 a étranglé le nouveau-né la nuit suivante, puis quelques jours après a jeté le cadavre dans une mare. Les boulangers chez qui C2 travaillait, ne s'étaient pas aperçu de sa grossesse. C2 avait essayé tout au long de sa grossesse de se faire avorter. Le père de l'enfant est marié.

<i>Nom</i>	<i>Age Sexe</i>	<i>Sanction</i>	<i>Qualification Texte C.P.</i>	<i>Date des faits</i>	<i>Durée de la procédure</i>	<i>Durée de la détention provisoire</i>	<i>Casier judiciaire</i>	<i>Exclusion Excuse attén. de minorité</i>
C1	17 G	3 ans emprisonnement avec sursis	Meurtres. Art. 295	19-4 1945	36 mois	8 mois	Néant	Non
C2	16 F	Placée en I.P.E.S. jusqu'à 21 ans	Infanticide. Art. 300-302	27-3 1958	12 mois	C.O.	Néant	Non
C3	17 G	2 ans emprisonnement avec sursis	Art. 309. Coups et blessures volontaires	10-12 1966	18 mois	1 mois	Néant	Non
C4 a	17 G	Réclusion criminelle à perpétuité	Homicides volontaires, tentatives d'homicide vo- lontaire, vols qualifiés, tentative de vols qualifiés, Art. 295-381-304	12-13-14 mars 1968	12 mois	11 mois	+	Oui
C4 b	17 G	Réclusion criminelle à perpétuité			12 mois	11 mois	+	Oui
C4 c	24 G	Réclusion criminelle à perpétuité			12 mois	12 mois	+	

C2 avait déjà eu des relations sexuelles avant d'en avoir avec le père de cet enfant. Il s'agit d'une adolescente qui a quitté très tôt le foyer familial, perturbé par l'alcoolisme du père, qui a été placée dans diverses familles, et n'a reçu aucune éducation, d'aucun type.

C3. — Le 10 décembre 1966, un sieur X se présente à la police et dépose plainte contre C3 du chef de coups et blessures. Alors qu'il se rendait à son travail, la veille, il déclare avoir été agressé et renversé de vélo par C3. C3 connaissait le sieur X, et avait voulu simplement par le coup de poing donné, obtenir réparation des coups que le sieur X avait porté à son jeune frère. Si les violences de C3 ont existé, elles ont été bénignes, mais le sieur X est cependant décédé neuf jours plus tard des suites de ce coup de poing. Il existait une certaine rivalité entre la famille du sieur X et celle de C3.

C4. — Trois jeunes C4 a, b. et c. partent en voiture, le 13 mars 1968, ils voient une voiture dont ils décident de voler les enjoliveurs, l'un des trois sort, armé d'un pistolet et vole les enjoliveurs. Un passant lui fait des reproches, il tire, le tue, tire encore quelques balles. Les trois jeunes repartent, décident d'agresser le conducteur d'une autre voiture. Le pistolet s'enraye, le conducteur réussit à fuir. Dans la nuit, les trois jeunes passent en Suisse et y cambriolent un magasin d'armes, puis tuent un piéton pour le voler. Ils repassent ensuite la frontière et sont arrêtés une quinzaine de jours plus tard en France. C4 b. déclare avoir été ivre au moment de la commission du dernier crime.

B) Infractions contre les mœurs

C5. — Dans la soirée du 31 août 1959, deux jeunes filles sont importunées par les quatre accusés. Les jeunes filles essayent de rentrer chez elles, elles sont poursuivies par les quatre garçons, qui les emmènent dans un terrain vague ; l'une d'elle est violée, l'autre réussit à ne pas se laisser violer.

C6. — En vacances chez un oncle, C6 rencontre deux enfants, un garçon et une petite fille, les emmène se promener, fait garder son vélomoteur par le garçon, part avec la fillette de 11 ans à l'écart, et la viole avec une violence extrême, puis reconduit les enfants en ville et se réfugie chez des parents. La fillette doit subir une très grave opération et reste à l'hôpital plusieurs mois. C6 est condamné à quatre ans d'emprisonnement, on sait que peu après sa sortie de prison, il a récidivé sur une autre fillette, et a été condamné alors, à dix ans de réclusion criminelle (Cf. C6 bis).

C7. — Le 12 août 1965, à Cernay, une jeune fille seule à son domicile, invite C7 b. et C7 a. chez elle, pour fêter l'anniversaire de ce dernier. C7 b. est l'ancien fiancé de la jeune fille. Les deux garçons l'enivrent, puis ont des relations intimes avec elle. La jeune fille se met à crier, un voisin arrive, les garçons s'enfuient. La jeune fille avait déjà eu des relations sexuelles avec son ex-fiancé au moment de leurs fiançailles.

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse attén. de minorité
C5 a	17 G	3 ans emprisonnement	Viols. Art. 33 2	3-8 1959	8 mois	8 mois	+	Non
C5 b	17 G	3 ans emprisonnement			8 mois	8 mois	+	Non
C5 c	17 G	3 ans emprisonnement			8 mois	8 mois	+	Non
C5 d	22 G	Disjonction					+	
C6	17 G	4 ans emprisonnement (a récidivé)	Art. 332. Viol sur une mineure de 15 ans	23-7 1962	8 mois	8 mois	Néant	Non
C7 a	16 G	6 mois emprisonnement avec sursis	Attentat aux mœurs Viol. Art. 331-332	12-8 1965	4 mois	4 mois	Néant	Non
C7 b	18 G	18 mois emprisonnement avec sursis			4 mois		Néant	
C8	17 G	1 an emprisonnement avec sursis	Attentat à la pudeur Art. 331	Sept. 1964 à Sept. 1966	20 mois	6 mois	Néant	Non
C6 bis	23 G	10 ans de réclusion criminelle	Art. 332. Viol sur une mineure de 15 ans	5-7 1968			+	

C8. — A plusieurs reprises, C8 a commis des attentats à la pudeur consommés ou tentés, sans violence, sur la personne de la fille de sa belle-mère âgée de moins de quinze ans. De simples attouchements, ces relations devaient progressivement devenir plus complètes. En octobre 1966, la jeune fille constatait qu'elle était enceinte, sa mère l'emmène en Italie pour la faire avorter.

C8 avait également eu des attouchements avec une autre des filles de sa belle-mère.

C6 bis (60). — C6, à 17 ans, avait été condamné à quatre ans d'emprisonnement pour viol d'une mineure de moins de quinze ans, à 23 ans il récidive, est condamné à dix ans de réclusion criminelle. Le viol est de nouveau accompli avec beaucoup de violence.

C) Infractions contre les biens

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée proc.	Durée déten. prov.	Casier judic.	Exclus. Excuse attén. mino- rité
C9	16 G	2 ans 6 mois emprison. 10 ans interd. de séjour	Vols qualif. Art. 379 et s.	Juin, Juil. 1945	31 m.	29 m.	Néant	Oui
C10 a	22 G	6 ans trav. forcés			7 m.		Néant	
C10 b	17 G	3 ans empris. av. sursis, 10 ans interd. de séjour	Vols qualif. Art. 379 et s.	23-10 1953	7 m.	7 m.	Néant	Non

C9. — C9, de nationalité suisse, quitte le territoire helvétique, fait un séjour à la légion en France, puis avec une bande attaque plusieurs magasins, et, de plus, se rend coupable de plusieurs délits (vols, recels). La procédure contre C9 est disjointe de celle à l'encontre des majeurs.

C10. — C10 a. entraîne C10 b. à désertre la légion, et opère avec lui le cambriolage d'un magasin de tissu. Tous deux sont immédiatement arrêtés. L'affaire est disjointe, ils sont jugés séparément.

§ 2. DOSSIERS CORRECTIONNALISÉS

A) *Infractions contre les personnes*

CC1 a. — Dans cette affaire, il s'agissait simplement d'un vol qualifié de nuit avec violences, disqualifié en violences avec préméditation et port d'arme, ivresse publique et manifeste, dégâts volontaires et vols, dès le réquisitoire introductif.

CC2. — Dans la nuit du douze au treize octobre 1968, une bande comprenant trois mineurs CC2 a. b. et c. et quatre majeurs, s'affrontent à une autre bande. CC2 a. b. et c. sont poursuivis pour violences et voies de fait avec préméditation. Les sept membres de la bande sont également poursuivis pour vol et violences, or il s'agissait d'un vol qualifié parce que vol avec violences.

B) *Infractions contre les mœurs*

CC3. — CC3 reconnaît avoir violenté une fillette vierge dans le but de lui imposer des relations sexuelles. Le mineur a agi en toute connaissance de cause, et savait que la victime venait de faire l'objet d'agissements semblables de la part de plusieurs autres individus majeurs (jugés par le tribunal correctionnel). Dès le réquisitoire introductif l'affaire est qualifiée de violences sur mineure de quinze ans (article 312 C.P.).

CC4. — Dans le réquisitoire introductif, les cinq mineurs en cause, auteurs d'un viol en bande, étaient poursuivis pour attentats aux mœurs (articles 330 et s.). La jeune fille n'était en rien consentante, mais était amoureuse de l'un d'eux. Les garçons l'emmènent se promener et la violent dans une tente. Dans l'ordonnance de renvoi, l'infraction est devenue celle d'outrage public à la pudeur.

CC5. — Une jeune fille faisant l'objet de mesures éducatives est ramenée chez elle par CC5 a. et CC5 b. ; dans l'escalier de l'immeuble, elle est ligotée par les deux garçons qui la déshabillent, pour tenter de la violer. L'arrivée de quelqu'un interrompt cette tentative de viol. Dès le réquisitoire introductif, l'infraction retenue est celle de l'article 311 C.P. .

CC6. — De décembre 1966 à avril 1968, deux frères jumeaux sans doute à cause de la promiscuité et du milieu familial déficient, commettent à plusieurs reprises des attouchements sur leur petite sœur, en fait la violent plusieurs fois. L'affaire s'est ébruitée, la police a fini par l'apprendre. Dès le réquisitoire introductif, l'infraction retenue est celle de l'article 312 C.P.

CC7. — Dès le réquisitoire introductif sont qualifiés de violences sur mineure de quinze ans, les nombreux viols que CC7 fait subir à sa petite sœur au courant de l'année 1968. La fillette finit par être enceinte et l'enquête part de la naissance de son enfant incestueux.

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse atten. de minorité
CC1 a	17 G	3 mois emprisonnement av. sursis, 200 F. amende	Violences avec préméditation ou port d'armes, dégâts volontaires à véhicules - Vols Art. 311-379-401	17-11 1967	7 mois	1 mois	Néant	Non
CC1 b	16 G	3 mois emprisonnement av. sursis, 200 F. amende			7 mois	1 mois	+	Non
CC1 c	15 G	Liberté surveillée jusqu'à 19 ans			7 mois	—	+	Non
CC1 d	16 G	3 mois emprisonnement av. sursis, 200 F. amende			7 mois	—	+	Non
CC1 e	15 G	Liberté surveillée jusqu'à 19 ans			7 mois	—	+	Non
CC1 f	18 G	3 mois emprisonnement av. sursis, 200 F. amende					+	
CC2 a	16 G	6 mois emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans	Violences et voies de fait avec préméditation - Vol Art. 311, 379, 401	12, 13-10 1968	2 mois	2 mois	+	Non
CC2 b	16 F	3 mois emprisonnement avec sursis			2 mois	15 jours	Néant	Non
CC2 c	16 G	1 an emprisonnement S.A.M.E. pour terminer son apprentiss. en I.P.E.S.			2 mois	—	+	Non
CC2 d e f		Majeurs, disjonction						

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée de la procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse attén. de minorité
CC3	17 G	1 an emprisonnement av. sursis, 300 F. amende	Violence sur mineure de 15 ans. Art. 312	6-9 1964	2 mois	2 mois	+	Non
CC4 a	17 G	8 mois emprisonnement av. sursis, 800 F. amende	Outrage public à la pu- deur. Art. 330	18-5 1964	7 mois	—	Néant	Non
CC4 b	17 G	6 mois emprisonnement av. sursis, 400 F. amende			7 mois	—	Néant	Non
CC4 c	15 G	Liberté surveillée jusqu'à 18 ans			7 mois	—	Néant	Non
CC4 d	16 G	6 mois emprisonnement av. sursis, 500 F. amende			7 mois	—	Néant	Non
CC4 e	17 G	3 mois emprisonnement av. sursis, 200 F. amende			7 mois	—	Néant	Non
CC5 a	16 G	Placé en I.P.E.S. jusqu'à la fin de son apprentissage	Violences et voies de fait avec préméditation. Art. 311	14-2 1966	20 mois	3 mois puis C.O.	Néant	Non
CC5 b	17 G	3 mois emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans			7 mois	—	+	Non
CC6 a	17 G	Placé en I.P.E.S. jusqu'à la fin de son apprentissage	Violences sur mineure de 15 ans. Art. 312	décembre 1966 à avril 1968	6 mois	3 mois puis placement	Néant	Non
CC6 b	17 G	6 mois emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans	Violences sur mineure de 15 ans. Art. 312	6 mois	6 mois	3 mois	Néant	Non
CC7	17 G	Admonestation	Violences sur mineure de 15 ans. Art. 312	Année 1968	6 mois	—	Néant	Non

C) *Infractions contre les biens*

CC8. — CC8 commet de nombreux vols de véhicules, et enfin dans la nuit du 16 au 17 octobre 1964 après avoir volé une voiture avec un majeur, tente de cambrioler un presbytère. Les deux inculpés munis de cagoules, escaladent le mur du presbytère, mais prennent la fuite rapidement sous les aboiements du chien du curé. Les articles visés dans le réquisitoire introductif, sont les articles 279 et 401.

CC9. — Une bande de sept jeunes mineurs accompagnés d'un majeur, commettent au cours du quatrième trimestre 1967 une série de vols dans des voitures et un vol qualifié, car vol en réunion, de nuit dans une maison habitée. Il s'agit d'une vraie bande organisée. Le vol qualifié au milieu de nombreux vols simples, a toujours été poursuivi dès le début de la procédure comme vol simple.

CC10. — Les cinq inculpés commettent, en janvier 1969, une série de vols, dont l'un est un cambriolage dans les locaux d'établissements industriels. Après ce cambriolage, trois des quatre inculpés fuient du domicile de leurs parents, mais ils sont rapidement appréhendés alors qu'ils se dirigeaient vers le territoire de Belfort.

Le vol qualifié, est dès le départ disqualifié par omission des circonstances aggravantes.

<i>Nom</i>	<i>Age Sexe</i>	<i>Sanction</i>	<i>Qualification Texte C.P.</i>	<i>Date des faits</i>	<i>Durée procédure</i>	<i>Durée détention provisoire</i>	<i>Casier judiciaire</i>	<i>Exclusion Excuse attén. de minorité</i>
CC8	17 G	8 mois emprisonnement	Vol, tentative de vol. Art. 2-3-379-401	Sept.-Oct. 1964	3 mois	2 mois	+	Non
CC9 a	16 G	100 F. amende	Vols Art. 379 401	Octobre à décembre 1967	4 mois	—	Néant	Non
CC9 b	17 G	200 F. amende			4 mois	—	Néant	Non
CC9 c	17 G	Liberté surveillée jusqu'à 19 ans			4 mois	—	Néant	Non
CC9 d	15 G	Liberté surveillée jusqu'à 19 ans			4 mois	—	Néant	Non
CC9 e	15 G	150 F. amende			4 mois	—	Néant	Non
CC9 f	15 G	Liberté surveillée jusqu'à 19 ans			4 mois	—	Néant	Non
CC9 g	13 G	Admonestation			4 mois	—	Néant	Non
CC10 a	16 G	6 mois emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans	Vols Art. 379-401	Janvier 1969	2 mois	6 semain.	+	Non
CC10 b	17 G	6 semaines emprisonnement			2 mois	6 semain.	Néant	Non
CC10 d	16 G	6 mois emprisonnement			2 mois	6 semain.	Néant	Non
CC10 c	15 G	Admonestation			2 mois	2 mois	Néant +	Non

Section III. — REGION SUD-EST.

§ 1. — DOSSIERS DE COURS D'ASSISES DES MINEURS

A) Infractions contre les personnes

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée procéd.	Durée détent. prov.	Casier jud.	Excl. Excuse att. de min.
A1 a	17 F	5 ans de réclusion criminelle	Parricide. Art. 299-302	20-1 1962	33 mois	10 mois	Néant	Oui
A1 b	36 F		Complicité de parricide		33 mois		Néant	

A1. — Une jeune fille de 17 ans avec la complicité de sa mère, tue son père, un homme très bien (disent les renseignements de police) qui simplement l'empêchait de sortir avec un jeune homme de son choix. La mère avait fourni à sa fille l'arme du meurtre en lui indiquant le fonctionnement, la fille tira sur son père endormi, en état d'ébriété. Les témoignages en ce qui concerne le père sont contradictoires, pour certains il était bon père, bon époux, tempérant, pour d'autres intempérant et manifestait une sévérité excessive à l'égard de sa fille. Les trois sœurs de A1 a. se constituent partie civile.

B) Infractions contre les mœurs

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée procéd.	Durée détent. prov.	Casier jud.	Excl. Excuse att. de min.
A2 a	17 G	4 ans empr.	Tentative de viol, attent. à la pudeur, complicité d'attentats à la pudeur. Art. 330 et suiv.	20-8 1967	11 mois	10 mois	+	Oui
A2 b	19 G	5 ans empr.			11 mois	10 mois	+	
A2 c	18 G	3 ans empr.			11 mois	10 mois	+	
A2 d	18 G	4 ans empr. av. sursis			11 mois	10 mois	Néant	

A2. — A2 a. b. c. et d. accostent une jeune serveuse du restaurant universitaire d'Aix, sur laquelle on a les meilleurs renseignements. Ils l'emmènent et tentent de la violer. La jeune fille se défend de façon acharnée et aucun des quatre accusés ne parvient à avoir des relations sexuelles complètes avec elle.

C) *Infractions contre les biens*

A3. — Après quelques réticences, lors de son premier interrogatoire par la police, A3 reconnaît être l'auteur de deux incendies. Le 30 avril 1965 en revenant de son travail, l'idée lui a pris en cours de route, de mettre le feu à la pinède qu'il traversait. Il rentre chez lui ensuite, et en retournant à son travail l'après-midi, il met le feu à une deuxième pinède.

L'année précédente, il avait commis des faits semblables, mais cette fois-là, était allé prévenir les pompiers. Pour les experts, dans le cas de A3 la satisfaction sexuelle éprouvée au cours des incendies, les tendances sadiques, constituent une constellation de signes montrant que ce sujet a des perversions instinctives, qui ne sont accessibles qu'à une thérapeutique prolongée, de type psychothérapique dans certaines conditions.

A4. — A4 a. avait décidé de s'assurer contre l'incendie, puis de mettre le feu à sa maison aidé de A4 b. et A4 c. Les trois individus exécutent leur projet, dans la nuit du 17 au 18 septembre 1966. A4 a. est rapidement soupçonné, étant donné sa situation financière louche.

A5. — A5 se rend coupable en janvier 1965, d'un vol avec violences, sur un chemin public, il était alors porteur d'un couteau, type poignard. En mars 1965, il fait irruption dans un bureau des P. et T. masqué et armé d'une carabine 22 long rifle, sa tentative de vol qualifié n'a manqué son effet que par la réaction du receveur qui a réussi à le désarmer et à neutraliser son agresseur. La première agression en janvier 1965 avait eu lieu à l'encontre d'un facteur alors que A5 savait que ce facteur au moment de l'agression transportait des sommes d'argent élevées. Lui-même était employé occasionnellement par l'Administration des P. et T. A5 prétend avoir commis ces agressions pour aider sa mère qui était dans une situation difficile.

A6. — A6 a. b. c. d. sont coupables après avoir volé une voiture, dans la nuit du 26 au 27 janvier 1965, d'avoir cambriolé à main armée un bar-tabac comportant un bureau du P.M.U. A6 d. a simplement joué le rôle de chauffeur dans l'affaire. A6 e. prouve qu'il n'était pas à Marseille au moment des faits, ne peut donc y avoir participé.

A7. — A7 a. et A7 b., le 23 mars 1964 font irruption, tous deux masqués de passe-montagne, et tenant en main des pistolets postiches, dans les bureaux du payeur de la sécurité sociale.

A7 a. et b. menacent le payeur de leurs faux pistolets, s'emparent de 9979 F. et s'en vont. Grâce à des témoins, A7 a. est reconnu, il dénonce A7 b.

A8. — A8 a. b. et c. quelquefois accompagnés de d. et e. commettent, en juin et septembre 1964 53 vols qualifiés, dont certains à main armée. La bande comprend en tout onze individus, dont des frères ; tous ont déjà été poursuivis pour une raison ou pour une autre.

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Excuse Exclusion attén. de minorité
A3	17 G	18 mois emprisonnement	Incendie volontaire Art. 434	30-4 1965	9 mois	9 mois	+	Non
A4 a	22 G	5 ans réclusion crimin.	Incendie volontaire Art. 434	17, 18-9 1966	19 mois	10 mois	+	Non
A4 b	22 G	3 ans emprisonnement			19 mois		Néant	
A4 c	17 G	3 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans			19 mois		Néant	
A5	17 G	5 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 5 ans	Vol qualifié et tentative de vol qualifié. Art. 382	Janvier 1965 Mars 1965	11 mois	11 mois	Néant	Non
A6 a	23 G	6 ans réclusion crimin.	Vols qualifiés Art. 381	26, 27 Janvier 1965	14 mois	8 mois	+	Non
A6 b	17 G	4 ans emprisonnement			14 mois		+	
A6 c	20 G	5 ans emprisonnement			14 mois		+	
A6 d	39 G	4 ans emprisonnement			14 mois		+	
A6 e	22 G	Acquittement			14 mois		+	
A7 a	18 G	5 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 5 ans	Vols qualifiés Art. 381	23-3 1964	12 mois	12 mois	+	Oui
A7 b	17 G	3 ans emprisonnement			12 mois	12 mois	Néant	
A8 a	22 G	6 ans réclusion crimin.	Vols qualifiés Art. 381	Juin 1964 à Janvier 1965	23 mois	23 mois	Néant	Non
A8 b	17 G	6 ans emprisonnement			23 mois	23 mois	Néant	
A8 c	17 G	5 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 5 ans			23 mois	23 mois	Néant	
A8 d	17 G	5 ans emprisonnement S.A.M.E. pendant 5 ans			23 mois	23 mois	Néant	
A8 e	43 G	1 an emprisonnement avec sursis			23 mois	23 mois	Néant	

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse attén. de minorité
A9 a	17 G	1 an emprisonnement S.A.M.E. pendant 5 ans	Vols qualifiés Art. 381 Association de malfaiteurs. Art. 265-266	Année 1965	15 mois	5 mois	Néant	Non
A9 b	17 G	3 ans emprisonnement			15 mois	15 mois	Néant	Non
A9 c	18 G	4 ans emprisonnement			15 mois	15 mois	+	
A9 d	17 G	3 ans emprisonnement			15 mois	15 mois	Néant	Non
A9 e	19 G	4 ans emprisonnement			15 mois	15 mois	Néant	
A9 f	25 G	5 ans réclus. criminelle			15 mois	15 mois	Néant	
A9 g	19 G	3 ans emprisonnement			15 mois	15 mois	Néant	
A9 h	19 G	3 ans emprisonnement			15 mois	15 mois	Néant	
A9 i	21 G	4 ans emprisonnement			15 mois	15 mois	Néant	
A9 j	21 G	4 ans emprisonnement			15 mois	15 mois	Néant	
A10 a	17 G	3 ans emprisonnement	Vols qualifiés. Art. 381 Vols simples. Art. 379-401 Tentative de vol qualifié Association de malfai- teurs. Art. 265-266	Juillet Août 1966	24 mois	23 mois	+	Oui
A10 b	21 G	4 ans emprisonnement			24 mois	23 mois	Néant	
A10 c	16 G	4 ans emprisonnement			24 mois	23 mois	+	Oui
A10 d	20 G	2 ans emprisonnement			24 mois	23 mois	+	
A11 a	26 G	10 ans réclusion criminelle	Vols qualifiés Art. 381	Mars à octobre 1966	24 mois		+	
A11 b	24 G	Acquittement			24 mois		+	
A11 c	36 G	4 ans emprisonnement			24 mois		Néant	
A11 d	31 G	12 ans réclusion criminelle			24 mois		+	
A11 e	23 G	6 ans réclusion criminelle			24 mois		Néant	
A11 f	17 G	Acquittement			24 mois	6 mois	Néant	Non

L'âge des membres de la bande varie de 15 à 22 ans, avec en plus le père de l'un des membres âgé de 43 ans, qui n'est en rien le leader de cette bande, mais participe de temps à autre à ses activités nocturnes.

A9. — Dix membres d'une bande sont poursuivis pour association de malfaiteurs, plus exactement, entente établie, dans le but de commettre des crimes contre la propriété. Ils sont poursuivis également pour avoir commis de nombreux vols qualifiés, jamais à main armée, mais de nuit en réunion, avec escalade, effraction, et avec la disposition d'une voiture.

A10. — A10 a. b. et c. se sont, au courant du mois de juillet 1966, affiliés à une association formée dans le but de préparer et de commettre des crimes contre les personnes, ou les propriétés. En plus des quatre accusés, il y avait quatre autres individus impliqués dans les nombreux vols qualifiés commis, mais pour ceux-ci, les charges sont insuffisantes pour justifier leur inculpation.

A11. — Cette bande d'adultes et non d'adolescents, à proprement parler cette association de malfaiteurs entraînant de temps à autre un mineur, commet à Marseille, de mars à octobre 1966, un grand nombre de vols qualifiés dont certains à main armée. La plupart des adhérents à cette association ont déjà été condamnés.

§ 2. DOSSIERS CORRECTIONNALISÉS

A) Infractions contre les mœurs

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée procéd.	Durée détent. prov.	Casier judic.	Exclus. Excuse attén. de minor.
CA1 a	17 G	Remis à la famille	Outrage public	31-3 1967	12 mois	15 jours	Néant	Non
CA1 b	21 G	Disjonction	à la pudeur Art. 330				Néant	

CA1. — CA 1 et un majeur pénal, ont commis un attentat aux mœurs à l'encontre d'une jeune fille de 17 ans. L'affaire avait été ouverte sous la qualification de viol, mais il résulte de l'information que la jeune fille a opposé très peu de résistance à ce viol, l'infraction est disqualifiée en outrage public à la pudeur.

B) *Infractions contre les biens*

CA2. — CA2 a. b. et c. sont prévenus d'avoir, avec quelques majeurs, commis un certain nombre de vols au courant du mois de janvier 1967, à Toulon, certains de ces vols sont des vols qualifiés, mais dès le réquisitoire introductif, ils sont poursuivis sous la qualification de vols simples.

CA3. — CA3 a. et b. commettent un certain nombre de vols au courant du mois de janvier 1967, dont quelques cambriolages de villas aux environs de Toulon. Pour ces cambriolages ils sont de temps à autre accompagnés de majeurs pénaux, mais ne sont pas réellement affiliés à une bande.

CA4. — CA4 a. b. et c. font partie d'une bande (les majeurs pénaux sont traduits devant le tribunal correctionnel) qui a commis de mars à juin 1967, un grand nombre de vols de voitures de jour et de nuit, et un cambriolage, lequel est correctionnalisé dès le réquisitoire introductif d'instance.

CA5. — Les huit prévenus forment, avec quelques majeurs pénaux, une bande organisée, qui, alors qu'elle avait déjà commis des vols multiples, se fait prendre dans la nuit du 7 au 8 mai 1965 en frain de cambrioler, à Toulon, les bureaux d'une compagnie d'assurances.

Plusieurs membres de la bande avaient commis d'autres vols qualifiés dans la région de Toulon. Dès le réquisitoire introductif, toutes les infractions commises sont qualifiées de vols simples.

CA6. — Il s'agit, dans cette affaire, d'un certain nombre de vols qualifiés, mêlés à des vols simples, tous poursuivis sous la qualification de vols simples dès le début de la poursuite.

CA7. — CA7 a. et b., mineurs de 17 ans, non affiliés à une bande, commettent ensemble au cours du mois de février 1968, de multiples vols dont beaucoup sont qualifiés parce que de nuit, en réunion, avec armes, avec la disposition d'une voiture pour fuir, à l'aide d'effractions ou d'escalades.

CA8. — Dans cette affaire, il s'agit de mineurs affiliés à une bande comportant également des majeurs, spécialisés dans le vol de véhicules mais commettant de temps à autre, d'autres vols qualifiés au sens de l'article 381 du C.P. L'ensemble de ces infractions dès le réquisitoire introductif fut poursuivi sous la qualification de vol simple.

CA9. — A nouveau, il s'agit de mineurs affiliés à une bande qui ne comment pas seulement des vols de véhicules, mais toutes sortes d'autres vols, tous correctionnalisés.

Nom	Age Sexe	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse atten. de minorité
CA2 a	17 G	6 mois emprisonnement avec sursis	Vols. Art. 379-401	Janvier 1967	5 mois	5 mois	+	Non
CA2 b	16 G	15 mois emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans			5 mois	5 mois	+	Non
CA2 c	16 G	6 mois emprisonnement avec sursis			5 mois	5 mois	+	Non
CA2 d	e f g h	Disjonction majeurs						
CA3 a	17 G	1 an emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans	Vols. Art. 379-401	Janvier 1967	8 mois	5 mois	Néant	Non
CA3 b	16 G	1 an emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans			8 mois	détenu autre cause	+	Non
CA4 a	17 G	1 an emprisonnement avec sursis	Vols. Art. 379-401	Mars à Juin 1967	3 mois	3 mois	+	Non
CA4 b	16 G	6 mois emprisonnement avec sursis			3 mois	3 mois	+	Non
CA4 c	15 G	Liberté surveillée jusqu'à 18 ans			3 mois	—	Néant	Non
CA4 d	e f	Disjonction majeurs						

<i>Nom</i>	<i>Age Seze</i>	<i>Sanction</i>	<i>Qualification Texte C.P.</i>	<i>Date des faits</i>	<i>Durée procédure</i>	<i>Durée détention provisoire</i>	<i>Casier judiciaire</i>	<i>Exclusion Excuse attén. de minorité</i>
CA5 a	17 G	18 mois emprisonnement en prison-école	Vols, conduite sans permis Art. 379-401 L 12. Code de la route	Mai 1967	4 mois	4 mois	+	Non
CA5 b	17 G	8 mois emprisonnement			4 mois	4 mois	Néant	Non
CA5 c	16 G	18 mois emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans			4 mois	4 mois	Néant	Non
CA5 d	17 G	18 mois emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans			4 mois	4 mois	Néant	Non
CA5 e	16 G	8 mois emprisonnement			4 mois	4 mois	+	Non
CA5 f	14 G	1 an emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans			4 mois	—	+	Non
CA5 g	16 G	Liberté surveillée jusqu'à 18 ans			4 mois	—	+	Non
CA5 h	16 G	Liberté surveillée jusqu'à 18 ans			4 mois	—	Néant	Non
CA6	17 G	8 mois emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans	Vols, complicité Recel Art. 379-401-460	Août Octobre 1967	5 mois	5 mois	Néant	Non
CA6 b	17 G	8 mois emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans			5 mois	5 mois	+	Non
CA6 c	17 G	8 mois emprisonnement			5 mois	5 mois	+	Non
CA6 d	15 G	Liberté surveillée jusqu'à 18 ans			5 mois	5 mois	Néant	Non
CA6 e	15 G	Liberté surveillée jusqu'à 18 ans			5 mois	5 mois	Néant	Non

Nom	Age Seze	Sanction	Qualification Texte C.P.	Date des faits	Durée procédure	Durée détention provisoire	Casier judiciaire	Exclusion Excuse attén. de minorité
CA7 a CA7 b	17 G 17 G	10 mois emprisonnement 10 mois emprisonnement	Vols, port d'armes prohibé, Art. 2-3-379- 401-445 C.P.	Février 1968	3 mois 3 mois	3 mois 3 mois	+ +	Non Non
CA8 a CA8 b	17 G 15 G	1 an prison-école 3 mois emprisonnement avec sursis	Vols, Art. 379-401	Janvier Février Mars 1968	3 mois 3 mois	3 mois 3 mois	+ +	Non Non
CA8 c	17 G	3 mois emprisonnement avec sursis			3 mois	3 mois	+	Non
CA8 d	17 G	3 mois emprisonnement avec sursis			3 mois	—	Néant	Non
CA8 e	16 G	1 an emprisonnement S.A.M.E. pendant 3 ans			3 mois	3 mois	Néant	Non
CA9 a CA9 b CA9 c	17 G 17 G 17 G	2 ans emprisonnement prison-école 8 mois emprisonnement Liberté surveillée jusqu'à 20 ans	Vols, tentatives de vols, défaut de permis de conduire, Art. 379-401 L. 12 Code de la route	Janvier Février 1968	4 mois 4 mois 4 mois	4 mois 4 mois —	+ Néant Néant	Non Non Non
CA9 d CA9 e CA9 f	17 G 16 G 17 G	2 ans emprisonnement 15 mois emprisonnement 1 an emprisonnement			4 mois 4 mois 4 mois	— — 4 mois	+ Néant Néant	Non Non Non
CA10 a CA10 b	16 G 16 G	6 mois emprisonnement 6 mois emprisonnement	Vols, Art. 379-401	14, 15-5 1968	2 mois 2 mois	2 mois 2 mois	+ +	Non Non
CA11 a CA11 b	17 G c et d	30 mois prison-école Majeurs disjonction	Vols, Art. 379-401	Janvier Mars 1968	6 mois	6 mois	+	Non

CA10. — Deux mineurs, dont l'un en fugue de l'I.P.E.S. de Neufchâteau, volent, les 14 et 15 mai 1968, deux voitures, de l'argent et commettent un vol qualifié au préjudice d'une colonie de vacances, mais pour y prendre simplement des conserves. Ce dernier vol, bien que qualifié aux yeux de la loi, est poursuivi comme vol simple dès le début de la procédure.

CA11. — A la fin du mois de mars 1968, la Sûreté interpellait deux majeurs soupçonnés de nombreux cambriolages dans les commerces de la région de Toulon (de nuit, en réunion, avec effraction, avec la disposition d'une voiture). Les deux majeurs avouent, il s'avère que ces vols qualifiés ont été commis avec un troisième majeur, et le mineur en cause CA11. En tout il s'agit de quatorze vols dont deux effractions de coffre-fort, deux vols à main armée. Tous ces vols dès le réquisitoire introductif ont été considérés comme des vols simples.

*
**

Cet inventaire des dossiers étudiés, doit permettre maintenant de conclure le chapitre par une quatrième section consacrée à quelques observations quant aux moments et aux procédés de correctionnalisation.

Section IV. — *LES MOMENTS ET LES PROCÉDES DE CORRECTIONNALISATION*

En effet, il est intéressant d'observer non seulement comment sont correctionnalisées les infractions rencontrées, mais encore à quel moment de la procédure elles le sont.

§ 1. — LE MOMENT DE LA CORRECTIONNALISATION

A) Analyse générale.

Dans les affaires étudiées, nous avons pu remarquer que souvent la correctionnalisation était opérée dès le réquisitoire introductif, dans ce cas à aucun moment de la procédure, l'affaire n'apparaît sous son vrai jour. Par exemple en matière de vol qualifié, ainsi que nous l'avons très fréquemment vu, dès le réquisitoire introductif on poursuit pour infraction aux articles 379 et 401 C.P. Par contre, si la décision de disqualifier n'est pas certaine, mais probable au moment de l'ouverture des poursuites, les infractions visées au réquisitoire introductif seront les articles 379 et suivants en matière de vol, ou 330 et suivants en matière d'infraction contre les mœurs, ce qui laisse toute liberté de qualifier comme bon semblera au cours de l'instruction. C'est une pratique courante des Parquets d'user de qualifications très générales dans le réquisitoire introductif.

Mais il arrive également, et c'est souvent ce qui se passe pour les attentats aux mœurs, que ce soit la qualification criminelle qui soit retenue à l'ouverture de l'information et que ce ne soit que dans l'ordonnance de clôture de l'instruction, qu'apparaisse la qualification correctionnelle. La formule rencontrée alors est souvent la suivante :

« Attendu que les faits visés au réquisitoire introductif, sous la qualification d'attentat aux mœurs, constituent en réalité le délit de violences à enfants de moins de quinze ans ».

B) *Analyse régionale et par type d'infraction*

Nous sommes amenés à conclure que, quant au moment de la correctionnalisation, il n'y a pas de différences sensibles dans la pratique des Parquets, des trois cours considérées autant que nous pouvons en juger, par le petit nombre de dossiers étudiés, si ce n'est qu'à Colmar, les attentats aux mœurs sont quelquefois correctionnalisés dès le réquisitoire introductif.

Mais s'il n'y a pas de différences notables par cours ou régions, quant au moment où intervient la correctionnalisation, il y en a par types d'infractions.

Pour les vols qualifiés, la correctionnalisation apparaît comme quasi automatique, ou du moins la décision de correctionnaliser quelle que soit la cour considérée, est prise dès l'ouverture de l'information. Dans le réquisitoire introductif, l'infraction apparaît sous sa plus petite expression pénale possible, par omission de circonstances aggravantes. Par contre pour les infractions contre les mœurs, la correctionnalisation quand correctionnalisation il y a, apparaît comme plus réfléchie, parce que moins automatique d'abord, parce que ensuite, n'intervenant le plus souvent qu'à la clôture de l'instruction.

En résumé, dans la plupart des cas en matière de vols qualifiés, la disqualification se fait dès l'ouverture de l'information, en matière d'attentats aux mœurs, elle ne se fait qu'à la clôture de l'information.

Il nous faut donner maintenant, un rapide résumé des procédés de correctionnalisation rencontrés, après avoir énoncé de quels types d'infractions il s'agissait dans les dossiers étudiés.

§ 2. LES PROCÉDÉS DE CORRECTIONNALISATION PAR TYPE D'INFRACTIONS

A) *Les types d'infractions correctionnalisées — Analyse générale et par cours d'appel.*

Le tableau qui suit donne pour la période 1952-1967, par catégorie d'infractions le nombre des mineurs jugés par les cours d'assises des mineurs des ressorts des cours, de Paris, de Colmar et d'Aix.

(I)	Paris	Colmar	Aix
Infractions contre			
les personnes	42	12	7
les mœurs	27	7	1
les biens	53	10	20

Les deux tableaux ci-dessous donnent le nombre des mineurs de seize à dix-huit ans, en cause dans les dossiers étudiés.

(II) Dossiers étudiés (cours d'assises des mineurs)

	Paris	Colmar	Aix
Infractions contre			
les personnes	12	5	1
les mœurs	9	6	1
les biens	12	2	13

(III) Dossiers étudiés (correctionnalisés)

	Paris	Colmar	Aix
Infraction contre			
les personnes	—	6	—
les mœurs	30	9	1
les biens	30	7	32

On note en premier lieu, que nous n'avons rencontré aucune affaire criminelle contre les personnes *stricto sensu*, correctionnalisée ; en effet, les six mineurs jugés par le tribunal pour enfants de Colmar pour délit contre les personnes (coups et blessures volontaires, affaire CC1 et CC2) ne sont pas des mineurs pour lesquels un crime contre les personnes a été disqualifié en délit contre les personnes, mais des mineurs ayant commis des vols qualifiés avec violences, disqualifiés en délits de coups et blessures volontaires d'une part, vols d'autre part.

On note ensuite dans un autre ordre d'idée, que quelle que soit la cour d'appel considérée pour un nombre de dossiers correctionnalisés étudiés, proche de celui des dossiers de cours d'assises des mineurs étudiés, il y a deux fois plus de mineurs en cause. On peut donc conclure que les affaires qui sont le fait de bandes sont plus souvent correctionnalisées que celles qui sont le fait d'un seul mineur, ou d'un mineur agissant seulement avec un ou deux coauteurs ou complices. Alors que pour le code pénal, la coparticipation est une circonstance aggravante, il semblerait qu'aux yeux des Parquets et pour les mineurs, la coparticipation soit une circonstance atténuante. Les études des psychosociologues sur les petits groupes ont permis de comprendre que les mécanismes de la décision au sein d'un petit groupe sont différents des mécanismes de la décision chez un individu agissant seul, ou chez des individus agissant simplement à deux ou trois. La prise de conscience d'accomplir un acte illicite, n'est pas aussi claire, est plus diffuse chez un mineur appartenant à une bande délinquante que chez un mineur agissant seul ou avec un camarade. La position des Parquets consistant à correctionnaliser

plus facilement les crimes en bande, que les crimes commis seul ou à deux ou trois, serait tout à fait en harmonie avec les découvertes faites sur les phénomènes de groupe.

Il est difficile avec seulement les quelques chiffres cités plus haut, de déceler une différence dans la politique de correctionnalisation des cours de Paris, d'Aix et de Colmar. On remarque que dans le ressort de la cour d'Aix, il y a un nombre curieusement bas d'infractions criminelles ou correctionnelles contre les mœurs, et particulièrement élevé d'infractions contre les biens, nous verrons que les critères de correctionnalisation de ces crimes contre les biens ne sont guère précis.

Crimes contre les biens, crimes contre les mœurs, voilà les catégories d'infractions correctionnalisées souvent et facilement, mais par quels procédés ?

B) *Les procédés de correctionnalisation*

Dans les questionnaires de dépouillement des dossiers, on avait noté quatre procédés différents de correctionnalisation possibles :

- l'omission de circonstances aggravantes,
- la disqualification en donnant aux faits une définition qui n'est pas la bonne,
- l'échec à la règle de la plus haute expression pénale,
- l'action sur l'élément intentionnel de l'infraction.

De correctionnalisation par action sur l'élément intentionnel, nous n'en avons rencontré aucun cas ; c'est le procédé employé pour correctionnaliser certains crimes contre les personnes. C'est le procédé qui, par exemple, permet de passer de l'infanticide à l'homicide involontaire.

Le procédé de l'omission des circonstances aggravantes est celui employé, dès que l'on veut passer du vol qualifié au vol simple, c'est le procédé qui a été utilisé dans tous les dossiers correctionnalisés étudiés concernant des vols.

Les deux procédés, de la disqualification en donnant aux faits une définition qui n'est pas la bonne, et de l'échec à la règle de la plus haute expression pénale, sont ceux employés dans le cas de crimes contre les mœurs. Dans tous les dossiers de crimes contre les mœurs correctionnalisés étudiés, il s'agissait de viols caractérisés ou de tentatives de viols caractérisés. Dès que la victime avait moins de quinze ans, la qualification finalement retenue était celle de l'article 312 : violences à enfant de moins de quinze ans. Quand la victime a plus de quinze ans, le viol est soit disqualifié en violences avec préméditation (article 311 C.P.), soit en outrage public à la pudeur (article 330 C.P.).

Mais la question intéressante n'est pas tant la question technique des procédés de correctionnalisation, c'est celle de la recherche des critères possibles de correctionnalisation, en se fondant sur les quelques dossiers étudiés.

CHAPITRE II

RECHERCHE DE CRITERES DE CORRECTIONNALISATION

La recherche de critères de correctionnalisation suppose au préalable la formulation d'hypothèses qui, si elles se vérifiaient conduiraient à énoncer, pour un observateur qui se placerait du point de vue du magistrat chargé de la qualification de l'infraction, des critères objectifs de correctionnalisation.

Nous ne nous situons, bien entendu, que dans le cas des mineurs justiciables de la cour d'assises des mineurs.

La première hypothèse sera celle-ci : le mineur délinquant primaire voit son crime correctionnalisé dès que cela est possible. Cette hypothèse pour pouvoir être vérifiée, nous oblige à étudier les casiers judiciaires de tous les mineurs et majeurs rencontrés dans les dossiers.

Une seconde hypothèse consisterait à penser que la correctionnalisation d'un crime d'adolescent dépend du nombre et de l'âge des participants à l'infraction. En cas de coparticipation de majeurs à l'infraction, pour éviter la disjonction des affaires, pour des faits à peu près semblables, l'affaire serait moins facilement correctionnalisée.

Au sujet de la gravité des faits, il y a une troisième hypothèse à formuler, mais ne pouvant conduire qu'à un critère subjectif de correctionnalisation : selon la gravité que le magistrat instructeur jugera bon d'attribuer aux faits, l'affaire sera correctionnalisée ou non. La gravité des faits peut être fonction de la nature matérielle de ces faits, des circonstances dans lesquelles ils ont été accomplis, et également, de la personnalité de la victime (exemple : le chauffeur de taxi) ou du dommage causé.

Enfin, il serait tout à fait concevable d'imaginer que la correctionnalisation ou non d'un crime d'adolescent, dépende de la personnalité de ce mineur, des causes que l'on peut attribuer à son infraction ; ce sera notre quatrième hypothèse.

Section I. — CRITERES OBJECTIFS DE CORRECTIONNALISATION

§ 1. LE CASIER JUDICIAIRE

Observations quant à un critère de correctionnalisation fondé sur l'analyse des casiers judiciaires

A partir des dossiers étudiés, plusieurs types de calculs peuvent être faits. On peut se demander d'abord, quelle est la proportion de délinquants primaires (61) parmi les adolescents jugés par la cour d'assises des mineurs. Cette question est à se poser également pour les mineurs jugés par le tribunal pour enfants, et dont le crime a été correctionnalisé.

Les tableaux qui suivent récapitulent les chiffres et pourcentages calculés.

Tableau I. — COUR D'ASSISES DES MINEURS

Mineurs de 16 à 18 ans jugés

	Paris		Colmar		Aix		Total	
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%
Casiers vierges	25	76 %	8	61,5 %	11	69 %	44	71 %
Casiers chargés	8	24 %	5	38,5 %	5	31 %	18	29 %
Total	33	53 %	13	21 %	16	26 %	62	100 %

Tableau II. — TRIBUNAL POUR ENFANTS

	Paris		Colmar		Aix		Total	
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%
Casiers vierges	40	68 %	15	65 %	13	39,5 %	18	59 %
Casiers chargés	19	32 %	8	35 %	20	60,5 %	47	41 %
Total :	59	51,5 %	23	20 %	33	28,5 %	115	100 %

(61) Nous entendons par délinquant primaire celui qui n'a jamais été condamné par une juridiction répressive.

Les chiffres totaux nous conduisent à cette première observation, la proportion des casiers judiciaires vierges est plus importante pour les mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs que pour ceux jugés par le tribunal pour enfants ; en effet, 71 % des mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs rencontrés dans les dossiers étudiés ont un casier judiciaire portant la mention néant, alors que seulement 59 % de ceux jugés par le tribunal pour enfants sont des délinquants primaires.

De prime abord, cette constatation semble réfuter totalement notre hypothèse selon laquelle le casier judiciaire serait un critère de correctionnalisation ; mais avant de conclure, étudions chiffres et pourcentages pour les trois cours d'appel de Paris, Colmar, Aix.

Nous remarquons qu'à Paris la différence des pourcentages des casiers judiciaires vierges et chargés pour les mineurs de seize à dix-huit ans jugés par la cour d'assises des mineurs et le tribunal pour enfants n'est pas énorme (76 %-24 % cour d'assises des mineurs, 68 %-32 % tribunal pour enfants), mais il est impossible à la lecture de ces chiffres de dire qu'un mineur a plus de chance de voir son crime correctionnalisé quand il est délinquant primaire. Il faut noter cependant que les chiffres sont faussés en ce qu'ils comprennent pour les mineurs de seize à dix-huit ans jugés par la cour d'assises des mineurs, le cas des mineurs auteurs d'infractions contre les personnes non correctionnalisables ou très difficilement correctionnalisables. Nous donnerons ci-après un tableau de résultats pour les adolescents de seize à dix-huit ans jugés, ne comprenant que les auteurs de crimes contre les mœurs et contre les biens.

Pour le ressort de la cour d'appel de Colmar, les pourcentages obtenus correspondent plus à ce qu'on pouvait s'attendre qu'ils soient ; en effet, on trouve une proportion légèrement plus grande de casiers vierges chez les mineurs jugés par le tribunal pour enfants, que chez ceux jugés par la cour d'assises des mineurs (65 %-61,5 %). Bien entendu, étant donné le petit nombre de dossiers étudiés, ces résultats sont peu significatifs.

A Aix, les proportions quoique portant sur de petits nombres sont très intéressantes, si 69 % des mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs ont un casier vierge, seulement 39,5 % de ceux jugés par le tribunal pour enfants en ont un. Ceci peut s'expliquer de la façon suivante : les infractions correctionnalisées sont le plus souvent dans le ressort de la cour d'Aix, des petits vols qualifiés si l'on peut s'exprimer ainsi, commis par des bandes d'adolescents, dont les membres ont pour la plupart comparu une ou plusieurs fois déjà devant le tribunal pour enfants, mais pas pour des faits d'une extrême gravité. Par contre, les mineurs traduits devant la cour d'assises des mineurs semblent être indépendamment de leur casier judiciaire, des mineurs que l'on considère avoir commis des faits graves.

Le tableau qui suit donne les nombres et les pourcentages de mineurs de 16 à 18 ans, rencontrés dans les dossiers, auteurs d'infractions contre les biens et contre les mœurs dont les casiers judiciaires portent la mention néant, ou au contraire sont chargés.

Tableau III

	Paris		Colmar		Aix		Total	
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%
Casiers vierges	15	71,5 %	5	62,5 %	10	66,6 %	30	68 %
Casiers chargés	6	28,5 %	3	37,5 %	5	33,3 %	14	32 %
Total :	21	47,5 %	8	18 %	15	34,5 %	44	100 %

Le tableau III ci-dessus est plus comparable au tableau II de la page 172 que le tableau I puisqu'il contient des chiffres ne concernant que des mineurs auteurs d'infractions contre les biens et les mœurs, comme le tableau II. On est obligé de remarquer que la proportion de mineurs délinquants primaires est toujours plus importante parmi les mineurs déferés à la cour d'assises des mineurs, que pour ceux déferés devant un tribunal pour enfants après correctionnalisation de leur crime. Le critère de correctionnalisation à tirer de l'analyse des casiers judiciaires, n'est donc pas à retenir, ou du moins à retenir seul.

Avant d'affirmer cette proposition, il faudrait encore tenir compte du fait que pour une seule infraction sont souvent en cause plusieurs mineurs et majeurs, dont les uns peuvent être des délinquants primaires et les autres non. Or l'affaire ne peut être correctionnalisée que d'un bloc, on ne peut donc prendre en considération le casier judiciaire de l'un des mineurs en cause sans prendre en considération tous les casiers judiciaires de tous les mineurs en cause pour une même affaire. Certains peuvent être chargés et d'autres vierges. Nous allons calculer le pourcentage d'affaires renvoyées devant la cour d'assises des mineurs ou devant le tribunal pour enfants, dans lesquelles tous les auteurs ou complices sont des délinquants primaires, ou dans lesquelles tous les auteurs ou complices ont un casier judiciaire chargé.

COUR D'ASSISES DES MINEURS

Pour une même affaire	Paris		Aix		Colmar		Total	
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%
Casiers tous vierges	15	68 %	3	27,3 %	8	80 %	26	60,5 %
Casiers tous chargés	1	4,5 %	2	18,2 %	2	20 %	5	11,5 %
Casiers vierges et chargés	6	27,5 %	6	54,5 %	0	0 %	12	28 %
Total :	22	51 %	11	25,5 %	10	23,5 %	43	100 %

TRIBUNAL POUR ENFANTS

Pour une même affaire	Paris		Aix		Colmar		Total	
	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%	Nomb.	%
Casiers tous vierges	11	38 %	1	9 %	4	40 %	16	32 %
Casiers tous chargés	5	17 %	4	36,5 %	2	20 %	11	22 %
Casiers vierges et chargés	13	45 %	6	54,5 %	4	40 %	23	46 %
Total :	29	58 %	11	22 %	10	20 %	50	100 %

On observe qu'il y a en quelque sorte plus d'homogénéité dans les antécédents judiciaires des coparticipants à une même infraction criminelle, que dans ceux des coparticipants à une même infraction correctionnalisée. Ces résultats sont quelque peu faussés du fait que l'on a tenu compte des affaires où un seul auteur est en cause. On remarque une fois de plus cependant, que le casier judiciaire ne peut être considéré comme un critère de correctionnalisation, 60 % des affaires étudiées et jugées par la cour d'assises des mineurs sont des affaires dont aucun des auteurs n'a été déjà traduit devant une juridiction répressive, alors qu'il n'en est de même que pour 32 % des affaires étudiées, jugées par le tribunal pour enfants.

§ 2. LE NOMBRE ET L'ÂGE DES PARTICIPANTS A UNE MÊME INFRACTION

Pourquoi penser que le nombre et l'âge des participants à une même infraction est, ou pourrait être, un critère de correctionnalisation ?

Pourquoi penser que les affaires qui sont le fait de bandes d'adolescents, sont ou pourraient être plus facilement correctionnalisées que celles qui sont le fait d'un auteur ou de deux ? La réponse à ces questions exige que l'on rappelle quelques données fondamentales sur le phénomène des bandes, que l'on dise quelques mots des découvertes de la sociologie et de la psychologie sociale à ce sujet (62).

Nous emprunterons à M. Philippe Robert, sa définition de la bande : « On nomme bande des groupes informels composés essentiellement d'adolescents, en nombre assez restreint, précision faite que l'attitude de ce groupe apparaît à l'ensemble de la société comme marginale, voire déviante... certains disent même pathologique ».

(62) Bloch et Niederhoffer : « Les bandes d'adolescents », Payot, 1963. — Vaucresson, 1963, « La délinquance des jeunes en groupe ». — Roger Muchielli : « Comment deviennent-ils délinquants ? », E.S.F., 1965. — Ph. Robert : « Les bandes d'adolescents ». Editions Ouvrières, 1966.

La bande est un petit groupe qui manifeste le problème qui existe dans toutes les civilisations, celui de la transition entre l'enfance et l'âge adulte. Bien entendu toutes les bandes ne sont pas délinquantes, la plupart ne sont pas créées en vue de la délinquance, mais souvent le deviennent par la suite. De nombreux adolescents qui ne seraient pas devenus délinquants seuls, le deviennent par le biais de la bande. Ceci s'explique très bien, le groupe dilue les responsabilités, le groupe parachève le désengagement individuel. Un acte qui est le fait d'un groupe n'est le fait personnellement d'aucun des membres de ce groupe. Dans la bande, le groupe devient mesure de toute chose. L'individu conserve peu de défenses que le groupe ne puisse battre en brèche. Il en résulte que la délinquance en groupe devrait être considérée différemment de la délinquance d'individus isolés. En effet, ceux des délinquants qui n'ont pas besoin d'une bande, sont ceux qui ont réalisé tout seul l'achèvement du désengagement social, donc qui sont peut être plus asociaux au départ, mais peut être plus facilement réadaptables parce non soutenus par une bande, dont la valeur est le mépris des valeurs.

Sur le plan de la correctionnalisation, demandons-nous maintenant si pour les quelques dossiers étudiés, il semble que les Parquets aient agi de la même façon selon que l'affaire était le fait d'un groupe, ou d'un ou deux individus isolés.

A) *Le nombre des participants à une même infraction*

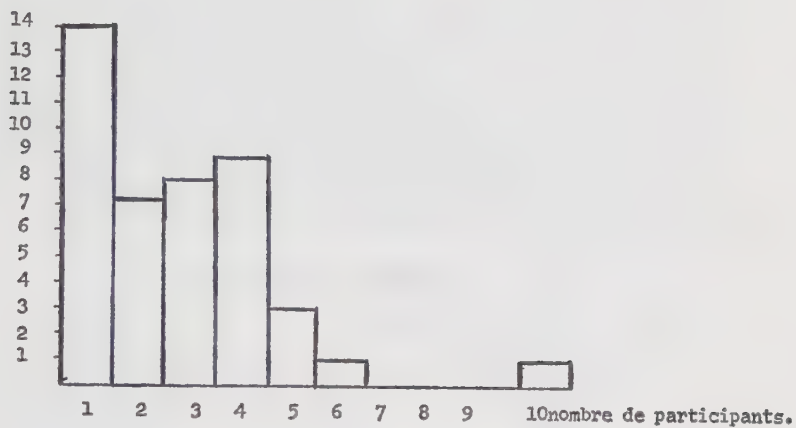
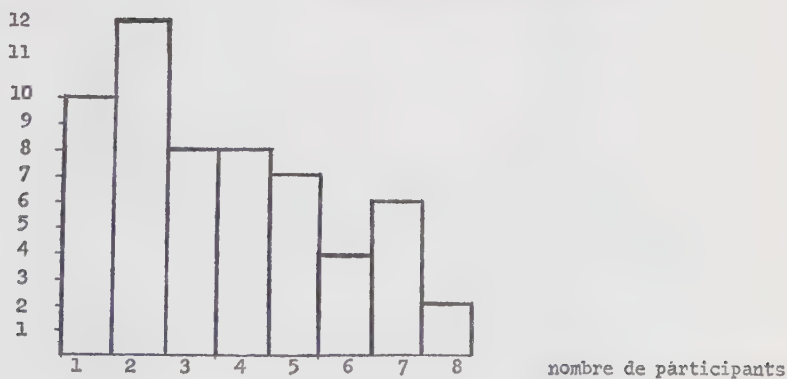
Les diagrammes qui suivent sont représentatifs du nombre d'affaires par nombre de participants d'abord pour les affaires criminelles, ensuite pour les affaires correctionnalisées.

On observe le grand nombre d'affaires criminelles qui sont le fait d'un seul auteur (63), et la baisse énorme du nombre d'affaires à partir de cinq auteurs ; par contre pour les affaires correctionnalisées, on relève encore un assez grand nombre de cas au-delà de quatre auteurs, il s'agit surtout d'infractions contre les biens commises par des bandes plus ou moins organisées. Il semble que les Parquets de Paris, Colmar et Aix manifestent une certaine indulgence vis-à-vis de ces bandes, sauf lorsque les faits commis sont très graves.

Il ne faudrait pas omettre de rappeler cependant que correctionnalisation ne signifie pas nécessairement indulgence, il suffit pour s'en convaincre de citer l'exemple de l'infanticide, qui s'il fut correctionnalisé légalement en 1941, le fut pour assurer la répression de cette infraction.

Mais dans le cas des adolescents criminels, qui seront soit jugés par la cour d'assises des mineurs, soit jugée par le tribunal pour enfants si leur crime est correctionnalisé, l'examen des peines infligées par le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs, oblige à conclure que correctionnalisation équivaut à peine moins rigoureuse.

(63) Dans l'étude dossiers toute différente effectuée dans le cadre d'une enquête menée à Vaucresson (cf. supra note 15), nous avons également remarqué le très grand nombre d'affaires de mineurs criminels ne mettant en cause qu'un mineur, phénomène encore plus frappant pour les mineurs de moins de seize ans que pour ceux de seize à dix-huit ans.

Nombre d'affairesAFFAIRES CRIMINELLESNombre d'affairesAFFAIRES CORRECTIONNALISEES

Si le critère du nombre des participants à une infraction, peut apparaître comme influant dans une certaine mesure sur la correctionnalisation, il n'est en rien déterminant. A l'examen du nombre des participants à une même infraction doit s'ajouter celui de l'âge des auteurs d'une même infraction.

B) *L'âge des participants à une même infraction*

Nous n'examinerons que les affaires qui sont le fait de bandes ou d'embryons de bandes, en essayant de vérifier l'hypothèse selon laquelle plus l'âge moyen de la bande est bas, plus on a tendance à correctionnaliser les faits commis. Nous donnons ci-après, parmi les dossiers étudiés, la liste des affaires criminelles qui peuvent être considérées comme le fait de bandes, à cause du nombre de participants à l'infraction, et de l'organisation de ces participants en groupe, à cause des rapports qui existent entre les membres de ces petits groupes, tels que l'on peut les déceler au travers de dossiers.

On donnera ensuite la liste des affaires correctionnalisées qui, pour les mêmes raisons, peuvent être considérées comme le fait de bandes.

AFFAIRES CRIMINELLES

a) CRIMES CONTRE LES PERSONNES

<i>Numéro de l'affaire</i>	<i>Age moyen des participants</i>
P 1	18 ans
P 8	17 ans
C 4	19 ans

Total 3 affaires — Age moyen 18 ans environ

b) CRIMES CONTRE LES MŒURS

<i>Numéro de l'affaire</i>	<i>Age moyen des participants</i>
P 9	17 ans
P 10	21 ans
P 11	20 ans
P 12	17 ans
P 13	18 ans
C 5	17 ans
A 5	18 ans

Total 7 affaires — Age moyen 18 ans environ

c) CRIMES CONTRE LES BIENS

<i>Numéro de l'affaire</i>	<i>Age moyen des participants</i>
P 14	19 ans
P 15	19 ans
P 18	20 ans
P 20	18 ans
P 21	18 ans
A 6	24 ans
A 8	22 ans
A 9	19 ans
A 10	18 ans
A 11	26 ans

Total 10 affaires — Age moyen 20 ans environ

Sur le total général de vingt affaires criminelles qui sont le fait de bandes, l'âge moyen des participants est dix-neuf ans environ.

AFFAIRES CORRECTIONNALISEES

a) CRIMES CONTRE LES PERSONNES

<i>Numéro de l'affaire</i>	<i>Age moyen des participants</i>
CC 1	16 ans
CC 2	18 ans
Total 2 affaires — Age moyen 17 ans environ	

b) CRIMES CONTRE LES MŒURS

<i>Numéro de l'affaire</i>	<i>Age moyen des participants</i>
CP 1	19 ans
CP 3	17 ans
CP 4	15 ans
CP 6	19 ans
CP 7	16 ans
CP 9	17 ans
CP 10	17 ans
CP 11	15 ans
CP 12	18 ans
CP 13	18 ans
CP 15	17 ans
CC 4	16 ans
Total 12 affaires — Age moyen 17 ans environ	

c) CRIMES CONTRE LES BIENS

<i>Numéro de l'affaire</i>	<i>Age moyen des participants</i>
CP 16	17 ans
CP 18	19 ans
CP 19	16 ans
CP 21	17 ans
CP 23	19 ans
CP 26	18 ans
CP 27	17 ans
CC 9	17 ans
CC 10	16 ans
CA 2	18 ans (64)
CA 4	17 ans (64)
CA 5	16 ans
CA 6	16 ans
CA 8	16 ans
CA 9	17 ans
CA 11	21 ans
Total 16 affaires — Age moyen 17 ans environ	

(64) Pour les affaires CA2 et CA4, nous n'avons pas l'âge des majeurs coparticipants à l'infraction, le chiffre indique pour l'âge moyen n'est donc sans doute pas parfaitement exact.

Sur le total général de trente affaires criminelles correctionnalisées qui sont le fait de bandes, l'âge moyen des participants est dix-sept ans environ.

Il faut observer en premier lieu que, sur un total de 43 affaires d'assises des mineurs étudiées, 20 ont pour auteurs des bandes ou des membres d'une bande, ce qui fait que 41 % des affaires d'assises des mineurs étudiées, sont des affaires de délinquance en groupe. Pour les dossiers correctionnalisés, la proportion est plus importante. Sur cinquante dossiers correctionnalisés étudiés, trente ont trait à des faits délictueux commis par des groupes d'adolescents, soit une proportion de 60 %. On observe ensuite que si l'âge moyen pour les affaires de cour d'assises des mineurs est de dix-neuf ans, pour les affaires correctionnalisées, il est de dix-sept ans.

Il est frappant que pour les crimes contre les biens commis en groupe et jugés par la cour d'assises des mineurs l'âge moyen soit de vingt ans, alors que pour les crimes du même ordre correctionnalisés, l'âge moyen n'est que de dix-sept ans. Ceci confirmerait en matière de crime contre les biens, notre hypothèse selon laquelle plus l'âge moyen de la bande est bas, plus on a tendance à correctionnaliser les faits commis.

Pour les crimes contre les mœurs et les personnes, le phénomène est moins net, la différence d'âge n'est que d'un an : dix-huit ans pour les auteurs d'infraction jugées par la cour d'assises des mineurs, dix-sept ans pour ceux d'infractions correctionnalisées.

En prolongeant cette analyse par catégorie d'infractions, on se rend compte que 100 % des crimes contre les personnes correctionnalisées sont des crimes commis en groupe, alors que le pourcentage n'est que de 23 % pour les crimes contre les personnes en groupe jugés par la cour d'assises des mineurs. Mais ces résultats signifient peu de choses étant donné qu'il n'y a que deux affaires : les affaires CC1 et CC2 qui apparaissent comme des affaires de crimes contre les personnes correctionnalisées en délits contre les personnes ; et en réalité il s'agit de crimes contre les biens correctionnalisés en délits contre les biens et en délits contre les personnes.

Pour les crimes contre les biens, 50 % d'entre eux jugés par la cour d'assises des mineurs sont commis en bande ; pour les crimes correctionnalisés le pourcentage est de 60 %.

Enfin en matière de crimes contre les mœurs, 70 % des crimes contre les mœurs jugés par la cour d'assises des mineurs sont commis en bande, seulement 58 % de ceux jugés par le tribunal pour enfants le sont. Le crime contre les mœurs serait plus correctionnalisé en fonction de l'âge des participants qu'en fonction du nombre des participants à l'infraction ; ceci serait la conséquence du fait que les crimes d'adolescents contre les mœurs tendent à devenir dans la très grosse majorité des cas des crimes en groupes, on ne peut plus alors se fonder sur le nombre des participants à l'infraction pour correctionnaliser puisqu'ils sont presque toujours nombreux, mais on peut encore se fonder sur l'âge de ses participants.

Il apparaît, en règle générale, que les affaires de délinquance en bande lorsqu'il s'agit de crimes contre les biens sont plus faci-

lement correctionnalisées que celles dont les auteurs sont peu nombreux ou agressent seuls. Ceci peut ne pas provenir d'une attitude particulière des Parquets à l'égard des bandes, mais du type d'infraction commis par les bandes, et de l'âge des participants. Nous avons remarqué ci-dessus que l'âge moyen des membres des bandes, traduits devant la cour d'assises des mineurs, est de dix-neuf ans, alors que celui des membres de bandes auteurs de faits criminels, mais traduits devant le tribunal pour enfants, ou le tribunal correctionnel est de dix-sept ans. Si le nombre et l'âge des coparticipants à une infraction peuvent être considérés non comme des critères de correctionnalisation, mais comme des facteurs pouvant influencer sur une éventuelle correctionnalisation, c'est en tenant compte du nombre et de l'âge concurremment et non séparément. Et, bien entendu, il faut aussi tenir compte avec le maximum d'objectivité possible, de la gravité des faits commis, c'est ainsi que dans une deuxième section nous allons étudier deux autres critères de correctionnalisation : la gravité des faits, la personnalité des mineurs en cause.

Si nous qualifions ces critères éventuels de subjectifs c'est en se situant du point de vue du magistrat instructeur et du Parquet, c'est parce qu'il s'agit de critères qui ne peuvent être appréciés *in abstracto*, mais qui doivent l'être *in concreto*, et qui peuvent être appréciés différemment par des personnes différentes.

Section II. — CRITERES SUBJECTIFS DE CORRECTIONNALISATION

§ 1. LA GRAVITÉ DES FAITS COMMIS

Distinguons selon les infractions (65) :

A) Les infractions contre les personnes

Il s'agit, pour Paris, des affaires P1 à P8, pour Colmar des affaires C1 à C4, pour Aix de la seule affaire A1. Nous n'avons rencontré aucun exemple d'infraction contre les personnes correctionnalisées, en effet les deux affaires correctionnalisées en délit contre les personnes (CC1 et CC2) étaient à l'origine des crimes contre les biens, à savoir des vols avec violence. Dans ces deux espèces le vol avec violences a été disqualifié en scindant l'infraction en deux : violences d'une part, vol d'autre part.

Si les infractions contre les personnes sont rarement correctionnalisées, ce n'est pas seulement à cause des difficultés que pose la correctionnalisation dans ce cas, mais aussi à cause de la gravité des faits.

Dans les dossiers étudiés, les infractions contre les personnes rencontrées, sont pour une affaire un parricide, pour trois affaires des infanticides, pour le reste, des affaires de meurtre ou assassinat. Dans toutes les espèces, en raison de la gravité des faits et des

(65) Cf. pour tout ce paragraphe le résumé des faits, p. 126 et suiv.

circonstances dans lesquelles ils se sont déroulés (65), les correctionnaliser serait les dénaturer complètement, et encourerait sans doute la sanction de la juridiction du second degré. On peut dire qu'en matière d'infractions contre les personnes, la gravité des faits commis et les difficultés matérielles pour correctionnaliser, voire l'impossibilité dans beaucoup de cas, sont les critères de non-correctionnalisation. Qu'en est-il en matière d'infractions contre les mœurs ?

B) *Les infractions contre les mœurs*

Pour Paris, il s'agit des affaires P9 à P13, pour les crimes contre les mœurs non-correctionnalisés et des affaires CP1 à CP15 pour les crimes contre les mœurs correctionnalisés. Pour Colmar, il s'agit des affaires C5 à C8, et CC3 à CC7 ; pour Aix des affaires A2 et CA1.

Dans toutes ces espèces, les infractions commises sont des viols plus ou moins caractérisés, dont les victimes sont plus ou moins consentantes. Pourquoi certains de ces viols sont-ils correctionnalisés et d'autres non ?

Si l'on prend par exemple les deux dossiers étudiés de la cour d'Aix, on comprend pourquoi en raison de la gravité des faits l'affaire CA1 a été correctionnalisée, et l'affaire A2 ne l'a pas été.

Dans l'un des cas, la jeune fille connaissait le mineur et le majeur qui l'ont violée et si elle n'avait pas vraiment consenti au viol, elle avait du moins auparavant consenti à être photographiée nue par les deux inculpés. Dans l'autre cas, quatre jeunes gens accostent une jeune fille qu'ils ne connaissent pas, l'emmènent et tentent de la violer, s'ils n'y parviennent pas, ce n'est qu'en raison de la résistance de la jeune fille.

Les affaires du type CA1, sont toujours correctionnalisées en raison de l'attitude de la jeune fille. Dès qu'une mineure de plus de quinze ans est tant soit peu consentante ou provocante, le viol devient un outrage public à la pudeur si cela est possible, ou des violences avec préméditation. Mais comme c'est l'instruction qui peut révéler les circonstances qui font la gravité des faits, c'est à la clôture de l'instruction comme nous l'avons vu et non à son ouverture, que ces infractions sont en général correctionnalisées.

Le cas des affaires du type A2, est plus difficile ; on rencontre des espèces où le viol en bandes sur une jeune fille inconnue de la bande est correctionnalisé, et d'autres où il ne l'est pas. En comparant par exemple les affaires C5, P9, P12, P13 et CP1, CP6, CP11, CP15 (65), on se demande quels peuvent être les critères qui font qu'une affaire de ce type est correctionnalisée ou ne l'est pas. On se demande si ces critères existent, si la correctionnalisation d'une telle affaire ne dépend pas plutôt de l'appréciation personnelle que le représentant du Parquet et le magistrat instructeur portent sur les viols en bande, de la gravité qu'ils accordent personnellement à ces faits.

A la suite de l'étude des dossiers et des quelques entretiens que l'on a pu avoir avec des magistrats, il semble que l'on puisse noter qu'à Aix et Colmar en raison de la gravité des faits on ne

correctionnalise pas les viols caractérisés sur une jeune fille inconnue de la bande, lorsque l'on a de bons renseignements sur la jeune fille. A Paris, par contre, quelques affaires de ce type sont correctionnalisées. Il faut remarquer cependant que cette pratique de la correctionnalisation poussée au maximum dans le ressort de la cour de Paris, à cause de l'encombrement des assises, et de la prévention qui existe, à l'égard de la cour d'assises des mineurs, n'est pas incontrôlée. Prenons en pour preuve les affaires P12 et P13 (66). Dans l'affaire P12 les prévenus ont été jugés une première fois par le tribunal pour enfants, puis après appel et déclaration d'incompétence de la cour d'appel, la cour de cassation renvoie l'affaire devant la chambre d'accusation, P12 a. b. et c. seront jugés une seconde fois, par la cour d'assises des mineurs. Dans l'affaire P12, la première juridiction appelée à statuer s'était déclarée incompétente, à savoir le tribunal pour enfants, pour les mineurs en cause, le tribunal correctionnel pour les majeurs en cause.

Malgré cet auto-contrôle des juridictions de leur compétence, qu'elles exercent dans certains cas, il demeure un certain aléa ; on ne peut dire avec certitude qu'en raison de la gravité des faits un viol en bande sera correctionnalisé ou non, ou plus exactement cette gravité des faits sera appréciée très subjectivement. On ne sait pas très bien quelle gravité accorder aux viols en bande étant donné ce qu'on sait maintenant des petits groupes, étant donné ce que la psychologie sociale a apporté sur les phénomènes de petits groupes. Un autre problème est celui des viols commis par un seul adolescent, s'agit-il de faits suffisamment graves pour ne pas être correctionnalisés. Les viols seuls beaucoup plus que les viols en groupe, sont causés par une immaturation sexuelle ou une inhibition sexuelle, leur correctionnalisation comme nous le verrons se fonde plus sur la personnalité de l'auteur de l'infraction que sur la gravité des faits commis. On observe cependant, qu'il existe entre les cours de Paris et de Colmar une différence dans la politique de correctionnalisation à l'égard des viols commis par un mineur seul. A Paris ce type d'infraction est presque toujours correctionnalisé, à Colmar il n'en est pas du tout de même, si l'on compare les affaires C6, C8 et CP2, CP5, on ne voit pas très clairement ce qui dans un cas a pu motiver la non-correctionnalisation, et dans l'autre motiver la correctionnalisation, si ce n'est que dans le cas de l'affaire C6 par exemple les conséquences physiques ont été très grandes pour la jeune fille en cause, le dommage physique a été très grave. La victime, sa personnalité, son âge, le dommage subi, son attitude vis-à-vis du ou des auteurs du crime contre les mœurs auraient un rôle certain sur l'appréciation de la gravité des faits.

Il reste à dire qu'en ce qui concerne les infractions contre les mœurs, le critère de la gravité des faits s'il est jusqu'à un certain point un critère de correctionnalisation, est un critère très subjectif et souvent difficile à utiliser.

En est-il de même pour les infractions contre les biens ?

C) *Les infractions contre les biens*

Pour Paris, il s'agit des affaires P14 à P22 et CP16 à CP29, pour Colmar des affaires C9 et C10, CC8 à CC10 et CC1, et CC2, enfin pour Aix il s'agit des affaires A5 à A11 et CA2 à CA11.

Dans ces affaires, les infractions sont des vols qualifiés, pour diverses raisons : vols qualifiés parce que par exemple accompagnés de quatre circonstances aggravantes (article 381 C.P.) parce que vol avec port d'armes (article 381 C.P.), parce que vol avec violences (article 382 C.P.), parce que vol qualifié aux termes des dispositions de l'article 386 alinéa 1 du code pénal.

En dehors des vols qualifiés, relevons les affaires P20, P22, A3 et A4 qui sont des affaires d'incendie volontaire, infractions dont il est particulièrement difficile d'apprécier la gravité, et qu'il est difficile de correctionnaliser. L'incendie volontaire est une infraction matériellement très difficilement correctionnalisable, elle peut cependant être quelquefois disqualifiée en bris de clôture (article 456 C.P.) ou en menace d'incendie (article 436 C.P.).

En matière de vols qualifiés, la première observation à faire concerne les agressions de chauffeurs de taxi. avec vol ou tentative de vol. Nous avons rencontré cette hypothèse dans trois affaires :

P16, P19 et P21.

Si nous faisons jouer en même temps le critère du casier judiciaire (tous les mineurs en cause dans ces affaires, sauf P16 b., ont un casier vierge) et celui de la gravité des faits commis, on ne peut s'expliquer que dans ces trois hypothèses, il n'y ait pas eu correctionnalisation. La seule raison vient de ce que, en matière d'agression de chauffeur de taxi, existe une politique criminelle particulière tendant à protéger les chauffeurs de taxi, en raison de la facilité avec laquelle ils peuvent être agressés, et en raison de ce qu'ils sont particulièrement exposés.

Les chauffeurs de taxi sont affiliés à un syndicat qui, dans presque chaque affaire d'agression de chauffeur de taxi, se constitue partie civile. Dans les trois cas d'agression de chauffeur de taxi rencontrés, ce syndicat a été déclaré irrecevable en sa constitution de partie civile devant les tribunaux répressifs, mais il est certain que même déclaré irrecevable, ce syndicat demeure influent. Il faut noter aussi le rôle de la presse dans la gravité qu'a acquise cette infraction qu'est l'agression d'un chauffeur de taxi. La presse s'élève fortement chaque fois qu'une telle infraction est commise, dans ce cas comme dans tant d'autres, elle façonne l'opinion publique qu'elle prétend révéler.

Dans l'agression d'un chauffeur de taxi, l'auteur de l'infraction passe au second plan, peu importe qu'il soit mineur ou non, c'est la qualité de la victime qui intervient en premier lieu pour déterminer la gravité des faits.

Hormis le cas un peu particulier de l'agression d'un chauffeur de taxi, on remarque que d'une façon générale la correctionnalisation de vols qualifiés, joue avec une ampleur très grande et une facilité

très grande, tant à Paris qu'à Aix, qu'à Colmar. Cependant il semble que la correctionnalisation joue avec moins de facilité à Aix et Colmar qu'à Paris. Prenons l'exemple des affaires C9, C10, A9 qui auraient fort bien pu ne pas être renvoyées aux assises.

On peut observer que, pour les ressorts d'Aix et Colmar, les cambriolages trop nombreux opérés par une même bande, et au cours desquels sont volés des objets de valeur, ne sont pas correctionnalisés, par contre à Paris, il semble qu'il faille port d'armes et utilisation de l'arme pour que le vol ne soit pas qualifié.

En raison de l'encombrement des cours d'assises dans le ressort de la cour de Paris, certains vols particulièrement graves sont correctionnalisés (CP23) alors que des mineurs commettant des faits semblables dans le ressort de la cour d'Aix ou Colmar ne sont pas renvoyés devant le tribunal pour enfants, mais devant la cour d'assises des mineurs.

Si le critère de la gravité des faits est un critère de correctionnalisation, on se rend compte combien ce critère est aléatoire, incertain et insuffisant à lui seul, en effet peut-on apprécier l'acte en vue de le correctionnaliser ou de ne pas le correctionnaliser, sans apprécier en même temps la personnalité de celui ou ceux qui l'ont commis. Mais il ne peut y avoir de décision de correctionnaliser fondée sur une étude de la personne, de l'auteur de l'acte, chaque fois que la correctionnalisation est opérée dès le réquisitoire introductif, par contre la personnalité est peut-être un critère de correctionnalisation dans les hypothèses où celle-ci intervient à la clôture de l'instruction.

§ 2. LA PERSONNALITÉ DES MINEURS EN CAUSE

Si l'acte est un, les personnalités des coparticipants à une même infraction sont diverses. Etant donné que c'est une infraction en bloc qui est correctionnalisée, il apparaît qu'il n'est guère possible de tenir compte dans la décision de correctionnaliser des personnalités différentes des mineurs en cause. Le droit pénal n'offre pas la possibilité de renvoyer devant le tribunal pour enfants, l'adolescent qui s'est fait entraîner, et devant la cour d'assises ou la cour d'assises des mineurs, les meneurs.

La personnalité des mineurs en cause, ne peut donc être sérieusement prise en considération lors de la décision de correctionnaliser, que lorsqu'il s'agit d'affaires commises par un seul mineur ; il est intéressant d'examiner sur ce plan quelques-uns des dossiers étudiés, dans lesquels il s'agissait d'infractions commises par un auteur unique.

A) Dossiers renvoyés devant la cour d'assises des mineurs

En matière d'infractions contre les personnes, les dossiers concernant un auteur unique sont les suivants : P3, P4, P5, P6, P7, C1, C2, C3. Pour les infractions contre les mœurs, nous n'avons relevé que le dossier C6, enfin pour les infractions contre les biens nous avons relevé les dossiers P22, A3 et A5. Les affaires P3, P5 et C2 sont des affaires d'infanticide caractérisé, très difficilement correctionnalisables

en homicide par imprudence, la personnalité des mineurs en cause ne pouvait donc pas être prise en considération au moment de la détermination de la qualification. Que ce soit judicieux pour elles ou non, ces mineures sont nécessairement renvoyées devant la cour d'assises des mineurs. Mais nous remarquons que dans les trois cas la personnalité adolescente des mineurs a été sérieusement prise en considération au moment de la répression. Deux des mineures se voient infliger une mesure éducative, la troisième est condamnée à une peine d'emprisonnement, mais avec sursis et mise à l'épreuve.

Les dossiers P22 et A3 concernent des affaires d'incendie volontaire. Dans les deux cas, il s'agit de mineurs à la personnalité très troublée. P22 trois ans avant les faits, avait fugué à plusieurs reprises et à ce moment-là, avait été remis à sa grand-mère, car ses parents absorbés par leurs activités professionnelles (commerçants ambulants) ne pouvaient guère s'occuper de l'éducation et de la surveillance de leur fils.

Il s'agit d'un adolescent au caractère renfermé, faible, qui essaye par tous les moyens d'attirer l'attention sur lui.

Dans le cas de A3, les experts estiment que la satisfaction sexuelle éprouvée par A3 au cours des incendies, les tendances sadiques, constituent une constellation de signes montrant que ce sujet a des perversions instinctives, qui ne sont accessibles qu'à une thérapie prolongée, du type psychothérapique dans certaines conditions.

Si A3 semble être un faux délinquant dans le sens que M. Mucchielli donne à ce terme (67) c'est-à-dire un enfant souffrant d'un trouble caractériel caractérisé, P22 par contre est un vrai délinquant apparemment désengagé socialement, non intégré. Tous deux seront jugés nécessairement par la cour d'assises des mineurs parce que leur infraction n'est matériellement pas correctionnalisable.

Les affaires P4, P6, P7 et C3 sont des affaires non-correctionnalisables, soit en raison de la nature des faits, soit en raison de la politique criminelle à leur égard. Dans le cas de P4 par exemple, il s'agissait de coups de feu tirés sur un car de police qui le poursuivait, des faits de ce type ne sont jamais correctionnalisés. Là encore, comme pour l'agression de chauffeurs de taxi, est prise en considération en premier lieu, la qualité de la victime, elle influe sur l'appréciation de la gravité des faits. La rébellion avec armes bien que techniquement correctionnalisable, ne l'est jamais en fait. Pour ces affaires : P4, P6, P7 et C3 ainsi que pour l'affaire C1 (affaire de guerre) quelle que soit la personnalité des mineurs en cause, une correctionnalisation judiciaire ne pouvait pas intervenir.

Par contre, les affaires C6 et A5 sont, elles, particulièrement intéressantes car elles auraient pu être correctionnalisées, est-ce la personnalité de l'auteur du viol dans un cas, et de l'auteur du vol qualifié dans l'autre cas, qui a empêché cette correctionnalisation ?

(67) Cf. R. Mucchielli : « Comment ils deviennent délinquants ». E.S.F., 1966.

Pour C6, c'est la gravité des blessures causées à la fillette violée, plus que le déséquilibre de l'auteur de l'infraction qui a motivé une non-correctionnalisation. Dans cette hypothèse, ce n'est plus la qualité de la victime, mais le dommage subi par la victime, qui a influencé sur la décision de non-correctionnalisation.

Pour A5, c'est la nature des faits et leurs conséquences qui ont vraisemblablement été la première cause de non-correctionnalisation d'autant plus que la qualification criminelle a été retenue dès l'ouverture de l'information, la personnalité de A5 ne peut donc avoir été sérieusement prise en considération.

Que dire maintenant des quelques dossiers correctionnalisés concernant un auteur unique ?

B) Dossiers renvoyés devant le tribunal pour enfants et le tribunal correctionnel

Les affaires correctionnalisées étant le fait d'un seul mineur, sont les affaires CP2, CP5, CP14, CC7 et CP22. Dans les trois premiers cas, il s'agit d'infractions contre les mœurs, dans les deux derniers cas d'infractions contre les biens. La personnalité du mineur en cause dans l'affaire CP22 ne peut en aucun cas avoir été prise en considération au moment de la décision de correctionnalisation, étant donné que cette décision est intervenue, dès l'ouverture de l'information, avant que la personnalité du mineur ait pu être étudiée. Il en est de même pour l'affaire d'attentat aux mœurs CC7, dès le réquisitoire introductif, les faits sont qualifiés de violences sur mineure de quinze ans. Par contre pour l'affaire CP2 et l'affaire CP5, il n'en est pas de même, on peut considérer que l'analyse des personnalités des mineurs en cause est entrée en ligne de compte pour motiver la décision de correctionnaliser. A l'époque des faits (viol d'une fillette de 9 ans), CP2 était au Centre d'éducation surveillée de Bures-sur-Yvette, après les faits, il est mis en observation à l'I.P.E.S. d'Emancé. Il avait été placé à Bures-sur-Yvette à la suite de vols légers ; on avait noté dans ce Centre son instabilité psychomotrice et émotionnelle importante. A Emancé on conclut que la faiblesse du milieu familial, l'absence de motivations sérieuses pour le métier, le manque de frein moral, l'appétit de jouissance, de satisfactions immédiates et faciles laissent présager un avenir non conforme aux normes habituellement admises. Mais la sanction du tribunal pour enfants (confié à un I.P.E.S. jusqu'à dix-neuf ans) qui n'aurait sans doute pas été celle de la cour d'assises des mineurs, permet de tenter encore une rééducation du mineur.

Dans l'affaire CP5, il s'agit d'une tentative de viol caractérisée, sur une mineure de 10 ans, et qui ne fut interrompue que par l'arrivée des parents de la mineure. Là encore on peut penser que la personnalité du mineur en cause a joué un certain rôle dans la décision de correctionnaliser, en effet d'après le rapport médico-psychologique, l'attitude de ce mineur se rattachait simplement à une inquiétude sexuelle mêlée d'angoisse et à un manque de maturité. On remarque que ce critère de la personnalité ne peut jouer en aucun cas dans les hypothèses où la correctionnalisation est opérée dès le début de

l'information, et n'est que très difficilement utilisable dans les autres hypothèses. En effet utiliser ce critère signifierait qu'on peut établir quelles sont les personnalités qu'il est judicieux de confronter avec la juridiction qu'est la cour d'assises des mineurs, et quelles sont celles qu'il est au contraire peu judicieux de traduire devant une cour d'assises. A notre avis, il y a très peu de cas où le caractère d'intimidation de la cour d'assises est à préférer au caractère de compétence du tribunal pour enfants.

En conclusion, il faut ajouter que si le critère subjectif de la gravité des faits peut jouer seul pour fonder une décision de correctionnalisation, il n'en est pas de même pour le critère subjectif lui aussi, de la personnalité.

En réalité, les quatre critères possibles relevés, n'en sont pas, pris les uns sans les autres. Pour une étude portant sur un grand nombre de dossiers, à la suite d'un traitement par ordinateur permettant de faire jouer tous les critères proposés à la fois — le casier judiciaire, le nombre et l'âge des participants à une même infraction, la gravité des faits en eux-mêmes et en fonction du dommage et de la personnalité de la victime, enfin la personnalité du ou des auteurs de l'infraction — on trouverait peut-être la formule qui nierait l'aléa apparent dans la correctionnalisation judiciaire. Cette formule expliquerait pourquoi nécessairement dans certains cas des dossiers sont correctionnalisés, pourquoi nécessairement dans d'autres cas, ils ne peuvent l'être. De même que jusqu'à présent la criminologie n'a pas réussi à déterminer la formule qui permettrait de prévoir à l'avance que tel individu deviendra délinquant, de même dans cet autre domaine qu'est celui de la pratique de la correctionnalisation, nous doutons qu'il y ait une formule permettant de déterminer avec un grand degré d'exactitude quelles affaires de mineurs criminels seront correctionnalisées.

Pour supprimer l'aléa qui fait que selon, on est renvoyé devant la cour d'assises des mineurs ou devant le tribunal pour enfants, lorsque l'on a entre 16 et 18 ans et que l'on est auteur d'un crime, ce n'est pas la correctionnalisation judiciaire qu'il faut endiguer, cette pratique a de nombreux aspects positifs, mais c'est peut-être la cour d'assises des mineurs qu'il faut supprimer.

On peut penser soit à supprimer la cour d'assises des mineurs, soit à en faire une juridiction très proche du tribunal pour enfants, issue du tribunal pour enfants. Ainsi, il n'y aurait pas une différence trop grande pour le mineur, selon que son crime serait correctionnalisé ou ne le serait pas. A l'heure actuelle, la différence est assez importante. Dans un troisième chapitre nous allons voir quelles sont les conséquences pour un adolescent criminel, de la correctionnalisation ou de la non-correctionnalisation de son crime.

CHAPITRE III

OBSERVATIONS SUR LES MINEURS JUSTICIABLES DE LA COUR D'ASSISES DES MINEURS

Ce sont des observations de deux ordres tout à fait différents que nous voudrions tenter de faire, en premier lieu analyser quelles sont les conséquences pour le mineur de 16 à 18 ans, de la correctionnalisation ou de la non-correctionnalisation de son crime, en second lieu sur le plan sociologique et psychologique, formuler quelques remarques sur les adolescents criminels (68).

Section I. — *CONSEQUENCES POUR LE MINEUR, DE LA CORRECTIONNALISATION OU DE LA NON-CORRECTIONNALISATION DE SON CRIME.*

Quelles sont pour un mineur, les conséquences de la correctionnalisation ou de la non-correctionnalisation de son crime quant à la durée de la procédure et de la détention provisoire, et quant à la sanction ?

§ 1. — *CONSÉQUENCES QUANT À LA DURÉE DE LA PROCÉDURE ET DE LA DÉTENTION PROVISOIRE.*

A) La durée de la procédure

Ce que nous appelons durée de la procédure au sens large, c'est le laps de temps qui s'écoule de la date des faits, à la date du jugement. Dans la très grande majorité des cas, la date du réquisitoire introductif est très proche de celle des faits.

(68) Il ne s'agira que de quelques remarques à partir des renseignements d'ordre sociologique et psychologique, tirés des dossiers étudiés, et sur chaque mineur en cause. Une étude dans ce domaine aurait exigé que soient recueillis sur ce plan, des renseignements beaucoup plus détaillés et sur un beaucoup plus grand nombre de dossiers, ou au contraire que ne soient étudiés que quelques cas d'une façon très approfondie, l'étude de ces quelques cas constituant alors une contribution à l'approche de la compréhension de l'acte criminel chez l'adolescent.

Les tableaux ci-dessous, donnent pour la cour d'assises des mineurs, puis pour le tribunal pour enfants, la durée totale et moyenne de la procédure dans les affaires étudiées, en ce qui concerne les mineurs de 16 à 18 ans, pour les cours de Paris, de Colmar et d'Aix.

COUR D'ASSISES DES MINEURS

Durée de la procédure

<i>Cours</i>	<i>Total</i>	<i>Moyenne</i>
Paris	862 mois	26 mois
Colmar	184 mois	14 mois
Aix	295 mois	18 mois
Total :	1341 mois	21 mois

TRIBUNAL POUR ENFANTS

Durée de la procédure

<i>Tribun.</i>	<i>Total</i>	<i>Moyenne</i>
Paris	572 mois	9 mois $\frac{1}{2}$
Colmar	123 mois	5 mois $\frac{1}{2}$
Aix	144 mois	4 mois
Total :	839 mois	7 mois

Ces deux tableaux ont peu besoin de commentaires, ils mettent en lumière le fait connu que la procédure d'assises est très longue. On remarque qu'elle est encore beaucoup plus longue dans le ressort de la cour de Paris que dans celui des cours d'Aix et Colmar ; on remarque surtout, que le mineur dont l'infraction sera correctionnalisée bénéficiera d'un procès qui, en moyenne, durera trois fois moins longtemps, que si son infraction n'avait pas été correctionnalisée. Cela est un avantage énorme sur le plan psychologique et sur le plan de l'efficacité de la répression.

On peut être étonné de ce qu'à Colmar où la procédure d'assises est plus rapide qu'à Aix, il n'en soit pas de même pour la procédure correctionnelle, concernant les mineurs. Ce phénomène provient sans doute de ce que les dossiers de mineurs à Colmar sont souvent plus complets qu'à Aix, comprennent presque toujours un examen médico-psychologique.

La durée de la procédure qui est un inconvénient grave en soi, de la cour d'assises des mineurs, est un inconvénient encore plus grave quand on songe qu'il signifie également détention provisoire longue.

B) *La durée de la détention provisoire*

Les tableaux suivants sur la durée moyenne de la détention provisoire dans les dossiers étudiés, correspondent aux tableaux précédents sur la durée moyenne de la procédure.

COUR D'ASSISES DES MINEURS

TRIBUNAL POUR ENFANTS

Durée de la détention provisoire

<i>Cours</i>	<i>Total</i>	<i>Moyenne</i>
Paris	671 mois	20 mois
Colmar	109 mois	8 mois
Aix	225 mois	14 mois
Total :	1005 mois	16 mois

<i>Tribun.</i>	<i>Total</i>	<i>Moyenne</i>
Paris	168 mois	2 mois $\frac{1}{2}$
Colmar	18 mois	3 sem.
Aix	98 mois	3 mois
Total :	284 mois	2 mois $\frac{1}{2}$

Si la durée de la procédure est en moyenne trois fois plus longue pour la procédure d'assises des mineurs que pour celle des tribunaux pour enfants, la durée de la détention provisoire est en moyenne huit fois plus importante pour une affaire criminelle, que pour une affaire correctionnalisée.

Bien entendu, parmi les dossiers criminels, il y a des dossiers très graves, qui ne pourraient en aucun cas être correctionnalisés et ne permettent pas de laisser en liberté provisoire les mineurs auteurs de ces infractions particulièrement graves. Il n'en demeure pas moins que la détention provisoire pour l'ordonnance de 1945, reprise sur ce point par la loi du 17 juillet 1970, doit être une mesure exceptionnelle, et que ce n'est absolument pas le cas pour les adolescents criminels dont le crime n'est pas correctionnalisé (69).

Sur les soixante-deux mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs, dont nous avons vu le dossier, deux seulement ont été laissés en liberté et un seulement mis en observation dans un centre spécialisé, tous les autres sont détenus provisoirement.

Cette détention provisoire très longue généralement à Paris, et relativement longue à Aix et Colmar, qui ne s'effectue pas toujours dans des quartiers spéciaux des maisons d'arrêts, ne peut que nuire à la resocialisation future du mineur en cause.

Le mineur jugé par la cour d'assises des mineurs et qui n'a pas nécessairement commis une infraction plus grave que le mineur jugé par le tribunal pour enfants part pour sa resocialisation et sa réadaptation future, avec ce handicap qui est celui d'avoir subi une détention provisoire longue, épreuve marquant un adolescent.

(69) Il serait intéressant dans quelque temps d'étudier l'influence du nouveau texte de l'article II de l'ordonnance de 1945, sur la correctionnalisation. La disposition : « Toutefois le mineur âgé de moins de seize ans ne pourra être détenu provisoirement, en matière correctionnelle, que pour une durée n'excédant pas dix jours, aux fins de recherche d'un placement éducatif » risque de mettre un frein à la correctionnalisation au stade de l'instruction, dès l'ouverture de l'information, pour les mineurs de moins de seize ans. On remarque que rien n'est changé quant à la détention provisoire pour les mineurs de seize à dix-huit ans.

On peut se demander si la détention provisoire influe sur la sanction future, autrement dit le sursis ne serait-il accordé dans la très grande majorité des cas qu'aux mineurs non-détenus provisoirement au cours de l'instruction ?

Il n'en est pas ainsi pour la cour d'assises des mineurs où pour soixante-deux adolescents jugés, nous en avons rencontré trois seulement qui n'avaient pas été détenus provisoirement, par contre la lecture des tableaux nous montre que vingt-trois de ces adolescents criminels ont été condamnés avec sursis. Pour les mineurs jugés par le tribunal pour enfants et dont le crime a été correctionnalisé, nos observations vont dans le même sens, en effet il y a deux fois plus de mineurs condamnés à une peine avec sursis ou à une mesure éducative parmi les mineurs détenus provisoirement que de mineurs condamnés à une peine d'emprisonnement ferme.

A l'inverse, nous n'avons rencontré en tout que quatre cas de mineurs non détenus provisoirement, mais ensuite condamnés à une peine d'emprisonnement ferme : P1 c, CP8, CA9 d., CA9 e.

On ne peut conclure à une quelconque influence de la décision de mise en détention provisoire sur la décision future de la juridiction de jugement que ce soit la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants.

Procédure plus longue, détention provisoire plus longue à la cour d'assises des mineurs qu'au tribunal pour enfants, qu'en est-il des sanctions rendues par ces deux juridictions, sont-elles très différentes ?

§ 2. CONSÉQUENCES QUANT A LA SANCTION

L'étude des statistiques générales avait montré que pour la période 1960-1969, 85 % des sanctions infligées par la cour d'assises des mineurs étaient des peines, ce pourcentage n'était que de 56 % pour la période 1952-1959. Il est intéressant de se rendre compte que de plus en plus souvent, quand un mineur est renvoyé aux assises, c'est que l'on estime nécessaire qu'une peine lui soit infligée et c'est que l'on estime que la cour d'assises des mineurs infligera cette peine. Nous allons maintenant comparer au travers des dossiers étudiés, les décisions rendues par la cour d'assises des mineurs et par le tribunal pour enfants, d'abord globalement puis par type d'infractions.

A) Sanctions infligées par le tribunal pour enfants et par la cour d'assises des mineurs.

On est frappé par les taux très élevés de décisions rendues par la cour d'assises des mineurs et le tribunal pour enfants, consistant en des peines. Pour la cour d'assises des mineurs ce pourcentage global de 92 % de décisions consistant en des peines paraît confirmer l'évolution notée au titre I et rappelée ci-dessus.

On remarque que c'est à Aix, que le pourcentage des peines est le plus fort : 93,5 %, cour d'appel où les juges des enfants souvent ne siègent pas à la cour d'assises des mineurs.

COUR D'ASSISES DES MINEURS

<i>Cours</i>	<i>Peines</i>	<i>Mesures</i>	<i>Total</i>	<i>% Peines</i>	<i>% Mesures</i>
Paris	30	3	33	91 %	9 %
Colmar	12	1	13	92 %	8 %
Aix	15	0	16 (1)	93,5 %	0 %
Total :	57	4	62		6,5 %

(1) Total de 16 car pour Aix dans l'affaire A11 la décision est l'acquittement.

TRIBUNAL POUR ENFANTS

<i>Tribun.</i>	<i>Peines *</i>	<i>Mesures</i>	<i>Total</i>	<i>% Peines</i>	<i>% Mesures</i>
Paris	46	9	59 (1)	78 %	15 %
Colmar	19	4	23	82 %	18 %
Aix	28	5	33	85 %	15 %
Total :	93	18	115	81 %	15,5 %

(1) Pour Paris, le total est de 59 car outre les décisions consistant en peines ou mesures, il y a trois décisions de relaxe et un non-lieu.

Pour le tribunal pour enfants, il ne faut pas s'effrayer de ces taux importants de décisions consistant en des peines ; en effet, comme nous le verrons plus loin, une partie très importante de ces peines sont des peines avec sursis et mise sous le régime de la liberté surveillée, ou des peines avec sursis avec mise à l'épreuve. Quant à la durée des peines, qui à deux ou trois exceptions près, sont toutes des peines d'emprisonnement ferme ou avec sursis, on note une grande différence entre cette durée lorsqu'il s'agit d'une peine infligée par la cour d'assises des mineurs, ou par le tribunal pour enfants. Pour la cour d'assises des mineurs la durée moyenne des peines d'emprisonnement ferme et de réclusion est de 8 ans, pour le tribunal pour enfants la durée moyenne des peines d'emprisonnement ferme est de 11 mois.

En observant les tableaux des pages 126 et suivantes, on s'aperçoit que c'est dans le ressort de la cour d'Aix que les peines infligées par le tribunal pour enfants sont les plus fortes, ceci est à mettre en rapport avec le nombre important de mineurs jugés dans le ressort de cette cour, dont le casier judiciaire est très chargé.

On peut se demander si les très fortes peines vont toujours de pair avec un casier judiciaire chargé, il semble que oui pour la cour d'assises des mineurs, où l'excuse atténuante de minorité est rarement écartée lorsque le casier judiciaire du mineur en cause, est vierge.

Nous n'avons rencontré aucun cas de condamnation prononcée par le tribunal pour enfants, que le casier judiciaire soit chargé ou non, avec exclusion de l'excuse atténuante de minorité. Dans les dossiers étudiés la peine la plus forte prononcée par un tribunal pour enfants est de 30 mois d'emprisonnement en prison-école (affaire CA11), par contre, la peine la plus forte prononcée par une cour d'assises des mineurs est la réclusion criminelle à perpétuité (affaire C4).

Nous ne nous sommes attachés jusqu'à présent qu'aux peines d'emprisonnement ferme, mais la forte proportion des peines d'emprisonnement avec sursis mérite quelques observations après lecture des tableaux ci-dessous :

COUR D'ASSISES DES MINEURS

Cours	Peines		sans liberté surveillée Sursis simple		Sursis simple av. liberté surveillée		Sursis avec mise à l'épreuve		Total des peines avec sursis	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Paris	30	91 %	4	13,5 %	0	0 %	8	27 %	12	40,5 %
Colmar	12	92 %	5	41,5 %	0	0 %	0	0 %	5	41,5 %
Aix	15	93,5 %	1	6,6 %	0	0 %	5	33,3 %	6	40 %
Total :	57	92 %	10	17,5 %	0	0 %	13	22,5 %	23	40 %

TRIBUNAL POUR ENFANTS

Tribunaux	Peines		Sursis simple sans liberté surveillée		Sursis simple avec liberté surveillée		Sursis avec mise à l'épreuve		Total des peines avec sursis	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Paris	46	78 %	11	24 %	17	37 %	2	4 %	30	65 %
Colmar	19	82 %	9	47,5 %	0		6	31,5 %	15	79 %
Aix	28	85 %	5	18 %	0		8	28,5 %	13	46,5 %
Total :	93	81 %	25	27 %	17	18,3 %	16	17,2 %	58	62,5 %

On note que globalement 62,5 % des peines prononcées par le tribunal pour enfants dans les affaires étudiées sont des peines avec sursis, contre seulement 40 % des peines prononcées par les cours d'assises des mineurs.

On note ensuite selon les cours d'appel des habitudes différentes quant à l'octroi du sursis ; à Paris et Aix, le sursis avec mise à l'épreuve, est la sanction dans presque un tiers des affaires d'assises des mineurs, à Colmar, par contre, on n'a relevé aucun cas de sursis avec mise à l'épreuve, mais 41,5 % des peines, sont des peines avec sursis simple.

Pour les décisions rendues par les tribunaux pour enfants, on remarque qu'à Paris le sursis avec mise à l'épreuve est très peu utilisé, mais le sursis simple doublé de la mesure de la liberté surveillée, est la sanction dans 37 % des cas. Le dernier type de sanction paraît inconnu à Colmar et Aix, qui optent soit pour le sursis simple, soit pour le sursis avec mise à l'épreuve, dans des proportions plus importantes à Colmar qu'à Aix.

Les conséquences pour le mineur quant à la sanction, selon que son crime est correctionnalisé ou non, sont plus claires maintenant. Jugé par la cour d'assises des mineurs, que son casier judiciaire soit chargé ou non, l'adolescent criminel sauf exceptions, sera condamné à une peine qui, dans moins de la moitié des cas, sera une peine avec sursis. Jugé par le tribunal pour enfants avec un casier judiciaire vierge, il sera presque toujours condamné à une mesure éducative ou à une peine avec sursis.

Il reste à voir si les dossiers étudiés permettent de faire quelques observations quant à la sanction par type d'infractions.

B) Sanctions par types d'infractions

Parmi les crimes contre les personnes, il faut distinguer les parricides et infanticides, des autres types de meurtres et assassinats. Les infanticides s'accompagnent le plus souvent de mesures éducatives et les parricides également, dans la mesure où leur auteur ne manifeste pas d'état dangereux, mais où son acte est le résultat d'une situation familiale déplorable.

Les autres crimes contre les personnes sont punis, eux, avec une certaine rigueur, la sanction s'accompagne très rarement de mesures éducatives au sens large comme par exemple le sursis avec mise à l'épreuve.

Pour les crimes contre les mœurs correctionnalisés ou non, essayons de comparer les sanctions infligées par la cour d'assises des mineurs, et par le tribunal pour enfants. Les crimes contre les mœurs jugés par la cour d'assises des mineurs sont suivis soit d'une peine d'emprisonnement ferme, mais n'excédant dans aucun des cas rencontrés 5 ans d'emprisonnement, soit d'une peine avec sursis. En moyenne, ce sont les crimes jugés par la cour d'assises des mineurs aussi bien à Paris, à Colmar qu'à Aix, les moins sévèrement punis. Sans doute parce qu'il s'agit du type d'infraction le plus lié à un âge, l'adolescence, et manifestant plus qu'une per-

version sexuelle, une inhibition, une inquiétude sexuelle. De plus, la plupart des viols commis en bande, ne le seraient jamais par les membres de ces bandes de façon isolée. Pour ce type d'infraction, le cas du mineur devient grave lorsqu'il y a récidive.

Les crimes contre les mœurs jugés par le tribunal pour enfants sont à Paris très souvent, et à Colmar toujours, suivis de peines avec sursis, ou de mesures éducatives.

Parmi les crimes contre les biens, distinguons les incendies volontaires, des vols qualifiés. Les incendies volontaires qui, si cela était possible la plupart du temps, seraient correctionnalisés, jugés par la cour d'assises des mineurs sont sanctionnés par des peines peu rigoureuses ou par des mesures éducatives. L'incendie volontaire en effet, manifeste une fausse délinquance, une délinquance causée par un déséquilibre caractériel plus que par un refus des normes habituelles plus ou moins conscient (affaires A3 et P22).

Pour les vols qualifiés, dans les dossiers d'assises des mineurs, on a rencontré des peines allant de 14 ans de réclusion criminelle à un an avec sursis ; pour les vols qualifiés dans les dossiers de tribunaux pour enfants, les sanctions rencontrées sont de deux ans d'emprisonnement ferme à une simple mesure de liberté surveillée. Il y a donc une sérieuse différence entre la sanction des vols qualifiés par la cour d'assises des mineurs et par le tribunal pour enfants.

On peut se demander si réellement un des critères de correctionnalisation ne serait pas la sanction envisagée plus ou moins liée à la gravité de l'infraction, telle qu'elle a été appréciée par le magistrat instructeur, surtout en matière de vols qualifiés. Selon que le magistrat instructeur et le parquet penseraient souhaitable ou ne penseraient pas souhaitable une sanction rigoureuse, l'affaire serait ou ne serait pas correctionnalisée.

Ceci peut paraître un curieux critère de correctionnalisation, mais, en réalité, est parfaitement justifié en pensant à l'esprit de l'ordonnance de 1945.

Toutes ces observations sur la correctionnalisation et sur les conséquences pour le mineur selon que son crime est correctionnalisé ou ne l'est pas, constituent, non le terme d'une recherche, mais ce qu'est la préenquête à l'enquête, ce que sont les résultats d'une préenquête par rapport à ceux d'une enquête. Il s'est agi au cours de notre recherche d'une préenquête sur la correctionnalisation des crimes d'adolescents, mais qui permet de se demander s'il est justifié qu'un adolescent, parce que son crime n'est pas correctionnalisé, ait à pâtir de la lourdeur et de la longueur de la procédure d'assises, non adaptée au cas des mineurs. Est-il justifié qu'un adolescent criminel parce que son crime n'est pas correctionnalisé, et compte tenu de ce que l'on sait de l'aléa de la correctionnalisation, soit beaucoup plus fréquemment mis en détention provisoire, et pour une période beaucoup plus longue ? Est-il justifié que ce même adolescent ait les plus grandes chances d'être condamné à une peine, alors que, jugé par le tribunal pour enfants, il n'en serait pas de même ?

C'est plus encore sur le plan procédural que sur le plan de la sanction que les chiffres condamnent la cour d'assises des mineurs. L'enquête effectuée à Vaucresson (70) conduit à partir d'une étude de dossiers toute différente exactement aux mêmes résultats. Pourquoi la cour d'assises des mineurs ? Pourquoi le sort d'un mineur criminel de quinze ans est-il si différent de celui d'un mineur criminel de seize ans — Pourquoi le sort de l'adolescent, dont le crime a été correctionnalisé, est-il si différent de celui dont le crime est demeuré crime ?

L'étude des statistiques générales, l'étude de dossiers poussent à se poser ces questions et ces dossiers ont permis en même temps de comprendre bien que très superficiellement qui sont ces mineurs de seize à dix-huit ans auteurs de crimes.

Section II. — OBSERVATIONS RAPIDES SUR LES ADOLESCENTS CRIMINELS DONT LE DOSSIER A ETE ETUDIE

De telles observations pour être sérieuses, doivent être le fait de spécialistes, sociologues d'une part, psychologues d'autre part, et ayant l'expérience d'une longue pratique de leur métier. Nous tenterons tout de même de rassembler des éléments d'ordre sociologique et d'ordre psychologique d'approche des adolescents criminels, qui paraissent ressortir des dossiers étudiés. Il ne s'agira que de modestes observations. Sur le mineur criminel étudié sous l'angle psychologique et sociologique des travaux très intéressants ont été faits (71), qui sont tous une contribution à l'approche de la personnalité adolescente criminelle. Il s'agit le plus souvent d'études de cas qui ne permettent pas de formuler des propositions générales statistiquement significatives, mais dont l'intérêt vient du sérieux avec lequel est analysé chaque cas.

*
**

Les quelques remarques qui vont suivre, concerneront d'abord le niveau culturel et la capacité éducative de la famille, avant de parler du niveau culturel et de l'intégration sociale de l'adolescent criminel lui-même.

(70) Cf. note 15. On compare dans cette enquête les dossiers 1967-1968 concernant des mineurs criminels de plus de seize ans et des mineurs criminels de moins de seize ans, donc jugés par le tribunal pour enfants et non par la cour d'assises des mineurs.

(71) Citons simplement :

— *Debuyst*, 1960. Criminels et valeurs vécues. Etude clinique d'un groupe de jeunes criminels. Ed. Nauwelaerts.

— *A. Ochonsky*. Le parricide. « Contribution à l'étude du parricide à propos de douze observations cliniques ». La psychiatrie de l'enfant, VI, 2, 1963.

— *P. Crespy*. L'aspect sociologique du viol commis en réunion, R.S.C., 1965, p. 837.

— *M. Briquet-Lamarre*. L'adolescent meurtrier. Ed. Privat, 1969.

Ensuite se déplaçant du plan sociologique au plan psychologique on dira quelques mots de l'équipement sensorimoteur du mineur criminel, enfin il faudra parler de sa maturation affective et morale (72).

§ 1. ÉLÉMENTS D'ORDRE SOCIOLOGIQUE

A) *La famille du mineur*

La famille microsociété, s'offre au mineur comme la première possibilité d'intégration dans la société. De l'image qu'il se fait de sa famille dépendra pour l'enfant, plus ou moins consciemment, l'image qu'il se fera de la société, c'est pourquoi l'importance du niveau culturel et de la capacité éducative de la famille.

Sur le plan de la profession des parents et de leur niveau culturel, les dossiers étudiés nous ont mis en présence de très peu de familles marginales, misérables ou ayant un code propre de valeurs, tels les gitans ; citons cependant le cas de C4 appartenant à une famille de gitans vanniers ambulants, C4 est un adolescent parfaitement intégré à son milieu, mais ne pouvant s'adapter dans quelque autre milieu à quelque travail stable que ce soit.

Sur le plan socio-professionnel encore, on a rencontré peu de familles appartenant à d'autres catégories qu'employés, ouvriers et commerçants. On a relevé un cas de famille rurale (P5), un cas de cadre supérieur, directeur industriel (P2 a.).

La plupart des mineurs criminels dont le dossier a pu être étudié, sont issus de familles ouvrières ou de petits commerçants d'un niveau culturel en général très bas. Il faut distinguer niveau culturel et catégorie socioprofessionnelle, le niveau culturel n'étant pas nécessairement déterminé par la catégorie socioprofessionnelle. C'est le niveau culturel plus que la catégorie socioprofessionnelle qui compte pour la socialisation de l'enfant.

La capacité éducative des parents qui a une telle importance, dépend pour une petite part de leur niveau culturel. Elle dépend ensuite de l'unité plus ou moins grande de la famille. Sur le rôle de la famille dissociée dans la genèse de la délinquance, les recherches sont très nombreuses et les conclusions délicates.

Il est un fait que dans les dossiers étudiés, la moitié des familles sont des familles dissociées (73) plusieurs comprennent des enfants de lits différents (74), plusieurs sont illégitimes (75).

Famille dissociée d'une façon ou d'une autre, ne signifie pas bien entendu capacité éducative des parents faible, mais il est cer-

(72) Pour ces observations d'ordre sociologique et psychologique, nous ne citerons pas ou fort peu, de pourcentages calculés à partir des dossiers étudiés estimant que les cas étudiés ne l'ont pas été en assez grand nombre et de façon assez détaillée sous l'angle sociologique et psychologique, pour que des résultats en pourcentages aient une signification statistique quelconque.

(73) Citons par exemple les cas de C1 b., C9, A2 c., A6 b., A7 b., P2 b., P4, P8 b., P13 b., P19 a.

(74) Citons par exemple le cas de C5.

(75) Citons par exemple les cas de A10 c., P2 b., P19 b.

tain que le manque d'unité rend toute éducation plus difficile. Les cas rencontrés sont fréquents où le père de l'enfant devenu criminel, n'est pas son père par le sang, mais un amant ou un second mari de sa mère qui soit se désintéresse de l'enfant, soit manifeste une autorité mal acceptée par l'enfant (par exemple A10 c., P19 b.).

Dans les enquêtes sociales, on rencontre à peu près huit fois sur dix, l'une des formules suivantes : — parents faibles, — cadre matériel et familial normal, mais désaccord sur les méthodes éducatives, — aucune capacité éducative, — carence éducative, — ou encore — satisfaction sur le plan affectif, mais non éducatif.

Lorsque l'on n'étudie plus l'attitude des parents pris comme couple, mais l'attitude de chacun des parents, on s'aperçoit que très souvent cette attitude rend extrêmement difficile la formation d'images parentales valables, qui sont essentielles pour une socialisation normale. L'image du père est évidemment troublée par l'absence physique du père, elle l'est aussi pour un père présent au foyer mais dont l'attitude vis-à-vis de l'adolescent est une attitude de désintéressement, d'absence. Citons P2 a., qui à la question de son frère : « N'as-tu pas eu froid pendant ta fugue ? » répond : « Je n'ai jamais eu froid qu'à la maison ». Les pères faibles cas très fréquents dans les dossiers étudiés (76) par paresse éducative inconsciente, ne sont pas sécurisants pour l'enfant qui a besoin de sentir une résistance s'opposer à certains de ses désirs. On est frappé par le nombre de ces pères faibles, âgés, en retraite ou invalides, ne travaillant pas, restant au foyer, et y jouant plus le rôle d'un enfant supplémentaire que d'un père. Les pères faibles sont aussi ceux absorbés totalement par leurs activités professionnelles. Lorsque les deux parents sont commerçants, par exemple, le problème de la disponibilité à l'égard des enfants se pose avec acuité (P22).

Dans une affaire comme l'affaire P22, il est probable que le mineur a en partie allumé son incendie pour attirer l'attention de ses parents sur lui.

Il ne faudrait pas omettre de noter en outre le grand nombre de pères éthyliques (77), l'éthylisme des mères est moins fréquent, mais existe dans certains cas.

Les enquêtes sociales et examens médico-psychologiques rendent compte du nombre assez important de mères débordées par leurs enfants, soit que ces enfants soient très nombreux, soit que la résistance nerveuse de la mère soit faible (78). On dénote aussi quelques cas de mères hyperprotectrices pesant sur l'enfant. Quant à une mère hyperprotectrice s'oppose un père anormalement rigoureux, sévère, autoritaire, l'équilibre du foyer est brisé, la formation des images parentales pour l'enfant est troublée (P10 a.).

On est obligé de constater que le mineur criminel a presque toujours une famille donc la capacité éducative est médiocre, si ce n'est très faible, mais ceci n'explique pas pour autant l'acte

(76) Citons par exemple C7 a., P1 c., P2 a.

(77) Citons par exemple C2, C5 a., P3, P12 a., P12 b., P18 a., P19 b.

(78) Citons par exemple C5 a., P7, P10, P12 a., P18 a.

criminel de l'adolescent. Nombreux en effet sont les jeunes dont les parents ont une capacité éducative faible, et qui parviennent pourtant à une socialisation normale. Cette observation sur la faible capacité éducative des parents d'adolescents criminels en général n'est pas propre aux adolescents criminels mais peut se faire pour l'ensemble des mineurs délinquants. La lecture de l'enquête de Vaucresson sur cinq cents jeunes délinquants (79) nous le montre très bien.

Il faut maintenant dire quelques mots du mineur d'après ce qui est apparu, le plus clairement dans les dossiers étudiés sur le plan de son niveau culturel, et de son intégration dans l'un des groupes que la Société lui propose.

B) *Le mineur*

Quant au niveau culturel du mineur criminel, le seul élément sur lequel on puisse se fonder est le diplôme. Le diplôme, on le sait, n'est pas nécessairement déterminant du niveau culturel, mais par la simple étude d'un dossier, il est difficile d'apprécier autrement le niveau culturel de l'adolescent. Si nous considérons les mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs sur les soixante deux cas étudiés, on n'a rencontré que vingt-cinq mineurs titulaires du C.E.P., un mineur titulaire du B.E.P.C., un titulaire du baccalauréat (passé pendant sa détention provisoire, P8 c.), trois titulaires de C.A.P.

Par cour d'appel, les résultats sont les suivants :

- Paris : 33 mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs, dix-huit d'entre eux sont titulaires du C.E.P., un du B.E.P.C., un du baccalauréat, deux d'un C.A.P.
- Colmar : 13 mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs, deux d'entre eux sont titulaires du C.E.P., un d'un C.A.P.
- Aix : 16 mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs, cinq sont titulaires du C.E.P., aucun d'un C.A.P.

Ces résultats sont proches de ceux de Mme Briguet-Lamarre dans son étude portant sur cinquante adolescents meurtriers (80). Sur ces cinquante jeunes meurtriers, 54 % d'entre eux n'étaient pas titulaires du C.E.P. Dans notre étude, sur soixante-deux adolescents jugés par la cour d'assises des mineurs, 60 % d'entre eux ne sont pas titulaires du C.E.P.

On ne peut qu'être frappé, par le petit nombre de ces mineurs criminels ayant un diplôme quelconque, le nombre infime d'entre eux ayant suivi une formation professionnelle jusqu'à l'obtention d'un C.A.P. Mais il faut noter que plusieurs de ces mineurs étaient en cours de formation professionnelle, lors de la commission de leur infraction.

(79) Résultats d'une préenquête sur les facteurs de la délinquance juvénile.
(80) Ouvrage précité (71). 500 jeunes délinquants. Vaucresson. 1963.

On peut se demander si ce manque de formation professionnelle est à mettre en rapport avec des facultés intellectuelles faibles ; on se rendra compte plus loin qu'il n'en est rien, que la plupart de ces mineurs ont un quotient intellectuel très moyen (entre 90 et 100), mais qui leur permettrait d'acquérir un certificat d'aptitude professionnelle. Non formés professionnellement, ces jeunes à 16, 17 ou 18 ans lorsqu'ils ne sont pas en chômage, se trouvent obligés de faire un travail de manœuvre, inintéressant souvent, peu payé, peu valorisant, qui les pousse à l'instabilité professionnelle (81). Faut-il insister sur l'instabilité professionnelle de la plupart des adolescents criminels dont le cas a été étudié. A2 a., par exemple est d'abord apprenti horticulteur, puis apprenti carreleur, enfin apprenti piqueur et manœuvre dans diverses entreprises.

Sur ce plan de l'instabilité professionnelle, nous rejoignons encore les observations de Mme Briguet-Lamarre (82) qui notait que seulement 26 % des cas qu'elle avait étudiés concernaient des adolescents stables dans leur travail. L'instabilité professionnelle empêche l'intégration du mineur dans ce groupe que lui propose la Société, à savoir le groupe professionnel. Ceci nous amène à dire quelques mots du degré d'intégration du mineur criminel dans un ou plusieurs groupes quelconques.

La Société propose au mineur une multitude de groupes, dont le premier est la famille, et par l'insertion auxquels il participe à la vie de cette Société. Le rejet de la participation à tout groupe, ou la seule participation à un groupe marginal, telle la bande de délinquants dont le code de valeurs se fonde sur le rejet des normes habituellement admises, a pour conséquence la non-socialisation de l'adolescent. Non-socialisation qui peut se manifester de plusieurs façons, la délinquance en est une.

Si l'importance de la famille est grande, c'est parce que c'est le premier groupe de la Société proposé à l'enfant ; la première image de la Société qu'il se fait est issue de l'image qu'il a de sa famille. Or l'intégration dans ce premier sous-groupe est pour beaucoup des mineurs rencontrés dans les dossiers étudiés, auteurs d'infractions graves, un échec total. Lorsqu'à un degré faible d'intégration dans le groupe familial, s'ajoute une mauvaise adaptation au groupe scolaire, et une non-intégration plus tard dans le milieu professionnel, le mineur se sent rejeté, non-aimé, les exemples en sont nombreux.

Citons le cas de C5 c. pour qui le sentiment d'abandon et d'insécurité affective est profond, ceci peut expliquer son comportement agressif qui compense son sentiment d'abandon intense et son incapacité d'estime de soi.

Citons encore le cas de P6 qui déclare n'être aimé de personne, n'avoir personne à qui se rattacher. Il s'agit d'un enfant illégitime reconnu par ses deux parents, mais lorsque l'enfant a sept ans le père abandonne sa compagne, qui se mariera quelques années plus tard.

(81) Citons par exemple C1 b., C4, A2 g., A8 c., A9 b., A9 d., P22.

(82) Ouvrage précité (71).

L'enfant non-aimé, rejeté veut alors au moment de son adolescence, lui aussi rejeter, affirmer sa personnalité de cette manière.

Le besoin d'appartenir à un groupe de pairs, tel le groupe d'adolescent pour l'adolescent, est ressenti par presque tous, mais peut-être pas à chaque âge avec autant d'intensité qu'à l'adolescence.

Ce besoin du groupe n'est pas une particularité de l'adolescence, en est là pour preuve le nombre tellement important d'associations de tout genre, qui existent. Si la bande d'adolescent, rarement constituée en vue de la délinquance, devient quelquefois délinquante, c'est par manque d'objet social, si l'on peut s'exprimer ainsi. L'adolescent ne se trouve plus dans la situation protégée et sécurisante de l'enfant, ni dans la situation protégée et sécurisante de l'adulte par les responsabilités sexuelles, économiques et civiles qui lui sont données.

L'adolescent se trouve dans une situation de transition par nature instable, a besoin d'adhérer à des groupes, la bande est souvent le seul qui se propose à lui et qui, par manque de fonction définie que lui reconnaît la Société, devient quelquefois délinquante aidée dans cette voie par un membre influent de la bande, délinquant lui-même. L'étude des dossiers nous conduit à ces observations surtout en ce qui concerne les infractions contre les biens, les vols qualifiés. Rappelons que sur un total de quarante-sept crimes contre les biens jugés par la cour d'assises des mineurs et le tribunal pour enfants, vingt-six de ces crimes correctionnalisés ou non-correctionnalisés, peuvent être considérés comme étant le fait de bandes.

A tous les groupes qui s'offrent au mineur et dont on a déjà parlé, s'ajoute le groupe national. Il faut remarquer que pour un ressortissant d'un pays étranger à la difficulté que représente l'adaptation à un groupe national qui n'est pas le sien et dans lequel, il est obligé de vivre, s'ajoute souvent un rejet plus ou moins explicite des nationaux à son égard.

Cette double difficulté pour l'adolescent étranger est quelquefois mal surmontée, nous en avons rencontré trois exemples (P17 a., A8 b., CCl a.) et peut conduire à la délinquance.

En conclusion, il ressort des dossiers étudiés, sur le plan sociologique, que beaucoup de ces mineurs auteurs d'infractions graves sont issus de familles dont le niveau culturel est bas, de familles qui, quand elles ne sont pas elles-mêmes délinquantes cas extrêmes, ont une capacité éducative faible. Les mineurs sont mal ou pas du tout formés professionnellement, et ont beaucoup de difficultés à s'intégrer à un groupe quelconque si ce n'est la bande d'adolescent dans beaucoup de cas. Sur le plan psychologique, il peut-être intéressant maintenant de voir quels éléments d'approche de la personnalité adolescente criminelle, fournissent les examens médico-psychologiques.

§ 2. *Eléments d'ordre psychologique*

Outre l'équipement intellectuel et sensorimoteur apparaît également dans les examens médico-psychologiques, le degré de maturation affective et morale du mineur. Il serait particulièrement intéres-

sant de se livrer à l'analyse du contenu d'un certain nombre d'examens médico-psychologiques d'adolescents criminels, nous nous bornerons à quelques petites observations.

A) *L'équipement intellectuel et sensori-moteur du mineur*

Les mineurs rencontrés dans les dossiers étudiés sont-ils défavorisés sur le plan intellectuel et sensori-moteur ?

On s'aperçoit que le quotient intellectuel moyen de ces mineurs est médiocre (entre 90 et 100), mais à une exception près ces mineurs ne sont pas débiles (83). Très peu d'entre eux ont un quotient intellectuel supérieur à 110 (P8 c., P11, P16 a. par exemple).

Aucun des mineurs rencontrés n'est handicapé physique. Certains ont eu leur développement troublé par des maladies plus ou moins longues. Prenons le cas de P11, qui a été tuberculeux, séparé longtemps de son milieu familial, et qui pour se sentir accepté par ses camarades ne veut surtout pas « se dégonfler » vis-à-vis d'eux.

Dans le cas de P6, nous nous trouvons en face d'un adolescent qui a eu une grave méningite à l'âge de 3 ans. Ses troubles de comportement, d'après les experts, sont à mettre en rapport avec cette méningite ainsi qu'avec une carence éducative.

P21, est un adolescent qui est atteint de troubles nerveux depuis son enfance, qui a été traité dans divers établissements, et a souffert de la séparation d'avec ses parents, en raison de ses traitements. Nous ne citons là que trois cas, on a rencontré par ailleurs un mineur épileptique, et quelques mineurs séparés de leur famille, pendant un temps plus ou moins long pour le traitement d'une maladie. Il est difficile d'apprécier l'importance de ces séparations, et de la maladie, dans une tentative d'explication de la délinquance de ces adolescents. L'essai d'analyse globale des examens médico-psychologiques permet de comprendre certains aspects de cette délinquance adolescente, en mettant l'accent sur la maturation affective et morale du mineur.

B) *La maturation affective et morale du mineur*

Ce qui frappe c'est le nombre d'adolescents criminels pour lesquels le texte Rorschach décèle une personnalité pauvre, mal structurée, en retard de la maturation affective et une certaine inhibition sexuelle.

Pour une analyse moins grossière, nous allons relever par catégories d'infractions, quelques observations faites dans les rapports d'examens médico-psychologiques.

Dans le cas de A1, parricide, le Rorschach révéla un sentiment de culpabilité fort, une difficulté à livrer sa personnalité profonde à autrui, en contradiction avec une apparente spontanéité, une pensée fragmentée, limitée, une logique déficiente, une impulsivité non-contrôlée, des préoccupations morbides souvent sexuelles, des motivations affectives refoulées.

(83) Citons le cas de A3 débile très léger.

Dans le cas de P3, P5, C2, infanticides, les examens médico-psychologiques dénotent quelques traits communs dans les personnalités troublées, des trois mineures en cause.

La mineure P3 est une adolescente au caractère très farouche et solitaire, inhibée, qui semble avoir agi, en proie à une angoisse folle, consécutive au mutisme dans lequel, elle s'était enfermée pendant tout le temps de sa grossesse. Pour P5, les experts pensent que l'acte infanticide représente dans le psychisme de la mineure, un îlot explosif émotionnel. La mineure déclare en effet : « Ça aurait été le jour, je n'aurais pas fait cela, j'aurais déposé mon enfant dans une communauté religieuse, ou dans une église ». Son comportement a eu quelque chose d'animal de totalement instinctuel pendant une nuit. Après cet acte l'état de tension émotionnelle de l'adolescente était d'une grande intensité qui restreignait la communication, et le danger existait que cet état soit un risque de décompensation sous forme de bouffées pathologiques aiguës d'origine émotionnelle. Les experts pensaient donc indispensables de proposer à cette mineure l'entrée dans un foyer de réinsertion sociale avec encadrement éducatif, et surveillance psychiatrique. On peut se demander si la sanction qui fut prononcée, emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve était vraiment adaptée à ce cas.

Pour C2, infanticide, elle aussi, les experts avaient constaté simplement une mauvaise adaptation affective avec sentiment d'insécurité, ils avaient mis le sadisme du geste infanticide en corrélation avec l'introversion et l'importante capacité de refoulement de l'adolescente.

C2 fut placée en I.P.E.S. jusqu'à 21 ans, ce qui sans doute est l'une des meilleures mesures que l'on pouvait prendre.

Les crimes contre les mœurs d'adolescents révèlent souvent aussi chez leurs auteurs une personnalité très troublée, surtout lorsqu'il s'agit d'un crime contre les mœurs commis seul, et non en bande. Ce type de crime révèle une émancipation sexuelle, qui reste plus proche du ludisme et de l'hédonisme que d'une réelle maturation instinctive, affective. Ils révèlent enfin un sens moral frustré.

Dans le cas de CP5, deux mois avant la tentative de viol, le mineur avait eu un frère, ceci évidemment attestait l'existence de relations sexuelles chez les parents, ce qui à l'adolescence peut déterminer des inhibitions, un sentiment d'angoisse, de culpabilité. L'enfant perçoit sa mère comme objet sexuel, trouver un partenaire c'est alors à la fois fuir la mère et être comme le père.

Dans le cas de viols sur des fillettes jeunes ou sur les propres sœurs de l'auteur de l'acte, dans plusieurs affaires, les experts ont noté une profonde immaturité affectivo-sexuelle. Les actes de l'adolescent sont simplement des jeux sexuels, chez un immature aucunement entré dans la phase génitale adulte. Ces jeux sont fréquemment favorisés par des conditions très mauvaises de logement.

Pour les viols en bande, en plus d'une certaine immaturation sexuelle, les faits s'expliquent dans plusieurs cas par des mécanismes de groupe, et l'influence de boissons alcoolisées.

En matière d'infractions contre les biens, il faut distinguer l'incendiaire, des auteurs de vols qualifiés.

Dans le cas de A3 incendiaire, les experts avaient noté que la satisfaction sexuelle (ce mineur n'éprouvait aucune attirance hétérosexuelle) éprouvée au cours des incendies, les tendances sadiques, constituaient une constellation de signes montrant que le sujet avait des perversions instinctives qui ne sont accessibles qu'à une thérapie prolongée de type psychothérapique dans certaines conditions. On conseillait de placer le mineur dans une institution où l'éducation et l'instruction professionnelle tiennent une grande part ; le régime de la prison-école, ou le placement en I.P.E.S. pouvait être envisagé, or la cour d'assises des mineurs condamna cet adolescent incendiaire à 18 mois d'emprisonnement.

Pour les vols qualifiés, les motivations des mineurs en cause sont diffuses, leur personnalité souvent très difficile à cerner. La lecture d'examens médico-psychologiques permet de dire que beaucoup de ces adolescents ont été ou se croient mal aimés, plusieurs d'entre eux déclarent ne jamais avoir été aimés. Ils se réfugient alors dans des satisfactions immédiates, apprennent à ne pas résister à leurs désirs, s'affirment par le vol qui leur permet en même temps de réaliser certains désirs. Un de ces adolescents déclarait au médecin expert : « Je n'ai aucun métier, aucune activité régulière, je ne veux faire que ce qui me plaît, et quand il me plaît ». La délinquance est alors une négation du temps, l'affirmation de la vie pleine de l'instant.

*
* *

Ces quelques observations sur la personnalité des adolescents criminels, avaient pour but de manifester la complexité de la compréhension de l'acte commis par ces mineurs. Ceux-ci pour des raisons de classification juridique, seront jugés par des juridictions différentes, selon que leur acte aura été qualifié de crime ou de délit, d'après des critères qui, s'ils sont rigoureux pour le code pénal, ne le sont plus du tout dans la réalité. Une juridiction très spécialisée n'est-elle pas seule apte à juger des enfants « carrefours de choix et d'influences » disait M. Chazal, des enfants qui, pour la plupart, ont été mal aimés ? N'est-il pas infiniment difficile de juger un enfant, et de le juger pendant cette période paradoxale de transition que représente l'adolescence ?

A qui confier le jugement de celui-ci, assassin (84), qui, peu de temps après son crime, écrivait :

Ton grand corps blanc et rouge,
à l'aube hante mon âme.
Tes yeux, grands yeux
vaste ciel pur
j'ai saisi l'instant de transition
où la vie a quitté ton corps
la mort s'est installée
et en moi le remords.

J'ai vu ton grand corps blanc
parmi les herbes vertes
humides de mes pleurs
et de ton cœur brisé
lorsqu'il t'étreignait
mon cœur t'étreignait aussi.

Mais je sentais ton corps
qui glissait sur son corps
ton pas était son pas
et là dans les allées vous passiez
moi je trépassais.

Oscar Wilde dit un jour : « Chacun de nous tue ce qu'il aime »,
ceci ne serait-il pas d'abord vrai pour l'adolescent ?



Certains des mineurs criminels, ceux dont le crime n'a pas été correctionnalisé vont être jugés par la cour d'assises des mineurs, ils ne sont pas nécessairement plus asociaux, plus pervers, plus « voyous » que les mineurs jugés par le tribunal pour enfants. Et le seraient-ils qu'ils devraient à plus forte raison ne pas être traduits devant une juridiction beaucoup moins spécialisée qu'un tribunal pour enfants, ainsi que va nous le montrer dans une deuxième partie l'étude juridique de la juridiction qu'est la cour d'assises des mineurs. La juridiction appelée à apprécier les actes criminels d'adolescents ne devrait-elle pas tenter d'être adaptée le mieux possible au but qu'elle se propose, c'est la question de toute cette étude.

DEUXIEME PARTIE

LA COUR D'ASSISES DES MINEURS
ETUDE DE L'INSTITUTION
ETUDE DESCRIPTIVE ET PROSPECTIVE

INTRODUCTION

L'approche de la cour d'assises des mineurs d'une part par l'analyse des statistiques criminelles concernant les affaires jugées par cette juridiction, et, d'autre part, par l'étude d'un certain nombre de dossiers, est insuffisante pour pouvoir opportunément porter une appréciation sur l'institution sans au préalable en faire l'analyse juridique.

Sur le seul plan du droit, la cour d'assises des mineurs est cette juridiction instituée par la loi du 24 mai 1951, remplaçant le tribunal pour enfants complété par le jury, compétente pour juger les affaires de crimes dans lesquelles sont impliqués des mineurs de plus de seize ans et de moins de dix-huit ans à la date des faits (article 9, alinéa 3 de l'ordonnance de 1945, complétée par la loi du 24 mai 1951). Elle est également compétente pour juger les coauteurs ou complices du mineur lorsque la chambre d'accusation aura usé de la faculté qui lui est donnée par l'article 9 de renvoyer mineurs et majeurs ensemble devant la cour d'assises des mineurs (articles 9 et 20).

De qui est composée cette cour d'assises d'exception ? D'un président, conseiller à la cour d'appel, assisté de deux juges des enfants en principe, et du jury criminel. Le premier chapitre du titre I aura pour objet l'étude de la compétence et de la composition de la cour d'assises des mineurs.

Après les problèmes de compétence et de composition de la juridiction, se posent ceux de fonctionnement. Il ne s'agit pas d'étudier le fonctionnement de la cour d'assises des mineurs en tant que cour d'assises mais en tant que cour d'assises des mineurs. Les règles particulières de fonctionnement de cette nouvelle cour d'assises sont celles qui ont trait à la publicité, c'est ainsi que le deuxième chapitre sera consacré au problème de la publicité restreinte. L'article 20, alinéa 8 précise : les dispositions des alinéas 1, 2, 4 et 5 de l'article 14 sur la publicité restreinte au tribunal pour enfants, s'appliqueront à la cour d'assises des mineurs.

Règles spéciales à suivre pour le déroulement de l'instance, y a-t-il aussi des règles spéciales à suivre pour le choix de la sanction ? Nous serons donc amenés dans un troisième chapitre à étudier la question de la décision. On lit à l'article 34 : le président posera, à peine de nullité, les deux questions suivantes :

- 1° Y a-t-il lieu d'appliquer à l'accusé une sanction pénale ?
- 2° Y a-t-il lieu d'exclure l'accusé du bénéfice de l'excuse atténuante de minorité ?

En effet, la cour d'assises des mineurs comme précédemment le tribunal pour enfants complété par le jury a une double option : l'option peine-mesure et l'option peine non-atténuée — peine atténuée. Un problème préalable se posera en vue du choix de la sanction : comment apprécier la personne du mineur ? Comment arrive-t-on à juger l'acte et la personne devant la cour d'assises des mineurs ? L'instruction a-t-elle permis la connaissance de la personne ? C'est toute la question du dossier de personnalité et de l'influence de ce dossier. C'est également la question de la conception de la responsabilité pénale en matière de délinquance juvénile.

*
* *

Depuis la loi du 24 mai 1951, aucun texte propre à la cour d'assises des mineurs n'est venu modifier cette juridiction, que ce soit l'ordonnance n° 58 1274 du 22 décembre 1958 (85) relative à l'organisation des juridictions pour enfants modifiée par la loi n° 65 509 du 1^{er} juillet 1965 (86), ou l'ordonnance n° 58 1300 du 23 décembre 1958 (87) modifiant l'ordonnance n° 45 174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, complétée par la loi 65 511 du 1^{er} juillet 1965 (88) et celle n° 67 555 du 12 juillet 1967 (89).

Il ne faudrait cependant pas omettre de parler du nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 1^{er} mars 1959, venant modifier en quelques points, dans ses articles 231 à 380, les règles de composition et de fonctionnement de la cour d'assises de droit commun.

Ces modifications s'appliquent aussi à la cour d'assises des mineurs qui est avant tout une cour d'assises. L'article 20 de l'ordonnance du 2 février 1945, complétée par la loi de 1951 fait référence constamment au code de procédure pénale, en ce qu'il régit la composition et le fonctionnement des cours d'assises.

On peut penser que s'il n'y a pas eu de modification concernant la cour d'assises des mineurs en tant que juridiction pour mineurs depuis 1951, c'est que cette juridiction ne pose pas de réels problèmes. On aurait tort de le croire. Si sur le plan du fonctionnement il n'y a pas en effet de critiques fondamentales à élever et de problèmes sérieux qui aient été soulevés, par contre sur le plan de la composition de la juridiction, il nous semble que la critique puisse aller beaucoup plus loin. Cette juridiction telle qu'elle est composée, est-elle adaptée au but qu'elle se propose : être une juridiction spécialisée pour connaître des crimes d'adolescents et en juger d'une façon appropriée ? Que penser du jury ? Quelles autres solutions préconiser ? Voilà les questions auxquelles on essaiera d'apporter

(85) J.O. 23 décembre 1958, p. 11 559.

(86) J.O. 2 juillet 1965, p. 5 540.

(87) J.O. 24 décembre 1958, p. 11 768.

(88) J.O. 2 juillet 1965, p. 5 541.

(89) J.O. 13 juillet 1967, p. 7 011.

une réponse dans le deuxième titre de cette partie, en étudiant d'une part le problème du jury et, d'autre part, les solutions nouvelles qui pourrait être préconisées.

Mais tout d'abord dans le titre 1, il faut s'arrêter aux problèmes juridiques posés par la cour d'assises des mineurs, juridiction d'exception, en s'appuyant sur tous les arrêts de la cour de cassation rendus à propos du tribunal pour enfants complété par le jury, et de la cour d'assises des mineurs.

TITRE I

LES PROBLEMES POSES PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS JURIDICTION D'EXCEPTION

Avant de s'interroger sur les problèmes de compétence et de composition qu'a soulevé la cour d'assises des mineurs, puis sur ceux relatifs à la publicité et enfin sur ceux ayant trait à la décision, une observation préalable doit être faite sur la date d'application de la loi de 1951. Un seul arrêt statue à propos de la loi de 1951 (90), qui entra en vigueur le 1^{er} octobre 1951, mais on trouve des éléments de solution dans des arrêts qui ont statué à propos de la loi de 1942 et de l'ordonnance de 1945 (91).

Le principe, en la matière, veut que les lois modificatives de compétence soient immédiatement applicables aux poursuites en cours, mais qu'elles laissent néanmoins en dehors de leur action les affaires qui ont subi l'épreuve d'une décision sur le fond (92). Ce principe paraît clair, mais pourtant des problèmes se sont posés, surtout pour l'ordonnance de 1945, bien que dans celle-ci, il ait été précisé à l'article 43 : « Les dispositions nouvelles s'appliqueront dès leur mise en vigueur, dès le 1^{er} octobre 1945, aux procédures en cours, à condition toutefois qu'elles n'aient pas fait l'objet d'une ordonnance de renvoi devant une juridiction de jugement rendue par le juge d'instruction ». D'une part, les dispositions de l'article 66 du C.P. demeuraient applicables jusqu'à ce que soient intervenus les décrets déterminant les mesures d'application de l'ordonnance du 2 février 1945, et, d'autre part, ces dernières ne s'appliquaient que si il n'y avait pas eu renvoi avant la mise en vigueur de l'ordonnance, par exemple devant la cour d'assises de droit commun pour un mineur criminel de seize à dix-huit ans.

Ces principes ont-ils été appliqués ?

(90) Crim. 11 juin 1953, J.C.P. 1953, II, 7708, note *Brouhot B.*, 202, p. 346.

(91) Crim. 11 juillet 1945, B., 80, p. 114. — 19 décembre 1946, B, 246, p. 380. — 18 octobre 1956, J.C.P. 1956, som. p. 158.

(92) Crim. 11 mars 1942, B. 21, p. 36.

Un jeune de dix-sept ans qui avait été condamné le 6 juin 1945 par la cour d'assises de l'Ain à la peine de mort pour parricide (93) avait formé un pourvoi contre cet arrêt de condamnation, fondé sur le fait que la législation en vigueur au moment des faits reprochés, interdisait à la juridiction de droit commun (la cour d'assises) d'être valablement saisie de l'affaire, et de se prononcer.

Malheureusement pour l'accusé, l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises était intervenu avant la mise en vigueur de l'ordonnance de 1945. Il ne pouvait se prévaloir, ni de la loi du 27 juillet 1942, annulée avant toute application, par l'ordonnance du 8 décembre 1944 additionnelle à l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine, ni de l'ordonnance du 2 février 1945 non entrée en vigueur à la date de l'arrêt de renvoi.

Par contre, un arrêt de la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Riom du 4 juin 1946 qui renvoyait un jeune de dix-sept ans devant la cour d'assises, devait être cassé et l'a été (94), car à l'époque l'ordonnance de 1945 était entrée en vigueur.

Supposons que la cour d'assises ait été saisie, devait-elle arguer de son incompétence malgré la règle de plénitude de juridiction de la cour d'assises ?

Le problème s'est posé à quelques reprises pour des mineurs ayant été poursuivis pour crimes en même temps que des majeurs, antérieurement au 1^{er} octobre 1945, date de la mise en vigueur de l'ordonnance du 2 février 1945. L'arrêt de renvoi était antérieur au 1^{er} octobre, mais l'affaire était inscrite au rôle de la cour d'assises, postérieurement au 1^{er} octobre 1945 (95). En vertu de la règle jurisprudentielle en 1945, légale depuis 1959 de la plénitude de juridiction de la cour d'assises, juridiquement celle-ci aurait dû statuer et laisser aux parties le soin de se pourvoir en cassation. Mais les cours d'assises ont pris l'initiative de disjoindre les poursuites dirigées contre les mineurs qui leur étaient déferés et de les renvoyer de leur propre autorité selon qu'ils avaient moins de seize ans ou de seize à dix-huit ans, devant le tribunal pour enfants complété ou non complété par le jury. Ce sont des exemples de décisions non parfaitement défendables en droit, mais prises dans l'intérêt des mineurs.

La question de la valeur juridique du caractère attributif de compétence de l'arrêt de renvoi se retrouvera plus loin à propos de la compétence de la cour d'assises des mineurs (96).

L'arrêt du 11 juin 1953 (97), le seul qui ait statué quant à la mise en application de l'ordonnance de 1945 complétée par la loi de 1951, va plus loin, est plus précis que les quelques arrêts (98)

(93) Crim. 11 juillet 1945, B. 80, p. 114.

(94) Crim. 19 décembre 1946, B. 246, p. 380.

(95) C.A. d'Eure-et-Loir, 29 octobre 1945, aff. Cordonat. — C.A. de la Seine, 29 décembre 1945, aff. Rousse, cf. commentaire Brouhot, J.C.P. 1946, I, 522.

(96) Cf. p. 217 et suiv.

(97) Crim. 11 juin 1953, J.C.P. 1953, II, 7708, note Brouhot B. 202, p. 346.

(98) Précités, 94, 95.

qui avaient statué à propos de l'ordonnance de 1945. Cet arrêt énonce que l'ordonnance du 2 février 1945 et la loi du 24 mai 1951 doivent être considérées comme favorables aux mineurs délinquants et peuvent donc être appliqués rétroactivement. Ces textes relatifs à l'enfance délinquante doivent s'appliquer même à des procédures en cours. L'arrêt de 1953 ne rappelle plus la seconde partie de l'article 43 de l'ordonnance de 1945 qui disposait : « A condition toutefois qu'elles n'aient pas fait l'objet d'une ordonnance de renvoi, devant une juridiction de jugement, rendue par le juge d'instruction ».

En effet dans l'esprit de la cour de cassation, toute modification à la législation relative à l'enfance délinquante, quelle qu'elle soit, est censée intervenir dans l'intérêt des mineurs délinquants, donc doit s'appliquer immédiatement. Il ne faut pas confondre rétroactivité et application immédiate. Il aurait été préférable que la cour de cassation dans son arrêt du 11 juin 1953, n'emploie pas le terme : « rétroactivement », mais emploie le terme : « immédiatement ». Contrairement à ce que beaucoup pensent, une loi nouvelle d'organisation judiciaire ou de compétence ou de procédure sauf disposition expresse contraire du législateur, ne doit pas être rétroactive mais doit s'appliquer immédiatement, il en est ainsi pour la loi du 24 mai 1951 en ce qu'elle remplace le tribunal pour enfants complété par le jury, par la cour d'assises des mineurs. De plus comme nous le soulignons plus haut, un texte nouveau en matière de délinquance juvénile est considéré comme plus favorable aux mineurs délinquants que les textes antérieurs, que la loi de 1951 soit considérée comme une loi de fond ou comme une loi de forme, elle doit donc en tout état de cause s'appliquer immédiatement.

On peut se demander si la cour d'assises des mineurs est vraiment une juridiction plus favorable aux mineurs criminels de seize à dix-huit ans que ne l'était le tribunal pour enfants complété par le jury.

Il faut noter que de toute façon il ne pouvait y avoir de conflit de compétence entre la cour d'assises des mineurs et le tribunal pour enfants assorti du jury car cette dernière juridiction fut supprimée à la date d'entrée en vigueur de la loi de 1951 créant la cour d'assises des mineurs. L'article 43 de l'ordonnance du 2 février 1945 modifié par la loi du 24 juillet 1951, dispose : « Les affaires actuellement pendantes devant les juridictions pour enfants, supprimées ou transformées seront transférées aux juridictions pour enfants, désormais compétentes pour en connaître ». Par contre d'éventuels conflits de compétence pourront se produire entre la cour d'assises des mineurs et la cour d'assises de droit commun, c'est pourquoi dans un premier chapitre, il nous faut étudier les problèmes de compétence posés par la cour d'assises des mineurs, et nous étudierons ensuite ceux de composition.

CHAPITRE I

COMPETENCE ET COMPOSITION DE LA COUR D'ASSISES DES MINEURS

L'article 20, alinéa 1 de l'ordonnance de 1945 modifiée par la loi de 1951 dispose : « Le mineur âgé de seize ans au moins, accusé de crime, sera jugé par la cour d'assises des mineurs composée d'un président, de deux assesseurs et complétée par le jury criminel ».

Les règles de compétence et de composition concernant la cour d'assises des mineurs sont résumées dans cet alinéa, puis précisées dans les alinéas qui suivent.

Section I. — *COMPETENCE DE LA COUR D'ASSISES DES MINEURS*

Un des principes de procédure pénale, veut que les règles de compétence soient d'ordre public. Donc toutes les infractions, qui en vertu de texte du code pénal doivent être qualifiées de crime, devraient être déférées à la cour d'assises ou à la cour d'assises des mineurs quand il s'agit de faits commis par des jeunes de seize à dix-huit ans.

Mais on a vu combien la correctionnalisation judiciaire joue souvent, et combien elle joue pour les mineurs. En réalité, la règle de principe de compétence de la cour d'assises des mineurs est tournée dans la très grande majorité des cas.

Il est difficile d'apprécier dans quelles proportions cette règle est tournée, pour les majeurs pénaux on estime que les quatre cinquièmes des affaires criminelles échappent à la compétence de la cour d'assises.

Il arrive, mais rarement (99) qu'un tribunal des enfants ou une cour d'appel se déclare incompétent pour connaître de faits qualifiés délits par le juge d'instruction, qui en réalité sont des crimes.

Dans l'espèce de 1948 une cour d'appel saisie sur appel du ministère public s'était déclarée incompétente par le motif que les faits avaient un caractère criminel. L'auteur de ces faits ayant moins de seize ans au moment de leur commission, le tribunal compétent était de toute façon le tribunal pour enfants et en appel la chambre spéciale de la cour d'appel, qu'il s'agisse de délits ou de crimes.

(99) Crim. 4 novembre 1948, B. 255, p. 386.

La cour de cassation saisie en règlement de juges a donc à raison renvoyé l'affaire devant une autre cour d'appel. Si le mineur avait eu plus de seize ans au moment des faits elle aurait alors renvoyé l'affaire devant une chambre d'accusation à charge de déterminer la qualification de l'infraction (100). Au cours de l'étude de dossiers, nous avons rencontré quelques affaires ouvertes sous une qualification correctionnelle, mais jugées finalement sous une qualification criminelle après déclaration d'incompétence de cours d'appel, et procédure de règlement de juges (101).

Pour répartir les procès entre les différentes juridictions représentatives françaises, la loi pénale prend en considération la situation personnelle du délinquant, la nature et la gravité du fait délictueux, enfin le lieu de l'activité délictueuse. Il y a donc trois catégories de règles de compétence, nous étudierons successivement la compétence *ratione personæ* et la compétence *ratione materiæ*, la compétence *ratione loci* ne soulève aucun problème particulier. Les règles de compétence *ratione loci* applicables à la cour d'assises des mineurs, sont les règles générales de compétence territoriale.

A l'article 3 de l'ordonnance du 2 février 1945, on lit : « Sont compétents le tribunal pour enfants ou la cour d'assises des mineurs du lieu de l'infraction, de la résidence du mineur ou de ses parents ou tuteur, du lieu où le mineur aura été trouvé ou du lieu où il a été placé soit à titre provisoire soit à titre définitif ».

§ 1. COMPÉTENCE « RATIONE PERSONÆ »

En cette matière, on se trouve confronté à deux problèmes : qu'en est-il des mineurs de seize ans qui ont été renvoyés devant la cour d'assises des mineurs ? Qu'en est-il des complices et coauteurs des mineurs criminels de seize à dix-huit ans ?

A) Les mineurs de seize ans

D'après l'article 20 de l'ordonnance de 1945, sont justiciables de la cour d'assises des mineurs les adolescents criminels de seize à dix-huit ans. Il s'agit de l'âge au moment des faits, un arrêt du 21 mars 1957 (102) précise : « Attendu qu'il faut tenir compte de l'âge au moment des faits et non à la date de comparution devant la juridiction de jugement ».

Que se passe-t-il quand un mineur de seize ans est traduit devant la cour d'assises des mineurs ? Il y a conflit entre deux règles : celle posée par l'article 20 de l'ordonnance de 1945 et la règle jurisprudentielle sous l'empire du code d'instruction criminelle, légale depuis le C.P.P. (article 231), qui veut que l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation soit attributif de compétence.

Ce principe, de la plénitude de juridiction de la cour d'assises, est général quelle que soit l'incompétence invoquée : *ratione materiæ*, *ratione loci*, ou *ratione personæ* (103).

(100) Merle et Vitu : La procédure de règlement de juges. Traité de Droit Criminel, n° 1176.

(101) Cf. les affaires P12 et P13.

(102) Crim. 21 mars 1957, B. 281, p. 504.

(103) Crim. 10 janvier 1873, D.P. 1873, I, 41.

L'article 231 du C.P.P. ne prévoit aucune exception. Une jurisprudence ancienne appliquait le principe même quand il s'agissait de mineurs irrégulièrement renvoyés devant la cour d'assises (104). La jurisprudence à propos de la cour d'assises des mineurs ne va pas dans le même sens (105).

Dans l'affaire de 1955 la cour d'assises des mineurs avait demandé un supplément d'information, saisie d'une contestation sur l'âge du mineur, puis s'était déclarée incompétente.

L'arrêt de la chambre des mises en accusation qui avait renvoyé le mineur devant la cour d'assises des mineurs, fut cassé : « Doit être cassé et annulé dans l'intérêt de la loi et de l'accusé. l'arrêt de la chambre des mises en accusation qui renvoie un mineur de seize ans devant la cour d'assises des mineurs ».

Si, jusqu'à l'arrêt du 21 mars 1957 (106), la règle de plénitude de juridiction de la cour d'assises des mineurs n'était tournée qu'implicitement, avec l'arrêt de 1957, on a une décision de principe en la matière, fortement motivée.

Dans cette espèce, le mineur de seize ans avait été renvoyé devant la cour d'assises des mineurs avec des coaccusés mineurs de seize à dix-huit ans et des majeurs. L'arrêt est intéressant, il convient de citer ses attendus : « Attendu qu'il est vainement prétendu que la dite cour d'assises des mineurs par application de l'article 351 du C.I.C. aurait dû statuer sur l'accusation comme ayant plénitude de juridiction... qu'on ne saurait reconnaître la plénitude de juridiction à un tribunal d'exception... qu'en ce qui concerne la compétence des juridictions de jugement et notamment de la cour d'assises des mineurs, la dite ordonnance détermine dans l'intérêt des mineurs, des règles impératives qui ne comportent aucune dérogation ».

Deux motifs d'ordre différents sont invoqués, d'une part la plénitude de juridiction ne joue pas pour les tribunaux d'exception, si ce motif était le seul on pourrait penser que, dans le cas où un mineur serait renvoyé par erreur devant une cour d'assises de droit commun, l'arrêt de renvoi serait réellement attributif de compétence. C'est la solution de 1832 ; il resterait alors au mineur traduit devant une cour d'assises de droit commun, de former un pourvoi en cassation après son jugement, fondé par exemple sur le non respect des règles de publicité restreinte édictées pour protéger les mineurs. Mais l'arrêt de 1957 énonce un deuxième motif, le caractère impératif qui ne supporte aucune dérogation des règles de compétence édictées par l'ordonnance de 1945 dans l'intérêt des mineurs.

Finalement, la règle spéciale l'emporte sur la règle générale, le problème est ainsi heureusement réglé. Cette solution de l'arrêt de 1957 fut confirmée par un arrêt du 29 juillet 1963 (107).

(104) Crim. 5 juillet 1832, B. 244, p. 351.

(105) Crim. 21 mars 1957, B. 281, p. 504. — Crim. 29 juillet 1963, B. 268, p. 563. — Crim. 9 juin 1955, B. 294, p. 528.

(106) Cf. note (105).

(107) Crim. 29 juillet 1963, B. 268, p. 563.

Pour les délits, la solution est la même (108), « lorsqu'en violation de l'ordonnance du 2 février 1945, un mineur de dix-huit ans a été poursuivi devant la juridiction correctionnelle de droit commun, après information préalable, il y a lieu sur le pourvoi formé dans l'intérêt de la loi et du condamné d'annuler non seulement la décision de condamnation, mais encore l'ordonnance de mise en prévention et de renvoyer la cause devant le juge d'instruction des mineurs pour être procédé conformément aux prescriptions de l'ordonnance susvisée ».

Les problèmes de compétence *ratione personæ* que posent la cours d'assises des mineurs n'ont pas seulement trait à la question des mineurs de seize ans qui auraient été renvoyés devant la cour d'assises des mineurs, mais aussi à celle des coauteurs et complices majeurs.

B) Les complices et coauteurs majeurs

On lit à l'article 9, alinéa 4 de l'ordonnance du 2 février 1945 révisée par la loi de 1951 : « Si le mineur a des coauteurs ou complices âgés de plus de dix-huit ans, en cas de poursuite pour infraction qualifiée crime, il sera procédé à l'égard de tous les inculpés conformément aux dispositions de l'article 181 C.P.P., la chambre d'accusation pourra, soit renvoyer tous les accusés âgés de seize ans au moins devant la cour d'assises des mineurs, soit disjoindre les poursuites concernant les majeurs et renvoyer ceux-ci devant la cour d'assises de droit commun ; les mineurs âgés de moins de seize ans seront renvoyés devant le tribunal pour enfants ».

Sous le régime de l'ordonnance de 1945, avant qu'intervienne la loi de 1951, lorsqu'un crime avait été commis par des majeurs et des mineurs, les poursuites étaient nécessairement disjointes. Depuis la loi de 1951 les mineurs de seize à dix-huit ans, dans le cas d'inculpation pour crimes, peuvent être jugés par la même juridiction que leurs complices et coauteurs majeurs : la cour d'assises des mineurs.

C'est ce problème de la disjonction qui est à l'origine de la création de la cour d'assises des mineurs, on peut se demander s'il justifie réellement l'institution. En tout état de cause les contrariétés de jugement demeurent possibles quand le mineur et ses complices ou coauteurs majeurs ne sont les auteurs que de délits, ou lorsque le mineur a moins de seize ans et est l'auteur d'un crime (109).

Le célèbre arrêt Ravenel (110) est un exemple des inconvénients de la disjonction, un mineur peut être relaxé du chef de vol par le tribunal pour enfants, et son père condamné pour recel des sommes volées par son fils, par le tribunal correctionnel.

L'application de l'alinéa 4 de l'article 9 de l'ordonnance de 1945 remaniée par la loi de 1951, n'a pas donné lieu à de réelles difficultés d'application, mais il est bon cependant d'énoncer les hypo-

(108) Crim. 3 décembre 1957, B. 793, p. 1436.

(109) Cf. Introduction, p. 19.

(110) Crim. 9 février 1956, B. 148, p. 272. — J.C.P. 1956, II, 9574, note Larguier. — D., 1956, p. 501, note M.R.-M.P.

thèses auxquelles le juge d'instruction, puis la chambre d'accusation peuvent se trouver confrontés, quand des mineurs de moins de seize ans, des mineurs de seize à dix-huit ans et des majeurs pénaux sont impliqués dans une même cause criminelle.

Si le ou les mineurs ont des coauteurs ou des complices âgés de plus de dix-huit ans, il est procédé à l'égard de tous les inculpés conformément aux dispositions de l'article 181 du C.P.P. Le juge d'instruction ordonne que le dossier de la procédure et un état des pièces soient transmis sans délai par le procureur de la République au procureur général près la cour d'appel, pour être présenté par ce dernier à la chambre d'accusation. Celle-ci doit obligatoirement prononcer la disjonction en ce qui concerne les mineurs de seize ans et les renvoyer devant le tribunal pour enfants, elle peut ensuite renvoyer les mineurs de seize à dix-huit ans et les majeurs devant la cour d'assises des mineurs, ou disjoindre encore, et renvoyer les adolescents criminels devant la cour d'assises des mineurs et les majeurs devant la cour d'assises de droit commun.

La loi n'a pas prévu expressément l'hypothèse des crimes auxquels ont participé uniquement des mineurs, certains mineurs de seize ans, d'autres âgés de seize à dix-huit ans. Mais cette hypothèse ne soulève pas de difficultés, le juge d'instruction ordonne également que le dossier de la procédure et un état des pièces servant à conviction soient transmis sans délai par le procureur de la République au procureur général près la cour d'appel pour être présenté par ce dernier à la chambre d'accusation. Celle-ci se trouve dans l'obligation de disjoindre, renvoyant les mineurs de seize ans devant le tribunal pour enfants et les mineurs âgés de seize à dix-huit ans devant la cour d'assises des mineurs.

La cour de cassation a eu à statuer deux fois sur l'application de l'article 9, alinéa 4 de l'ordonnance du 2 février 1945 (111). D'après cette jurisprudence la chambre d'accusation peut toujours renvoyer les complices et coauteurs majeurs devant la cour d'assises des mineurs, dès qu'il y a connexité ou indivisibilité des faits.

Pratiquement dans la plupart des affaires, la chambre d'accusation use de la faculté qu'elle a de ne pas disjoindre les causes. Il est à noter qu'une fois que les majeurs complices ou coauteurs sont déférés à la cour d'assises des mineurs, la procédure à suivre est celle un peu spéciale édictée à l'égard des mineurs en matière de publicité. La juridiction compétente pour statuer à l'égard de tous les accusés, doit appliquer aux débats les règles de publicité restreinte édictées par les articles 14 et 20 de l'ordonnance du 2 février 1945 modifiée par la loi du 24 mai 1951.

La cour d'assises des mineurs, juridiction d'exception a donc une large compétence *ratione personæ* puisqu'elle peut juger aussi bien les complices et coauteurs majeurs des mineurs criminels de seize à dix-huit ans, que ceux-ci. En cela c'est une juridiction différente de toutes les autres juridictions pour mineurs et son caractère

(111) Crim. 16 février 1954, B. 142, p. 246. — Crim. 24 novembre 1954, B. 347, p. 598. — D. 55, som. p. 30.

de juridiction spécialisée en est amoindri. Qu'en est-il de la compétence *ratione materiæ* de la cour d'assises des mineurs ? Est-elle également très large ?

§ 2. COMPÉTENCE « RATIONE MATERIÆ ».

Le problème de la compétence matérielle de la cour d'assises des mineurs se pose à l'égard des diverses infractions de droit commun, et à l'égard des infractions politiques et militaires.

A) *Les infractions de droit commun*

La cour d'assises des mineurs est compétente pour connaître des crimes d'adolescents, peut-elle juger des délits ou contraventions connexes à ces crimes ? Le problème paraît très simple étant donné la règle posée par l'article 231 du code de procédure pénale : la cour d'assises a plénitude de juridiction. L'arrêt de renvoi est attributif de compétence sauf l'exception soulevée plus haut, quand le mineur renvoyé devant la cour d'assises des mineurs n'avait pas seize ans au moment des faits. Mais en réalité si on applique strictement la solution de l'arrêt du 21 mars 1957 (112) qui dispose : « On ne saurait reconnaître la plénitude de juridiction à un tribunal d'exception », ce ne serait plus en vertu du principe de plénitude de juridiction qu'une cour d'assises des mineurs pourrait juger de délits ou contraventions connexes, ce pourrait être parce que de même qu'un tribunal pour enfants saisi de délits et de contraventions connexes doit se déclarer compétent (113), de même une cour d'assises des mineurs doit se déclarer compétente pour juger des délits et contraventions connexes.

Mais, à notre avis, la cour d'assises des mineurs, bien que juridiction d'exception est, avant tout, une cour d'assises à laquelle s'applique le principe de plénitude de juridiction posé par l'article 231 C.P.P., sauf l'exception qui joue également pour une cour d'assises de droit commun : le cas du mineur de moins de seize ans qui lui serait déféré.

Pour ce qui est des infractions politiques ou militaires, les problèmes sont plus délicats.

B) *Les infractions politiques et militaires*

À l'issue de la guerre de 1940 la question de la juridiction compétente pour connaître des actes de collaboration commis par des mineurs s'est posée. Une circulaire du garde des sceaux du 19 février 1946 (114), vint apporter une solution, cette circulaire rappelle aux substituts les dispositions des ordonnances du 2 février

(112) Crim. 21 mars 1957, B. 281, p. 504, cité p. 218.

(113) Angers 1^{er} avril 1954, J.C.P. 1954, II, 8186, *note Delpech*. Cet arrêt de la cour d'Angers a précisé que l'ordonnance du 2 février 1945 et les textes subséquents n'ont pas voulu déroger aux règles de connexité de l'article 192 C.I.C. (articles 466 et 467 C.P.P.).

(114) J.C.P. 1947, III, 12 246.

1945 et du 11 juillet 1945, l'article 1^{er} de l'ordonnance du 2 février 1945 et les articles 4 et 6 de l'ordonnance du 11 juillet. Il résulte de ces textes que les mineurs de dix-huit ans, qu'ils soient coupables de crimes ou de délits, ne peuvent être poursuivis devant les tribunaux militaires que s'ils sont militaires ou ressortissants d'un Etat ennemi ou occupé.

Cette circulaire est intervenue parce que le garde des sceaux avait appris par le ministre des Armées que certains parquets refusaient de se saisir d'affaires concernant les mineurs de dix-huit ans coupables d'actes de collaboration, qui leur sont adressées par l'autorité militaire, comme relevant de la compétence des tribunaux pour enfants, complétés ou non par le jury.

Mais la loi du 15 septembre 1948 vint changer la solution. La cour de cassation, dans un arrêt du 3 août 1950 (115) décide qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 15 septembre 1948 les mineurs de dix-huit ans sont justiciables du tribunal militaire, nonobstant les dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945.

La jurisprudence a admis la compétence du tribunal militaire pour juger un mineur de dix-huit ans poursuivi pour crime de guerre. Il faut citer également l'arrêt du 15 janvier 1948 (116) qui dispose que les tribunaux militaires sont compétents pour les mineurs prévenus ou accusés de crimes ou délits de leur compétence (*ratione materiæ*) lorsque les mineurs étaient au temps de l'action militaires ou ressortissants d'un Etat étranger.

Si après la guerre de 1940 et jusqu'à la date environ de la création de la cour d'assises des mineurs, la situation était peu claire quant aux juridictions compétentes pour connaître des crimes de guerre ou militaires, à l'heure actuelle par contre elle est très claire.

En 1951, la compétence de la cour d'assises des mineurs était limitée par celle des tribunaux militaires, qui pouvaient connaître des crimes et délits commis par des mineurs de dix-huit ans lorsque ceux-ci étaient militaires au temps de l'action ou ressortissants d'un Etat ennemi ou occupé (article 2 du code de justice militaire et article 6 du code de justice maritime modifié par l'ordonnance additionnelle du 11 juillet 1945).

En 1969, la compétence *ratione materiæ* de la cour d'assises des mineurs n'est toujours pas générale, ce que l'on peut regretter. Elle est limitée par celle de la cour de sûreté de l'Etat et des tribunaux permanents des forces armées.

Aux termes de l'article 699 C.P.P., la cour de sûreté de l'Etat connaît des crimes et des délits contre la sûreté de l'Etat commis par des mineurs de seize à dix-huit ans coauteurs ou complices d'adultes. C'est encore une fois les problèmes posés par la disjonction qui ont fait adapter cette solution, enlevant aux mineurs la garantie de la spécialisation de la juridiction compétente à leur égard.

Les articles 62 et 67 du code de justice militaire du 8 juillet 1965 prévoient que sur le territoire de la République, les tribunaux perma-

(115) Crim. 3 août 1950, B. 227, p. 40.

(116) Crim. 15 janvier 1948, B. 15, p. 22, J.C.P. 1948, II, 4370, *note Magnol*.

nents des forces armées sont compétents à l'égard des mineurs, si les intéressés sont militaires, ou lorsque les mineurs en cause sont ressortissants d'un Etat occupé ou d'un Etat ennemi à l'époque des faits reprochés. Hors du territoire de la République, ces tribunaux sont compétents à l'égard des mineurs lorsque ceux-ci sont membres des forces armées ou lorsqu'aucune juridiction française de mineurs n'a compétence à leur égard. Ils sont également compétents à l'égard des mineurs de dix-huit ans lorsque ceux-ci sont ressortissants d'un Etat ennemi à l'époque des faits reprochés. De surcroît, aux termes de l'article 73 du code de justice militaire, les mineurs de dix-huit ans coauteurs ou complices de personnes déférées aux juridictions des forces armées sont dans tous les cas traduits devant ces juridictions. C'est là encore une disposition ayant pour but d'éviter la disjonction des affaires.

On voit que la compétence *ratione materiæ* de la cour d'assises des mineurs connaît des limites en matière de crimes contre la sûreté de l'Etat et de crimes militaires dans certains cas. Par contre la compétence de la cour d'assises des mineurs demeure pour les crimes politiques qui ne sont pas des crimes contre la sûreté de l'Etat, et pour les crimes contre la sûreté de l'Etat qu'un mineur de seize à dix-huit ans aurait commis seul sans complice ou coauteur majeur.

La compétence *ratione personæ* de la cour d'assises des mineurs est étendue eu égard à ce qu'on peut attendre d'une juridiction d'exception pour mineurs, étant donné que sont justiciables de la cour d'assises des mineurs aussi bien des jeunes criminels de seize à dix-huit ans que leurs complices ou coauteurs majeurs, par contre la compétence *ratione materiæ* de la cour d'assises des mineurs est restreinte eu égard à ce qu'on peut attendre d'une juridiction d'exception pour mineurs, d'une juridiction qui devrait s'attacher à la nature de la personne avant de s'attacher à la nature de l'acte.

Sous le seul angle de la compétence, la cour d'assises des mineurs semble donc être une juridiction quelque peu hybride, il faut maintenant examiner cette juridiction sous l'angle de sa composition, peut-être serons-nous amenés à conclure de la même façon.

Section II. — COMPOSITION DE LA COUR D'ASSISES DES MINEURS

Avant de parler des problèmes posés par la composition de la cour et du jury, il faut dire quelques mots de la composition de la juridiction d'instruction qui renvoie mineurs de seize à dix-huit ans criminels, et coauteurs ou complices majeurs si elle le désire, devant la cour d'assises des mineurs. En effet l'article 23 de l'ordonnance de 1945 prévoit une certaine spécialisation de la chambre d'accusation quand celle-ci connaît d'une affaire dans laquelle un mineur est impliqué. Le conseiller délégué à la protection de l'enfance siègera alors comme membre de la chambre d'accusation.

La cour de cassation a cassé chaque fois que la question lui a été posée (117) les arrêts de la chambre des mises en accusation qui connaissaient d'une affaire dans laquelle se trouvait impliqué un mineur, sans constater la présence parmi ses membres du conseiller délégué à la protection de l'enfance.

Ainsi est appliqué strictement le principe qui veut que toute décision de justice porte en elle-même la preuve de la composition dont elle émane (118). Donc le conseiller délégué à la protection de l'enfance doit faire obligatoirement partie de cette chambre et ce à peine de nullité. Pour la présence du conseiller délégué à la chambre des appels correctionnels jugeant les affaires de mineurs, la solution de la cour de cassation est la même (119), l'arrêt doit constater que les dispositions de l'article 23 de l'ordonnance du 2 février 1945, modifiée par la loi du 24 mai 1951, ont été à cet égard observées.

Le seul inconvénient de cette présence obligatoire du conseiller délégué à la chambre d'accusation, est qu'il ne pourra en aucun cas présider la cour d'assises des mineurs, en application de l'article 253 du code de procédure pénale. Cet article dispose que : « Ne peuvent faire partie de la cour en qualité de président ou d'assesseur, les magistrats qui, dans l'affaire soumise à la cour d'assises, ont, soit fait un acte de poursuite ou d'instruction, soit participé à l'arrêt de mise en accusation ou à une décision sur le fond relative à la culpabilité de l'accusé ».

Le doyen Magnol, dans son commentaire de la loi de 1951 (120), se demande si le conseiller délégué qui a dû siéger à la chambre des mises, quand des mineurs étaient en cause, peut ensuite connaître de la même affaire à la chambre spéciale chargée de statuer sur les appels des jugements du tribunal pour enfants. Pour Magnol rien ne s'oppose à ce que le conseiller siège deux fois dans la même affaire, car il n'y a pas d'incapacités ou d'incompatibilités sans texte, et ceux qui en établissent ne sauraient être étendues à des hypothèses qu'ils ne prévoient pas (121).

Malheureusement pour la cour d'assises il existe un texte, cet article 253 du code de procédure pénale (ancien article 257 C.I.C.). Le conseiller délégué ne siègera donc pas comme président ou assesseur à la cour d'assises des mineurs.

Avant de s'interroger sur la composition de la cour et du jury, il est bon au préalable de préciser encore qui est le représentant du ministère public à la cour d'assises des mineurs.

D'après la disposition de l'alinéa 3 de l'article 20 de l'ordonnance du 2 février 1945 modifiée par la loi du 24 mai 1951, les fonctions du ministère public auprès de la cour d'assises des mineurs sont remplies

(117) Crim. 24 mars 1953, B. 112, p. 187. — Crim. 16 février 1954, B. 74, p. 132.

(118) Crim. 14 novembre 1952, S. 53, I, 152.

(119) Crim. 24 novembre 1959, B. 504, p. 977.

(120) La loi du 24 mai 1951 modifiant l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. *Magnol*, R.S.C., 1951, p. 445.

(121) Crim. 28 mai 1968, D. 68, p. 545, *rapport Chapar*.

par le procureur général ou par un magistrat du ministère public spécialement chargé des affaires de mineurs. Un arrêt de rejet du 29 octobre 1957 (122) décida que cette disposition de l'article 20 n'était pas prescrite à peine de nullité.

A la cour d'assises des mineurs, le ministère public n'est donc pas nécessairement spécialisé. En ne statuant pas exactement sur le même point, un arrêt de rejet du 19 février 1969 (123), à notre avis, implicitement confirme la jurisprudence de 1957, cet arrêt énonce que : « si le procès-verbal des débats et l'arrêt, ne précisent pas que le magistrat qui occupait les fonctions du ministère public à la cour d'assises des mineurs, était comme le prescrit l'article 20 alinéa 3 de l'ordonnance du 2 février 1945, un magistrat spécialement chargé des affaires de mineurs, ce magistrat doit cependant en l'absence de toute réclamation formulée par l'accusé ou son défenseur, au cours des débats, être présumé avoir été appelé à siéger conformément aux prescriptions légales ». On note qu'il n'a pas été fait le même sort à l'article 23 de l'ordonnance du 2 février 1945 concernant la présence du conseiller délégué à la protection de l'enfance à la chambre d'accusation lorsqu'un mineur est en cause, qu'à l'alinéa 3 de l'article 20 concernant la présence du procureur général ou d'un magistrat spécialement chargé des affaires de mineurs, à la cour d'assises des mineurs.

Après le ministère public sont maintenant à étudier, d'une part la composition de la cour, d'autre part celle du jury à la cour d'assises des mineurs.

§ 1. — LA COUR

A. — *Le président*

L'article 20 alinéa 2 de l'ordonnance de 1945 dispose : « son président sera désigné et remplacé s'il y a lieu dans les conditions prévues pour le président de la cour d'assises par les articles 244 à 247 ». Le président de la cour d'assises des mineurs est donc un président de chambre ou un conseiller à la cour d'appel.

Il est assez curieux que le seul conseiller qui ne puisse présider les assises des mineurs soit justement le conseiller délégué à la protection de l'enfance. M. Tallinaud dans un article sur le conseiller délégué à la protection de l'enfance (124) expose comment dans le ressort de la cour de Poitiers, on a essayé d'appliquer l'ordonnance de 1945, dans son esprit, en s'écartant de la lettre quand cela était nécessaire.

En particulier, pour permettre au conseiller délégué de présider la cour d'assises des mineurs, il ne siège pas à la chambre d'accusation, ainsi que cela est prévu par l'ordonnance de 1945. Pour que

(122) Crim. 29 octobre 1957, B. 680, p. 1229.

(123) Crim. 19 février 1969, B. 87, p. 218. J.C.P. 1970, II, 16 272, note

Ph. Robert.

(124) Tallinaud : « Le conseiller délégué à la protection de l'enfance », R.A.E.S. 1965, p. 259 à 267.

l'arrêt de la chambre d'accusation n'encourt pas la nullité, il suffit que soit précisé qu'en application de l'article 6 de l'ordonnance du 22 décembre 1958, le conseiller délégué est remplacé par ordonnance de Monsieur le premier président par un autre conseiller qui siège alors à la chambre d'accusation.

Cette application de la loi par la cour de Poitiers est très intéressante. On peut penser à juste titre qu'il est encore plus important que le président de la cour d'assises des mineurs soit un magistrat spécialisé, plutôt qu'un tel magistrat siège à la chambre d'accusation. En fait, il est évident que le président de la cour d'assises des mineurs et un des magistrats siégeant à la chambre d'accusation, devraient être spécialisés dans les questions de l'enfance et de l'adolescence.

Si le président de la cour d'assises des mineurs est en principe un quelconque conseiller de la cour d'appel ou président de chambre, ses assesseurs par contre et en principe aussi, doivent être des juges pour enfants.

B. Les assesseurs

A l'article 20 alinéa 2 on lit : « les deux assesseurs seront pris sauf impossibilité parmi les juges des enfants du ressort de la cour d'appel, et désignés dans les formes des articles 248 à 252 C.P.P. »

Il semble que dans l'esprit de la loi de 1951, les deux assesseurs devaient réellement être des juges des enfants, et si le texte dispose « sauf impossibilité » c'est en pensant à la cour d'appel de Bastia où il n'existe qu'un juge des enfants (125). Rappelons que depuis 1951 il n'y a eu qu'une seule affaire justiciable de la cour d'assises des mineurs en Corse (126), donc la petite expression « sauf impossibilité » ne devrait avoir encore joué qu'une fois, telle n'est pas la réalité, et loin s'en faut.

La cour de cassation a été amené à casser à trois reprises des arrêts de cour d'assises des mineurs (127), sur cette question des assesseurs : « la composition des juridictions étant d'ordre public, doit être annulé l'arrêt rendu par une cour d'assises des mineurs, lorsqu'il n'est pas constaté que l'un des assesseurs avait la qualité de juge des enfants de l'un des tribunaux du ressort de la cour d'appel, ou qu'il avait été désigné en raison de l'indisponibilité de tout magistrat du ressort ayant cette qualité ».

La censure de la cour de cassation n'intervient que si au procès-verbal manque la mention : « les juges des enfants, empêchés, ont été remplacés par... ». Il suffit donc d'écrire « les juges des enfants, empêchés » ; ou « un juge des enfants empêché » pour tourner la loi d'une façon régulière. C'est ainsi que dans certaines cours d'appel de France, par solution de facilité peut-être et par méfiance vi-à-vis de la magistrature pour enfants, les deux juges des enfants ou au moins

(125) La loi du 24 mai 1951 portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945, relative à l'enfance délinquante, J.C.P. 1951, I, 937, Brouchet.

(126) Cf. p. 41.

(127) Crim. 15 novembre 1951, B. 289, p. 503. — Crim. 5 avril 1954, B. 142, p. 246. — Crim. 8 décembre 1971, B. 344, p. 864.

l'un d'eux sont souvent empêchés, sans même avoir appris qu'allait se tenir une audience d'assises des mineurs.

Cette pratique est extrêmement condamnable, car elle aboutit à faire de la cour d'assises des mineurs dans sa composition, tout simplement une cour d'assises de droit commun, et l'on revient à la situation antérieure à l'ordonnance de 1945. Le président sera un conseiller à la cour mais non le conseiller délégué à la protection de l'enfance, les assesseurs des magistrats non spécialisés dans les questions de l'enfance, et le jury, le jury de droit commun comme nous allons le voir.

Une difficulté supplémentaire en matière d'assesseurs, résulte de ce que quelquefois ceux-ci en tant que juge des enfants ont effectué des actes d'instruction. La séparation des fonctions de justice qui ne joue pas pour les tribunaux pour enfants (c'est le même magistrat le juge des enfants qui est juge au cours de la phase de l'instruction et de celle du jugement) s'applique à la cour d'assises des mineurs. De même que le conseiller délégué à la protection de l'enfance qui a présidé la chambre d'accusation ne peut présider la cour d'assises des mineurs pour la même affaire, de même un juge des enfants qui aurait participé à l'instruction de la cause, ne peut siéger ensuite comme assesseur à la cour d'assises des mineurs qui jugera de cette cause. Mais un arrêt de la chambre criminelle du 3 octobre 1968 (128) a précisé qu'il était vainement soutenu que ne peut faire partie d'un cour d'assises, en qualité d'assesseur, le magistrat qui, ayant reçu en sa qualité de juge des enfants, une copie du procès-verbal de l'enquête sociale concernant la situation de famille d'une enfant, l'a transmise au magistrat instructeur chargé de l'information ouverte pour attentats à la pudeur sur la personne de cette enfant. Cette transmission ne saurait à aucun titre, constituer un acte de poursuite ou d'instruction.

Il reste à noter qu'en cas de remplacement des assesseurs après l'ouverture de la session, c'est au président des assises seul qu'il appartient de pourvoir au remplacement de l'assesseur à la cour d'assises des mineurs empêché (129). Quand il s'agit du remplacement du président, par le président du tribunal, après les notifications faites aux jurés par application de l'article 392 du C.I.C. (article 267 C.P.P.), il y a présomption que ce remplacement est régulier (130). « Attendu que lorsque le président de la cour d'assises s'est abstenu de juger, il y a présomption légale que cet empêchement a été légitime, et que le remplacement a été opéré conformément à l'article 263 C.I.C. » (article 246 C.P.P.).

Après le président et ses assesseurs, après la cour, reste à étudier le jury.

(128) Crim. 3 octobre 1968, J.C.P. 1970, II, 16 272, note Ph. Robert.

(129) Crim. 20 mars 1958, B. 279, p. 482.

(130) Crim. 23 août 1958, B. 592, p. 1045.

§ 2. *Le jury*

L'article 20 de l'ordonnance de 1945, complétée par la loi de 1951, à ses alinéas 5 et 6 dispose : « Dans le cas où tous les accusés de la session auront été renvoyés devant la cour d'assises des mineurs, il sera procédé par cette juridiction, conformément aux dispositions des articles 288 à 292 du C.P.P. Dans le cas contraire, le jury de la cour d'assises des mineurs sera formé de jurés pris sur la liste arrêtée par la cour d'assises (131).

Il convient de comparer l'article 20, alinéas 5 et 6, de l'ordonnance du 2 février 1945, remanié par la loi de 1951, avec l'article 20 de l'ordonnance du 2 février 1945 dans sa première rédaction ; on y lisait simplement : « Le mineur âgé de plus de seize ans, accusé de crime, sera jugé par le tribunal pour enfants, qui se réunira au siège de la cour d'assises, sera complété par le jury et sous réserve des dispositions de l'article 14 (publicité restreinte des débats) procèdera conformément aux articles 291 à 380 du C.I.C.... ». Le texte avait donné lieu à de multiples difficultés d'application que le nouvel article 20 a voulu pallier.

Dans un premier point on étudiera le jury et la cour d'assises des mineurs, dans un deuxième point les difficultés juridiques qu'avait posées le jury lorsqu'il complétait le tribunal pour enfants car la vision de ces difficultés permettra de mieux comprendre certaines causes de la réforme de 1951 et la situation actuelle du jury à la cour d'assises des mineurs. Enfin il faudra dire quelques mots du jury de la cour d'assises de droit commun, en effet le jury de la cour d'assises des mineurs n'est en rien différent du jury de la cour d'assises ordinaire.

A) Le jury et la cour d'assises des mineurs.

La cour d'assises des mineurs instituée par le nouvel article 20 de l'ordonnance de 1945, est avant tout une cour d'assises. Afin d'éviter les incidents qu'avait causés le système du tribunal pour enfants complété par le jury, la cour d'assises des mineurs se réunit au cours de la session de la cour d'assises de droit commun. Dans le texte de 1945 il était simplement précisé que le tribunal pour enfants complété par le jury se réunissait au siège de la cour d'assises.

Deux solutions peuvent se présenter actuellement :

- soit au rôle de la session, ne sont inscrites que des affaires des mineurs, la cour d'assises des mineurs est alors compétente pour vérifier la liste de session des jurés, tirer au sort le jury de jugement, et trancher toutes les questions qui peuvent être soulevées en vue de l'établissement définitif de cette liste (article 20, alinéa 5).
- soit la cour d'assises de droit commun a statué au début de la session, le jury de la cour d'assises des mineurs sera alors formé de jurés pris sur la liste arrêtée par la cour d'assises de droit commun.

(131) Nous n'aborderons ici que les problèmes techniques posés par le jury de la cour d'assises des mineurs, les problèmes de fond seront développés dans le titre II.

Dans tous les cas, le président de la cour d'assises des mineurs tirera au sort les noms des jurés de jugement dans les affaires de la compétence de cette juridiction.

B) Le jury et le tribunal pour enfants complété par le jury

A l'époque du tribunal pour enfants complété par le jury, une série d'arrêts sont venus préciser la signification de l'ancien article 20 sur deux problèmes importants : la vérification de la liste des jurés, et le tirage au sort du jury de jugement.

Deux arrêts du 18 juin 1947 (132) non publiés au bulletin criminel sont intéressants quant à la vérification de la liste des jurés.

A la session d'avril 1947 de la cour d'assises de la Seine, la première affaire était une affaire de mineurs. Le tribunal pour enfants prit l'initiative de vérifier les pouvoirs des jurés portés sur la liste de session. Avait-il qualité pour le faire ? La question a été posée à la cour de cassation par un condamné majeur et par un condamné mineur.

Pour le condamné majeur, la solution était simple à établir, aux termes de l'article 393 du code d'instruction criminelle, c'est à la cour d'assises qu'il appartient d'établir la liste définitive du jury de session. Le tribunal pour enfants n'a pas à intervenir dans les affaires concernant des majeurs et surtout pas pour accomplir une formalité d'où dépend la légalité de la composition du jury de jugement.

Pour le mineur, le problème était plus délicat. Le raisonnement de la cour de cassation fut le suivant : le tribunal pour enfants est une juridiction d'exception, il ne doit pas choisir son jury mais prendre celui que la cour d'assises met à sa disposition. S'il n'y a aucune affaire de majeur au rôle de la session, il faudra alors réunir la cour d'assises uniquement dans le but de vérifier la liste du jury de session.

Pour le tirage au sort du jury de jugement, la solution de la cour de cassation ne fut pas la même (133).

Les auteurs du pourvoi soutenaient que le jury de jugement chargé de compléter le tribunal pour enfants devait être tiré non par ce tribunal, mais par la cour d'assises. Cette prétention a été écartée, le tirage au sort du jury de jugement est le premier acte de procédure qui suit immédiatement l'ouverture des débats ; il est compris dans les débats, il n'y a pas de raison de refuser au tribunal pour enfants le droit de l'exécuter. D'autre part, l'article 20 de l'ordonnance du 2 février 1945 attribuant dans son alinéa 2 au président du tribunal pour enfants siégeant au criminel les pouvoirs du président des assises, est donc régulier le tirage au sort du jury de jugement, auquel il a été procédé par le président dudit tribunal.

(132) Crim. 18 juin 1947, D. 1947, p. 349. — J.C.P. 1947, II, 3 717, *note Brouhot*. — G.P. 1947, II, 164. — *Sirey*, 1947, I, 122.

(133) Crim. 1^{er} février 1951, B. 40, p. 69. — D. 1951, p. 334. — J.C.P. 1951, II, 6107, *note Brouhot*.

Si ce dernier motif était le seul, il signifierait que le président du tribunal pour enfants est également compétent pour vérifier la liste des jurés. Quant au premier motif, il n'est pas plus convaincant, le tirage au sort du jury de jugement suit-il réellement l'ouverture des débats, n'est-il pas plutôt le dernier acte de procédure antérieure aux débats. On ne comprend pas la solution de la chambre criminelle car l'article 399 du C.I.C. est rédigé de telle façon qu'il est impossible de penser que le tirage au sort du jury de jugement fait partie des débats. En effet, d'après l'article 399 du C.I.C., il s'effectue avant l'ouverture de l'audience. Les débats peuvent difficilement commencer avant l'ouverture de l'audience. Mais la coutume s'était fixée en sens inverse et la jurisprudence admettait que le tirage en audience publique n'était pas une cause de publicité. Depuis le C.P.P., le problème ne se pose plus, le tirage au sort du jury de jugement est considéré comme le dernier acte de procédure antérieur aux débats (134). La solution inverse soulèverait la difficulté d'arriver à concilier l'article 293 du C.P.P. qui veut que ce tirage au sort ait lieu en audience publique, et la règle de l'article 14 de l'ordonnance du 2 février 1945 énonçant que la publicité des débats doit être restreinte quand des mineurs sont en cause (135).

La loi de 1951 a résolu les inconvénients du tribunal pour enfants complété par le jury, quant à ce jury et à sa formation, en instituant une cour d'assises des mineurs qui, bien que juridiction d'exception, est avant tout une cour d'assises à laquelle est reconnue tous les droits de la cour d'assises de droit commun, il reste donc à dire quelques mots du jury de la cour d'assises ordinaire.

C) *Le jury et la cour d'assises*

En résumé, la procédure qui permet de déterminer qui seront les neuf jurés (depuis le C.P.P.) est la suivante (136).

Quinze jours avant l'ouverture de la session, le premier président de la cour d'appel, ou le président du tribunal de grande instance du lieu des assises dans les départements où ne siège pas de cour d'appel, tire au sort en audience publique les trente trois jurés nécessaires (27 titulaires, 6 suppléants) sur la liste annuelle départementale.

La liste de session doit être signifiée à l'accusé au plus tard l'avant-veille de l'ouverture des débats (article 282 C.P.P.). Ceci joue également pour les mineurs. Un arrêt du 3 février 1949 (137) a jugé qu'aux termes de l'article 395 du code d'instruction criminelle, applicable en matière de poursuites exercées devant le tribunal pour enfants complété par le jury contre un mineur de plus de seize ans accusé de crime, la liste des jurés doit à peine de nullité être notifiée à l'accusé au moins vingt-quatre heures avant la formation du jury de jugement. Lorsque l'accusé est détenu, la notification doit être faite à

(134) Sur la notion de débats, cf. chap. II, p. 244 et suiv.

(135) Cf. chap. II, la publicité restreinte, p. 233 et suiv.

(136) Cf. *Merle et Vitu*, n° 1134 et s. *Traité de Droit Criminel*.

(137) *Crim.* 3 février 1949, B. 51, p. 76. — R.P. 1949, p. 423.

sa personne au lieu où il est détenu, faute de quoi il n'est pas légalement établi qu'il ait personnellement reçu copie de la notification de la liste des jurés. Cette décision garde toute sa valeur car l'article 282 du C.P.P. reprend dans leur substance les dispositions de l'article 395 du C.I.C. Dans l'espèce de 1949 la notification avait été faite au domicile de la mère du prévenu, alors que celui-ci était détenu à Fresnes, au quartier des mineurs. Un arrêt de 1951 (138) a précisé cette question de la notification de la liste des jurés, et décide que l'article 395 du code d'instruction criminelle en prescrivant de notifier à l'accusé la liste des jurés, n'exige pas que cette liste soit transcrite sur l'exploit de notification. Il suffit que cet exploit constate que la liste a été notifiée et que copie en a été remise à l'accusé.

La liste de session formée, au jour de l'ouverture de la session, les jurés se réunissent dans la salle des assises, le président opère la vérification de la liste des jurés.

Tout arrêt modifiant la composition de la liste de session doit être porté à la connaissance de l'accusé par les soins du greffier de la cour d'assises, une heure au moins avant l'ouverture des débats le concernant. L'accusé donne décharge de cette communication (article 292). Cette formalité ignorée du code d'instruction criminelle, doit faciliter l'exercice du droit de récusation de l'accusé.

Le tirage au sort du jury de jugement se situe au début de chaque affaire, avant l'ouverture des débats (139) et en audience publique (article 293 C.P.P.). Le droit de récusation donné au ministère public et à l'accusé est réglé par l'article 298 du code de procédure pénale.

Au temps du tribunal pour enfants complété par le jury, le problème s'était posé de savoir si lorsqu'au cours d'une même session, des débats distincts ont lieu devant le tribunal pour enfants complété par le jury, à l'encontre d'un accusé mineur, et devant la cour d'assises en ce qui concerne les coaccusés majeurs, certains jurés pouvaient faire partie de l'un et l'autre jury (140).

Le même problème pourrait encore se poser dans le cas où la chambre d'accusation aurait disjoint l'affaire, renvoyé les mineurs devant la cour d'assises des mineurs et les majeurs devant la cour d'assises de droit commun, et où l'affaire, jugée en deux, le serait au cours de la même session. Dans l'arrêt du 15 novembre 1951 (141), la cour de cassation a décidé qu'il ne résulte aucune nullité de ce que certains jurés ont fait partie de l'un et l'autre jury, « attendu que les droits de la défense n'ont pu être lésés, aucun principe ne s'opposant à ce que les mêmes jurés connaissent au cours d'une même session de plusieurs affaires régulièrement inscrites au rôle, quand bien même ces accusations, quoique distinctes, se rapporteraient aux mêmes faits, ou à des faits connexes, et les accusés ayant d'ailleurs pu, en tout état de cause, exercer les droits de récu-

(138) 15 novembre 1951, B. 298, p. 503. — R.S.C. 1952, p. 463.

(139) Sur le problème du moment d'ouverture des débats, cf. p. 244 et s.

(140) Crim. 15 novembre 1951, B. 298, p. 503.

(141) Cité ci-dessus.

sation qu'ils tiennent de l'article 401 du code d'instruction criminelle » (article 298 C.P.P.).

On se rend compte qu'aucune règle particulière au jury de la cour d'assises des mineurs n'existe, le jury de la cour d'assises des mineurs est identique à celui de la cour d'assises de droit commun, quant à sa composition, quant aux règles à suivre pour sa formation.

Il apparaît que la cour d'assises des mineurs examinée sous l'angle de sa composition peut difficilement être qualifiée de juridiction spécialisée, le seul élément qui permet de la différencier de la cour d'assises de droit commun est la présence de deux assesseurs juges des enfants en principe. En pratique si ce n'est les deux juges des enfants, du moins l'un d'eux est quelquefois déclaré empêché, c'est ce qui est apparu dans l'étude des dossiers et au travers d'interviews de magistrats.

Si, eu égard à sa compétence et à sa composition, la cour d'assises des mineurs n'est pas réellement une juridiction spécialisée, peut-être, au contraire l'est-elle eu égard aux règles de déroulement de l'audience d'assises des mineurs ?

Il faut donc maintenant étudier les règles particulières de déroulement de l'audience d'assises des mineurs. Ces règles ont trait au problème de la publicité, en effet la cour d'assises des mineurs procède dans les mêmes formes que la cour d'assises de droit commun (articles 217 à 406 C.I.C. 231 à 380 C.P.P.) mais observe les règles de l'article 14 de l'ordonnance de 1945.

CHAPITRE II

LE PROBLEME DE LA PUBLICITE RESTREINTE

Le droit français est un compromis du système accusatoire et du système inquisitoire, il oppose le principe du secret des procédures d'instruction à celui de la publicité des procédures de jugement.

Ce principe de la publicité des procédures de jugement, de la publicité des audiences, a été introduit par les décrets des 8 et 9 octobre 1789, puis consacré par le décret des 16-24 août 1790, enfin inscrit dans plusieurs constitutions successives.

De Louis XII à la révolution, les audiences furent secrètes, il en résulta de grands abus. Au XVIII^e siècle, Beccaria écrivait : « Que les jugements soient publics, et l'opinion qui peut être le seul bien des sociétés mettra un frein à la violence et aux passions, le peuple dira, nous ne sommes pas des esclaves, nous sommes protégés par les lois ». Dans les cahiers de doléances on retrouve partout le désir d'une justice publique, c'est ainsi que le décret des 16-24 août 1790 disposa que : « En toute matière, civile ou criminelle, les plaidoiries, rapports et jugements seront publics ».

Pour la cour d'assises, le principe de la publicité des débats fut affirmé à l'article 310, alinéa 2 du code d'instruction criminelle et l'est actuellement à l'article 310 du code de procédure pénale.

L'article 310 commence par ces termes : « Les débats sont publics... » puis suivent immédiatement des exceptions à ce principe de la publicité. La première exception tient à la défense de l'ordre public et des bonnes mœurs, les juridictions en général et la cour d'assises en particulier (articles 306, 400, 512 et 535 C.P.P.) peuvent siéger à huis-clos lorsque la publicité des débats est dangereuse pour l'ordre public ou pour les mœurs. La seconde exception à la publicité des débats, est celle qui permet aux présidents des juridictions en vertu de leur pouvoir de police d'interdire l'accès des salles aux mineurs de vingt et un ans, ou à certains d'entre eux.

La troisième exception nous intéresse particulièrement, il s'agit de la législation sur l'enfance délinquante en matière de publicité des audiences de mineurs (articles 14 et 20 de l'ordonnance du 2 février 1945 complétée par la loi de 1951).

Pourquoi, dès la loi de 1912 instituant un premier code de l'enfance délinquante, a-t-on introduit ces règles de publicité particulières ? (142) parce que, dès cette époque, avant même toutes les recherches et découvertes en matière de développement psychologique de l'individu, on s'est aperçu que la publicité donnée aux actes criminels et aux procédures pénales, risquait d'être préjudiciable aux délinquants qu'elle concerne. C'est une cause de désadaptation sociale.

Si d'un côté le principe des libertés publiques impose celui de la publicité des procédures pénales, d'un autre côté on peut se demander si ce même principe de la publicité des procédures judiciaires est compatible avec celui d'un droit pénal préoccupé d'assurer la resocialisation des délinquants.

L'enfant, qui selon M. Chazal, est « un carrefour de choix et d'influences », mérite une attention particulière et c'est à son sujet que le législateur a pris les dispositions les plus sérieuses de publicité restreinte. Ce n'est pas le lieu ici dans une analyse proprement juridique de la cour d'assises des mineurs d'insister sur les méfaits psychologiques, sur les dangers de la publicité dans une affaire de mineurs, il faut d'ailleurs être spécialiste de ces questions pour pouvoir le faire sérieusement.

Rappelons cependant que l'enfant délinquant est souvent un enfant qui a cherché à s'affirmer et n'a trouvé que la délinquance pour pouvoir s'affirmer (143). La publicité ne peut que parfaire ce faux rôle de premier plan qui, souvent, apporte une satisfaction à l'enfant, une fausse satisfaction. La publicité est également à éviter non seulement pour le jeune qui est jugé, mais pour tous ceux qui pourraient avoir vent de l'affaire ou y assister et « s'en inspirer » plus ou moins consciemment.

De plus, comme le fait remarquer le docteur Roumajon (144) : « Dans la publicité des crimes et des délits, à l'audience ou par la presse, les détails affreux sur l'aspect des lieux ou des circonstances, les descriptions des blessures ou des dégâts, s'adressent bien plus aux tendances sado-masochistes plus ou moins latentes des jeunes ou des adultes, qu'à leur désir de connaissance ».

Pour pallier les inconvénients de la publicité, l'article 14 de l'ordonnance de 1945 prévoit toutes sortes de dispositions. Cet article 14 fut légèrement modifié par la loi de 1951, puis complété en 1965 par un article 14.1 par la loi n° 65.511 du 1^{er} juillet 1965.

L'article 20 de l'ordonnance instituant la cour d'assises des mineurs prévoit que les dispositions des alinéas 1, 2, 4 et 5 de l'article 14 s'appliqueront à la cour d'assises des mineurs.

Mais la cour d'assises des mineurs est une cour d'assises, les exceptions à la publicité prévues par l'article 306 du C.P.P. devraient donc pouvoir aussi lui être appliquée.

(142) Cf. la publicité dans la loi de 1912. Introduction, p. 12.

(143) Comment ils deviennent délinquants ? Genèse et développement de la socialisation et de la dissocialité. E.S.F. 1965, R. Mucchielli.

(144) Roumajon, R.I.D.P. 1969, p. 633. Publicité et affaires de mineurs.

On est ainsi amené, dans un premier temps, à analyser l'article 14 de l'ordonnance de 1945, puis la combinaison des dispositions de cet article avec l'article 306 du code de procédure pénale sur le huis-clos. L'analyse des textes n'est pas suffisante, car le principe de la publicité restreinte a donné lieu à toutes sortes de difficultés d'application à la cour d'assises des mineurs, lesquelles difficultés seront étudiées dans un deuxième temps.

Section I. — ANALYSE DES TEXTES

§ 1. ANALYSE DE L'ARTICLE 14 DE L'ORDONNANCE DU 2 FÉVRIER 1945, modifié par la loi de 1951 et complété par celle du 1^{er} juillet 1965.

L'alinéa 1 de cet article 14 dispose : « Chaque affaire sera jugée séparément en l'absence de tous autres prévenus ». Précisons que pour une même affaire tous les prévenus, ou accusés à la cour d'assises des mineurs sont présents et jugés ensemble qu'ils soient auteur principal coauteur ou complice.

A l'alinéa 2 on lit : « Seuls seront admis à assister aux débats, les témoins de l'affaire, les proches parents, le tuteur ou le représentant légal du mineur, les membres du barreau, les représentants des sociétés de patronages et des services ou institutions s'occupant des enfants, les délégués à la liberté surveillée ».

La liste assez longue des personnes pouvant assister à l'audience donne son sens à l'expression d'audience en « publicité restreinte ». Mais si cette liste est assez longue, elle est interprétée de façon très stricte par la cour de cassation. Un jugement du 13 février 1946 (145) rendu par le tribunal pour enfants complété par le jury a été cassé parce qu'il ne mentionnait pas que la salle d'audience était demeurée ouverte aux personnes énumérées dans l'article 14 de l'ordonnance. Il mentionnait simplement que le public et toute personne étrangère à l'affaire s'étaient retirés sur l'ordre du président, et que les portes de la salle d'audience ont été closes.

On peut se demander si les jurés de session qui n'ont pas été tirés au sort pour composer le jury de jugement peuvent demeurer dans la salle d'audience et assister aux débats. Aucun arrêt n'a statué sur ce problème. Si l'on s'en tient à une interprétation stricte de l'article 14, alinéa 2 de l'ordonnance du 2 février 1945, il semble évident qu'il faille répondre par la négative. Pourtant dans la pratique, on voit des présidents autoriser les jurés de session qui le désirent, à assister aux débats ; à notre avis, c'est très contestable eu égard aux textes, et cela fait de la publicité restreinte une publicité peu restreinte.

Le seul arrêt auquel on puisse se référer en la matière, est un arrêt de la chambre criminelle du 11 décembre 1968 (146) rejetant un pourvoi rédigé en ces termes : « En ce que l'arrêt attaqué a

(145) Crim. 13 février 1946. S. 1946, I, 52, J.C.P. 1946, I, 2987, *note Brouchot*.

(146) Crim. 11 décembre 1968, J.C.P. 1969, II, 15 898, *note Rassat*.

décidé par un arrêt incident que les débats se poursuivraient à huis-clos, en exceptant de cette mesure les jurés de session et les représentants accrédités de la presse, alors qu'il ne relève aucun motif spécial justifiant la présence aux débats de ces deux catégories de personnes ».

Pour la cour de cassation, il ne fait pas de doute que les juges sont habilités à apprécier les faits et circonstances nécessitant le huis-clos, et à déterminer l'étendue de cette mesure.

Mais il n'en est pas de même en matière de publicité restreinte. Pour les affaires concernant des mineurs, la liste de l'article 14, alinéa 2 est limitative. Si les jurés de session peuvent être considérés comme des personnes participant à l'administration de la justice et pouvant, de ce fait, assister aux débats, on remarque cependant que parmi les personnes participant à l'administration de la justice, sont seuls mentionnés à l'alinéa 2 de l'article 14, les membres du barreau. Il nous semble donc qu'il faille penser que les jurés de session ne faisant pas partie du jury de jugement d'une affaire d'assises des mineurs, n'ont pas à assister aux débats.

L'alinéa 3 de l'article 14 est celui qui, par la loi de 1951, a subi une grande modification. L'ancien alinéa 3 disposait : « Le mineur lui-même sera invité à se retirer après l'interrogatoire et l'audition des témoins » (147). Le nouvel alinéa 3 déclare : « Le président pourra, à tout moment, ordonner que le mineur se retire pendant tout ou une partie de la suite des débats ». Cette solution est plus souple et permet au président, quand il le juge judicieux, de ne pas faire retirer le mineur, elle permet également de ne pas faire assister le mineur à l'audition des témoins.

La cour d'assises des mineurs, liée par certaines règles propres aux cours d'assises en général, en particulier celle de l'interrogatoire de l'accusé par le président, n'a pas à appliquer cet alinéa 3 de l'article 14, mais une disposition un peu différente que l'on trouve à l'article 20, alinéa 9 : « Après l'interrogatoire des accusés, le président de la cour d'assises des mineurs pourra à tout moment ordonner que l'accusé mineur se retire pendant tout ou une partie des débats ».

Un arrêt du 23 décembre 1955 (148) a rappelé que l'article 20, alinéa 9, institue seulement une faculté dont l'exercice est abandonné par la loi à la libre appréciation du président.

L'alinéa 4 de l'article 14 de l'ordonnance concerne la publication des comptes rendus des débats : « La publication du compte rendu des débats des tribunaux pour enfants dans le livre, la presse, la radiophonie, le cinématographe ou de quelque manière que ce soit est interdite. La publication, par les mêmes procédés de tout texte, ou de toute illustration concernant l'identité et la personnalité des mineurs délinquants est également interdite. Les infractions à ces dispositions seront punies d'une amende de 300 F. à 30.000 F. ;

(147) Crim. 22 avril 1948, S. 1948, I, 130. - B. 116, p. 173. — Crim. 30 décembre 1952, J.C.P. 1953, som. p. 29.

(148) Crim. 23 décembre 1955, B. 608, p. 1 062.

en cas de récidive un emprisonnement de deux mois à deux ans pourra être prononcé ». Aux termes de cet alinéa, il est donc interdit d'une façon générale de publier toute information relative à l'identité des mineurs délinquants. L'article 14, alinéa 4 ne faisant aucun renvoi à l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881, on peut se demander si le délit qu'il punit est soumis quant à la procédure à la législation sur la presse, notamment en ce qui concerne la prescription, dont la durée serait alors de trois mois au lieu de trois ans. Mais la législation sur la presse est une législation d'exception, sa portée ne saurait donc être étendue à des hypothèses qu'elle ne prévoit pas. Donc la poursuite et les délais de prescription de l'action publique doivent être ceux de droit commun et non ceux prévus par la loi du 29 juillet 1881. La prescription sera de trois ans.

La solution est d'autant plus certaine depuis que le législateur a jugé bon en 1965 de compléter l'article 14 par un article 14.1 énonçant l'échelle des responsabilités quand les infractions aux dispositions des alinéas 4 et 5 sont commises par la voie de la presse. Si la loi du 29 juillet devait s'appliquer implicitement, cet article 14.1 n'aurait pas de raison d'être.

L'article 20 sur la cour d'assises des mineurs renvoyant dans son alinéa 8 aux alinéas 4 et 5 de l'article 14, l'article 14.1 doit lui aussi s'appliquer à la cour d'assises des mineurs puisqu'il renvoie également aux alinéas 4 et 5 de l'article 14.

Le dernier alinéa de l'article 14 a trait aux limites de ce principe de la publicité restreinte : « Le jugement sera rendu en audience publique, en la présence du mineur. Il pourra être publié, mais sans que le nom du mineur puisse être indiqué, même par une initiale à peine d'une amende de 300 F. à 30.000 F.

La question s'est posée de savoir si, lorsque le président a ordonné que le mineur se retire, le procès-verbal doit mentionner que l'on a fait revenir le mineur pour la lecture de l'arrêt.

Un arrêt du 7 mai 1948 (149) casse une décision du tribunal pour enfants complété par le jury, car le procès-verbal des débats ne faisait pas régulièrement mention de ce que la lecture de la déclaration de la cour et du jury prévue par l'article 357 du C.I.C. a été accomplie en présence du mineur. Or c'est là, dit l'arrêt, une formalité substantielle aux droits de la défense.

Un arrêt du 17 janvier 1956 (150) statue dans le même sens au sujet du tribunal pour enfants, et si ses motifs paraissent plus nuancés, c'est uniquement en raison de la modification de l'alinéa 3 de l'article 14 par la loi de 1951. Cet arrêt déclare que ce n'est qu'au cas où le président usant du pouvoir que lui a conféré l'article 14 de l'ordonnance du 2 février 1945, aurait ordonné que le mineur se retire de l'audience au cours des débats, qu'il y a lieu, avant la lecture de l'arrêt, d'ordonner au mineur de rentrer, et qu'il y a lieu de constater sa présence, lors de la lecture de l'arrêt.

(149) Crim. 7 mai 1948, B. 128, p. 192.

(150) Crim. 17 janvier 1956, B. 66, p. 115. — R.S.C. 1956, p. 556, observations *Patin*. — D. 1956, som. p. 127.

En l'espèce le président n'avait pas ordonné que le mineur se retire, le tribunal n'avait donc pas à constater sa présence lors de la lecture de l'arrêt, il suffisait que celui-ci mentionne qu'il avait été lu en audience publique. Un arrêt du 22 mars 1966 (151) va beaucoup plus loin et marque un revirement de jurisprudence, peut-être implicitement amorcé par l'arrêt de 1956. En 1966, la cour de cassation a rejeté le pourvoi formé contre un arrêt de la chambre spéciale de la cour d'appel, rendu hors la présence du mineur, car il est satisfait aux règles de la publicité lorsque la décision a été rendue à l'audience publique, il n'est pas exigé que la présence du mineur, lors de la lecture de l'arrêt, soit expressément constatée.

La cour de cassation n'a jamais eu à statuer en la matière au sujet de la cour d'assises des mineurs. D'après l'article 366 du C.P.P., le président fait comparaître l'accusé, donne lecture des réponses faites aux questions, et prononce l'arrêt portant condamnation. C'est donc en présence de l'accusé que l'arrêt d'assises doit être rendu. Puisqu'aucun alinéa de l'article 14 ne déroge à cette règle et qu'au contraire l'alinéa 5 de l'article 14 énonce que l'arrêt doit être rendu en présence du mineur et en audience publique, nous pensons que cette formalité de la présence du mineur est une formalité substantielle qui doit donc être constatée dans le procès-verbal pour pouvoir être considérée comme accomplie.

En résumé, l'article 14 de l'ordonnance de 1945 prévoit trois types de garanties différentes.

On y trouve d'abord des règles concernant ce qu'on pourrait appeler la publicité restreinte *stricto sensu*, c'est-à-dire publicité restreinte des débats par la limitation des personnes pouvant y assister. La publicité restreinte s'arrête avec la fin des débats, il faut donc pouvoir déterminer avec précision ce qui fait partie des débats et ce qui n'en fait pas partie.

Dans l'article 14 il s'agit ensuite de protéger le mineur, en évitant que tout le procès n'ait pas lieu devant lui si le président l'estime préférable. Si l'on peut concevoir que le procès de l'acte ait lieu en présence du mineur, on comprend aisément les inconvénients qu'il y a à opérer le procès de la personne devant le mineur. C'est dès après son interrogatoire que le président de la cour d'assises des mineurs peut le faire retirer. Cet interrogatoire même est très discuté. Le président a parfois tendance à le transformer en un exposé personnel de l'affaire, ou lui-même s'acquitte des questions et des réponses (152). Le mineur plus encore que le majeur est vulnérable, surpris par la procédure d'assises, inhibé ou manifestant une fausse assurance, la situation se prête très peu à un interrogatoire sérieux qui se voudrait dans l'esprit du législateur un entretien permettant la compréhension de l'affaire.

(151) Crim. 22 mars 1966, B. 106, p. 234. — J.C.P. 1966, som. p. 70.

(152) R. Vouin. R.S.C. 1955, p. 43. L'interrogatoire de l'accusé par le président de la cour d'assises.

La dernière protection du mineur instituée par l'article 14 de l'ordonnance du 2 février est celle qui découle de l'interdiction de toute publicité des comptes rendus des débats.

Par toutes ces dispositions le mineur traduit devant la cour d'assises des mineurs, comme celui qui est traduit devant le tribunal pour enfants, paraît relativement bien protégé.

En pratique, il est très regrettable que le mineur assiste aussi souvent à l'ensemble des débats et en particulier à l'examen de sa personnalité. Il est pourtant tout à fait possible aux magistrats de le faire retirer de l'audience.

Une question est posée par l'existence d'un autre texte que l'article 14 de l'ordonnance du 2 février 1945, pouvant s'appliquer à la cour d'assises des mineurs et ayant trait à la limitation de la publicité devant une cour d'assises. Il s'agit de l'article 306 du code de procédure pénale prévoyant la possibilité du huis-clos. Les règles établies par l'article 306 du code de procédure pénale et par l'article 14 de l'ordonnance du 2 février 1945 sont-elles conciliables ? Peuvent-elles s'appliquer cumulativement ? Comment se différencient huis-clos et publicité restreinte ?

§ 2. ANALYSE DE L'ARTICLE 306 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE — HUIS-CLOS ET PUBLICITÉ RESTREINTE.

« Les débats sont publics, à moins que la publicité ne soit dangereuse pour l'ordre et les mœurs. Dans ce cas, la cour le déclare par un arrêt rendu en audience publique. Toutefois, le président peut interdire l'accès de la salle d'audience aux mineurs ou à certains d'entre eux. Lorsque le huis-clos a été ordonné, celui-ci s'applique aux incidents contentieux visés à l'article 316. L'arrêt sur le fond doit toujours être prononcé en audience publique ».

L'article 306 du code de procédure pénale reprend les dispositions de l'article 310 du code d'instruction criminelle, telles qu'elles résultaient de la loi du 15 juillet 1944 validée par l'ordonnance du 3 mai 1945. Jusqu'à cette date le code d'instruction criminelle ne contenait aucune disposition permettant à une juridiction répressive d'ordonner le huis-clos, celui-ci était appliqué en vertu des dispositions des chartes de 1814 et de 1830, et de la constitution de 1848.

Le huis-clos peut toujours être ordonné quelle que soit la nature de l'affaire, il suffit que la publicité des débats dans l'affaire, présente un caractère dangereux pour l'ordre et les mœurs (153). La loi laisse à la conscience des juges le soin d'apprécier les faits et circonstances nécessitant le huis-clos, ainsi que de déterminer l'étendue de cette disposition, telle est la solution d'un arrêt du 11 décembre 1968 (154).

(153) Crim. 29 décembre 1893, D.P. 1897, I, 202. — Crim. 19 juin 1914, B, 288, p. 535.

(154) Crim. 11 décembre 1968, J.C.P. 1969, II, 15 898, *note Rassat*.

Les règles concernant le huis-clos et celles concernant la publicité restreinte ont ceci de commun qu'elles ne s'appliquent qu'aux débats. L'arrêt sur le fond doit toujours être rendu en audience publique (155), mais le huis-clos s'applique au prononcé des arrêts qui peuvent intervenir sur des incidents contentieux (156), il n'est pas certain qu'il en soit ainsi pour la publicité restreinte.

Le huis-clos est à la fois une disposition plus rigoureuse et moins rigoureuse que la publicité restreinte. Ces deux atteintes différentes au principe de la publicité des audiences ont des causes différentes, et des conséquences différentes.

Le huis-clos intervenant uniquement pour protéger l'ordre public et les bonnes mœurs, peut ne jouer que pendant une partie des débats, par exemple l'audition des témoins si l'on craint que l'audition des témoins soit dangereuse pour l'ordre et les mœurs. La publicité restreinte par contre s'étend à la totalité des débats.

Mais une fois le huis-clos prononcé, que ce soit pour l'ensemble des débats ou pour une partie seulement de ces débats, la publicité n'est pas seulement restreinte mais inexistante en principe, car la cour de cassation a jugé qu'il était sans intérêt que le huis-clos n'ait reçu qu'une exécution incomplète et que certaines personnes aient assisté aux débats (157).

Telle est toujours la solution pour un arrêt de la chambre criminelle du 11 décembre 1968 (158) qui déclare qu'une cour d'assises peut ordonner que le huis-clos ne s'appliquera pas à certaines personnes. Un arrêt incident avait décidé que les débats se poursuivraient à huis-clos en exceptant de cette mesure les jurés de session et les représentants accrédités de la presse. La jurisprudence de la cour suprême n'a jamais varié, les débats ont toujours été jugés s'être déroulés valablement « encore qu'aient assisté à l'audience après le prononcé du huis-clos quelques membres du jury ne connaissant pas de l'affaire, et les témoins entendus » (159).

A l'opposé, l'article 14, alinéa 2 de l'ordonnance du 2 février 1945 énumère limitativement les personnes pouvant assister aux débats, cette liste est d'interprétation stricte.

Il paraît évident que huis-clos et publicité restreinte puissent se cumuler au cours d'une audience de cour d'assises des mineurs étant donné qu'ils sont ordonnés pour des causes différentes et entraînent des conséquences différentes. C'est ce qu'a jugé un arrêt du 2 mars 1955 (160).

Les mineurs en cause prétendaient que la publicité restreinte prévue par l'ordonnance du 2 février 1945 suffisait à la protection de l'ordre ou des mœurs, et qu'ils ne pouvaient être privés des personnes limitativement prévues par la loi.

(155) Crim. 12 décembre 1823, B. 162, p. 462.

(156) Crim. 6 avril 1854, D.P. 1854, V. 620. — Crim. 16 mars 1901, D.P. 1903, I, 29.

(157) Crim. 15 mai 1884, B. 170, p. 290. — Crim. 28 juillet 1921, B. 312, p. 520.

(158) Cf. note (154).

(159) Crim. 19 février 1841, B. 48, p. 82.

(160) Crim. 2 mars 1955, B. 129, p. 231. J.C.P. 1955, II, 8 760, note Pierron.

La cour de cassation a jugé que les dispositions de l'article 14 de l'ordonnance du 2 février 1945, modifiée par la loi du 24 mai 1951, relatives à la publicité restreinte pour le jugement d'infractions commises par des mineurs, ne font pas échec à celles de l'alinéa 2 de l'article 310 du code d'instruction criminelle, et les règles ordinaires sont applicables toutes les fois que l'ordre et les mœurs sont intéressées.

Au surplus il faut remarquer que l'article 20 de l'ordonnance du 2 février 1945 à l'alinéa 10 prévoit que, sous réserve des dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945, il sera procédé en ce qui concerne les mineurs âgés de seize ans au moins, conformément aux dispositions des articles 191 à 218 et 231 à 380 du C.P.P.

L'article 306 du code de procédure pénale est compris dans les dits textes. Certains diront que, puisque c'est sous réserve des dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 que doivent s'appliquer les règles du code de procédure pénale, celles sur le huis-clos ne doivent pas s'appliquer. Il semble que ce soit une mauvaise analyse des textes ou du moins de leur esprit, et suivant en cela les observations de M. Pierron (161), il nous semble qu'il serait paradoxal d'admettre le huis-clos dans les procès concernant les majeurs et de les refuser aux juridictions des mineurs, alors qu'en cette matière le législateur prend un soin tout particulier à limiter la publicité des audiences. Puisque l'ordre public et les mœurs constituent des motifs pertinents pour supprimer toute publicité devant les juridictions de droit commun, *a fortiori* doit-il en être de même pour les audiences de mineurs.

Il faut noter que la cour de cassation n'a pas toujours statué dans le sens de l'arrêt du 2 mars 1955, citons l'arrêt du 7 août 1951 (162).

Cette jurisprudence de 1951 s'explique ainsi : la cour de cassation a vu dans l'article 14 de l'ordonnance une règle spéciale qui prime la règle générale, celle de l'article 190 du C.I.C., et doit s'appliquer dans toutes ses dispositions avant que la règle générale ne joue, par exemple dans l'hypothèse du huis-clos il faudrait cependant que les personnes énumérées à l'article 14, alinéa 2 de l'ordonnance puissent assister aux débats.

Dans un deuxième temps et c'est la jurisprudence de 1955, la cour de cassation s'est aperçu qu'il n'y avait aucune raison que le mineur soit moins protégé que le majeur, donc aucune raison qui empêche que l'on puisse appliquer cumulativement les règles du huis-clos et celles de la publicité restreinte pour aboutir à une publicité la plus restreinte possible.

Une petite difficulté d'application et d'interprétation de l'article 14 de l'ordonnance de 1945 consistait dans ce problème : publicité restreinte et huis-clos. La publicité restreinte *stricto sensu*, c'est-à-dire l'alinéa 2 de l'article 14 a entraîné d'autres difficultés d'application qu'il faut maintenant étudier.

(161) Arrêt précité plus haut.

(162) Crim. 7 août 1951, B. 262, p. 440.

Section II. — LES DIFFICULTES D'APPLICATION DU PRINCIPE DE LA PUBLICITE RESTREINTE (« *stricto sensu* »).

Devant le tribunal pour enfants l'application de l'article 14, alinéa 2 de l'ordonnance du 2 février 1945 ne soulève aucune difficulté : la publicité est restreinte pendant toute l'audience jusqu'au jugement qui, seul, est rendu en audience publique.

Que décider pour la cour d'assises des mineurs ? L'article 14, alinéa 2 énumère les personnes admises à assister aux débats, il faut donc penser que la publicité restreinte se limite aux débats. Mais quand les débats commencent-ils exactement et quand s'achèvent-ils ? Ce sont les points qu'il faudra tout d'abord examiner avant de s'arrêter au cas particulier des arrêts incidents, et des débats sur l'action civile. Enfin il est nécessaire de dire quelques mots de la sanction des règles de publicité.

§ 1. *Publicité restreinte et débats.*

Il faut arriver à déterminer quand les débats commencent et quand ils s'achèvent pour savoir quand appliquer et quand faire cesser le régime de publicité restreinte.

En cour d'assises les débats proprement dit sont réglés par les articles 306 à 354 du code de procédure pénale, il s'agit des articles contenus dans le VI^e chapitre sur la cour d'assises, intitulé « des débats ».

A) *Le début des débats*

Si la publicité restreinte commence avec les débats, elle doit donc commencer après les diverses formalités relatives à la constitution du jury. Pourtant un arrêt du 23 décembre 1955 (163) avait décidé que le tirage au sort du jury de jugement devait être effectué en présence des jurés, de l'accusé et du ministère public, mais pas nécessairement en audience publique. Cette décision porte en elle-même une contradiction si on admet que soient présents tous les jurés de session au moment du tirage au sort ce qui est nécessaire, et que ne soient présentes puisque la publicité est déjà restreinte, que les personnes limitativement énumérées par l'article 14, alinéa 2 de l'ordonnance du 2 février 1945.

Depuis le code de procédure pénale, le problème est moins difficile à résoudre, la constitution du jury de jugement ne saurait rester secrète (article 293 C.P.P.). Sous le code d'instruction criminelle, le tirage au sort devait avoir lieu avant l'audience, il pouvait donc s'opérer en chambre du conseil ou dans la salle d'audience sans publicité (164), mais la coutume s'était fixée en sens

(163) Crim. 23 décembre 1955, B. 608, p. 1062.

(164) Crim. 22 mars 1845, B. 107, p. 175. — Crim. 7 juillet 1847, B. 153, p. 276. — Crim. 26 janvier 1854, D.P. 1854, V. p. 215. — Crim. 18 avril 1867, D.P. 1868, I, 44.

inverse, et la jurisprudence admettait que le tirage en audience publique n'était pas cause de nullité (165) (166). Le code de procédure pénale prévoyant expressément le tirage au sort en audience publique, on comprend l'arrêt du 26 décembre 1962 (167) qui déclare : « Aux termes de l'article 293 du code de procédure pénale, le jury de jugement est formé en audience publique. Cette disposition est substantielle, et il n'y est pas dérogé par les articles 14 et 20 de l'ordonnance du 2 février 1945, modifiés par la loi du 24 mai 1951 fixant les règles applicables à la publicité des audiences de la cour d'assises des mineurs ».

Un arrêt du 12 mai 1965 est encore plus précis (168). Il décide qu'il y a violation des règles de publicité restreinte applicables à la cour d'assises des mineurs, lorsque le procès-verbal des débats constate qu'immédiatement après la constitution définitive du jury, l'audience étant toujours publique, lecture a été donnée de la liste des témoins et de celle des experts, que les parties ont renoncé à l'audition d'un expert, et qu'un témoin auquel il en a été donné acte s'est constitué partie civile. En effet les débats commencent dès que le président en application de l'article 305 du code de procédure pénale a déclaré le jury définitivement constitué.

Cette solution est réaffirmée par l'arrêt du 8 novembre 1967 (169) qui déclare : « Attendu que les débats commencent dès que le président, conformément à l'article 305 du code de procédure pénale, déclare le jury définitivement constitué, qu'à ce moment et jusqu'au prononcé de la clôture des débats, l'audience doit être tenue à la publicité restreinte ». Des arrêts récents (170) confirment cette solution maintenant bien établie à savoir que la lecture de la liste des témoins doit être faite en audience à publicité restreinte. Dans cette espèce la cour d'assises des mineurs avait donné lecture de la liste des experts, et des témoins en audience publique, l'arrêt fut donc cassé. Le serment des jurés (articles 304 C.P.P.) étant compris dans les formalités diverses, relatives à la constitution du jury, on doit conclure que l'audience reste publique pour ce serment. Par contre la lecture de l'arrêt de renvoi qui est prévue dans le chapitre concernant les débats, a lieu en audience à publicité restreinte, de même que l'interrogatoire de l'accusé, la production des preuves (audition des témoins et des experts) et la discussion du procès (réquisitoire et plaidoiries).

Il apparaît clair maintenant et bien établi par la jurisprudence que l'audience de la cour d'assises des mineurs n'est à publicité restreinte qu'après que le président ait déclaré le jury définitivement

(165) *J. Robert* : « La cour d'assises ». Jurisclasseur de procédure pénale sous articles 288 à 305, n° 66.

(166) *Ph. Robert*, note sous *Crim.* 8 novembre 1967, *D.* 1967, p. 195.

(167) *Crim.* 26 décembre 1962, *B.* 390, p. 803. — *D.* 1963, som. p. 34, *J.C.P.* 1963, II, 13 232.

(168) *Crim.* 12 mai 1965, *B.* 137, p. 305. — *J.C.P.* 1965, I, 14 306, *D.* 1965, som. p. 111.

(169) *Crim.* 8 novembre 1967, *D.* 1967, p. 195, note *Ph. Robert*.

(170) *Crim.* 19 mars 1969, *B.* 125, p. 309, *J.C.P.* 1970, II, 16 327, note *Ph. Robert*. — *Crim.* 18 novembre 1970, *B.* 301, p. 732.

constitué, mais jusques à quand cette publicité restreinte doit-elle être maintenue ?

C'est le problème de la détermination du moment où les débats s'achèvent.

B) *La fin des débats*

Aucune difficulté ne peut se produire devant le tribunal pour enfants puisque devant cette juridiction comme devant le tribunal correctionnel les débats durent jusqu'à la lecture du jugement et la publicité restreinte est maintenue jusqu'à ce moment.

En cour d'assises des mineurs la situation est plus complexe.

Par application de l'article 347 du code de procédure pénale le président déclare les débats terminés. A l'article 348 on lit : « Le président donne lecture des questions auxquelles la cour et le jury auront à répondre ».

Ces questions semblent donc ne plus faire partie des débats, semblent devoir être posées après que la publicité de l'audience ait été rétablie. Est-ce la position de la jurisprudence ?

Curieusement deux arrêts de la cour de cassation ont décidé que devaient être cassées les décisions de la cour d'assises des mineurs, lorsque la lecture des questions et des réponses a eu lieu alors que la publicité totale avait été rétablie (171).

Cette solution est d'autant plus étrange que si les questions doivent être lues en publicité restreinte, par contre ces mêmes questions accompagnées de leurs réponses doivent être lues en audience publique.

A ce sujet, un arrêt du 17 juin 1959 (172) déclare que le président qui se borne, une fois l'entière publicité de l'audience rétablie, à donner lecture des réponses faites par la cour et le jury aux questions qui leur étaient posées, ne viole pas les règles de publicité restreinte imposées par l'article 14 de l'ordonnance du 2 février 1945.

M. Chapar, dans sa note à l'arrêt du 7 janvier 1964 (173), explique la curieuse solution de la cour de cassation en montrant que la chambre criminelle ne s'attache pas à la notion stricte des débats, telle qu'elle est définie par les articles 306 à 347 du code de procédure pénale, elle considérerait plutôt que la publicité restreinte est pour la cour d'assises des mineurs une règle générale à laquelle il ne peut être dérogé que par une disposition expresse de la loi. En effet, si les opérations de formation du jury ont lieu en audience publique, ce n'est pas parce que les débats ne sont pas commencés, mais parce que l'article 293 du code de procédure pénale exige dans son alinéa 2 que ces opérations soient effectuées en audience publique. Il en est de même pour la lecture des questions et de leurs réponses après la délibération, celle-ci a lieu en audience publique parce que l'article 14, alinéa 5 de l'ordonnance

(171) Crim. 20 mars 1958, B. 279, p. 482. — Crim. 7 janvier 1964, B. 11, p. 19. — D. 1964, p. 283, note *Chapar*.

(172) Crim. 17 juin 1959, B. 317, p. 641. J.C.P. 1959, som. p. 97.

(173) Cf. note (171).

du 2 février 1945 le demande expressément en exigeant que l'arrêt qui se fonde nécessairement sur ces réponses, soit publiquement rendu (174). Et, si la lecture des questions avant la délibération doit être faite en audience à publicité restreinte, c'est parce que aucun texte ne prévoit expressément qu'il doive en être autrement.

Malgré cette explication, la jurisprudence de la chambre criminelle ne paraît pas satisfaisante. La position de la cour de cassation est indéfendable parce que trop peu logique. On ne voit pas pourquoi la détermination du début des débats serait le résultat d'une analyse stricte, d'une rigoureuse application du code de procédure pénale, et pourquoi il n'en serait pas de même pour la détermination de la fin des débats, et quel serait l'intérêt de lire les questions à l'audience en publicité restreinte, puis les réponses en audience publique.

En 1967, dans l'affaire Deiss (175), la cour de cassation est revenue sur sa jurisprudence antérieure, en décidant que si la publicité restreinte imposée à la cour d'assises des mineurs par les articles 14 et 20, alinéa 8 de l'ordonnance du 2 février 1945 est une condition essentielle de la validité des débats, ces dispositions ne s'appliquent qu'aux débats eux-mêmes, qui prennent fin au moment où le président les déclare terminés par application des dispositions de l'article 347 du code de procédure pénale auquel renvoie l'article 20, alinéa 10 de l'ordonnance du 2 février 1945. Dans l'espèce la publicité restreinte avait été prolongée jusqu'à la délibération commune de la cour et du jury et leur retour à l'audience.

Une autre espèce de 1967 confirme cette nouvelle jurisprudence (176). L'arrêt apporte une solution très claire et vient clore le problème de la détermination du début et de la fin des débats. « Attendu que les débats commencent dès que le président, conformément à l'article 305 du code de procédure pénale, déclare le jury définitivement constitué, qu'à ce moment et jusqu'au prononcé de la clôture des débats, l'audience doit être tenue à la publicité restreinte ; attendu que les débats prennent fin lorsque le président les déclare terminés par application de l'article 347 du même code ; qu'à ce moment et pour tout ce qui touche à l'accomplissement des formalités subséquentes, l'audience doit être tenue publiquement ».

Les questions doivent donc être lues en audience publique, ainsi que les réponses à ces questions, après la délibération de la cour et du jury.

La nouvelle doctrine de la cour de cassation est plus rigoureuse, plus près des textes que celle de 1964 et que la jurisprudence antérieure à 1964, comme le fait remarquer M. Philippe Robert dans sa note (176). Les alinéas 2 et 4 de l'article 14 de l'ordonnance du 2 février 1945 et l'alinéa 9 de l'article 20 de la même ordonnance parlent « des débats », l'article 347 du code de procédure pénale prévoit la clôture des débats ; à la lecture des textes on ne peut

(174) Crim. 17 juin 1959, cité ci-dessus.

(175) Crim. 7 février 1967, B. 55, p. 132. — D. 1967, p. 250.

(176) Crim. 8 novembre 1967, B. 187, p. 673. — D. 1968, p. 195. *Note Robert.*

trouver la raison sur laquelle la chambre criminelle avant les arrêts de 1967 se fondait pour estimer que la publicité restreinte devait demeurer au-delà de la clôture des débats, pour la lecture des questions. La raison se trouvait peut-être dans une analogie non justifiée entre le régime du huis-clos et celui de la publicité restreinte, en effet en matière de huis-clos les questions peuvent être lues avant l'ordonnance de clôture et la levée du huis-clos, si elles sont posées dans les termes de l'arrêt de renvoi (177).

Depuis les arrêts de 1967, il n'y a donc plus qu'une seule hypothèse où les questions peuvent être lues en audience non publique, quand elles sont posées dans les termes de l'arrêt de renvoi, celle où le huis-clos aurait été prononcé et non encore levé. Comme nous l'avons vu, huis-clos et publicité restreinte peuvent être appliqués cumulativement.

Si l'étude du régime de la publicité restreinte à la cour d'assises des mineurs demandait que l'on s'attachât d'abord à la notion des débats, elle exige ensuite que soit analysé le problème des arrêts incidents et des débats sur l'action civile.

§ 2. LE PROBLÈME DES ARRÊTS INCIDENTS ET DES DÉBATS SUR L'ACTION CIVILE.

Depuis l'institution de la cour d'assises des mineurs, de nombreux arrêts ont statué sur la question de savoir si les arrêts incidents doivent être rendus ou non en audience publique et sur ce qu'est un incident contentieux (178), par contre, sur la question de la publicité restreinte ou non restreinte des débats sur l'action civile, la cour de cassation n'a eu qu'à statuer une fois (179), la solution est désormais claire mais était demeurée incertaine jusqu'à cet arrêt.

A) *Les arrêts incidents*

L'article 306, alinéa 3 du code de procédure pénale déclare que « lorsque le huis-clos a été ordonné, celui-ci s'applique au prononcé des arrêts qui peuvent intervenir sur des incidents contentieux ». On pourrait donc penser que depuis le code de procédure pénale, plus précis en la matière que le code d'instruction criminelle, par analogie avec le régime de huis-clos, le prononcé des arrêts incidents dans une audience à publicité restreinte ne se ferait pas publiquement. Telle n'est pas la solution depuis le code de procédure pénale, et telle n'a jamais été la solution. Les règles de

(177) Crim. 2 mai 1956, B. 335, p. 619.

(178) Crim. 13 juillet 1954, B. 258, p. 443. D. 1955, som. p. 30, J.C.P. 1954, som. p. 125. — Crim. 23 décembre 1955, B. 608, p. 1062. — Crim. 20 mars 1958, B. 279, p. 482. — Crim. 3 janvier 1964, B. 5, p. 8, D. 1964, som. p. 55. — Crim. 7 janvier 1964, B. 11, p. 19, D. 1964, p. 282, *note Chapar*. Sirey 1964, I, p. 185. — Crim. 15 décembre 1965, B. 277, p. 624. D. 1966, p. 413, *note Chapar*. — Crim. 23 mars 1966, B. 112, p. 247, J.-C. P. 1966, som. p. 70. — Crim. 23 décembre 1968, D. 1969, p. 359, *Rapport Chapar*. — Crim. 19 mars 1969, B. 119, p. 192. — Crim. 4 mars 1970, B. 91, p. 204. — Crim. 3 décembre 1970, B. 324, p. 792.

(179) Crim. 15 décembre 1965, B. 277, p. 624, D. 1966, p. 413, *note Chapar*.

publicité restreinte posées par l'article 14 de l'ordonnance du 2 février 1945 ne s'appliquent qu'aux débats proprement dits. Il n'est pas dérogé à ces règles par l'article 306, alinéa 3 du code de procédure pénale relatifs aux arrêts incidents qui peuvent intervenir lorsque le huis-clos a été ordonné (180).

Mais si le huis-clos a été ordonné, les arrêts sur incidents contentieux rendus par la cour d'assises des mineurs doivent alors être prononcés en audience non publique (181). M. Robert dans sa note à l'arrêt du 8 novembre 1967 (182), fait remarquer qu'il est à craindre dans ces conditions un développement de l'usage du huis-clos aux dépens de la publicité restreinte pour des raisons de commodité pratique.

Le huis-clos entraînant une non publicité totale ce ne serait pas un inconvénient au contraire ; à notre avis, plus la publicité est restreinte, mieux les mineurs sont protégés.

En résumé, si les débats relatifs à des incidents doivent avoir lieu avec publicité restreinte, car la règle de l'article 14 de l'ordonnance du 2 février 1945 s'étend à tous les débats sans distinction (183) qu'il s'agisse des débats portant sur le fond de l'affaire, ou sur des incidents, par contre les arrêts incidents de la cour d'assises des mineurs doivent être lus en audience publique, sauf le cas de huis-clos (184). Le premier arrêt en la matière, celui du 13 juillet 1954 (185) déclare que les règles de publicité ne s'appliquent qu'aux débats proprement dits et n'apportent aucune dérogation au principe de la publicité des arrêts, notamment des arrêts incidents. La solution est demeurée constante (186) : tous les arrêts et jugements prononcés par les juridictions répressives appelées à statuer à l'égard des mineurs de dix-huit ans doivent être prononcés en audience publique, sans qu'il y ait à distinguer entre les arrêts incidents et ceux qui statuent sur le fond (187).

Notons que l'arrêt par lequel la cour d'assises des mineurs donne acte à une partie civile de sa constitution sans opposition ni conclusions contraires, n'a pas le caractère d'une décision sur un incident contentieux. Un tel donne acte n'entre pas dans les prévisions de l'article 14, alinéa 5 de l'ordonnance du 2 février 1945, et la cour peut valablement le prononcer sans que la publicité complète de l'audience soit rétablie. Telle fut la solution de la cour de cassation dans un arrêt du 12 mars 1969 (188). De même l'arrêt par lequel la cour donne acte d'un fait non contesté n'a pas le caractère d'une décision sur un incident contentieux. Il n'entre pas dans

(180) Crim. 15 décembre 1965, B. 277, p. 624. D. 1966, p. 413, note *Chapar*.

(181) Crim. 23 mars 1966, B. 112, p. 247, J.C.P. 1966, som. p. 70.

(182) Cf. (176).

(183) Crim. 12 mai 1965, B. 137, p. 305. J.C.P. 1965, II, 14 306. D. 1965, som. p. 111.

(184) *Ph. Robert* : « La chambre criminelle et le droit des mineurs ». Rééducation, septembre 1967.

(185) Crim. 13 juillet 1954, B. 258, p. 443.

(186) Cf. Les arrêts précités (178).

(187) Crim. 3 janvier 1964, B. 5, p. 8. D. 1964, som. p. 58.

(188) Crim. 23 décembre 1968. D. 1969, p. 357. Rapport *Chapar*. — Crim. 12 mars 1969, B. 119, p. 292.

les prévisions des articles 14, alinéa 5, et 20 de l'ordonnance du 2 février 1945 et il peut être valablement prononcé au cours de l'audience à publicité restreinte (189).

Une dernière question demeurerait sujette à controverse jusqu'à l'arrêt du 15 décembre 1965 (190), l'audience civile qui suit l'audience criminelle, doit-elle être publique ?

B) *Les débats sur l'action civile*

Jusqu'à l'arrêt de 1965 la solution était incertaine. Encore une fois devant le tribunal pour enfants la question ne se pose pas, puisque l'action civile est débattue en même temps que l'action publique. Devant la cour d'assises des mineurs l'audience civile est distincte de l'audience criminelle, elle suit le prononcé de l'arrêt criminel, qui a lieu en audience publique. L'ordonnance du 2 février 1945 ne comporte aucune disposition concernant la procédure à suivre devant la cour d'assises des mineurs saisie de l'action civile.

On peut penser que si cet arrêt de 1965 a décidé que les règles de publicité restreinte posées par l'article 14 de l'ordonnance du 2 février 1945 s'appliquent tant aux débats sur l'action publique qu'à ceux sur l'action civile et l'affirme nettement, c'est parce que la publicité restreinte est une règle à laquelle on ne peut déroger que lorsqu'une disposition légale le prévoit expressément. Or comme le note M. Chapar rien ne limite aux débats criminels les dispositions de l'article 14 de l'ordonnance.

On ne peut que se louer de cette solution qui fait que les débats civils devant la cour d'assises des mineurs ont lieu en publicité restreinte, comme les débats civils devant le tribunal pour enfants.

Il reste à insister en conclusion sur le caractère d'ordre public, maintes fois affirmé par la doctrine et la jurisprudence (191) des règles de publicité restreintes instituées par l'ordonnance du 2 février 1945. La publicité restreinte est une condition essentielle de la validité des débats et comme toute formalité substantielle, elle est présumée non accomplie, si elle n'est pas constatée. Un arrêt du 13 février 1946 (192) prévoit que le procès-verbal des débats du tribunal pour enfants complété par le jury doit à peine de nullité contenir des constatations suffisamment précises pour permettre à la cour de contrôler si les dispositions de l'article 14 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à la publicité restreinte des audiences, ont été respectées. En l'espèce il n'avait pas été mentionné que la salle d'audience était demeurée ouverte aux personnes énumérées dans l'article 14 de l'ordonnance, il avait simplement été men-

(189) Crim. 4 mars 1970, B. 91, p. 204.

(190) Crim. 15 décembre 1965, B. 277, p. 624. D. 1966, p. 413, note *Chapar*.

(191) Crim. 13 février 1946, B. 53, p. 73. J.C.P. 1946, II, 2987, note *Brouchat*. *Chronique Patin*, R.S.C. 1952, p. 268. — Crim. 7 août 1951, B. 262, p. 440. — Crim. 22 novembre 1955, B. 504, p. 884. J.C.P. 1956, II, 9036. — Crim. 31 octobre 1956, B. 700, p. 1236. J.C.P. 1956, som. p. 166. D. 1957, p. 58. G.P. 1957, I, 205. *Sirey* 1957, p. 51. — Crim. 23 mars 1960, *Recueil droit pénal* 1960, p. 219. — Crim. 1^{er} février 1965. J.C.P. 1965, II, 14 081. — Crim. 8 juillet 1964. J.-C. P. 1964, som. p. 122.

(192) Cité ci-dessus.

tionné que le public et toute personne étrangère à l'affaire s'étaient retirés sur l'ordre du président et que les portes de la salle d'audience avaient été closes.

La cour de cassation a cassé l'arrêt. Son interprétation de l'article 14 est très stricte.

On en a un autre exemple par un arrêt du 7 août 1951 (193) : le jugement ou l'arrêt doit constater que la publicité restreinte a eu lieu. La déclaration que les débats ont été tenus à huis-clos, sans faire allusion à la publicité restreinte, en entraînerait la nullité. Les débats sont également annulés quand il est dit qu'ils ont eu lieu « sans publicité », il faut mentionner en « publicité restreinte ». La jurisprudence s'est constamment prononcée en faveur d'une thèse restrictive, exigeant la mention de la publicité limitée prescrite, que ce soit pour une affaire de la compétence du tribunal pour enfants, de la chambre spéciale de la cour d'appel ou de la cour d'assises des mineurs (194). Mais la chambre criminelle a aussi précisé que la mention « en audience publique » de la cour d'assises des mineurs, figurant en tête d'un arrêt ne se rapporte qu'aux conditions dans lesquelles celui-ci a été rendu, et n'est pas en contradiction avec les énonciations du procès-verbal, selon lesquelles la publicité restreinte prescrite par les articles 14 et 20 de l'ordonnance du 2 février 1945 a été observée pendant les débats (195). Il est très important dans l'intérêt des mineurs que ces règles de publicité restreinte devant la cour d'assises des mineurs s'appliquent très strictement. Les majeurs complices ou coauteurs qui seront également jugés par la cour d'assises des mineurs bénéficieront eux aussi du régime de la publicité restreinte, c'est une exception aux principes généraux de la procédure pénale imposée par la pratique, à partir du moment où l'on juge en même temps des mineurs et des majeurs. Ce sont ces règles sur la publicité qui différencient le plus une cour d'assises de droit commun, d'une cour d'assises des mineurs, on comprend leur importance, mais on peut se demander si cela est suffisant pour pouvoir qualifier la cour d'assises des mineurs de juridiction spécialisée pour les adolescents criminels. Sur le plan de la décision et des sanctions possibles existent-il des différences entre la cour d'assises des mineurs et celle de droit commun ?

(193) Crim. 7 août 1951, B. 262, p. 440. Observations Patin R.S.C., p. 268.

(194) Crim. 13 février 1946, S. 1946, I, 52. J.C.P. 1955, II, 8760, *note Pierron*, 22 novembre 1955, B. 55, p. 884. J.C.P. 1956, II, 9036.

(195) Crim. 29 avril 1970, B. 150, p. 346.

CHAPITRE III

LA DECISION

L'ordonnance du 2 février 1945 modifié par la loi du 24 mai 1951 dispose dans son article 2 que « le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs prononceront, suivant les cas, les mesures de protection, d'assistance, de surveillance, et d'éducation qui sembleront appropriées. Ils pourront cependant, lorsque les circonstances et la personnalité du délinquant leur paraîtront l'exiger, prononcer à l'égard du mineur âgé de plus de treize ans, une condamnation pénale, conformément aux dispositions des articles 67 et 69 (articles 66 et 67 nouveaux) du C.P. ».

Il apparaît en premier lieu que sur le plan de la décision, le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs ont les mêmes pouvoirs, disposent de la même option (peine ou mesure) peuvent user de la même gamme de sanctions (peines ou mesures).

Il apparaît ensuite que pour la cour d'assises des mineurs, comme pour le tribunal pour enfants, la règle doit être la mesure, l'exception, la peine. La décision sera fondée sur la connaissance de l'acte et de la personne qui permet d'évaluer la responsabilité pénale du mineur.

Le choix peine-mesure est conditionné par l'appréciation de la responsabilité pénale du jeune délinquant.

Mais qu'est-ce que la responsabilité pénale ? Qu'est-ce ensuite que la présomption d'irresponsabilité des jeunes de treize à dix-huit ans ?

I. La responsabilité pénale

Est-elle un élément de l'infraction ou une qualité de la personne ? En matière civile, la responsabilité est l'état de celui qui était tenu d'une obligation et qui ne l'a pas exécutée (article 1382 C.C.).

En matière pénale, la responsabilité est considérée par la plupart des auteurs comme un des éléments constitutifs de l'infraction, c'est l'élément moral s'ajoutant à l'élément légal et à l'élément matériel.

Cet élément moral est une notion très complexe, qui dans une vision classique de la responsabilité pénale comprend d'une part la culpabilité (qui suppose la commission d'une faute soit intentionnelle, soit d'imprudence, soit même présumée en cas de contravention), et d'autre part l'imputabilité, c'est-à-dire « l'existence chez l'agent

d'une volonté libre et d'une intelligence lucide » (196) ou encore la possibilité de mettre la faute au compte de celui qui l'a commise. Si l'élément moral est une notion complexe, imputabilité et culpabilité qui le composent sont aussi des notions complexes (197).

Il suffit de rappeler que lorsqu'est posée au jury la question : « L'accusé est-il coupable d'avoir commis tel fait ? » (article 349 C.P.P.) c'est une double interrogation et non une interrogation simple qui est faite, contrairement à la règle jurisprudentielle qui veut que les questions posées à la cour et au jury soient simples (198). En effet, cette interrogation sur la culpabilité (199) comporte un aspect matériel : la participation physique à l'infraction, et un aspect moral la participation fautive.

L'imputabilité de son côté recouvre bien la possibilité de mettre la faute au compte de celui qui l'a commise, mais recouvre aussi dans un sens plus large, l'aptitude à répondre de ses actes, c'est-à-dire ce qu'on peut appeler la capacité pénale.

La capacité pénale en aucun cas, n'est un des éléments de l'infraction, la capacité pénale est une qualité de la personne. Il est donc critiquable de faire entrer dans la théorie classique de l'infraction, par le biais de l'élément moral, la capacité pénale.

Il est également critiquable de faire entrer dans l'élément moral, une notion telle que la culpabilité qui, si elle comporte un aspect moral comporte aussi un aspect matériel.

On en arrive à conclure que devraient être considérés comme éléments constitutifs de l'infraction : l'élément légal et l'élément matériel. Lorsque la matérialité de l'acte est établie, c'est alors que doit être étudiée l'aptitude à répondre de cet acte, la capacité pénale que nous entendons dans le sens de la responsabilité pénale ou d'imputabilité au sens large (200).

N'est-ce pas implicitement dans cette voie que conduit l'ordonnance de 1945 ? Qu'est-ce que la présomption d'irresponsabilité du mineur de treize à dix-huit ans ?

II. La présomption d'irresponsabilité du mineur de treize à dix-huit ans.

L'article 16 de l'ordonnance du 2 février 1945 commence par ces termes : « Si la prévention est établie à l'égard du mineur âgé de plus de treize ans, le tribunal pour enfants prononcera par décision motivée l'une des mesures suivantes... »

(196) J.-M. Aussel : « La contrainte et la nécessité en droit pénal ». Etudes sur « L'autonomie du droit pénal » dirigées par G. Stéfani, p. 256.

(197) J. Léauté. Introduction à l'ouvrage collectif : « La responsabilité pénale », travaux du colloque de philosophie pénale de Strasbourg en 1959. — J. Pinatel : « La famille du système actuel de la responsabilité pénale, R.S.C. 1968, p. 675 et 676. — J.-M. Aussel : Le concept de responsabilité pénale. Rapport au colloque de science criminelle de Toulouse, février 1969. — G. Levasseur : L'élément moral de l'infraction. Rapport au congrès de criminologie de Toulouse, février 1969.

(198) Crim. 31 mai 1949, B. 196, p. 304.

(199) Cf. définition de la culpabilité Merle et Vitu. Traité de droit criminel, n° 388 — Cf. R. Vouin, cours de D.E.S. 1968-1969.

(200) Merle et Vitu : Traité de droit criminel, n° 388 et c.

L'article 18 commence aussi par ces termes : « Si la prévention est établie à l'égard du mineur âgé de plus de treize ans » et dispose ensuite : « celui-ci pourra faire l'objet d'une condamnation pénale conformément à l'article 2 ». On pourrait citer également l'article 15 qui commence par les mêmes termes, mais s'adresse aux mineurs de treize ans.

« Si la prévention est établie » disent ces trois articles, puis suivent les sanctions possibles conditionnées par l'appréciation de la responsabilité pénale du mineur.

Pour l'ordonnance de 1945 existe donc une première étape dans la répression, celle de l'établissement de la matérialité de l'acte et de la détermination de l'auteur de l'acte c'est-à-dire l'étape de l'établissement de la prévention. L'infraction existe, est constituée dès que la prévention est établie. Puis intervient une seconde étape fondée sur le principe de la présomption d'irresponsabilité. On estime que le mineur est incapable pénalement, il ne subira donc qu'une mesure éducative. Mais si la capacité pénale du mineur est reconnue, dans le texte « si les circonstances et la personnalité du mineur l'exigent » (article 2) l'application d'une peine est possible.

Il ne s'agit pas d'un retour à la question de discernement (201), on cherche à la fois si le mineur peut répondre pénalement de ses actes, et si la condamnation pénale est opportune. Mais ce que nous qualifions de capacité pénale, est-ce exactement ce que le texte de l'article 2 recouvre, quand il dit : « Si les circonstances et la personnalité du mineur l'exigent... » Tout dépend du sens que l'on attribue au terme « circonstances ». Ce terme est peu précis, il peut s'agir aussi bien des circonstances matérielles dans lesquelles a été commis l'acte, que des circonstances qui ont entouré la vie du mineur. Puisque la question posée à la cour d'assises des mineurs : y a-t-il lieu d'appliquer à l'accusé une sanction pénale ? (article 20, alinéa 10) ne doit être posée qu'une fois (202), même quand le mineur est poursuivi pour plusieurs infractions, on peut conclure que la réponse à cette question est fondée en application de l'article 2 de l'ordonnance sur « les circonstances et la personnalité » au sens de ce que nous entendons par capacité pénale.

Quand la capacité pénale est reconnue par une réponse positive à cette question : y a-t-il lieu d'appliquer à l'accusé une condamnation pénale ? (article 20, alinéa 10), la présomption d'irresponsabilité tombe.

(201) Le problème du discernement ne se pose que pour le mineur très jeune, celui qui n'a pas atteint ce que l'on peut appeler l'âge de raison. Dans un arrêt du 13 décembre 1956 (D. 1957, p. 349, note *Patin*), la chambre criminelle a déclaré qu'un mineur qui ne possédait pas le minimum de raison nécessaire pour comprendre la nature et la portée de l'acte qu'on lui reprochait ne pouvait répondre devant la juridiction pénale des enfants de l'infraction commise.

(202) Crim. 1^{er} février 1951, B. 40, p. 70. — D. 1951, p. 334, S. 51, I, 190. J.C.P. 1951, II, 6107, note *Brouhot*.

Avant d'étudier les sanctions proprement dites, qui peuvent être infligées à un mineur jugé par la cour d'assises des mineurs, suivant les réponses qui auront été données aux deux questions :

— Y a-t-il lieu d'appliquer à l'accusé une condamnation pénale ?

— Y a-t-il lieu d'exclure l'accusé du bénéfice de l'excuse atténuante de minorité ?

Il est bon de noter dans un premier temps, comment se déroule et s'opère, l'approche du mineur justiciable de la cour d'assises des mineurs, l'approche de sa personnalité et celle de son acte, et comment s'apprécie sa capacité pénale qui fondera la décision.

Section I. — *LE MINEUR JUSTICIABLE DE LA COUR D'ASSISES DES MINEURS, APPROCHE DE SA PERSONNALITE, APPROCHE DE SON ACTE*

L'article 5 de l'ordonnance du 2 février 1945 dispose : « Aucune poursuite ne pourra être exercée en matière de crime contre les mineurs de dix-huit ans sans information préalable ». Et à l'article 4 de l'ordonnance n° 58 1274 du 22 décembre 1958, on lit : « Dans les tribunaux de grande instance... un ou plusieurs juges d'instruction désignés par le premier président sur la proposition du procureur général... sont chargés spécialement des affaires concernant les mineurs ». (L. n° 67 555 du 12 juillet 1967).

D'une part donc, pour les mineurs justiciables de la cour d'assises des mineurs, l'approche de la personnalité et de l'acte par l'instruction est obligatoire, d'autre part cette instruction est effectuée par un juge d'instruction spécialisé. L'ordonnance de 1945 ne donne pas au juge des enfants la possibilité d'instruire les affaires criminelles concernant des mineurs, seul un juge d'instruction est compétent en la matière.

Si le mineur est poursuivi en même temps que des coauteurs et complices majeurs, et si le juge d'instruction a été saisi à l'égard de tous les inculpés mineurs et majeurs, l'article 7 indique comment et dans quel cas, le juge d'instruction devra opérer la disjonction de l'affaire des mineurs d'avec celle des majeurs. En tout état de cause c'est le juge d'instruction spécialisé qui doit dans les plus brefs délais être saisi des affaires où des mineurs sont en cause (article 7, alinéa 3).

Nous distinguerons dans ces quelques lignes sur l'instruction l'étude de la matérialité, ou le dossier de l'infraction, de l'étude de la capacité pénale, ou le dossier de la personne.

§ 1. LE DOSSIER DE L'INFRACTION : ÉTUDE DE LA MATÉRIALITÉ DE L'ACTE

Le dossier de l'infraction va être constitué à un premier niveau par le juge d'instruction, puis repris à un second niveau par la chambre d'accusation.

A) *Le dossier de l'infraction par le juge d'instruction*

L'article 9 de l'ordonnance du 2 février 1945 décide que « le juge d'instruction procédera à l'égard du mineur dans les formes du chapitre 1^{er} du titre III du livre I du C.P.P. » (article 79 et s. C.P.P.).

Lorsque l'instruction est effectuée par le juge des enfants, ce qui ne peut être le cas pour les mineurs auteurs d'infractions criminelles, celui-ci peut, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 8, agir par voie d'enquête officieuse, c'est-à-dire sans forme spéciale, sans respecter les exigences contenues dans le code de procédure pénale. Le juge des enfants peut user également des formes prévues par ce code pour les instructions préparatoires mais l'alinéa 2 de l'article 8 déclare qu'il ne sera pas tenu d'observer les dispositions des articles 114, 116, alinéas 1^{er} et 118 du C.P.P. Ces textes ont trait aux formalités relatives à l'interrogatoire de première comparution, à la libre communication du mineur avec son conseil, à la présence obligatoire du conseil lors des interrogatoires ou confrontations du mineur, enfin à la mise de la procédure à la disposition du conseil avant chaque interrogatoire.

Pour l'interrogatoire de première comparution, si le juge des enfants n'est pas tenu d'observer les dispositions de l'article 114 C.P.P., il est tenu d'observer celles de l'article 10 de l'ordonnance de 1945. Dans son premier alinéa cet article impose en particulier l'assistance d'un avocat pour les mineurs. Il faut noter enfin que le juge des enfants peut, comme le juge d'instruction, délivrer tout mandat en observant les règles du droit commun (article 8, alinéa 3).

Lorsque l'instruction est effectuée par un juge d'instruction et non par un juge des enfants, ce qui est toujours le cas pour les adolescents criminels, ce ne sont plus les articles 8 et 10 de l'ordonnance qui s'appliquent, mais les articles 9, 10 et 8, alinéas 4, 5 et 6. Le juge d'instruction agit en tout point conformément aux articles 79 et suivants du C.P.P., aucun texte n'est exclu mais de plus il doit ordonner les mesures prévues à l'article 8, alinéas 4, 5 et 6 (enquête sociale, examen médico-psychologique, examen médical), enfin il est tenu comme le juge des enfants d'appliquer l'article 10, alinéa 1^{er}. Cet alinéa exige que le juge d'instruction prévienne des poursuites les parents, le tuteur ou le gardien connus, il exige ensuite que le mineur soit assisté d'un défenseur.

Le problème qui s'est posé fut celui de savoir comment concilier l'alinéa 1^{er} de l'article 10 de l'ordonnance de 1945 qui dispose : « A défaut de choix d'un défenseur par le mineur ou son représentant légal, ils (le juge des enfants ou le juge d'instruction) désigneront ou feront désigner par le bâtonnier un défenseur d'office ». Et l'alinéa 3 de l'article 114 C.P.P. : (qu'est tenu d'observer le juge d'instruction) « Lors de la première comparution... le magistrat donne avis à l'inculpé de son droit de choisir un conseil parmi les avocats inscrits au tableau ou admis au stage, et à défaut de choix il lui en fait désigner un d'office, si l'inculpé le demande ».

Faut-il considérer que les garanties accordées aux inculpés par l'article 114 du C.P.P. sont renforcés en ce qui concerne les inculpés mineurs par l'article 10, alinéa 1^{er} de l'ordonnance du 2 février 1945 ?

Toutes les règles spéciales concernant les mineurs dérogeant aux règles générales, il apparaît clair que le mineur doit obligatoirement être assisté d'un défenseur, mais à quel moment le défenseur doit-il être désigné ?? L'inculpé peut-il prétendre à l'assistance d'un conseil même au cours de l'interrogatoire de première comparution ?

L'article 10 de l'ordonnance n'apporte aucune précision sur le moment où doit intervenir la désignation, est-ce alors l'article 114, alinéa 1^{er}, qui s'applique : le défenseur est désigné lors de la première comparution.

Trois arrêts (203) ont eu à statuer sur cette question, et l'ont résolue de la même façon. Pour la cour de cassation l'interrogatoire de première comparution d'un inculpé mineur a lieu dans les mêmes formes que celui d'un inculpé majeur. Le juge d'instruction n'est pas tenu de désigner un défenseur à l'inculpé mineur avant de procéder à cet interrogatoire, même si le mineur le demande pensons-nous, puisque aucun texte ne précise que dès avant l'interrogatoire de première comparution le défenseur doit avoir été désigné. Mais l'inculpé mineur doit avoir un avocat aussitôt après cet interrogatoire de première comparution ce qui n'est pas obligatoire pour l'inculpé majeur.

En dehors de cette règle de la défense obligatoire, le dossier de l'infraction est établi pour le mineur de seize à dix-huit ans justiciable de la cour d'assises des mineurs, exactement de la même manière que pour un adulte. Le juge d'instruction pourra délivrer tout mandat utile en observant les règles de droit commun.

Rappelons que l'article 10 de l'ordonnance de 1945 permet au juge d'instruction de prendre toutes sortes de mesures provisoires, par exemple confier provisoirement le mineur à ses parents, à son tuteur, à la personne qui en avait la garde, ou à une personne digne de confiance, le confier à un centre d'accueil, un établissement hospitalier ou un centre d'observation. Il est précisé à l'article 10, dernier alinéa, que toutes les mesures de garde provisoire, peuvent être exercées sous le régime de la liberté surveillée, il est précisé également qu'une mesure de garde est toujours révocable.

L'article 11 de l'ordonnance permet enfin au juge d'instruction de placer le mineur en maison d'arrêt si « cette mesure est indispensable ou encore s'il est impossible de prendre toute autre disposition » dit le texte (204). En principe, le mineur est alors détenu dans un quartier spécial de la maison d'arrêt.

(203) Crim. 17 janvier 1952, J.C.P. 1952, II, 6816, *note Brouhot*. — Crim. 26 mars 1968, B. 104, p. 247, J.C.P. 1970, II, 16 207, *note Ph. Robert*. — Crim. 12 février 1970, J.C.P. 1970, II, 16 555, *note Ph. Robert*.

(204) La loi du 17 juillet 1970 (Cf. Introduction, p. 11) qui s'est efforcée de restreindre le nombre de mise en détention provisoire n'a rien changé en ce qui concerne les mineurs criminels de seize à dix-huit ans.

Lorsque l'instruction d'un crime commis par un mineur de seize à dix-huit ans sera achevée, le juge d'instruction rendra une ordonnance de soit-communiqué, et sur les réquisitions du procureur de la République rendra soit une ordonnance de non-lieu, soit une ordonnance de transmission de pièces au procureur général prévue par l'article 181 du C.P.P. Dans ce cas, le procureur général soumet l'affaire avec son réquisitoire à la chambre d'accusation (article 194 C.P.P.).

B) Le dossier de l'infraction par la chambre d'accusation.

La seule particularité de l'instruction par la chambre d'accusation pour les mineurs de seize à dix-huit ans justiciables de la cour d'assises des mineurs, est que celle-ci se termine facultativement au cas de renvoi devant la cour d'assises des mineurs, par une ordonnance de prise de corps contre les accusés mineurs.

L'article 215 du C.P.P. dispose que l'arrêt de mise en accusation décerne en outre ordonnance de prise de corps contre l'accusé, alors que l'article 9, dernier alinéa de l'ordonnance du 2 février 1945, dit simplement : « Au cas de renvoi devant la cour d'assises des mineurs, la chambre d'accusation pourra décerner une ordonnance de prise de corps contre les accusés mineurs.

Un arrêt du 26 mars 1968 (205) a eu à statuer sur le point de savoir si la chambre d'accusation pouvait décerner une ordonnance de prise de corps contre les accusés mineurs, sans que ce pouvoir soit subordonné au dépôt préalable de conclusions conformes du ministère public. Pour la chambre criminelle, le dépôt préalable de conclusions conformes du ministère public n'est pas nécessaire.

Le dossier de l'infraction qui consiste à déterminer si infraction il y a, et quelle est sa qualification, puis si le ou les adolescents criminels en cause sont bien auteurs ou complices de l'infraction, sera en définitive établi selon des règles de formes très semblables à celles suivies par les majeurs et en s'aidant des mêmes moyens que pour les majeurs.

Mais le dossier de l'infraction ne suffit pas pour que l'instruction soit terminée, pour fonder la décision future il faut encore que soit établi le dossier de la personne.

§ 2. LE DOSSIER DE LA PERSONNE — ÉTUDE DE LA CAPACITÉ PÉNALE

Sur ce plan du dossier de la personne, le droit pénal des mineurs a été en quelque sorte un modèle pour le droit pénal des majeurs. Plutôt donc que de s'arrêter successivement à l'approche de la personne du mineur de seize à dix-huit ans justiciable de la cour d'assises des mineurs par le juge d'instruction, puis par la chambre d'accusation, il est intéressant de comparer l'approche de la personne de ce mineur inculpé de crime, à celle d'un majeur, inculpé de crime.

(205) Crim. 26 mars 1968, B. 104, p. 247. J.C.P. 1970, II, 16 207, note Ph. Robert.

Après avoir étudié les textes de l'ordonnance de 1945 et leur application quant à l'établissement du dossier de la personne, sera comparée la situation de l'adolescent criminel et de l'adulte criminel à ce sujet.

A) Les alinéas 4, 5 et 6 de l'article 8 de l'ordonnance du 2 février 1945 et leur application

L'article 9 de l'ordonnance du 2 février 1945 dispose : « Le juge d'instruction ordonnera les mesures prévues aux alinéas 4, 5 et 6 de l'article 8 de la présente ordonnance ».

Il s'agit d'une obligation, mais d'une obligation tempérée par l'alinéa 6 de l'article 8, « toutefois il pourra dans l'intérêt du mineur n'ordonner aucune de ces mesures, ou ne prescrire que l'une d'entre elles. Dans ce cas, il rendra une ordonnance motivée ».

Avant d'analyser le caractère obligatoire ou non des dispositions légales permettant d'approcher la personnalité de l'adolescent criminel, il faut dire quelques mots de ces examens prévus aux alinéas 4 et 5 de l'article 8.

I. — Les éléments constitutifs du dossier de la personne.

Le dossier de la personne comprendra d'une part une enquête sociale, d'autre part un examen médical et, s'il y a lieu, un examen médico-psychologique qui peut être complété par une expertise psychiatrique.

L'enquête sociale doit donner des renseignements sur la situation matérielle et morale de la famille, sur le caractère et les antécédents du mineur, sur sa fréquentation scolaire, son attitude à l'école, sur les conditions dans lesquelles il a vécu ou a été élevé. L'enquête sociale relate l'histoire du mineur ; l'intérêt qu'elle peut présenter dépend de la compétence de la personne qui l'effectue. L'alinéa 2 de l'article 10 n'assure qu'en principe cette compétence, quand il prévoit que le juge d'instruction pourra, (mais non devra) charger de l'enquête sociale les services sociaux ou les personnes titulaires d'un diplôme de service social habilitées à cet effet.

Sans doute parce qu'évidente, la compétence des personnes devant effectuer l'examen médical et l'examen médico-psychologique n'est pas précisée dans le texte de l'ordonnance.

L'examen médico-psychologique est un examen capital qui doit permettre d'apprécier le niveau intellectuel du mineur en cause, et sa maturation socio-affective, qui doit donc permettre d'approcher sa personnalité.

L'observation du mineur pour aboutir à l'établissement du dossier de sa personne peut s'opérer de diverses manières.

La loi prévoit que le mineur peut être placé dans un centre d'accueil ou dans un centre d'observation. Ce serait souvent sûrement la solution la meilleure pour les adolescents criminels, mais, faute de centres d'observation en nombre suffisant, ou parce que malheureusement en cas d'infraction grave la détention provisoire est la règle, alors que pour les mineurs, elle devrait être l'exception, ceux-ci sont presque toujours détenus provisoirement et donc

observés en milieu carcéral. Cette observation en milieu carcéral fausse au départ l'appréciation que l'on peut faire de la personnalité de ces mineurs criminels de seize à dix-huit ans.

Une autre solution est possible, mais est utilisée rarement pour ces mineurs âgés et auteurs d'infractions graves, c'est l'observation en milieu ouvert faite au cours de consultations d'orientation éducative. Pour tous les autres mineurs que ceux justiciables de la cour d'assises des mineurs, un dernier procédé d'observation fort intéressant existe : celui de la liberté surveillée préjudicielle.

Aux termes des articles 8, dernier alinéa et 19, alinéa 2, le juge pour enfants et le tribunal pour enfants avant de se prononcer au fond, pour permettre une observation du mineur plus approfondie, peuvent « ordonner la mise en liberté surveillée à titre provisoire en vue de statuer après une ou plusieurs périodes d'épreuve dont ils fixeront la durée ».

On s'accorde en général pour interdire à la cour d'assises des mineurs d'user de cette liberté surveillée préjudicielle. En effet l'article 8, dernier alinéa, qui permet au juge des enfants d'ordonner la mise en liberté surveillée provisoire avant de statuer lui-même au fond, et l'article 19, alinéa 2, qui donne cette même prérogative au tribunal pour enfants ne peuvent s'adresser à l'adolescent criminel qui n'est justiciable ni du juge des enfants, ni du tribunal pour enfants, mais seulement de la cour d'assises des mineurs. Aucun texte ne prévoit la possibilité de la liberté surveillée d'épreuve ou préjudicielle pour la cour d'assises des mineurs. Il faut remarquer que cette mesure serait en tout état de cause d'application difficile étant donné le caractère de juridiction temporaire de la cour d'assises des mineurs.

On pourrait penser que ce dossier de la personne une fois établi, est si fondamental pour le choix de la sanction qu'il doit être parfaitement connu des personnes appelées à juger l'adolescent, mais à ce sujet il faut rappeler que la procédure d'assises de droit commun et d'assises des mineurs veut qu'au moment de la clôture des débats, le président ordonne que le dossier de la procédure soit déposé entre les mains du greffier de la cour d'assises (article 347 C.P.P.). La cour et le jury vont donc délibérer sans pouvoir se référer aux pièces essentielles permettant de comprendre la personnalité du mineur. La décision sera fondée non sur une connaissance réelle de ce dossier de la personne, mais sur le souvenir des résumés des diverses pièces de ce dossier qui ont pu être faits à l'audience. On comprend aisément combien cette disposition de l'article 347 C.P.P. est critiquable, même si elle est une conséquence de ce principe de la procédure d'assises qui est l'oralité des débats.

Une autre disposition est regrettable, et surtout pour les mineurs auteurs d'infractions graves, c'est celle de l'alinéa 6 de l'article 8 de l'ordonnance du 2 février 1945.

II. — Le caractère facultatif ou obligatoire de ce dossier de la personne.

L'alinéa 6 de l'article 8 de l'ordonnance dispose : « Toutefois le juge d'instruction pourra, dans l'intérêt du mineur, n'ordonner aucune de ces mesures ou ne prescrire que l'une d'entre elle, dans ce cas il rendra une ordonnance motivée ».

Dans une affaire jugée par la chambre criminelle en 1951 (206), un mineur condamné à mort par le tribunal pour enfants complété par le jury, prétendait que le refus d'un examen médico-psychologique sollicité ne pouvait lui être opposé que dans son intérêt et par une ordonnance motivée. La chambre criminelle a décidé que ne violait pas les prescriptions de l'alinéa 6 de l'article 8 de l'ordonnance du 2 février 1945, le jugement incident du tribunal pour enfants siégeant au criminel, qui pour rejeter des conclusions tendant à ce que l'accusé soit soumis à un examen médico-psychologique qui n'a pas été ordonné par le juge d'instruction au cours de l'information, énonce qu'il existe au dossier des documents qu'il énumère, fournissant sur le mineur des renseignements suffisants. Le dossier comprenant un rapport d'observation du centre des Baumettes, la référence à ce rapport implique que l'accusé a été soumis dans ce centre à l'examen médico-psychologique. La chambre criminelle notait aussi que le dossier comprenait en outre une enquête sociale, et deux examens psychiatriques. Nous suivons M. Philippe Robert (207) quand il fait remarquer que « l'assouplissement des exigences de la chambre criminelle en ce chapitre précis du droit pénal des mineurs, conduit à penser que la règle de l'ordonnance motivée se réduit à une simple formalité, qui ne saurait en pratique limiter la liberté de choix du juge d'instruction spécialisé, des éléments d'investigation et de personnalité et de situation qui lui paraissent adaptés ».

Cet alinéa 6 de l'article 8 donne donc toute latitude au juge d'instruction d'établir le dossier de la personne comme il l'entend. On pourrait penser que par facilité, grâce au procédé de l'ordonnance motivée, ce dossier de la personne est souvent réduit.

L'étude d'un certain nombre de dossiers de cour d'assises des mineurs, nous a permis de constater que ce n'est pas le cas. Les dossiers des mineurs renvoyés devant la cour d'assises des mineurs sont le plus souvent très complets, mais malheureusement étant donné ce qu'est la procédure d'assises ne pourront être étudiés de façon approfondie que par le président. Par contre les dossiers d'affaires correctionnalisées, que nous avons pu consulter, sont eux quelquefois moins complets, mais pourront être étudiés aussi bien par le président du tribunal pour enfants que par ses assesseurs.

(206) Crim. 28 février 1951, B. 64, p. 114.

(207) Jurisclasseur pénal, articles 66 à 69. Commentaire Ph. Robert sur les mesures applicables aux mineurs.

L'ordonnance de 1945 en matière de dossier de personnalité pour les mineurs, est à l'origine de l'article 81, alinéas 6 et 7 du C.P.P. prévoyant le dossier de personnalité pour les majeurs. Il peut être intéressant de comparer rapidement l'approche de la personne en droit pénal des mineurs, et en droit pénal des majeurs.

B) Comparaison de l'article 8, alinéas 4, 5 et 6 de l'ordonnance du 2 février 1945 et de l'article 81, alinéas 6 et 7 du C.P.P.

L'alinéa 6 de l'article 81 prévoit que le juge d'instruction procède ou fait procéder à une enquête de personnalité des inculpés, ainsi qu'à une enquête sur leur situation matérielle, familiale ou sociale. Toutefois, en matière de délit cette enquête est facultative.

L'alinéa 7 de ce même article énonce en outre, que le juge d'instruction peut prescrire un examen médical, confier à un médecin le soin de procéder à un examen médico-psychologique ou ordonner toutes autres mesures utiles. Si les examens sont demandés par l'inculpé ou son conseil, le juge d'instruction ne peut les refuser que par ordonnance motivée.

En matière criminelle, et c'est la matière qui nous intéresse, l'enquête de personnalité paraît obligatoire, c'est ce que les rédacteurs puis les interprètes de l'article 81, alinéa 6, avaient tenu pour certain, mais la chambre criminelle dans une série d'arrêts (208) a conclu au caractère non substantiel de cette formalité de l'enquête de personnalité en matière de crime, donc à son caractère facultatif. Cette jurisprudence a été établie « au mépris de la loi » (209) et a permis de dénoncer une tendance allant « de la minimisation du dossier de personnalité à la généralisation du pouvoir discrétionnaire » (210). Elle est fondée sur l'argument principal suivant : les juridictions d'instruction ont le droit et l'obligation de clore leur enquête lorsqu'elles estiment que celle-ci est complète. Peu importe pour la cour de cassation que l'enquête de personnalité ait été ou non effectuée.

Cette enquête de personnalité, qui ne constitue donc pas une formalité substantielle aux yeux de la cour suprême, n'a pas de parallèle en droit pénal des mineurs ; il ne s'agit ni de l'enquête sociale, ni de l'examen médico-psychologique prévu à l'alinéa 7 de l'article 81, mais sans doute s'agit-il d'un genre d'entretien avec l'inculpé, qui peut être opéré par toutes sortes de personnes différentes, de compétence différente dont le juge d'instruction. A notre avis la mesure n'est pas totalement satisfaisante quant à son contenu, à cause de l'indéfini même de ce contenu, conséquence de l'indéfini

(208) Crim. 5 avril 1960, B. 210, p. 438. — Crim. 29 avril 1960, B. 223, p. 463. — Crim. 31 mai 1960, B. 303, p. 619. — Crim. 1^{er} décembre 1960, B. 565, p. 1106. D. 1961, p. 385, *note MR. MP.* — Crim. 23 novembre 1965, B. 246, p. 554. — Crim. 27 juin 1967, J.C.P. 1968, II, 15 337, *note Chambon.*

(209) R. Vouin : « L'enquête de personnalité, l'instruction préparatoire et les droits de la défense », J.C.P. 1961, I, 1633 bis.

(210) G. Levasseur : « De la minimisation du dossier de personnalité à la généralisation du pouvoir discrétionnaire ». R.S.C. 1961, p. 92.

des personnes qui peuvent être chargées de cette enquête. Il est donc peut-être finalement de peu d'importance quant au fond que cette enquête de personnalité ne soit pas considérée comme une formalité substantielle. Par contre cette mesure était très intéressante en ce qu'elle ouvrait la voie à de nouveaux textes sur l'établissement d'un dossier de la personne en droit pénal des adultes.

Eu égard à l'examen médico-psychologique, la situation des mineurs en théorie est très semblable à celle des majeurs. le refus de cet examen ne peut intervenir que par ordonnance motivée, mais pour les majeurs cette ordonnance n'est pas de celles qui, comme en matière d'expertise au sens exact du terme, sont susceptibles d'appel selon l'article 186 C.P.P. Telle est la solution d'un arrêt du 27 juin 1967 (211), solution qui peut être discutée (212), il y a sûrement expertise chaque fois que se pose une question d'ordre technique.

En pratique, la situation est très différente car si faire exécuter un examen médico-psychologique est la règle suivie pour les adolescents criminels, pour les adultes criminels on ne peut plus dire que ce soit l'exception mais ce n'est pas encore la règle.

Le mineur justiciable de la cour d'assises des mineurs, est assuré de voir le dossier de sa personne établi de façon sérieuse et assez complète, il n'en est pas encore de même ni pour son aîné d'un an ou deux le jeune adulte délinquant, ni pour les adultes criminels en général.

Si nous avons insisté sur ce dossier de la personne, c'est qu'il permet d'apprécier la capacité pénale du mineur et donc de choisir une sanction appropriée. Il faut maintenant nous pencher sur le problème des sanctions possibles pour les mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs, sanctions qui devraient s'appuyer sur les conclusions du dossier de l'acte et de la personne, être fonctions de l'infraction commise et de la capacité pénale du mineur qui en est l'auteur.

Section II. — LA SANCTION

La décision de la cour d'assises des mineurs peut consister en l'une des quatre solutions suivantes : l'acquittement, la peine, la mesure et la peine assortie d'une mesure.

Nous avons noté dans la première partie (213) combien la proportion d'acquittement était faible à la cour d'assises des mineurs : 4,5 % pour la période 1951-1969, cette proportion tombe à 3 % si on ne considère que la période 1960-1969. On peut en conclure que l'adolescent renvoyé aux assises ne l'est plus encore qu'un adulte, que lorsque de très lourdes charges pèsent contre lui. La décision,

(211) Cour d'appel de Paris, 27 juin 1967, J.C.P. 1968, II, 15 337, *note Chambon*.

(212) Cour d'appel de Paris, Ch. d'accusation, 27 juin 1967. D. 1968, p. 185, *note R. Vouin*. — Crim. 7 mai 1968, B. 141, D. 1969, p. 293, *note R. Vouin*.

(213) Cf. supra, p. 83 et s.

acquittement, peine ou mesure, résultera des réponses aux questions posées à la cour et au jury. Ces questions ont trait d'abord à la matérialité de l'acte, à la qualification de l'infraction, à la détermination du ou des auteurs et complices de l'infraction. Ce sont les questions toujours posées à la cour et au jury, qu'il s'agisse d'une affaire d'adolescents ou d'adultes. L'article 349 du C.P.P. dispose : « Chaque question principale est posée ainsi qu'il suit : l'accusé est-il coupable d'avoir commis tel fait ? Une question est posée sur chaque fait spécifié dans l'arrêt de renvoi. Chaque circonstance aggravante fait l'objet d'une question distincte. Il en est de même de chaque excuse invoquée ».

Viennent ensuite les questions spéciales au procès d'assises des mineurs, qui permettront d'orienter la décision finale en levant l'option peine-mesure, et dans le cas où une peine est retenue comme sanction, en levant l'option peine atténuée, peine non atténuée. Si peine il y a, la cour et le jury seront interrogés enfin sur l'octroi des circonstances atténuantes, puis choisiront la nature et le taux de la peine.

Etudier la sanction des crimes d'adolescents exige que l'on analyse dans un premier temps ces questions spéciales à la cour d'assises des mineurs, quant à leur forme et quant aux problèmes de fond qu'elles posent, exige ensuite que l'on dise quelques mots des peines ou des mesures qui peuvent être infligées aux adolescents criminels.

§ 1. LES QUESTIONS

A l'article 20, alinéa 10 de l'ordonnance du 2 février 1945 modifiée par la loi du 24 juillet 1951, on lit : « Si l'accusé a moins de dix-huit ans, le président posera à peine de nullité les deux questions suivantes :

- Y a-t-il lieu d'appliquer à l'accusé une condamnation pénale ?
- Y a-t-il lieu d'exclure l'accusé du bénéfice de l'excuse atténuante de minorité ?

Une observation préalable est à faire : lorsqu'un tribunal pour enfants se pose la question du retrait ou non de l'excuse atténuante de minorité, la décision de retrait doit être spécialement motivée, alors qu'à la cour d'assises des mineurs le retrait résultera simplement d'une certaine majorité à la question portant sur l'excuse atténuante de minorité. Certains interpréteront cette différence de procédure en disant que dans un cas ou dans l'autre, elle est plus favorable au mineur. A ce sujet comme à d'autres sujets tout dépend de la confiance que l'on accorde au jury.

Sur le plan de la forme, la chambre criminelle a été appelée à statuer deux fois au sujet des questions spéciales posées à la cour d'assises des mineurs.

A) Problèmes de forme

Le premier de ces problèmes concerne les termes mêmes dans lesquels les questions doivent être posées.

En 1960 un adolescent jugé et condamné par la cour d'assises des mineurs a formé un pourvoi en cassation fondé sur le moyen que la question posée aux jurés concernant l'excuse de minorité présentait un caractère ambigu qui ne permettait pas aux jurés de se rendre compte de la portée exacte de leur réponse. La cour et le jury avaient été interrogés dans les termes suivants : « Y a-t-il lieu d'exclure l'accusé du bénéfice de l'excuse atténuante de minorité ? ». La chambre criminelle, dans un arrêt du 2 mai 1961, a, à juste titre, rejeté ce pourvoi (214) car la forme dans laquelle la question avait été posée était strictement celle prescrite par l'article 20 de l'ordonnance du 2 février 1945, modifiée par celle du 23 décembre 1958.

Il faut remarquer cependant que la question de l'excuse atténuante de minorité pourrait sans doute être formulée plus simplement. L'alinéa 10 de l'article 20 de l'ordonnance pourrait par exemple disposer : « Est-il opportun que l'accusé ne bénéficie pas de l'excuse atténuante de minorité ? ».

Toute formulation de la question sur l'excuse atténuante de minorité doit rendre compte du fait que l'excuse est de droit, son retrait ne peut constituer que l'exception.

Mais ce n'est pas sur ce point de détail de la formulation de la question que porterait d'abord notre critique de la cour d'assises des mineurs.

Le second problème a trait aux règles de majorité qualifiée ou non, nécessaire pour prendre toute décision défavorable à l'accusé ; ce problème se pose de la même façon pour la cour d'assises des mineurs et pour celle de droit commun. La chambre criminelle, le 8 janvier 1960 (215), est venue régler le problème en cassant un arrêt de cour d'assises des mineurs, car la feuille des questions n'indiquait pas que la réponse affirmative aux questions défavorables aux accusés ait été acquise à la majorité de huit voix au moins. Il était simplement mentionné que la cour et le jury avaient répondu : « oui à la majorité ». Or aux termes des articles 359 et 360 du C.P.P., toute décision défavorable à l'accusé y compris celle qui refuse les circonstances atténuantes se forme à la majorité de huit voix au moins, sans que le nombre de voix puisse être autrement exprimé. Pour la cour de cassation ces dispositions sont substantielles et s'appliquent aussi à la cour d'assises des mineurs. Il n'en était pas de même sous le C.I.C. Les articles 348 et 349 du C.I.C. disposaient : « La décision de la cour et du jury, tant contre l'accusé que sur les circonstances atténuantes, se forme à la majorité. La déclaration de la cour et du jury constate cette majorité sans que le nombre des voix puisse y être exprimé ».

(214) Crim. 2 mai 1961, B. 228, p. 439.

(215) Crim. 8 janvier 1960, B. 3, p. 7. D. 1960, som. p. 42.

Si la majorité simple suffisait auparavant, une majorité très qualifiée est exigée maintenant, c'est en effet une des innovations du C.P.P. critiquée ou approuvée selon les auteurs (216). Nous la critiquerons et surtout pour la cour d'assises des mineurs, en ce qu'elle rend le jury encore plus maître du choix : peine ou mesure, du choix : peine atténuée ou peine non atténuée. Le jury n'a peut-être pas la compétence nécessaire pour se voir ainsi reconnaître et restituer la primauté sur un problème de fond, car en effet c'est un problème de fond très important et autrement plus intéressant que celui de la majorité exigée, qui est posé par ces questions.

B) *Le problème de fond*

C'est en se référant à l'article 2 de l'ordonnance de 1945 que la cour et le jury doivent répondre à la question : Y a-t-il lieu d'appliquer à l'accusé une condamnation pénale ? Il y a lieu, si les circonstances et la personnalité du délinquant paraissent l'exiger, dit l'article 2 de l'ordonnance. Ceci signifie qu'une peine doit être infligée au mineur dans la mesure où elle est opportune, et dans la mesure où la présomption d'irresponsabilité du mineur tombe devant ce que nous avons appelé sa capacité pénale. La question de l'excuse atténuante de minorité n'entre pas en ligne de compte au moment de l'appréciation de la capacité pénale du mineur, elle n'intervient qu'après, si cette capacité pénale est affirmée.

L'aptitude de l'adolescent jugé par la cour d'assises des mineurs à répondre pénalement de ses actes, dépend de sa personnalité, c'est ce qu'a jugé la chambre criminelle dans le célèbre arrêt Tonapani (217). « Attendu en effet que l'ordonnance du 2 février 1945 a pour objet de permettre au juge de statuer à l'égard du mineur de dix-huit ans, poursuivi pour une infraction pénale, en tenant compte de la personnalité du mineur, de ses antécédents, du milieu familial et social dans lequel il a vécu, et de déterminer, en vertu de l'appréciation ainsi portée, le régime qui doit lui être appliqué... » Cet arrêt reprend le terme « personnalité » que l'on trouve à l'article 2 de l'ordonnance de 1945, mais ne reprend pas le terme « circonstances ».

Par « circonstances » on pouvait penser que le législateur visait les circonstances de l'infraction, et déclarait que le mineur serait sanctionné en fonction et de l'acte et de la personne. Mais par circonstances, et c'est à notre avis la solution qu'adopte la chambre criminelle dans cet arrêt, on peut également entendre les antécédents du mineur, son milieu familial et social. S'il en est ainsi, à notre avis la chambre criminelle ne fait qu'interpréter strictement l'arti-

(216) Brouchot : « La cour d'assises sous le régime du C.P.P. », J.-C. P. 1959, I, 1479. — Vitu : « La cour d'assises dans le C.P.P. », R.S.C. 1959, p. 539. — Chapar : « Les modifications apportées par le C.P.P. au fonctionnement des cours d'assises », D. 1959, p. 35. — Besson : « De quelques aspects essentiels de la nouvelle procédure crim. », D. 1959, p. 95.

(217) Crim. 1^{er} février 1951, B. 40, p. 70. — Sirey 51, I, 190. — D. 1951, p. 334. — J.C.P. 1951, II, 6107, note Brouchot. — R.S.C. 1951, p. 266, observations Magnol.

de 2 de l'ordonnance de 1945. Pour M. le Professeur Vouin (218), elle comprend trop largement la double appréciation nécessaire (la personnalité, les circonstances) en lui substituant une appréciation portant exclusivement sur la personnalité du coupable.

Il ne nous semble pas que l'on puisse justifier que les circonstances mêmes qui ont entouré l'acte, la façon dont s'est déroulée la commission de l'infraction, puissent fonder l'opportunité d'une peine, par contre les circonstances qui ont été celles de la vie du mineur jusqu'à l'acte, qui ont peut-être empêché une socialisation et une maturation affective normales de cet adolescent, sont très importantes à analyser en même temps que la personnalité du mineur pour essayer d'appliquer une sanction adaptée.

A ces questions : « Y a-t-il lieu d'appliquer à l'accusé une condamnation pénale ? » et « Y a-t-il lieu d'exclure l'accusé du bénéfice de l'excuse atténuante de minorité ? » il doit être répondu donc, en fonction de la personne du mineur, personne entendu au sens le plus large et non en fonction de l'acte, acte entendu au sens le plus restreint. Il semble alors évident que ces questions n'ont à être posées qu'une fois, même si l'adolescent en cause est poursuivi devant la cour d'assises des mineurs pour plusieurs infractions.

C'est l'arrêt Tonapani à propos de ce jugement rendu par le tribunal pour enfants, complété par le jury, qui résoud également le problème du nombre de fois où les questions doivent être posées. La solution est la même pour la cour d'assises des mineurs.

Cet arrêt Tonapani de la chambre criminelle, dispose que la question sur l'opportunité de la peine et celle sur l'exclusion ou non de l'excuse atténuante de minorité ne doivent être posées qu'une fois, n'ont pas à être posées pour chacune des infractions reprochées au mineur et comprises dans une même poursuite, puisqu'elles portent non sur les éléments constitutifs de l'infraction, mais sur l'individu lui-même.

M. Brouchet fait remarquer (219) que tant que l'importance et la nature de l'infraction sont les éléments primordiaux de la solution des procès criminels, il est normal que juges, jurés soient interrogés séparément pour chaque infraction. Il était donc normal qu'avant la réforme de 1945, la cour d'assises fût appelée à répondre autant de fois à la question de discernement, qu'il y avait de crimes retenus à la charge de l'accusé, et il était admis que le jury pouvait sans se contredire, estimer que le mineur avait commis certains des crimes avec discernement et les autres sans discernement.

Mais la question sur l'opportunité de la sanction, sur la capacité pénale est autre chose que la question de discernement, elle dépend de la personne de l'accusé qui ne varie pas avec les infractions.

On peut faire un rapport entre la solution établie en la matière par l'arrêt Tonapani et la solution qui prévaut pour ce qui est de l'octroi des circonstances atténuantes, en effet la jurisprudence

(218) R. Vouin : « L'acte et la personne de l'accusé dans le procès pénal ». Revue pénale suisse 1954, p. 49.

(219) Brouchet, J.C.P. 1951, II, 6107.

n'exige pas qu'il soit statué plus d'une fois sur les circonstances atténuantes lorsqu'un accusé fait l'objet de plusieurs incriminations, par contre lorsque l'accusation soumise à la cour comprend plusieurs accusés, il y a nécessité qu'un scrutin distinct et séparé ait lieu sur l'existence des circonstances atténuantes à l'égard de chaque accusé déclaré coupable (220). Ceci montre bien que la question sur les circonstances atténuantes, comme celle sur l'opportunité de la sanction ne s'attache pas aux circonstances objectives de l'infraction mais à la personnalité de l'auteur de l'infraction.

Toujours s'agissant de l'arrêt Tonapani, le Doyen Magnol note, dans ses observations à la revue de Science criminelle (221), que si la question de l'opportunité de la peine ne doit être posée qu'une fois, cette façon de faire ne peut être admise que si les divers crimes ont été réunis dans une même poursuite.

On comprend aisément pourquoi, et on comprend l'intérêt toutes les fois que cela est possible de réunir dans une même poursuite toutes les infractions imputées à un mineur.

Comme le fait remarquer Magnol : « En cas de poursuites successives, on peut avoir répondu différemment aux questions, ce qui aura pour conséquence que le mineur peut être condamné d'une part à une peine, d'autre part à une mesure, et se posera le problème de priorité d'exécution ». Il ne peut en aucun cas y avoir application du principe du non cumul qui ne s'applique qu'aux peines et non à des sanctions de nature différente : la peine et la mesure.

C'est ainsi que nous sommes amenés à étudier les conséquences de l'option peine-mesure.

§ 2. LES CONSÉQUENCES DE L'OPTION PEINE-MESURE

Le mesure est pour l'ordonnance de 1945, la règle, la peine, l'exception. Mais les statistiques concernant la cour d'assises des mineurs ont montré que les décisions prises par cette juridiction consistent pour la période 1951-1969 dans 75,5 % des cas en des peines, et dans 20 % des cas en des mesures, enfin dans 4,5 % des cas en des acquittements.

Nous dirons d'abord quelques mots de ce qui forme un cinquième des décisions de la cour d'assises des mineurs, avant de s'arrêter à ce qui forme à peu près quatre cinquièmes de ces mêmes décisions.

(220) Crim. 9 décembre 1964, D. 1965, p. 304.

(221) Magnol, R.S.C. 1951, p. 266.

A) La mesure

La plupart des auteurs (222) voient dans les mesures de rééducation des mesures de sûreté d'un type particulier. Comme les mesures de sûreté les mesures de rééducation échappent par exemple à l'amnistie (223) et au sursis. Quelles sont ces mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation ? Et comment peuvent-elles être révisées ?

I. — La gamme des mesures

Les adolescents jugés par la cour d'assises des mineurs peuvent se voir infliger toutes les mesures prévues pour les autres catégories de mineurs délinquants. Ce sont les mesures énumérées à l'article 16 de l'ordonnance

- remise aux parents, au tuteur, à la personne qui en avait la garde, ou à une personne digne de confiance.
- placement dans une institution ou un établissement public ou privé d'éducation ou de formation professionnelle habilité.
- placement dans un établissement médical ou médico-pédagogique habilité.
- placement dans une institution publique d'éducation surveillée ou d'éducation corrective.
- placement jusqu'à un âge qui ne pourra excéder vingt et un ans sous le régime de la liberté surveillée. Cette dernière mesure créée par la loi de 1912 a subi une extension très intéressante par la loi de 1951, en ce qu'elle peut maintenant se cumuler avec n'importe quelle autre mesure, ou avec une peine.

L'ensemble de ces mesures assez diversifiées devrait permettre de constituer une gamme de sanctions appropriées à toutes sortes de cas de mineurs délinquants. Le seul inconvénient sur le plan pratique, mais qui est immense, est le petit nombre d'établissements spécialisés, le manque de place dans les établissements satisfaisants existants. Le mineur jugé par la cour d'assises des mineurs est de plus handicapé par rapport aux autres mineurs car la juridiction qui le juge et surtout lorsqu'elle ne comporte pas de juges des enfants, connaît peu et les mesures possibles et les institutions existantes, elle aura donc peut être plus facilement tendance à opter pour la peine, c'est du moins là l'opinion de quelques magistrats qui ont siégé à la cour d'assises des mineurs.

Quand cependant mesure il y a, la décision rendue par la cour d'assises des mineurs n'est pas définitive, il peut y avoir par la suite révision de la mesure.

(222) *Patin-Rousselet-Ancel*, C.P. annoté de Garçon, article 67, note 79. — *Merle et Vitu*, Traité de Droit Criminel, n° 495. — *Stéfani-Levasseur*, Droit pénal général et Procédure Pénale, T. I, n° 411 et s. — *Stéfani-Levasseur-Jambu-Merlin* : Criminologie et science pénitentiaire, n° 285 et s. — *Schmelk* : La distinction de la peine et de la mesure de sûreté. *Mélanges Patin*, p. 179.

(223) *Crim.* 7 mars 1958, J.C.P. 1958, II, 10 613, note *Larguier*.

II. — La révision des mesures

L'article 27 de l'ordonnance du 2 février 1945 dispose que les mesures de protection, d'assistance, de surveillance, d'éducation ou de réforme ordonnées à l'égard d'un mineur, peuvent être révisées à tout moment mais à certaines conditions.

A cet égard la loi de 1951 n'a apporté aucun changement à l'ordonnance de 1945. Seul le ministère public peut demander la révision sans avoir à attendre le délai d'un an prévu par l'article 27. La famille, les parents, le tuteur ou le mineur lui-même, sont habilités à demander la révision de la mesure un an après qu'elle ait été infligée. Si cette demande est rejetée elle ne pourra être renouvelée qu'à l'expiration d'un nouveau délai d'un an. Pour les mineurs criminels, c'est le tribunal pour enfants qui est compétent pour statuer sur les demandes de révision des mesures prises à leur encontre. M. le Professeur Levasseur (224) fait remarquer que le rôle confié au jury dans le cas des mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs n'est pas pleinement efficace, ni définitif puisque c'est le tribunal pour enfants qui est compétent pour modifier la décision prise par la cour d'assises quand il s'agit d'une mesure.

Mais le plus souvent la décision du jury sera efficace et définitive après épuisement des voies de recours (225), parce qu'elle consistera en une peine peut-être atténuée, mais une peine tout de même.

B) La peine

Lorsqu'une peine de réclusion ou d'emprisonnement est prononcée, comme pour les adultes, le temps que les mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs ont passé en détention provisoire est imputé sur la peine prononcée. Mais le séjour d'un mineur délinquant dans un centre d'accueil, n'est pas assimilable à la détention provisoire dans une maison d'arrêt ne pourra donc être imputé sur la durée de la peine d'emprisonnement ou de réclusion ensuite prononcée à son encontre. C'est ce qu'a jugé un arrêt du 30 août 1948 (226), la jurisprudence est constante en cette matière. Le placement dans un centre d'accueil est une mesure de garde provisoire, non subordonnée à la délivrance d'un mandat comme la détention provisoire, de nature toute différente d'une éventuelle peine de prison qui pourrait être prononcée par la suite. En toute logique on ne voit pas comment on pourrait conclure à l'imputation possible d'un temps passé en centre d'accueil sur une peine d'emprisonnement ultérieure, ce serait nier la différence de nature

(224) G. Levasseur : « Les organismes prononçant les mesures de défense sociale », in ouvrage collectif sur l'individualisation des mesures prises à l'égard du délinquant. Cujas 1954, p. 236.

(225) Les voies de recours sont les mêmes que celles qui existent à l'encontre des décisions rendues par une cour d'assises de droit commun.

(226) Lyon, 30 août 1948, J.C.P., II, 5362, note Brouhot. — D. 1950, p. 28, note Vouin. — Rééducation, juillet-août 1950, p. 6, note Le Griel.

entre les peines et les mesures de sûreté. Les peines prononcées par la cour d'assises des mineurs peuvent consister en des peines criminelles, ou en des peines correctionnelles, ces dernières sont les seules possibles quand l'excuse atténuante de minorité joue.

Ce n'est pas que dans de rares cas et pour des infractions particulièrement graves que l'adolescent criminel se verra retirer le bénéfice de l'excuse atténuante de minorité, et pourra alors encourir les mêmes peines qu'un adulte, y compris la peine de mort. La plupart du temps, il sera condamné à une peine atténuée par cette excuse atténuante de minorité, et par les circonstances atténuantes. Quelquefois sa peine sera complétée par la liberté surveillée.

I. — La peine atténuée

C'est le nouvel article 66 C.P. reproduisant avec quelques modifications le texte de l'ancien article 67 qui énonce la nature et le taux des peines possibles lorsque joue l'excuse atténuante de minorité. Le principe de l'atténuation est un abaissement de la peine de moitié. On lit par exemple à l'alinéa 3 de l'article 66 « ...il (le mineur) sera condamné à l'emprisonnement pour un temps égal à la moitié au plus de celui pour lequel il aurait pu être condamné... »

La chambre criminelle, le 13 novembre 1947 (227) a cassé un arrêt de la cour d'appel de Lyon, car un mineur en cause avait été condamné à une peine avec sursis, supérieure à la moitié du maximum de celle qui était édictée sans que l'excuse atténuante de minorité ait été écartée. Une stricte interprétation de l'article 66 du C.P. voulait en effet que la peine prononcée contre un mineur, quelle soit avec ou sans sursis (l'article 66 ne parle pas du sursis) n'excède pas la moitié de celle encourue par un adulte pour la même infraction. En outre l'excuse atténuante de minorité s'applique séparément pour la peine de prison et l'amende. Un jugement qui avait condamné un mineur à 500 Frs d'amende a été cassé (228) car il s'agissait là du maximum encouru pour l'amende. Il faut noter que l'excuse atténuante ne modifie pas le caractère criminel de l'infraction, même si elle substitue une peine correctionnelle à une peine criminelle.

Le seul problème délicat que pose la peine atténuée est celui du calcul de l'atténuation, lorsque jouent et les circonstances atténuantes et l'excuse atténuante de minorité.

Un vieil arrêt du 28 août 1919 (229) décide, et c'est la jurisprudence établie à l'époque (230), que ce sont les circonstances atténuantes dont il convient de faire état en premier lieu pour la détermination de la peine. Pour la jurisprudence de cette époque il est inadmissible qu'un mineur qui a commis un crime avec discernement, encoure une peine ridicule parce qu'on fait d'abord jouer l'excuse légale et ensuite les circonstances atténuantes.

(227) Crim. 13 novembre 1947, B. 221, p. 326.

(228) Crim. 21 mars 1921, B. 124, p. 208.

(229) Crim. 28 août 1919, *note Roux*, S. 1921, I, p. 185.

(230) Crim. 10 août 1866, B. 204, S. 1867, I, 41.

Roux critique violemment cette jurisprudence, s'appuyant sur une série d'arguments dont le dernier n'est pas le moindre. Ce serait, dit-il, altérer arbitrairement la portée du verdict du jury, déclarant les circonstances atténuantes au profit du mineur que de les appliquer à la peine légale et non pas à la peine déjà abaissée par l'excuse de minorité.

Etant donné ce qu'est l'ordre des questions posées à la cour d'assises des mineurs, il nous paraîtrait tout à fait logique et fondé en droit de faire jouer d'abord l'excuse atténuante de minorité, puis les circonstances atténuantes, mais ce n'est pas là la solution de la cour de cassation dans un arrêt très récent (231) ; la chambre criminelle a affirmé, le 29 janvier 1970, que l'atténuation de la peine dérivant de la minorité de l'accusé, a pour base la détermination préalable de la peine par lui encourue, compte tenu éventuellement des circonstances atténuantes, indépendamment de la qualité du mineur.

Un autre problème d'application pratique de cumul, est à considérer ; ce n'est plus celui du cumul de l'excuse atténuante de minorité et des circonstances atténuantes, mais celui du cumul possible d'une peine et d'une mesure, prévu par la loi de 1951.

II. — Le cumul peine-mesure.

Le cumul possible peine-mesure, ne signifie en aucun cas que si la juridiction a répondu oui à la question : « Y a-t-il lieu d'appliquer à l'accusé une sanction pénale ? » on puisse cependant prononcer le placement du mineur en I.P.E.S.

Un arrêt du tribunal pour enfants complété par le jury a été cassé (232) pour avoir prononcé le placement à l'I.P.E.S. de Brécourt, alors qu'il avait été répondu oui à la question sur l'opportunité de la peine et non, à celle sur l'exclusion de l'excuse atténuante de minorité.

« Attendu qu'en cet état, il appartenait au tribunal de faire à la mineure application de la peine, telle que la prévoit l'article 67 C.P. ».

Le cumul peine-mesure, non-prévu avant la loi du 24 mai 1951, signifie simplement que lorsqu'une condamnation pénale sera décidée, le mineur pourra en outre, être placé jusqu'à un âge qui ne pourra excéder vingt et un ans sous le régime de la liberté surveillée (article 19, alinéa 1 de l'ordonnance du 2 février 1945). La seule mesure qui puisse, en l'état actuel des textes, se cumuler avec une peine est donc la liberté surveillée, qui peut d'ailleurs se cumuler aussi avec une autre mesure.

La jurisprudence interprète strictement cet article 19, alinéa 1 de l'ordonnance. Un arrêt de la chambre criminelle du 4 décembre 1952 (233) a décidé que manquait de base légale, la décision de la

(231) Crim. 29 janvier 1970, B. 45, p. 103.

(232) Crim. 16 mars 1949, B. 100, p. 160.

(233) Crim. 4 décembre 1952, J.C.P. 1953, II, 7594. — Sirey 1952, I, 188.

chambre des mineurs d'une cour d'appel qui a condamné un mineur pour vol à un an de prison avec sursis, et en outre a attribué la garde de celui-ci jusqu'à sa majorité à une personne de confiance. On peut regretter à juste titre que les mesures de garde ne puissent pas comme la liberté surveillée compléter une condamnation à une peine. Mais pour la jurisprudence et la plupart des auteurs, la sanction pénale exclut toute mesure de garde ou de placement du mineur, même dans le cas où ce dernier a bénéficié du sursis. Ceci résulte d'une interprétation rigoureuse de l'article 19 de l'ordonnance. M. Tessier (234) note cependant que cet article 19 ne contient aucune interdiction de prononcer en faveur du mineur, à sa libération de prison, une mesure de protection. En dépit de l'avis de la cour de cassation, il soutient que l'article 19 de l'ordonnance du 2 février 1945 contient implicitement l'autorisation de statuer sur la garde ou d'ordonner un placement du mineur.

Telle n'était toujours pas la solution de la cour de cassation quand le législateur a institué le sursis avec mise à l'épreuve qui comble en partie la lacune de la loi et la rigueur de la jurisprudence. L'article R60 C.P.P. autorise en effet le juge des enfants à combiner les mesures de mise à l'épreuve avec l'une de celles prévues par l'ordonnance de 1945. Une peine d'emprisonnement assortie du sursis avec mise à l'épreuve peut donc être conjuguée avec n'importe quelle mesure de rééducation, notamment un placement.

Depuis l'institution du sursis avec mise à l'épreuve (article 738 C.P.) on peut se demander si la possibilité de la combinaison peine et liberté surveillée n'a pas perdu une grande partie de son intérêt, sauf lorsqu'il s'agit d'une liberté surveillée complétant par exemple une peine d'amende, et non une peine d'emprisonnement avec sursis auquel cas le sursis avec mise à l'épreuve est sans doute plus approprié.

A l'origine, le sursis avec mise à l'épreuve était plus ou moins inspiré de la liberté surveillée et du « probation system » anglo-saxon, il n'était pas prévu pour les mineurs délinquants mais a été créé surtout pour les mineurs de dix-huit à vingt et un ans, antérieurement traduits devant les juridictions pour mineurs, et faisant l'objet de nouvelles poursuites criminelles ou correctionnelles. Mais conformément à la recommandation de l'article C 994, alinéa 3 de l'instruction générale pour le C.P.P., la possibilité n'est pas discutée pour les tribunaux pour enfants et la cour d'assises des mineurs bien entendu, d'infliger des peines avec sursis et mise à l'épreuve (235).

On pouvait penser *a priori* que les deux institutions du sursis avec mise à l'épreuve et de la liberté surveillée feraient double emploi.

Nous avons remarqué dans l'étude des statistiques générales concernant la cour d'assises des mineurs que c'était ce qui s'était passé

(234) Tessier : « Du droit pour le tribunal pour enfants d'ordonner avec la sanction pénale, l'une des mesures édictées par les articles 15 et 16 de l'ordonnance du 2 février 1945, J.C.P. 1953, I, 1112.

(235) Tribunal de Saint-Etienne, 2 mars 1964. D. 1964, p. 279, note *Prélot*. — 6 mai 1964, D. 1964, p. 423, note *Prélot*.

dans une certaine mesure (236). Avec l'apparition du sursis avec mise à l'épreuve, la proportion des condamnations de la cour d'assises des mineurs, assorties de liberté surveillée a considérablement baissé.

En réalité on ne peut que se féliciter d'une diversification des mesures possibles et surtout des mesures qui peuvent se cumuler avec une peine, même si elles chevauchent un peu les unes sur les autres.

En effet, et ce sera notre conclusion, le but à atteindre en matière de sanctions pour les mineurs, quel que soit leur âge et l'infraction commise, est d'arriver à une diversification de la sanction, et à de réelles mesures rééducatives de défense sociale. Un autre but à atteindre est la création d'un régime d'emprisonnement, quand emprisonnement il y a, très spécial. Les articles D. 515 à D. 519 du C.P.P. prévoient bien toutes sortes de dispositions particulières pour les mineurs détenus, mais ces dispositions en pratique sont loin d'être toujours observées, faute de moyens. Les adolescents jugés par la cour d'assises des mineurs et condamnés à une peine, étant pour la période 1960-1969 dans 55 % des cas (237) pour les garçons et dans 33 % des cas pour les filles condamnées à une peine d'emprisonnement sans sursis, on comprend l'intérêt pour ces mineurs qui ne sont pas « exceptionnellement incarcérés » (article D. 514, alinéa 1) mais très fréquemment incarcérés, d'une bonne application des articles D. 515 à D. 519 du C.P.P. Rappelons que 75,5 % des adolescents jugés par la cour d'assises des mineurs, pour la période 1951-1969, ont été condamnés à une peine. Cela ne signifierait-il pas que l'application d'une sanction pénale fondée en principe sur la capacité pénale, est fondée à la cour d'assises des mineurs sur la gravité de l'infraction, ou alors cela signifie peut-être que 75,5 % des mineurs de seize à dix-huit ans criminels ont atteint cette capacité pénale. Cette dernière solution est, à notre avis, peu probable, et il nous semble que c'est dans la composition même de la cour d'assises des mineurs qu'il faut chercher la cause du grand nombre des peines infligées par rapport à celui des mesures infligées. Dans les meilleurs des cas, deux magistrats seulement sur douze personnes appelées à choisir la sanction, connaissent parfaitement et la gamme des mesures possibles et le mécanisme de ces mesures ; ceci expliquerait, compte tenu également de la gravité des infractions, la timidité de la cour d'assises des mineurs devant les mesures rééducatives (238).

Au terme de cette étude de la cour d'assises des mineurs, juridiction d'exception, juridiction spécialisée en principe, nous venons de constater une fois encore un inconvénient de sa composition.

(236) Cf. p. 90.

(237) Cf. p. 87.

(238) Heureusement cependant le sursis avec mise à l'épreuve est de plus en plus souvent appliqué. Pour la période 1960-1969, il a joué pour 26 % des mineurs condamnés à une peine par la cour d'assises des mineurs. Cette sanction a l'avantage d'une part de constituer à la fois une peine et une mesure et, d'autre part, à la différence des mesures éducatives de pouvoir continuer à s'appliquer après la majorité civile.

La cour d'assises des mineurs, dans sa composition est-elle réellement adaptée au but qu'elle se propose ?

Nous allons amintenant dans un titre II, avant de formuler quelques suggestions, examiner ce problème fondamental de la composition de la cour d'assises des mineurs sous l'angle du jury, et de la confiance que l'on peut placer en un jury.

TITRE II

LE PROBLEME DU JURY VERS UNE NOUVELLE COUR D'ASSISES DES MINEURS

Le nombre des textes, qui de 1791 à 1959 sont venus modifier l'organisation du jury et le réformer, prouvent que depuis sa création en France, le jury pose un problème.

Si ce problème existe pour la cour d'assises de droit commun, ne se présente-t-il pas cependant avec encore plus d'acuité pour la cour d'assises des mineurs ? Les juridictions pour mineurs, y compris la cour d'assises des mineurs, tâchent en effet d'être aussi adaptées que possible au but qu'elles se proposent, aussi spécialisées que possible. La présence du jury est-elle un signe d'adaptation, de spécialisation ?

Les juridictions pour mineurs sont de nos institutions judiciaires celles qui sont considérées comme étant à l'avant-garde.

Est-ce bien le cas pour l'une d'entre elles : la cour d'assises des mineurs ? Ou bien n'est-on pas plutôt là en présence d'une juridiction d'arrière-garde anachronique pour juger des mineurs ? On a constaté d'une part, que très facilement, et pratiquement chaque fois que cela était possible, des affaires qui auraient dû être de la compétence de la cour d'assises des mineurs, étaient correctionnalisées et renvoyées devant le tribunal pour enfants. Une des raisons en est peut-être la désadaptation de cette juridiction qu'est la cour d'assises des mineurs. On a constaté d'autre part que eu égard à sa composition, cette juridiction comprend trois magistrats (dont quelquefois aucun n'est spécialisé dans les questions de l'enfance, ou un seul seulement, selon une coutume *contra legem* en vigueur dans certaines cours d'appel) et un jury dont Henri Donnedieu de Vabres (239) dit un jour qu'il était « un accident historique et une inintelligente adaptation de l'institution britannique ».

Il est bon dans un premier chapitre, de se repencher sur ce problème du jury en en retraçant les origines, l'évolution historique, en exposant les arguments pour et contre qui ont été développés à son encontre, les propositions qui ont été faites et qui sem-

(239) Cf. Mimin D. 1958, p. 1. « Prépotence du jury ».

bleraient intéressantes pour la cour d'assises des mineurs ; il restera ensuite dans un deuxième chapitre à tenter de décrire ce que pourrait être une nouvelle cour d'assises des mineurs, ce que pourrait être le procès pénal de l'adolescent criminel. Certains déclareront que, scientifiquement, aucune modification ne résulte nécessairement des observations faites à la suite de l'étude des statistiques concernant la cour d'assises des mineurs, de l'étude des dossiers, et de l'analyse juridique de la juridiction. Ils demanderont alors que l'on acquitte la cour d'assises des mineurs au bénéfice du doute. Pour nous, il y a suffisamment d'indices en défaveur de cette juridiction pour se permettre de préconiser sa suppression ou sa transformation. Plusieurs systèmes pourraient être proposés à la suite des observations faites, ce qui prouve bien qu'aucun d'eux ne s'impose, qu'aucun d'eux n'est la conclusion nécessaire des remarques sur la cour d'assises des mineurs que cette étude suggère. Mais cette pluralité de systèmes possibles démontre à l'évidence le besoin urgent d'une réforme de la juridiction qui juge les adolescents criminels.

CHAPITRE I

LE JURY

ETUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE

De cette étude historique et critique devrait résulter un certain nombre de questions concernant la cour d'assises des mineurs et son jury, questions qu'il serait intéressant de poser à quelques magistrats, avant d'essayer d'y répondre soi-même.

On se livrera d'abord à un rappel historique de l'évolution du jury, puis à une appréciation critique de cette institution révolutionnaire (au sens historique du terme).

Section I. — *ORIGINES DU JURY — EVOLUTION HISTORIQUE*

§ 1. LES ORIGINES DU JURY

Le jury est à origines multiples, c'est une institution non nouvelle que l'on retrouve aussi haut que l'on remonte dans l'histoire de la justice pénale (240).

La recherche des origines du jury a donné lieu à de nombreux et savants travaux. Les uns ont remonté jusqu'aux institutions romaines, jusqu'aux formes de la procédure attique pour en retrouver les premières traces. D'autres ont aperçu ces traces dans les coutumes des peuples du Nord qui ont envahi, au III^e siècle, l'Europe occidentale. D'autres les ont constatées au Moyen Age dans la présence des *boni homines* ou des *rachinburgii* aux placites des comtes et vicomtes, et dans le concours des vassaux ou hommes de fiefs aux assises des communautés et des seigneuries. D'autres enfin, après avoir dénié toutes les analogies, après avoir relevé tous les traits distinctifs du jugement par jurés, se sont attachés à établir que les racines de cette forme de procédure ne se trouvent dans aucune des formes antérieures, et qu'elles n'ont germé que sur le sol britannique (241).

On peut dire qu'à l'époque révolutionnaire, notre jury a été institué directement à l'imitation du droit anglais, par la loi des 16-26 septembre 1791. L'assemblée constituante discuta longuement

(240) *Donnedieu de Vabres* : Traité élémentaire de droit criminel et de législation pénale comparée, 2^e édit., 1943, n° 1227 et s.

(241) *Faustin Hélie*. Traité de l'instruction criminelle, T. VII, n° 3070 et s., plus précisément n° 3124 à 3143.

du problème de savoir si le jury serait institué, et s'il le serait en matière civile et criminelle. Le décret du 31 mars 1790 portait « l'assemblée nationale décrète qu'avant de régler l'organisation du pouvoir judiciaire, les questions suivantes seront discutées et décidées :

I : Etablira-t-on des jurés ?

II : Les établira-t-on en matière civile et criminelle ?

III : La justice sera-t-elle rendue par des tribunaux sédentaires ou par des juges d'assises ?

Bien qu'institué par la loi des 16 et 26 septembre 1791, le jury donna lieu à des discussions à maintes et maintes reprises au cours des périodes révolutionnaires et de l'empire. Le jury à cette époque-là n'est encore en rien une évidence, une institution que l'on peut réformer, réorganiser, mais non abolir. C'est à la séance du Conseil du 6 février 1808 qu'une dernière discussion s'engagea sur le jugement par jurés. Le conseil adopta le jugement par jurés. L'institution fut maintenue en principe et la discussion ne porta plus que sur son organisation.

L'opinion de l'empereur était celle-ci et montre son peu de confiance dans le jury : il admettait le jury s'il était possible d'arriver à le bien composer, mais par ailleurs il pensait qu'il serait nécessaire d'organiser des tribunaux d'exception pour connaître de certains crimes qui seraient au-dessus de la force des jurés.

Dans le code de 1808, la constitution de la cour d'assises repose sur deux conceptions corrélatives (242) : d'une part la participation des citoyens à l'administration de la justice répressive, d'autre part l'incompétence de ces citoyens pour juger des questions de droit.

Le rappel maintenant des textes qui ont réformé le jury dans son organisation depuis son institution, permettra de se rendre compte s'il correspond toujours à sa conception originaire.

§ 2. EVOLUTION HISTORIQUE DU JURY

Très vite après 1808, on s'aperçut qu'avoir séparé les fonctions des magistrats et des jurés selon le critère droit-fait était une erreur. Au jury appartenait la déclaration de la culpabilité ou de l'innocence, aux magistrats l'application de la loi et la fixation de la peine.

Cambacérès déjà, jugeait que la distinction entre le fait et le droit était chimérique, parce que, pensait-il, les jurés examinent toujours quel sera le résultat de leur déclaration (243).

Ce n'est qu'en 1941 que fut réalisée l'association des magistrats et des jurés aussi bien pour la déclaration de culpabilité, que pour l'application de la peine.

(242) *Garraud*. Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale, T. IV, n° 1266 et s.

(243) « La cour d'assises française de 1808 à 1958 ». *R. Vouin*. Mélanges Hugueney.

Entre-temps quelques textes avaient cependant amélioré la marche des procès criminels :

- tout d'abord les lois des 25 juin 1824 et 28 avril 1832, instituant puis généralisant les circonstances atténuantes qui peuvent dorénavant être accordées en matière criminelle puis reconnues par le jury. On pensait que la possibilité pour le jury d'accorder les circonstances atténuantes serait un palliatif à son penchant habituel à une extrême indulgence.
- ensuite et surtout la loi du 5 mars 1932 (244) qui marque un premier pas dans le sens de l'échevinage, par l'association du jury et de la cour pour la fixation de la peine. Le jury continue à statuer seul sur la culpabilité.

Sur la loi du 21 novembre 1941, on a beaucoup écrit et beaucoup argumenté en tous sens (245). Cette loi transforme la conception originaire du jury en instituant l'échevinage et en abaissant le nombre des jurés à six, depuis 1808 ils avaient été jusqu'alors douze.

Pour Maurice Garçon (246) c'est une loi d'une hypocrisie rare qui porta un coup fatal à l'institution.

Pour M. Huguenev (247), c'est une loi bienfaisante ayant donné en gros, une solution appropriée à la crise du jury.

Henri Donnedieu de Vabres, attestant que l'acte était indépendant de tendance politique, déclarait que l'institution de l'échevinage était justifié par la longue expérience, qui condamne de nos jours le système classique du jury.

M. Vouin, dans un article à la Revue de Science criminelle de 1955 (248), dénonce l'erreur grossière qui consiste à penser que cette loi est réactionnaire. En effet, ce texte provient directement du projet de réforme élaboré de 1934 à 1938 par la commission Paul Matter.

De plus, le législateur par l'ordonnance du 20 avril 1945 (249) a confirmé ce texte après l'avoir partiellement rectifié. L'innovation de cette ordonnance est de porter à sept le nombre des jurés que la loi de 1941 avait réduit de douze à six. Le partage des voix sauf en ce qui concerne les circonstances atténuantes et le sursis profitera à l'accusé comme avant la loi de 1941.

Lorsqu'on décida, en 1945, de faire juger les mineurs criminels de seize à dix-huit ans par le tribunal pour enfants assorti d'un jury, c'est que l'on estimait bon que ces adolescents criminels soient déférés devant une juridiction tant soit peu spécialisée. Dans ce

(244) P. Mimin, R.D.P.C. 1932, p. 326. — Henry D.P., 1932, IV, 129.

(245) P. Mimin, D.C., 1942, L. 21. — Peytel, G.P. 1942, I. Doct. 16 et s. — Verdun, J.C.P., 1942, I, 260.

(246) M. Garçon, R.D.P.C., 1954-55, p. 455.

(247) R. Vouin, R.S.C., 1955, p. 503, La question du jury.

(248) Précité ci-dessus.

(249) Huguenev, R.S.C., 1946, p. 169 et s.

but on inventait une juridiction mélange du tribunal pour enfants et de la cour d'assises. Mais l'inconvénient de cette juridiction venait de ce qu'en raison de sa composition (un seul magistrat), aucun majeur ne pouvait être renvoyé devant elle. Pour remédier à cet inconvénient est inventée par la loi de 1951, la cour d'assises des mineurs ; il ne s'agit en réalité, comme nous l'avons vu, que de la cour d'assises de droit commun, à laquelle on donne en matière de sanction les possibilités d'un tribunal pour enfants.

Les adolescents criminels sont donc intéressés au premier chef par l'évolution de l'organisation de la cour d'assises et du jury. Il faut remarquer qu'en 1951, au moment de la création de la cour d'assises des mineurs, le nombre des jurés n'était que de sept, le problème de la compétence des jurés pour juger de jeunes criminels se posait donc avec moins d'acuité qu'à l'heure actuelle, où le nombre des jurés est passé à neuf.

En effet, et c'est la dernière étape pour le moment dans l'évolution historique du jury, le nouveau code de procédure pénale apporte des réformes en matière de cour d'assises (articles 231 à 280 C.P.P.) sans rompre cependant avec aucun des grands principes antérieurs (250). Ces réformes touchent aussi bien la cour d'assises de droit commun que la cour d'assises des mineurs. L'élévation par le C.P.P. du nombre des jurés de sept à neuf, et l'institution d'une majorité qualifiée (8 voix au moins) pour déclarer la culpabilité, pour prendre toute décision défavorable à l'accusé, y compris celle qui refuse les circonstances atténuantes, marque le retour à la suprématie des citoyens jurés.

Il faut se demander pourquoi ce retour à la suprématie des jurés, en rassemblant les arguments pour et contre le jury, en énonçant la critique qui peut être faite des diverses formes de jury dans l'optique d'une cour d'assises des mineurs.

Section II. — APPRECIATION CRITIQUE DES DIVERSES FORMES DE JURY DANS L'OPTIQUE D'UNE COUR D'ASSISES DES MINEURS

Les arguments pour et contre le jury relevés par un très grand nombre d'auteurs sont en général formulés en référence à la cour d'assises de droit commun, et non en référence à la cour d'assises des mineurs, mais le plus souvent ces arguments sont également valables pour la cour d'assises des mineurs. Bien entendu, on insistera particulièrement sur ceux d'entre eux les plus fondés quant au problème du jury et de la cour d'assises des mineurs.

(250) *P. Mimin* : Nouvelles réflexions sur le projet de C.P.P. Prépotence du jury, D. 1958, ch. p. 1 et s. — *Brouchet* : La cour d'assises sous le régime du C.P.P., J.C.P. 1959, I, 1479. — *Chapar* : Les modifications apportées par le C.P.P. au fonctionnement des cours d'assises, D. 1959, chr. p. 35 et s. — *Besson* : Quelques aspects essentiels de la nouvelle procédure criminelle, D. 1959, chr. p. 95 et s. — *Vitu* : La cour d'assises dans le C.P.P., R.S.C. 1959, p. 539 et s.

Seront examinés successivement le jury dans sa forme 1808 et encore 1932, l'échevinage ou le jury dans sa forme 1941, 1945, 1958, l'hypothèse d'un jury technique, enfin celle d'un tribunal pour enfants élargi comprenant un jury spécial, compétent pour juger les adolescents criminels.

§ 1. APPRÉCIATION CRITIQUE DES SOLUTIONS HISTORIQUES

Certaines critiques du jury sont permanentes quelle que soit l'organisation du jury, d'autres sont propres au système du jury opposé à celui de l'échevinage, ou au système de l'échevinage.

A) *Les critiques permanentes*

Le jury a été créé pour assurer à tous les citoyens le bénéfice du jugement par leurs pairs, or ce jugement par les pairs n'est-il pas plus qu'une manifestation d'une démocratie libérale vécue, un jugement par des personnes incompetentes. L'incompétence du jury à juger des questions de droit, son incompetance à apprécier des problèmes médicaux, psychologiques, sociaux que pose tout délinquant et en particulier un mineur, est un argument qui a été très souvent relevé.

A l'incompétence on ajoute aussi la partialité, les jurés sont influencés par leurs habitudes professionnelles, liés par les préjugés de la classe sociale à laquelle ils appartiennent, émus par la publicité qui est faite du procès en cours. Cet argument joue moins pour la cour d'assises des mineurs étant donné la règle de la publicité restreinte.

Outre l'incompétence et l'extrême suggestibilité des jurés, des auteurs ont prétendu que de plus les jurés sont souvent incapables d'attacher aux débats la somme d'attention nécessaire (251).

Pourrait encore être invoquée la faiblesse très grande des jurés, certaines années le taux d'acquittements a dépassé 40 %.

A une époque où le dialogue se fait de plus en plus difficile de classe d'âge à classe d'âge, où la scission entre générations s'accroît, il n'est plus possible de dire que des mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs sont jugés par leurs pairs. Ils seront le plus souvent jugés par des étrangers, pas nécessairement aptes à comprendre avant de juger.

Il faut rappeler combien il est difficile de comprendre un adolescent et combien ce problème de compréhension de l'adolescent est particulièrement délicat pour les adultes (252).

Nous relèverons un dernier argument formulé de la façon suivante par Donnedieu de Vabres (253) : « L'échec du jury n'est-il pas attesté par l'importance qu'a prise la pratique illégale sans doute, mais si souvent nécessaire de la correctionnalisation, pratique

(251) *Cruppi* : La cour d'assises, ch. XI, p. 308 et s.

(252) *Debesse* : Comment étudier les adolescents ? Examen critique des confidences juvéniles, P.U.F. 1948.

(253) *Donnedieu de Vabres* : traité précité, n° 1227.

qui amenuise le rôle de la cour d'assises, réduit celle-ci à n'être plus qu'une juridiction d'apparat, réservée aux causes sensationnelles et mondaines ».

On a remarqué combien cette pratique de la correctionnalisation jouait pour les affaires de mineurs, on s'est rendu compte (254) qu'il était difficile de déterminer des critères précis permettant de définir à l'avance les affaires qui seraient correctionnalisées, demandons-nous si l'ampleur même du phénomène de la correctionnalisation pour les affaires criminelles d'adolescents ne condamne pas la cour d'assises des mineurs ?

Après avoir relevé quelques éléments de critique du jury, il est honnête de rappeler ce que quelques auteurs considèrent comme les avantages très positifs du jury.

Faustin Hélie (255) notait que les jurés ne sont pas amortis par l'habitude, et louait leur indépendance à l'égard des procès politiques. Pour nous cet argument est peu important, étant donné que les procès politiques de mineurs sont rares.

Maurice Garçon, qui était très attaché à la vieille institution libérale du jury, disait de celle-ci (256) : « Elle réunit des citoyens honorables, libres et éclairés, appartenant à toutes les classes de la société et dont l'opinion moyenne reflète le plus exactement possible l'état des mœurs ».

Autrement dit, le seul moyen d'empêcher le droit pénal des mineurs comme des majeurs de se séparer du sentiment juridique populaire serait de conserver le jury. Garraud (257) faisait remarquer que c'est cette institution du jury qui a déterminé tous les progrès du droit pénal au XIX^e siècle.

Il convient maintenant d'apprécier de façon comparative le système du jury et celui de l'échevinage qui ont été tous deux expérimentés en France.

B) *Les critiques propres au système du jury ou à celui de l'échevinage.*

La quatrième question du congrès de Palerme en avril 1933, était celle-ci : « Faut-il admettre en matière criminelle le système du jury ou celui de l'échevinage ? (258) »

La critique du système du jury fut faite par plusieurs personnes, rares sont les auteurs qui ne dénoncent pas l'artificielle séparation, fait et droit, cause d'un nombre d'acquittements effroyable. Il faut noter cependant que certains auteurs et en particulier le Professeur Perreau (259), pensent que la substitution de l'échevinage au jury est une solution critiquable à de multiples points de vue. C'est tout d'abord méconnaître le but poursuivi par le législateur lorsqu'il a institué le jury.

(254) Cf. p. 171 et s.

(255) *Faustin Hélie* : traité n° 3124 à 3143, traité T. VII de l'instruction criminelle.

(256) *M. Garçon*, R.D.P.C., 1954-1955, p. 455.

(257) *Garraud*, tr. T. IV, n° 1266 et s. précité (242).

(258) Sur la définition de ce terme, se reporter à la note (9).

(259) *Perreau* : actes du congrès de Palerme, p. 349.

Effectivement la constitution de la cour d'assises reposait (257) sur deux conceptions corrélatives qui ne sont plus totalement celles de l'échevinage :

- la participation des citoyens à l'administration de la justice répressive,
- l'incompétence de ces citoyens pour juger des questions de droit.

Or, par l'échevinage on suppose implicitement que les citoyens sont devenus capables de juger certaines questions de droit. Perreau, Maurice Garçon le contestent, les citoyens ne sont pas devenus capables de juger certaines questions de droit, si on leur fait des questions de droit, ils seront influencés par les magistrats. Pour que la cour d'assises continue à reposer sur les bases qui ont été celles de sa création, il faut donc conserver le système du jury, simplement en améliorant le recrutement des jurés afin que le principe de la participation des citoyens à l'administration de la justice répressive ne soit pas totalement artificiel.

Seulement, et surtout pour les mineurs, est-ce l'attachement à d'anciens principes qui peut justifier la non-transformation d'une juridiction appelée à les juger et qui a certains égards est indéfendable.

Si le système du jury opposé à celui de l'échevinage a encore quelques rares partisans, celui de l'échevinage par contre est défendu par de nombreux auteurs. Toutes sortes de formes nouvelles d'échevinage furent proposées.

Léon Braffort concluait son rapport au Congrès de Palerme en disant : (260) « l'élément laïc doit accéder au tribunal répressif :

- parce que la laïcité est le contrepoids désirable de la tendance fonctionnelle à condamner et de la déformation professionnelle du magistrat de carrière,
- parce que l'élément laïc maintient la communication nécessaire de la répression avec la conscience populaire, et que sa participation dominante au jugement répressif accroît sa valeur exemplaire et satisfaisante ».

Il ajoutait :

- « l'élément laïc doit être plus nombreux que l'élément professionnel de façon à lui être en fin de compte dynamiquement égal.
- l'élément laïc doit être uni à l'élément professionnel spécialisé suivant la formule de l'échevinage pur et simple, tant pour l'imputation que pour la détermination de la sanction, parce que fait, droit, science sont souvent inextricablement mêlés dans le procès répressif, et parce que l'influence réciproque des deux mentalités est utile à chacun des temps du jugement répressif.

— l'élément laïc doit être choisi par le sort parmi les individus de toutes classes sociales capables d'exercer cette participation à l'œuvre difficile de la justice, et non parmi les individus supposés capables d'élire un représentant. »

Braffort regrette que les jurés ne soient pas choisis dans des catégories déterminées. Pour cet auteur, une fois l'échevinage admis, les critiques formulées contre le jury, bien examinées, n'atteignent que son recrutement.

Patin de son côté attaché au jugement par les pairs, constate cependant que rien n'interdit l'association des magistrats et des jurés, mais il faut : (261)

- que les jurés disposent de la majorité,
- que ces jurés soient vraiment des représentants du peuple,
- que les magistrats ne soient pas de leur côté issus d'une classe privilégiée.

L'éminent magistrat reconnaît lui aussi qu'une fois admis le système de l'échevinage demeure un problème de nombre des jurés et de recrutement du jury. Le problème du recrutement reste en suspens à l'heure actuelle. Le problème du nombre des jurés a été souvent évoqué au temps de la préparation du nouveau code de procédure pénale.

Pour M. Vouin (262), il était souhaitable que le nombre des jurés fut élevé de sept à neuf et que la majorité contre l'accusé fut portée à huit voix sur douze.

M. Vouin notait également que l'exigence d'une justice plus scientifique et la souveraineté du jury sont choses inconciliables. L'instauration d'une justice plus scientifique suffit à justifier à elle seule une étroite association de la cour et du jury.

M. Mimin, critiquant le projet de C.P.P., fera remarquer (263) qu'il est difficilement compréhensible qu'après avoir admis combien le système de l'échevinage ou de l'assessorat était préférable à celui du jury, on se propose de retourner à la suprématie du jury (en augmentant le nombre des jurés), ce qui ne peut qu'augmenter la proportion des verdicts de faiblesse, ramener l'aléa dans notre justice criminelle.

Pour M. Coste-Floret encore (264), c'est autour de l'échevinage et non pas autour du jury que doivent se réaliser les réformes essentielles du droit criminel de demain.

(261) Patin : *Mélanges Donnedieu de Vabres* : « Le problème de l'organisation des cours d'assises ».

(262) Vouin, R.S.C. 1955 : La question du jury, p. 503.

(263) Mimin : *Prépotence du jury*, D. 1958, p. 1.

(264) Une expérience comparée du jury et de l'échevinage, Coste-Floret, R.S.C. 1938, p. 619.

Ces réformes essentielles ont consisté jusqu'à présent à passer du système du jury à celui de l'échevinage, ce dont on ne peut que se féliciter nous semble-t-il, à changer le nombre des jurés et c'est plus discutable, mais jamais encore à étudier le recrutement des jurés, ce qui est regrettable.

A notre avis et pour la cour d'assises des mineurs, si le nombre des jurés est important, le recrutement de ces jurés est beaucoup plus important.

Ce problème de recrutement se décompose en deux questions : la première question consisterait à se demander si les jurés doivent être n'importe quels Français âgés de plus de trente ans relativement instruits et jouissant de leurs droits politiques civiques et de famille (article 255 C.P.P.), ou bien plutôt les représentants de catégories socio-professionnelles précises. La deuxième question aurait trait au système technique à adopter pour choisir les jurés, soit globalement parmi l'ensemble des citoyens remplissent certaines conditions, soit par catégorie socio-professionnelle.

Si au tribunal pour enfants, le système de l'assessorat bien que discuté par certains juges des enfants semble relativement satisfaisant et adapté, c'est en raison du mode de recrutement des assesseurs : « Les assesseurs titulaires et suppléants sont choisis parmi les personnes de l'un ou l'autre sexe, âgés de plus de trente ans, de nationalité française et s'étant signalées par l'intérêt qu'elles portent aux questions de l'enfance et par leur compétence » (ordonnance n° 58 1274 du 22 décembre 1958, article 5).

C'est par une amélioration encore du recrutement des assesseurs, que le système de l'assessorat au tribunal pour enfants, tendrait à prêter moins à critiques de la part de certains juges des enfants.

Si à la cour d'assises des mineurs, le système de l'échevinage ne semble ni adapté ni satisfaisant, c'est aussi en raison du mode de recrutement des échevins. « Le mineur âgé de seize ans au moins, accusé de crime, sera jugé par la cour d'assises des mineurs, composée d'un président, de deux assesseurs et complété par le jury criminel » (loi du 24 mai 1951, article 20).

A l'article 20, alinéas 5 et 6 de l'ordonnance du 2 février 1945, on lit : « Dans les cas où tous les accusés de la session auront été renvoyés devant la cour d'assises des mineurs, il sera procédé par cette juridiction conformément aux dispositions des articles 288 à 292 C.P.P. Dans le cas contraire, le jury de la cour d'assises des mineurs sera formé de jurés pris sur la liste arrêtée par la cour d'assises ».

Il n'y a donc aucun rapport entre le recrutement des assesseurs du juge des enfants et celui des jurés d'assises des mineurs. Et si l'on critique quelquefois le manque de compétence des assesseurs du juge des enfants, combien à plus forte raison doit être critiqué le jury d'assises des mineurs.

Un jeune criminel de quinze ans se verra renvoyé devant une juridiction spécialisée, la plus spécialisée qui soit en France, par contre un jeune criminel de seize ans se verra renvoyé devant

une juridiction non spécialisée (la seule présence de deux juges des enfants ne suffit pas à permettre de qualifier cette juridiction de spécialisée).

Il serait vain de critiquer les solutions du droit positif, si l'on n'envisage pas ensuite et également sur un mode critique d'autres solutions possibles.

§ 2. *Appréciation critique de solutions possibles.*

Lorsque l'on défend la thèse qui veut que les jurés soient choisis à l'intérieur de catégories socio-professionnelles déterminées, on se rapproche de la solution que nous allons étudier en premier lieu, celle du jury formé de techniciens, du jury constituant une équipe de spécialistes. On s'attachera ensuite à une autre solution préconisée pour les adolescents criminels, il ne s'agit plus d'une cour d'assises comprenant un jury technique, mais d'un tribunal pour enfants élargi.

A) *Le jury technique*

Dans sa partie de défense du jury, un des arguments que proposait Garraud (265) était le suivant : « On ne voit pas par quoi on pourrait à l'heure actuelle remplacer le jury ». Ennemi conscient du jury, Gabriel Tarde et à sa suite l'école positiviste proposait de le remplacer par un tribunal d'experts, un jury technique.

Saldana, professeur à l'Université de Madrid, en 1933 au Congrès de Palerme, concluait son rapport (266) en disant que le jury ne devait être ni aboli, ni déformé, ni continuer à être l'objet d'un blocus légal (la correctionnalisation) mais devait être transformé, devait être composé de spécialistes, d'hommes préparés, autrement dit de techniciens.

Si cette idée est attrayante à première vue en ce qui concerne les majeurs criminels, elle l'est encore plus en ce qui concerne les adolescents criminels. Cette idée pourrait peut-être inspirer la construction d'un droit pénal des adolescents criminels étant donné les problèmes particulièrement difficiles que posent l'âge de l'adolescence, étant donné que jusqu'à présent cette catégorie des mineurs ne bénéficie pas de juridiction spécialisée pour la juger, ne bénéficie que de l'illusion d'une juridiction adaptée : la cour d'assises des mineurs.

Bien avant l'ordonnance de 1945, par un travail de reconstruction et de critique, Samuel Stern, dans sa thèse sur le jury technique (267) arrive à présenter la composition intégrale de ce jury technique qu'il préconise pour les affaires de mineurs (pour les affaires de majeurs, la composition en est un peu différente).

(265) Garraud, tr. théorique et pratique d'instr. crim. et de procédure pénale, t. IV, n° 1441 et s.

(266) Rapport Saldana, congrès de Palerme. Actes du Congrès, p. 321.

(267) Stern : « Le jury technique », thèse Paris, 1925.

Le jury technique comprendrait :

- un magistrat spécialiste dans les questions de l'enfance, expert dans les questions de droit, de procédure, et d'établissement de la matérialité du fait,
- deux médecins : un légiste, un aliéniste,
- quatre membres de l'enseignement,
- deux directeurs des établissements de mineurs,
- un représentant d'une société de patronage (section pour mineurs) ou du comité de défense des enfants traduits en justice,
- deux experts de spécialité dans les affaires nécessitant des connaissances spéciales (ex. toxicologues),
- deux experts facultatifs (magistrats ou médecins).

On arrive à un jury de douze ou quatorze personnes, comprenant nécessairement un magistrat.

N'y aurait-il pas dans l'extrême spécialisation de cette juridiction quelque chose de dangereux ?

Il est évident qu'une telle institution, selon la formule de M. le Professeur Levasseur (268) « jugerait les mineurs délinquants, non pas pour ce qu'ils font, mais pour ce qu'ils sont ».

Dans le système de Stern, il ne faudrait plus parler d'institution judiciaire mais de commissions administratives appelées à statuer sur des cas, l'intervention de cette commission pourrait très bien ne pas être liée à la notion d'infraction préalable.

Le droit comparé montre que dans les pays où existent des commissions administratives compétentes pour statuer sur le cas de mineurs délinquants, celles-ci ne sont pas compétentes en général pour les mineurs âgés et pour les infractions les plus graves (269).

Si l'idée d'un jury technique est à première vue très séduisante, le jury technique tel que le préconisait Samuel Stern est à nos yeux presque aussi effrayant par sa spécialisation que l'est la cour d'assises des mineurs par sa non-spécialisation, plus encore que la présence d'un trop grand nombre de techniciens dans le jury technique de Stern, c'est celle d'un seul magistrat qui est inquiétante.

Sans aller jusqu'à suivre Patin quand il dit (270) : « Les techniciens font d'excellents experts, ils ne peuvent faire que de mauvais juges », nous pensons, suivant en cela M. le Professeur Levasseur, que le souci de la technicité ne doit pas être poussé au point d'éliminer l'élément judiciaire habituel. Mais il est essentiel que les magistrats appelés à juger des mineurs délinquants soient spécialisés dans les questions de l'enfance et de l'adolescence. Nous avons vu que ce n'est pas toujours le cas à la cour d'assises des mineurs. S'il

(268) G. Levasseur : Cours de doctorat de droit pénal approfondi. Les problèmes juridiques posés par l'observation des délinquants, p. 21.

(269) Cf. note (1).

(270) Patin : Mélanges Donnedieu de Vabres : Le problème de l'organisation des cours d'assises.

est très important que les trois magistrats soient spécialisés et non deux seulement, qui en cas d'empêchement peuvent être remplacés, il est très important également qu'aux trois magistrats soient associés des personnes s'intéressant elles aussi aux questions de l'enfance, et ayant des connaissances scientifiques sur l'enfance et l'adolescence. Là encore ce n'est pas du tout le cas de la cour d'assises des mineurs où neuf jurés sont tirés au sort sur des listes établies à partir des listes électorales.

A notre avis de même que l'on ne s'improvise pas éducateur dans un institut médicopédagogique, de même on ne s'improvise pas juré dans une affaire d'incendie volontaire commis par un jeune de dix-sept ans par exemple.

Faustin Hélie (271) déclarait : « Les jurés ne sont que les juges du fait ils ne font qu'apporter aux juges du droit les qualités que ceux-ci n'ont pas. Ils les complètent comme le feraient les experts ».

Faustin Hélie justifiait le jury en voyant en lui un groupe de personnes compétentes, expert en la matière d'appréciation des faits, non usé par l'habitude, la routine, mais ne jugeant pas seulement en se fondant sur le bon sens populaire.

L'idée que les jurés complèteraient les juges comme le feraient des experts s'étant avérée fausse, on comprend mal que l'on n'ait pas encore, au moins par le biais du recrutement des jurés, fait que ceux-ci, si on ne désire pas qu'ils ne soient que des techniciens, soient au moins des personnes tant soit peu compétentes.

Pour pallier les inconvénients que présente un jury technique, totalement technique, on peut envisager pour les adolescents criminels un système qui ne soit ni le système existant d'une cour d'assises des mineurs copie de la cour d'assises de droit commun, ni le système du jury technique, mais celui du tribunal des enfants élargi pour les infractions les plus graves et les mineurs les plus âgés.

B) *Le tribunal pour enfants élargi*

Le tribunal pour enfants élargi est une solution de semi-technicité, solution qui avait été préconisée par la loi du 27 juillet 1942 et qui a été reprise par M. le Professeur Vitu dans un article aux *Mélanges Huguency*. La loi du 27 juillet 1942, jamais entrée en vigueur, prévoyait qu'en cas de crime commis par des mineurs, deux personnes de l'un ou l'autre sexe, compétentes dans les questions de l'enfance, seraient adjointes aux trois magistrats de carrière (article 14) (272). Les trois magistrats sont spécialisés, l'un est un conseiller de cour d'appel, les deux autres sont des magistrats de première instance.

(271) *Faustin Hélie* : *Traité de l'instruction criminelle*, t. VII, n° 3070 et s.

(272) Cf. *infra*. Introduction, p. 4 et 5.

M. le Professeur Vitu (273), dans son article intitulé « Réflexions sur les juridictions pour mineurs délinquants » fait remarquer que la cour d'assises des mineurs pose la question de savoir si un jury peut statuer sur des problèmes de rééducation. Il observe ensuite que l'article 347, alinéa 3 du code de procédure pénale impose au président d'ordonner le dépôt du dossier entre les mains du greffier, préalablement à la délibération de la cour et du jury. Le dossier de personnalité est ainsi soustrait à l'examen détaillé des juges et des jurés. On conjugue dans l'incompétence des jurés et l'interdiction faite par le code de se renseigner sur le mineur et sur sa personnalité.

Ne faut-il pas conclure, avec M. Vitu, qu'en raison de l'incompétence du jury, la seule réforme heureuse consisterait à supprimer la cour d'assises des mineurs, à étendre aux mineurs de seize à dix-huit ans auteurs de crimes, la compétence du tribunal pour enfants. On se rapprocherait ainsi plus encore de la solution que prévoyait la loi de 1942, que de celle établie par l'ordonnance de 1945 en instituant le tribunal pour enfants complété par le jury.

Le tribunal pour enfants élargi, préconisé par M. Vitu, serait composé de trois magistrats assistés de deux assesseurs laïcs. Pour éviter les inconvénients d'une disjonction obligatoire dès que le mineur de seize à dix-huit ans criminel a des coauteurs ou des complices majeurs, on peut admettre que ce tribunal pour enfants élargi, étant donné qu'il comprend trois magistrats, puisse juger les complices et coauteurs majeurs. Ceux-ci évidemment perdent la garantie du jury, si garantie il y a. M. Vitu propose que le jury soit écarté pour les complices et coauteurs majeurs jusqu'à vingt-cinq ans, la disjonction et le renvoi aux assises n'intervenant que pour les majeurs de plus de vingt-cinq ans.

Cette solution tendrait à créer un droit répressif ou du moins des juridictions répressives pour adolescents et jeunes adultes, marquant la transition entre le droit des mineurs et le droit des majeurs. En cela ce système est très intéressant.

S'il y a un droit qui n'existe pas en France sur le plan pénal, c'est bien celui des adolescents et des jeunes adultes, et cette phrase déjà ancienne de M. Veillard (274), ne peut être entendue que pour le droit des mineurs non compris celui des adolescents criminels : « On peut considérer la loi française comme une des réalisations les plus parfaites de la doctrine actuellement admise par les théoriciens du droit pénal des mineurs. Dans la compétition mondiale en faveur d'une meilleure protection de la jeunesse en danger moral et inadaptée, la France a pris la tête ».

Mais il est inutile de critiquer la quasi-inexistence du droit des adolescents criminels, la cour d'assises des mineurs et son jury si ensuite on ne tente pas d'apporter une solution constructive, c'est

(273) Vitu : Réflexions sur les juridictions pour mineurs délinquants, 1962, Mélanges Hugueney.

(274) Veillard : revue pénale suisse, 1952, p. 158.

ainsi que dans un dernier chapitre, après avoir rassemblé les opinions de quelques magistrats sur la cour d'assises des mineurs et le jury, on essayera de décrire ce que pourrait être le déroulement du procès pénal d'un adolescent criminel, ce que pourrait être la juridiction devant laquelle il comparaitrait.

CHAPITRE II

VERS UNE NOUVELLE COUR D'ASSISES DES MINEURS

Décrire ce que pourrait être une nouvelle cour d'assises des mineurs est illusoire si, au-delà de la connaissance des textes existants, on n'a pas essayé de connaître et de comprendre les opinions de quelques praticiens qui ont à appliquer ces textes, en l'occurrence l'article 20 de l'ordonnance du 2 février 1945.

Des entretiens avec quelques magistrats du parquet (ayant représenté le ministère public à la cour d'assises des mineurs), ou du siège (juges des enfants ou conseillers à la cour d'appel ayant présidé des assises de mineurs) ont été centrés autour des questions suivantes :

- « Etes-vous satisfait du système actuel du jury, en particulier pour la cour d'assises des mineurs » ?
- « Préconiseriez-vous une autre solution ? »
- « Pensez-vous que la disjonction obligatoire pour les affaires d'adolescents criminels où sont impliqués des majeurs soit à éviter à tout prix » ?
- « Que penseriez-vous d'un jury d'experts ? De techniciens » ?
- « Que penseriez-vous d'un tribunal pour enfants élargi, remplaçant la cour d'assises des mineurs (trois magistrats, deux, trois ou quatre laïcs) » ?

Si le nombre d'entretiens a été très faible (une dizaine), le mode de ces entretiens (semi-directifs), a permis de recueillir d'intéressants éléments d'appréciation de la cour d'assises des mineurs, d'importantes critiques et suggestions.

Dans une première section nous tenterons de rassembler ces éléments d'appréciation, avant que d'exposer, dans une deuxième section, vers quel type de cour d'assises des mineurs il nous semblerait possible de nous diriger, vers quel type d'organisation du procès pénal de l'adolescent criminel.

Section I. — *RESULTATS D'INTERVIEWS DE QUELQUES MAGISTRATS SUR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS*

Au préalable, notons que les avis des magistrats interrogés, sur la cour d'assises en général, sont très partagés, très divers, ce qui entraîne également des avis divers sur la cour d'assises des mineurs.

§ 1. APPRÉCIATION DES SOLUTIONS EXISTANTES

Certains magistrats reconnaissent des aspects positifs au système du jury ou, plus exactement, de l'échevinage.

Ces aspects positifs découlent de la bonne volonté des jurés, et de l'intérêt qu'ils portent aux affaires en général.

Si certains apprécient le système du jury, tous pensent fondamentale la présence des deux juges des enfants parmi les magistrats de la cour. On s'accorde à penser qu'il faudrait que disparaisse de l'esprit de chacun la pensée consciente ou inconsciente selon laquelle les juges pour mineurs sont des « juges mineurs », expression courante parmi les magistrats.

Lorsque l'on apprécie le système du jury et la cour d'assises des mineurs, il y a cependant un argument toujours relevé contre cette juridiction, celui de la longueur de la procédure. Une procédure qui dure deux ans à deux ans et demi est inacceptable. Entre la date des faits et la date du jugement, les situations ont changé. Quand on sait quel est le développement d'un jeune entre seize et dix-huit ans, on se rend compte que le mineur que l'on juge à dix-huit ans n'est souvent plus le même que celui qui avait commis les faits à seize ans. Il arrive, par exemple, de retrouver marié et père de famille au moment du jugement, le mineur poursuivi pour un viol qu'il avait commis à seize ans.

En dehors de la longueur de la procédure, ce qui est généralement critiqué c'est le mode de recrutement des jurés, qu'il faudrait repenser.

Les magistrats non-favorables à la cour d'assises de droit commun le sont encore moins à la cour d'assises des mineurs, en se fondant sur toutes sortes d'arguments, dont celui de la longueur de la procédure, dont tous ceux que l'on peut relever à l'encontre du jury ordinairement, mais dont d'autres encore. Par exemple, le fait que l'on croit encore à la nécessité d'une juridiction de pompe et d'apparat pour les infractions les plus graves commises par des mineurs est très critiqué. Dans un autre ordre d'idée, le fait que la cour et le jury délibèrent sans le dossier de l'affaire est également très critiqué.

Si, sur la cour d'assises des mineurs et le système du jury, les avis sont très partagés, sur la possibilité d'un jury d'experts, ils ne le sont pas ou peu. Le jury d'experts rassemble chez les magistrats fort peu de défenseurs. Juger ne peut être le fait de techniciens, mais informer doit être le fait de techniciens. Plus qu'une transformation de la phase du jugement, c'est une amélioration de la phase de l'instruction qui est à opérer.

En mai 1968, on pouvait lire sur certaines banderoles suspendues dans l'île Saint-Louis le slogan suivant : « Mort aux juges pour enfants, pouvoir éducateur ». Ce slogan, qui nous fut rappelé par un magistrat, illustre bien une position antinomique de celle de la plupart des magistrats. Pour les tenants de ce slogan, juger n'a plus de sens, il s'agit de faire sortir du domaine de la justice, les mineurs délinquants, pour les faire entrer dans celui de la technique, en l'occurrence une technique particulière : l'éducation. Si le jury d'experts n'a pas d'adeptes, ou peu, parmi les magistrats, par contre il en a beaucoup parmi ce que l'on appelle l'armée des techniciens en la matière : médecins, psychologues, éducateurs, assistants sociaux.

§ 2. PROPOSITIONS NOUVELLES

Le problème qui guide, et en un sens arrête l'élaboration de propositions nouvelles, est celui de la disjonction.

Pour certains magistrats, un des grands bienfaits de la cour d'assises des mineurs est d'éviter la disjonction automatique des affaires mineurs-majeurs. Pour certains mêmes, ce bienfait est tel qu'il suffit à lui seul à justifier la juridiction ; la disjonction des affaires leur paraît à éviter à tout prix.

Pour les autres magistrats interrogés, il serait préférable, bien entendu, d'éviter la disjonction des affaires, mais ce n'est pas le problème premier. Ce problème pourrait d'ailleurs être résolu comme il l'est dans certains tribunaux : en matière de délits commis par des mineurs coauteurs ou complices de majeurs, à Paris et Nanterre, par exemple, on a trouvé une solution palliant les inconvénients de la disjonction obligatoire. L'audience du tribunal pour enfants est suivie immédiatement d'une audience correctionnelle où sont jugés les complices et coauteurs majeurs des mineurs jugés précédemment.

Si la solution du jury d'experts remplaçant le jury actuel de la cour d'assises des mineurs n'est proposée, comme nous l'avons vu, par aucun des magistrats que nous avons pu interroger, celle, par contre, d'un tribunal pour enfants élargi l'est souvent. L'est encore celle du tribunal pour enfants actuel, rendu compétent pour connaître les affaires criminelles de mineurs de seize à dix-huit ans, sans ou avec leurs complices et coauteurs majeurs.

Le tribunal pour enfants élargi est envisagé de diverses façons.

Certains ajouteraient au seul juge des enfants deux assesseurs, juges des enfants également ; d'autres augmenteraient d'un, et le nombre des magistrats et le nombre des assesseurs laïcs actuels. Dans le cas où le nombre des magistrats du tribunal pour enfants élargi passerait à trois, on estime que la disjonction ne devrait plus être obligatoire et que les majeurs complices ou coauteurs de mineurs de seize à dix-huit ans pourraient être jugés par ce tribunal pour enfants élargi, au lieu de l'être par la cour d'assises de droit commun.

Après ces interviews, nous nous rendons mieux compte que le problème est celui-ci : se satisfait-on d'un simple réformisme améliorant la juridiction existante, ou au contraire ressent-on la nécessité d'un droit pénal de l'adolescent criminel entièrement nouveau, non déterminé par les principes de droit pénal général et de procédure pénale existants.

Poser le problème en ces termes : « réforme » ou « révolution », n'est pas énoncer deux mots sans signification parce que trop usés, trop employés.

En touchant réellement à la cour d'assises des mineurs, on ébranle la procédure pénale par la réorganisation du procès pénal de l'adolescent criminel, procès qui — à la limite — pourrait ne plus être pénal.

On ébranle également le droit pénal général en niant la classification tripartite des infractions. Le phénomène de la correctionnalisation a, comme nous l'avons déjà vu, profondément atteint cette classification. La flexibilité du droit pénal général est démontrée ; toutes sortes de pratiques judiciaires en sont là pour preuves et manifestent un besoin de changements que les juridictions pour mineurs ont amorcé. La compétence du tribunal pour enfants déjà n'est pas rigoureusement fondée sur la classification tripartite des infractions, puisque cette juridiction peut connaître à la fois de contraventions de la V^e classe, de délits et de crimes commis par des mineurs de moins de seize ans, puisqu'elle peut très bien ne pas connaître, par contre, des contraventions de la V^e classe et des délits commis par des mineurs, lorsqu'à la fin de l'instruction il sera décidé que le juge des enfants statuera seul en chambre du conseil.

La cour d'assises des mineurs, elle, parmi les juridictions pour mineurs, demeure la juridiction rétrograde, parce que sa compétence est fondée sur une classification artificielle, parce que sa composition manifeste sa faible spécialisation.

Il est ambitieux, maintenant, de vouloir — dans une dernière section — essayer de décrire ce que pourrait devenir le procès pénal de l'adolescent criminel, ce que pourrait devenir la cour d'assises des mineurs ; cela sera fait sur un mode simplement réformiste, certainement insuffisant au point de départ, car c'est la création d'un droit pénal et d'une procédure pénale entièrement nouveaux, des adolescents criminels et des jeunes adultes criminels, qui serait à entreprendre.

Section II. — *LE PROCES PENAL DE L'ADOLESCENT CRIMINEL VERS UNE NOUVELLE COUR D'ASSISES DES MINEURS*

Il convient de déterminer d'une part quelles seraient les phases de ce procès criminel, et de décrire d'autre part la juridiction compétente à l'égard des adolescents criminels, ou coupables de faits considérés comme graves.

Une observation préalable est nécessaire : ces phases ne seraient pas propres au procès des mineurs coupables des infractions les plus graves, mais à tout procès pénal mettant en cause un mineur.

De très nombreux auteurs ont écrit sur les phases du procès pénal des délinquants en général (275).

Dans les solutions préconisées, il y a deux façons assez différentes de diviser le procès pénal. Soit concevoir une première phase ayant trait à l'établissement de la culpabilité, et une seconde phase concernant la peine, le traitement. Soit réserver la première phase au seul établissement de la matérialité des faits, et la seconde à l'imputabilité.

M. Vouin (276) montre qu'il y a de nombreux précédents en droit comparé de cette seconde façon de découper le procès pénal.

Prenons pour exemple la procédure anglaise où l'on distingue entre la preuve de l'infraction et la sentence. En Grande-Bretagne, la distinction entre l'acte et la personne est très marquée.

Dans la division du procès pénal fondée sur la matérialité, puis sur l'imputabilité, la phase de la matérialité exigerait que l'on réponde aux questions : « Y a-t-il eu crime ? », « L'accusé a-t-il commis ce crime ? ». La seconde phase serait celle de l'étude de la personne permettant de répondre à la question de responsabilité (culpabilité, imputabilité), permettant — en fonction de l'être de la personne — de choisir la sanction, le traitement approprié. Dans le droit positif français, on est très loin de diviser le procès en deux phases car ceci est contraire à une jurisprudence établie (277). En effet, le juge correctionnel, après avoir déclaré la culpabilité, n'a pas le droit de différer la fixation de la peine, sauf dans le cas de la liberté surveillée préjudicielle pour les mineurs, mais non-applicable pour la cour d'assises des mineurs (278).

Ce n'est que sur les intérêts civils que l'on peut, pour mineurs et majeurs, différer la sentence.

Cette jurisprudence, bien entendu, pourrait être renversée par une nouvelle organisation du procès pénal ne demeurant pas au seul plan des idées. La solution à laquelle nous pensons irait dans le sens de l'ordonnance de 1945, révisée par la loi du 24 mai 1951, tendrait à la fois à la division et à l'unité du procès pénal du mineur délinquant y compris le mineur criminel.

Il s'agirait, d'une part, de rapprocher l'instruction du jugement, d'autre part, de rapprocher le jugement de l'exécution de la sanction. Dans notre hypothèse, c'est le jugement qui est scindé en deux.

(275) « L'individualisation des mesures prises à l'égard des délinquants », Levasseur, Chazal, Rollin, Vouin, etc... Cujas, 1954, en particulier :

— p. 201 à 273, *Levasseur* : Les organes prononçant les mesures de défense sociale ;

— p. 169 à 186 *Vouin* : La division du procès pénal et deux phases ;

— p. 187 à 198 *Chazal* : La césure du procès pénal et la procédure du tribunal pour enfants.

(276) Article précité ci-dessus.

(277) *Crim.* 10-1-47, B. 13, p. 18. — *Crim.* 6-1-49, B. 2, p. 3.

(278) Cf. II^e partie, titre 1, chapitre III, p. 258.

§ 1. LA PHASE INSTRUCTION-JUGEMENT SUR LA MATÉRIALITÉ DE L'ACTE

C'est au juge d'instruction spécialisé pour instruire des affaires de mineurs, ou au juge des enfants, qu'est confiée cette phase, close par le jugement de ce magistrat unique sur la matérialité des faits, par la réponse aux questions : « La matérialité des faits est-elle reconnue ? », « l'inculpé a-t-il commis ces faits ? »

Au préalable, ce juge d'instruction ou ce juge des enfants mènerait l'instruction en établissant le dossier de l'acte et le dossier de la personne, avec l'aide des techniciens nécessaires, par exemple : médecins-légistes, psychologues, enquêteurs de personnalité, etc...

Il peut paraître curieux qu'au cours de cette phase d'instruction, qui se clôt par un jugement sur la matérialité, nous fassions entrer l'étude de la personne du délinquant mineur. Certains auteurs ont montré, et nous pensons, avec raison, qu'il est peu souhaitable de n'entreprendre l'observation du mineur délinquant qu'après s'être prononcé sur la matérialité du fait (279). En effet, n'entreprendre l'observation du mineur délinquant qu'après s'être prononcé sur la matérialité des faits ne ferait qu'allonger inutilement la procédure obligerait à faire reparler le mineur en cause à des mois de distance des faits commis, ce qui n'est certainement pas très heureux. De plus, le juge d'instruction en enquêtant sur l'acte découvre souvent quelques éléments permettant d'approcher la personne.

En fait, dans notre solution, ce n'est pas l'instruction qui est modifiée, c'est sa clôture. L'instruction ne serait plus close par une ordonnance de non-lieu ou par une ordonnance de renvoi, mais par un jugement sur la matérialité, susceptible d'appel. La question de la matérialité des faits ne serait pas reprise par la suite.

On est en droit de se demander quelle est la place de la défense au cours d'une telle procédure. Ce pourrait être la place qui est la sienne au cours de l'instruction à l'heure actuelle, avec, de plus, la possibilité de faire parvenir au magistrat instructeur des mémoires sur la matérialité des faits. Le jugement aurait lieu dans le cabinet du magistrat instructeur, en présence d'un représentant du parquet, de l'inculpé et de la défense.

§ 2. LA PHASE JUGEMENT-EXÉCUTION DE LA SENTENCE

Cette seconde phase du procès pourrait, et devrait intervenir très vite après la clôture de la première.

Il nous paraît dangereux de réserver l'instruction, la phase de la matérialité, à des magistrats, et la phase de l'imputabilité, du choix de la sanction, et de l'exécution de cette sanction, à un organisme administratif.

Dans notre solution, l'unité du procès viendrait de ce que le magistrat instructeur serait également présent au cours de la seconde phase du procès. M. le Professeur Léauté proposait une solution

(279) Chazal, article précité, note (275).

un peu différente et s'adressant à tous les délinquants, en préconisant que l'instruction préparatoire soit supprimée en son état actuel, mais soit effectuée par un membre du tribunal correctionnel qui hériterait pour une ou plusieurs affaires des pouvoirs actuellement dévolus au juge d'instruction (280).

Dans notre proposition, cette seconde phase du procès, pour les mineurs de moins de seize ans, en matière délictuelle ou criminelle, serait confiée au tribunal pour enfants dans sa composition actuelle. Pour pallier les inconvénients de la disjonction obligatoire, il suffirait de généraliser le système qui consiste à faire suivre l'audience du tribunal pour enfants par une audience du tribunal correctionnel, jugeant les coauteurs et complices majeurs des mineurs venant de comparaître.

En matière criminelle pour les mineurs de plus de 16 ans, pour ceux de 16 à 18 ou 21 ans (si la majorité pénale était portée à 21 ans), ainsi que leurs coauteurs et complices majeurs, on pourrait envisager la solution qui suit : au magistrat instructeur seraient associés deux autres magistrats spécialisés, les deux assesseurs laïcs du tribunal pour enfants et deux assesseurs laïcs supplémentaires tirés au sort pour l'affaire sur des listes de personnes appartenant à des catégories socio-professionnelles déterminées : médecins, psychologues, éducateurs, assistants sociaux, membres de l'enseignement.

On se trouve ainsi en présence de quatre assesseurs laïcs, deux permanents ayant pour caractéristique un intérêt concernant les questions de l'enfance et de l'adolescence, deux assesseurs tirés au sort pour l'affaire, ayant pour caractéristique une compétence spéciale concernant les questions de l'enfance et de l'adolescence.

Parmi les trois magistrats, le président pourrait être le conseiller délégué à la protection de l'enfance, spécialisé autrement que de nom. Les assesseurs seraient le juge d'instruction ou le juge pour enfants, ayant instruit l'affaire, et un autre juge des enfants.

Les décisions se prendraient à la majorité qualifiée de 5 voix

Si nous avons intitulé cette phase « jugement-exécution », c'est qu'elle consiste d'abord en l'étude de la personne, de la responsabilité de la personne, hors la présence du mineur, si le tribunal l'estime préférable, selon le mode contradictoire, et le tribunal pouvant, bien entendu, se servir du dossier au cours du délibéré.

Elle consiste, ensuite, dans le choix de la sanction.

Les complices et coauteurs des crimes commis par des mineurs de 18 ou de 21 ans, s'ils ont moins de 25 ans, pourraient, eux aussi, bénéficier de toute la gamme de sanctions, dont peut bénéficier un mineur. En cela, on étendrait aux jeunes criminels de 18 à 25 ans l'avant-projet de loi de la chancellerie, relatif aux jeunes de 18 à 21 ans ayant commis des délits (281).

(280) J. Léauté : Les prisons, P.U.F. 1968, p. 122.

(281) Cf. infra. Introduction p. 1.

Cette phase « jugement-exécution » consisterait enfin en la désignation d'un des juges des enfants siégeant, comme juge de l'application de la sanction. Notons que la possibilité de cumuler peine et mesure ne devrait plus n'être possible que pour une seule mesure : la liberté surveillée.

Notons, enfin, que la révision de la mesure prise serait toujours envisageable et pourrait être opérée par le tribunal pour enfants simple, et non par le tribunal pour enfants élargi tel que nous venons de le décrire.

Ce tribunal pour enfants élargi serait à considérer comme une juridiction expérimentale, tenant à la fois de la cour d'assises et du tribunal pour enfants, pouvant juger à la fois des mineurs et des majeurs.

Comme l'étude des dossiers nous l'a montré, les majeurs coauteurs ou complices de mineurs sont le plus souvent des jeunes adultes qui n'auraient que des avantages à être jugés par cette nouvelle juridiction.

Le tribunal pour enfants élargi marquerait l'unité du procès pénal par la présence, tout au cours de l'instance, d'un magistrat permanent : le magistrat instructeur.

*
* *

Bien que la cour d'assises des mineurs encoure de graves critiques, ne tenant pas seulement à sa composition, à la longueur de la procédure, mais à l'artificielle classification des infractions, ainsi que nous avons essayé de le montrer tout au long de cette étude, il est totalement présomptueux de prétendre en quelques pages inventer une nouvelle cour d'assises des mineurs que l'on croirait immédiatement préférable à la précédente. Pour montrer, en quelque sorte, la vanité de cette entreprise, imaginons, en conclusion, une autre cour d'assises des mineurs encore, à la fois très proche et très lointaine de l'actuelle.

Le jugement par le jury, historiquement, a signifié le jugement par les pairs. Qui, en effet, est plus apte à comprendre, à juger un individu que son pair, son égal ? Mais qui donc sont les pairs des adolescents ? Ce ne sont pas les adultes, ceux-ci sont de plus en plus coupés du monde adolescent. Les pairs des adolescents sont des adolescents. Que penser alors pour les mineurs de seize à dix-huit ans, d'un jury de pairs, d'un jury d'adolescents ?

Terminer sur cette interrogation voudrait signifier que cette étude ne marque que les premiers pas d'une recherche. Beaucoup se penchent à l'heure actuelle sur le droit pénal des adolescents et des jeunes adultes délinquants, ceci démontre peut-être et l'intérêt et l'urgence de ce problème.

ABREVIATIONS

B.	Bulletin des arrêts de la chambre criminelle (le numéro qui suit ce signe indique le numéro de l'arrêt au bulletin)
Crim.	Arrêt de la chambre criminelle de la cour de cassation
C. I. C.	Code l'instruction criminelle
C. P.	Code pénal
C. P. P.	Code de procédure pénale
D.	Recueil dalloz
D. C.	Recueil Dalloz critique
D. H.	Recueil Dalloz hebdomadaire
D. P.	Recueil Dalloz périodique
G. P.	Gazette du Palais
J. C. P.	Jurisclasseur périodique (semaine juridique)
J. O.	Journal officiel
R. D. P. C.	Revue de droit pénal et de criminologie
R. I. D. P.	Revue internationale de droit pénal
R. S. C.	Revue de science criminelle et de droit pénal comparé
R. P.	Revue pénitentiaire et de droit pénal
S.	Recueil Sirey
R. A. E. S.	Rapport annuel du service de l'éducation surveillée

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

JURIDIQUES

- BOUZAT et PINATEL. — Traité de droit pénal et de criminalogie, 1970.
- DONNEDIEU DE VABRES. — Traité élémentaire de droit criminel et de législation pénale comparée, 3^e éd., 1947.
- GARÇON. — Code pénal annoté, 2^e éd., par Patin, Rousselet et Ancel, 3 tomes, 1952 à 1959.
- GARRAUD. — Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale, 6 tomes, 1906 à 1929.
- FAUSTIN HÉLIE. — Traité de l'instruction criminelle, 1867.
- MERLE. — Droit pénal général complémentaire, Thémis, 1957.
- MERLE et VITU. — Traité de droit criminel, Cujas, 1967.
- STÉFANI-LEVASSEUR. — Droit pénal général et procédure pénale, 2 tomes, 4^e édit., 1971, Dalloz.
- STÉFANI-LEVASSEUR-JAMBU-MERLIN. — Criminologie et science pénitentiaire, 2 tomes, Dalloz, 1970.
- VOUIN. — Manuel de droit criminel, 1949.
- VOUIN. — Droit pénal spécial, Dalloz, 1971.
- VOUIN et LÉAUTÉ. — Droit pénal et procédure pénale, Thémis, 1969.

SOCIOLOGIQUES

- DAVAL. — Traité de psychologie sociale, P.U.F., 2 tomes, 1963.
- DELAY-PICHOT. — Abrégé de psychologie, Masson, 1962.
- GÉNY. — Sciences et techniques en droit privé positif, Paris, 1915-1924.
- KLINEBERG. — Psychologie sociale, P.U.F., 1963.
- PINTO et GRAWITZ. — Méthodes des sciences sociales, 2 tomes, Dalloz, 1964.
- STOETZEL. — La psychologie sociale, Flammarion, 1963.

COMMENTAIRES de la loi du 27 juillet 1942
de l'ordonnance du 2 février 1945,
de la loi du 24 mai 1951

LOI DU 27 JUILLET 1942

- BOITARD M. — La responsabilité pénale des mineurs en droit français et la loi du 27 juillet 1942. — Etudes de science criminelle et de droit pénal comparé, p. 215.
- CAMPINCHI H. — Le statut de l'enfance délinquante et la loi du 27 juillet 1942. — Etudes de science criminelle et de droit pénal comparé, p. 161.
- COSTE-FLORET P. — La réforme du droit de l'enfance coupable ou en danger moral. — R.S.C. 1941, octobre-décembre, p. 301.
- DONNEDIEU DE VABRES H. — Commentaire de la loi du 27 juillet 1942, D.C. 1943, L. 30.
- POPINEAU A. — Commentaire de la loi du 27 juillet 1942. — Lois Nouvelles 1943, 1.80.
- VERDUN H. — « Le code de l'enfance délinquante ». Commentaire de la loi du 27 juillet 1942, J.C.P. 1942 I 293.

ORDONNANCE DU 2 FÉVRIER 1945

- BROUCHOT J. — L'ordonnance du 2 février 1945, J.C.P., 1946, I 522.
- DONNEDIEU DE VABRES H. — Commentaire de l'ordonnance du 2 février 1945, D. 1945, L. 169.
- LEGAL A. — Commentaire de l'ordonnance du 2 février 1945, S. 1946, p. 249.
- MAGNOL J. — L'ordonnance du 2 février 1945, R.S.C. 1946, p. 7.

LOI DU 24 MAI 1951 :

- BROUCHOT J. — La loi du 24 mai 1951 portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945, J.C.P. 1951, I 937.
- CHAZAL et DELACROIX. — La loi du 24 mai 1951 portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, G.P. 1951, II D. 21.
- DONNEDIEU DE VABRES H. — La révision de l'ordonnance du 2 février 1945 par la loi du 24 mai 1951, D. 1951, p. 115.
- MAGNOL J. — Révision de l'ordonnance du 2 février 1945, R.S.C. 1951, p. 445.
- POPINEAU A. — La loi du 24 mai 1951 portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945. Lois Nouvelles 1951, 1^{re} partie, p. 129.

OUVRAGES, CHRONIQUES, ARTICLES

- Comptes généraux de la justice criminelle.
- Rapports annuels du service de l'éducation surveillée

**

- ALAM EL DINE A. — L'organisation et les attributions de la juridiction pour mineurs. Etude de droit comparé — Thèse, Paris, 1960.
- ANCEL M. — L'évolution moderne des tribunaux pour enfants, R.I.D.P. 1948, p. 285 et s. — La défense sociale nouvelle, Cujas, 1966. — L'individualisation des mesures prises à l'égard du délinquant, ouvrage collectif publié sous la direction de M. Ancel, Cujas, 1954.
- AUSSEL J.-M. — La contrainte et la nécessité en droit pénal in « quelques aspects de l'autonomie du droit pénal » publiés sous la direction de G. Stéfani. — Le concept de responsabilité pénale. Rapport au colloque de science criminelle de Toulouse février 1969.
- BESSON A. — De quelques aspects essentiels de la nouvelle procédure criminelle D. 1959 Chronique p. 95 et s. — Le secret de la procédure pénale et ses incidences R.I.D.P. 1961 p. 7. — Les problèmes posés par la publicité donnée aux actes criminels et aux procédures pénales, R.I.D.P., 1961, p. 43.
- BRIGUET-LAMARRE M. — L'adolescent meurtrier, E. Privat, 1969. — Le sentiment de la mort chez l'adolescent meurtrier. Rééducation, mai 1968, n° 201.
- BROUCHOT J. — La cour d'assises sous le régime du C.P.P., J.C.P. 1959, I 1479.
- BESSON-HEUYER-LEVASSEUR-CECCALDI. — Les enfants et adolescents socialement inadaptés, Cujas, 1958.
- BESSON-LEVASSEUR-HEUYER-GERMAIN-CHOMBART DE LAUWE. — Seuils d'âge et législation pénale, Cujas, 1961.
- BLOCH H.-NIEDERHOFFER A. — Les bandes d'adolescents, Payot, 1963.
- BRAFFORT L. — « Jury ou échevinage ». Rapport au Congrès de Palerme, 1933. Actes du Congrès, p. 313 et s.
- CALEB M. — La correctionnalisation dans la pratique des parquets, R.D.P.C. 1955-56, p. 156.
- CANNAT. — Publicité touchant à l'exécution de la sentence pénale et à la condamnation des condamnés libérés, R.I.D.P. 1961, p. 93.
- CHAVANNE A. — La correctionnalisation, R.D.P.C. 1955-56, p. 200.
- CHAPAR F. — Manuel de la cour d'assises, Dalloz, 1961. — Les modifications apportées par le C.P.P. au fonctionnement des cours d'assises, D. 1959, Chronique, p. 35 et s.
- CHAZAL J. — Les apports de la juridiction des mineurs à l'évolution de la justice, Melun, 1963. — Les bandes d'enfants voleurs. Revue de neuropsychiatrie, 1955. — Rapport à la société générale des prisons sur les courtes peines d'emprisonnement, R.P. 1953, p. 157. — La césure du procès pénal et la procédure du tribunal pour enfants in « L'individualisation des mesures prises à l'égard du délinquant ». Ouvrage publié sous la direction de Marc Ancel, Cujas, 1954.
- COLIN M.-BOURJADE G. — Les attentats aux mœurs dans les bandes d'adolescents, *Annales de médecine légale*, janvier-février 1961, p. 59.
- COLIN M.-BUFFARD S.-BOTTA J.-M. — Etude clinique de cinq adolescents meurtriers, *Annales de médecine légale*, novembre 1967, p. 643.
- COSTE-FLORET P. — Une expérience comparée du jury et de l'échevinage, R.S.C. 1938, p. 619.
- CRESPIY P. — L'aspect sociologique du viol commis en réunion, R.S.C. 1965, p. 837.
- CRUPPI J. — La cour d'assises, 1898.

- DAVIDOVITCH A. — Rapports présentés au IX^e congrès français de criminologie de Montpellier, septembre 1968 : le fonctionnement de la justice pénale. Analyse statistique et descriptive. — Le ministère public statistique de l'activité des parquets des tribunaux de grande instance. Essai de typologie.
- DEBESSE. — Comment étudier les adolescents ? Examen critique des confidences juvéniles, P.U.F., 1948.
- DEBUYST C. — Criminels et valeurs vécues. Etude clinique d'un groupe de jeunes criminels. Nauwelaerts, 1960.
- DONNEDIEU DE VABRES H. — Le problème de l'enfance coupable, Sirey, Paris, 1947.
- DUCASSE P. — Etude d'un cas d'incendie volontaire. Rééducation, 1950, n° 23, p. 30.
- FEYDOU G. — Enfance délinquante. Encyclopédie, Dalloz, Droit pénal.
- GARÇON M. — Faut-il modifier la composition et les attributions du jury. R.D.P.C., 1954-55, p. 455. — Les problèmes posés par la publicité donnée aux actes criminels et aux procédures pénales, R.I.D.P., 1961, p. 197.
- HENRY A. — Loi ayant pour objet d'associer le jury à la cour d'assises pour application de la peine, D.P. 1932, IV, 129.
- HUGUENEY M. — L'ordonnance du 20 avril 1945 sur les cours d'assises, R.S.C., 1946, p. 169.
- JOUBREL H. et F. — L'enfance dite coupable, 1950.
- JOOS J.-DEBUYST C. — De l'enfant voleur au récidiviste, R.D.P.C., 1964, p. 394.
- LAURENT J.-C. — La correctionnalisation. Problèmes de fond, J.C.P., 1950, I 852. — Procédure pénale et correctionnalisation, J.C.P., 1950, I 877.
- LARGUIER J. — La publicité donnée aux actes criminels et aux procédures pénales pendant l'enquête et l'instruction, R.I.D.P., 1961, p. 293.
- LÉAUTÉ J. — Introduction à l'ouvrage collectif « La responsabilité pénale ». Travaux du colloque de philosophie pénale de Strasbourg, 1959. — Les prisons que sais-je, P.U.F., 1968.
- LEVASSEUR G. — De la minimisation du dossier de personnalité, à la généralisation du pouvoir discrétionnaire, R.S.C., 1961, p. 92. — Les organismes prononçant les mesures de défense sociale. Ouvrage collectif publié sous la direction de Marc Ancel. Individualisation des mesures prises à l'égard des délinquants, Cujas, 1954. — Cour de doctorat, 1956-1957 de droit pénal approfondi. Les problèmes juridiques posés par l'observation des délinquants. — L'élément moral de l'infraction. Rapport au colloque de science criminelle de Toulouse, février 1969. — Les problèmes posés par la publicité donnée aux actes criminels et aux procédures pénales. Rapport présenté par la section de droit pénal de l'institut de droit comparé de l'université de Paris, sous la présidence de M. G. Levasseur, R.I.D.P., 1961, p. 601.
- MALAVIALE J.-L. — Le vol chez l'enfant et l'adolescent. *Les cahiers de l'enfance*, n° 72, janvier 1961, p. 28.
- MATHIS. — Deux cas d'adolescents infanticides. *Revue de neuropsychiatrie infantile*, janvier-février 1960, p. 14.
- MERLE R. — Les mondes du crime. Introduction à la connaissance du fait criminel, Paris, Privat, 1968.
- MIMIN P. — Commentaire de la loi du 25 novembre 1941, D.C. 1942, L. 21. — Nouvelles réflexions sur le projet de code de procédure pénale. Prépotence du jury, D. 1958, Chronique, p. 1 et s.

- MUCCHIELLI R. — Comment ils deviennent délinquants ? Genèse et développement de la socialisation et de la dissocialité, E.S.F., 1965.
- OCHONISKY A. — Le parricide. Contribution à l'étude du parricide : à propos de douze observations cliniques. *In* La psychiatrie de l'enfant, fasc. 2, 1963.
- PARROT Ph.-GUENEAU M. — Les gangs d'adolescents. Psychologie de la délinquance juvénile : de l'observation à la thérapeutique, P.U.F., 1959.
- PATIN M. — Le problème de l'organisation des cours d'assises. Mélanges Donnedieu de Vabres, p. 221 et s. — La poursuite des crimes, R.S.C., 1950, p. 151.
- PERREAU B. — « Jury ou échevinage ». Actes du congrès de Palerme, 1933, p. 349.
- PETIT G.-CHAMPEIX J. — Parricide réalisé par un adolescent avec suicide secondaire (à propos d'une observation). Annales de médecine légale, novembre 1967, p. 685.
- PINATEL J. — La faillite du système actuel de la responsabilité pénale, R.S.C., 1968, p. 675.
- ROBERT J. — La cour d'assises. Jurisclasseur périodique de procédure pénale sous art. 288 à 305.
- ROBERT Ph. — Thèse Bordeaux, 1967. Le droit des mineurs. — La chambre criminelle et le droit des mineurs. Rééducation, septembre 1967. — Les bandes d'adolescents, Editions ouvrières, 1966. — Les mesures applicables aux mineurs. Jurisclasseur périodique de droit pénal sous art. 66 à 69. — Traité de droit des mineurs, Cujas, 1969.
- ROLLAND M. — La scission du procès en deux phases. *In* L'individualisation des mesures prises à l'égard du délinquant. Ouvrage collectif publié sous la direction de Marc Ancel, Cujas, 1954.
- ROUMAJON F. — La publicité des délits, R.I.D.P. 1959, p. 633.
- SALDANA L. — « Jury ou échevinage ». Rapport au congrès de Palerme, 1933. Actes du congrès, p. 321.
- SASSERATH S. — La correctionnalisation, R.D.P.C., 1955-1956, p. 211.
- SCHMELCK R. — La distinction entre la peine et la mesure de sûreté. Mélanges, Patin, p. 179.
- STÉFANI G. — Compte rendu du traité de MM. Merle et Vitu, R.S.C. 1968, p. 182.
- STERN S. — Le jury technique, thèse, Paris, 1925.
- SUSINI J. — Le monde des voleurs, R.S.C., 1958, p. 451 à 460.
- SZABO D. — Contribution à l'étude de la délinquance sexuelle. Les délits sexuels des adolescents à Montréal. Université de Montréal, 1960.
- TALLINAUD. — Le conseiller délégué à la protection de l'enfance. Rapport du service de l'éducation surveillée, 1965, p. 259 à 267.
- TESSIER A. — Du droit pour le tribunal pour enfants d'ordonner avec la sanction pénale, l'une des mesures édictées par les articles 15 et 16 de l'ordonnance du 2 février 1945, J.C.P., 1953, I 1112.
- VAUCRESSON. — Enquêtes et recherches du centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée : la délinquance des jeunes en groupe, Vaucresson, 1963. — 500 jeunes délinquants, Vaucresson, 1963. — Vols et voleurs de véhicules à moteur, Vaucresson, 1965.
- VEILLARD M. — Le traitement des mineurs délinquants en Suisse. Revue pénale suisse, 1955, p. 311 et s.
- VERDUN H. — La cour d'assises selon la loi du 25 novembre 1941, J.C.P., 1942, I 260.

- VITU A. — La cour d'assises dans le C.P.P., R.S.C., 1959, p. 539. — Réflexions sur les juridictions pour mineurs délinquants. *Mélanges Hugueney*, p. 239.
- VOUIN R. — Le procès criminel en France et en Angleterre, *Hamson et Vouin, R.I.D.P.*, 1952, p. 177. — L'interrogatoire de l'accusé par le président de la cour d'assises, R.S.C., 1955, p. 43. — La question du jury, R.S.C., 1955, p. 503. — La cour d'assises française de 1808 à 1958, *Mélanges Hugueney*. — L'acte et la personne de l'accusé dans le procès pénal. *Revue pénale suisse*, 1954, p. 49. — La division du procès pénal en deux phases *In* L'individualisation des mesures prises à l'égard du délinquant. Ouvrage collectif publié sous la direction de Marc Ancel. Cujas, 1954. — L'enquête de personnalité, l'instruction préparatoire et les droits de la défense, *J.C.P.*, 1961, I 1633 *bis*. — Cours de doctorat de droit pénal, 1968-1969. Université de Paris. La détention provisoire, *D.* 1969, *Chronique*, p. 199.

CARTES, COURBES ET DIAGRAMMES

— Evolution du nombre des adolescents jugés par le tribunal pour enfants assorti du jury, et par la cour d'assises des mineurs de 1946 à 1970	28
— Evolution du nombre des adolescents jugés par le tribunal pour enfants assorti du jury, et par la cour d'assises des mineurs. Evolution du nombre des mineurs délinquants 1946-1970	29
— Evolution du nombre des mineurs criminels jugés par le tribunal pour enfants assorti du jury, la cour d'assises des mineurs, et le tribunal pour enfants de 1946-1970	32
— Représentation graphique de la corrélation entre l'évolution du nombre des mineurs criminels de moins de 16 ans, et des mineurs criminels de 16 à 18 ans	33
— Evolution du nombre des mineurs de seize à dix-huit ans, jugés par la cour d'assises des mineurs, et du nombre des jeunes de dix-huit à vingt et un ans jugés par la cour d'assises de droit commun de 1959 à 1969	36
— Mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs par cour d'appel 1951-1969	43
— Mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs par cour d'appel. I. 1952-1959 - II. 1960-1969	44
— Carte représentative par cour d'appel, du taux de jeunes criminels pour 10.000 jeunes appartenant à la tranche d'âge seize-dix-huit ans. I. 1952-1959 - II. 1960-1967	46
— Moyennes d'affaires d'assises de droit commun par cour d'appel 1951-1969	49
— Moyennes d'affaires d'assises de droit commun par cour d'appel I. 1952-1959 - II. 1960-1969	50
— Evolution des proportions des catégories d'infractions commises par des mineurs criminels de seize à dix-huit ans 1951-1969	55
— Nombre des infractions par catégorie, commises par des mineurs criminels de seize à dix-huit ans jugés	57
— Crimes par catégorie commis par l'ensemble des mineurs criminels, et jugés soit par le tribunal pour enfants, soit par la cour d'assises des mineurs	58
— Evolution de la proportion des infractions contre les personnes	61

— Evolution de la proportion des infractions contre les biens	62
— Evolution de la proportion des infractions contre les mœurs	63
— Crimes contre les personnes, par cour d'appel, commis par des mineurs criminels de seize à dix-huit ans et jugés ..	66
— Crimes contre les biens, par cour d'appel, commis par des mineurs criminels de seize à dix-huit ans et jugés	67
— Crimes contre les mœurs, par cour d'appel, commis par des mineurs criminels de seize à dix-huit ans et jugés	68
— Crimes contre les personnes, par cour d'appel, commis par des délinquants criminels de plus de dix-huit ans	70
— Crimes contre les mœurs, par cour d'appel, commis par des délinquants criminels de plus de dix-huit ans	71
— Crimes contre les biens, par cour d'appel, commis par des délinquants criminels de plus de dix-huit ans	72
— Proportions de chaque catégorie d'infractions pour les mineurs criminels de seize à dix-huit ans jugés	75
— Proportions de chaque catégorie d'infractions pour les garçons jugés par la cour d'assises des mineurs	77
— Proportions de chaque catégorie d'infractions pour les filles jugées par la cour d'assises des mineurs	78
— Proportions de chaque catégorie d'infractions pour garçons et filles criminels de dix-huit à vingt et un ans et de vingt et un ans à vingt-cinq ans	81
— Proportions des peines mesures acquittements, cour d'assises des mineurs 1952-1969	85
— Peines prononcées par la cour d'assises des mineurs 1952-1969	87
— Mesures prononcées par la cour d'assises des mineurs	88
— Mesures prononcées à l'encontre des mineurs criminels de moins de treize ans	91
— Peines-Mesures et acquittements prononcés à l'encontre des mineurs criminels de treize à dix-huit ans	92
— Mesures prononcées à l'encontre des mineurs criminels de treize à dix-huit ans	94
— Peines prononcées à l'encontre des mineurs criminels de treize à seize ans	96
— Peines prononcées par la cour d'assises des mineurs 1959-1969	98
— Condamnés mis à l'épreuve - Répartition par âge	99
— Carte représentative des peines prononcées par la cour d'assises des mineurs 1952-1967	101
— Cartes représentatives des peines prononcées par la cour d'assises des mineurs, I. 1952-1959 - II. 1960-1967	102
— Carte représentative des mesures prononcées par la cour d'assises des mineurs 1952-1967	103

— Cartes représentatives des mesures prononcées par la cour d'assises des mineurs, I. 1952-1959 - II. 1960-1967	104
— Infractions commises par les mineurs jugés par la cour d'assises des mineurs — Sanctions prononcées	106
— Infractions commises par les mineures jugées par la cour d'assises des mineurs — Sanctions prononcées	107

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1 à 20

PREMIÈRE PARTIE

LA COUR D'ASSISES DES MINEURS : STATISTIQUES GENERALES ET ETUDE DE DOSSIERS

TITRE PREMIER

STATISTIQUES GENERALES	23
Chapitre Premier : EVOLUTION DU NOMBRE DES ADOLESCENTS JUSTI- CIABLES DE LA COUR D'ASSISES DES MINEURS	25
Section I : <i>Chiffres globaux concernant les mineurs justi- ciables de la cour d'assises des mineurs</i>	25
§ 1 : Adolescents et adolescentes jugés par le tribunal pour enfants assorti du jury, puis par la cour d'assises des mineurs, de 1946 à 1970	25
A : Rapport entre l'évolution de la délinquance juvé- nile en général et celle des mineurs de seize à dix-huit ans jugés	25
B : Comparaison avec les mineurs criminels de moins de treize ans, et avec ceux de treize à seize ans	31
C : Comparaison avec les criminels de dix-huit à vingt et un ans	34
§ 2 : Chiffres globaux concernant les classements sans suite et non-lieux appliqués aux affaires crimi- nelles de mineurs de seize à dix-huit ans	36
A : Comparaison avec les pourcentages de classe- ments sans suite et d'ordonnances de non-lieu appliqués aux affaires de mineurs en général	37
B : Chiffres et pourcentages pour garçons et filles justiciables en principe de la cour d'assises des mineurs	39

Section II : <i>Chiffres concernant les mineurs justiciables de la cour d'assises des mineurs, par cour d'appel</i>	40
§ 1 : Les mineurs de seize à dix-huit ans jugés	40
A : Chiffres et Moyennes par cour d'appel	40
B : Taux d'affaires d'assises des mineurs par cour d'appel	45
§ 2 : Comparaison avec le nombre d'affaires d'assises de droit commun jugées	47
Chapitre II : ETUDE DES TYPES D'INFRACTIONS COMMISES PAR LES ADOLESCENTS JUGÉS PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS	52
Section I : <i>Les grandes catégories d'infractions</i>	52
§ 1 : Evolution pour la France entière des grandes catégories de crimes commis par des adolescents de seize à dix-huit ans jugés par la cour d'assises des mineurs	52
A : Chiffres concernant les adolescents de seize à dix-huit ans	53
B : Comparaison avec l'ensemble des mineurs criminels	57
C : Comparaison avec l'ensemble des mineurs criminels, et l'ensemble des mineurs délinquants	60
§ 2 : Observations par cour d'appel	64
A : Crimes par catégories jugés par la cour d'assises des mineurs	64
B : Comparaison avec les crimes par catégorie jugés par la cour d'assises de droit commun ..	69
Section II : <i>Infractions féminines et masculines</i>	74
§ 1 : Etude de la statistique des parquets (1951-1969)	75
Etude de la statistique de l'I.N.S.E.E. (1961-1966)	75
A : Statistiques des parquets (1951-1969)	75
B : Statistiques de l'I.N.S.E.E. (1961-1966)	77
§ 2 : Comparaison avec la statistique des parquets concernant les jeunes de dix-huit à vingt et un ans et de vingt et un ans à vingt-cinq ans	79
Chapitre III : LA DÉCISION. ETUDE DES MESURES ET DES PEINES PRONONCÉES PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS	82
Section I : <i>Etude générale des types de décisions</i>	83
§ 1 : Chiffres des parquets concernant les cours d'assises des mineurs	83
§ 2 : Comparaison des peines et mesures prononcées à l'encontre des adolescents criminels, avec celles prononcées à l'encontre des très jeunes criminels, et des jeunes adultes criminels	90
A : Les mineurs de moins de treize ans, et les mineurs de treize à seize ans	90
B : Les jeunes adultes criminels de dix-huit à vingt-cinq ans	96

Section II : <i>Observations sur les décisions prises, par cour d'appel, selon le type d'infraction et le sexe de leur auteur</i>	100
§ 1 : Comparaison entre les décisions, le volume d'affaires par cour d'appel, et les types d'infractions par cour d'appel	101
§ 2 : Comparaison entre les types de sanctions prises à l'encontre des filles ou des garçons, et les types d'infractions le plus souvent commises par les filles ou les garçons jugés par la cour d'assises des mineurs	105

TITRE II

ETUDE DE DOSSIERS	111
-------------------------	-----

INTRODUCTION

I : Le phénomène de la correctionnalisation	112
II : Présentation de l'étude des dossiers	120

Chapitre Premier : INVENTAIRE DES DOSSIERS ÉTUDIÉS	125
--	-----

Section I : <i>Région parisienne (Paris, Versailles, Melun, Nanterre, Pontoise)</i>	216
---	-----

§ 1 : Dossiers de cour d'assises des mineurs	126
A : Infractions contre les personnes	126
B : Infractions contre les mœurs	130
C : Infractions contre les biens	132
§ 2 : Dossiers correctionnalisés	135
A : Infractions contre les mœurs	135
B : Infractions contre les biens	142

Section II : <i>Région Est (Colmar-Strasbourg)</i>	148
--	-----

§ 1 : Dossiers de cour d'assises des mineurs	148
A : Infractions contre les personnes	148
B : Infractions contre les mœurs	150
C : Infractions contre les biens	152
§ 2 : Dossiers correctionnalisés	153
A : Infractions contre les personnes	153
B : Infractions contre les mœurs	153
C : Infractions contre les biens	156

Section III : <i>Région Sud-Ouest (Aix, Nîmes, Toulon)</i>	158
--	-----

§ 1 : Dossiers de cour d'assises des mineurs	158
A : Infractions contre les personnes	158
B : Infractions contre les mœurs	15
C : Infractions contre les biens	159

§ 2 : Dossiers correctionnalisés	162
A : Infractions contre les mœurs	162
B : Infractions contre les biens	163
Section IV : <i>Les moments et les procédés de correctionnalisation</i>	167
§ 1 : Le moment de la correctionnalisation	167
A : Analyse générale	167
B : Analyse régionale et par type d'infractions	168
§ 2 : Les procédés de correctionnalisation par type d'infractions	168
A : Les types d'infractions correctionnalisées, analyse générale et pour cour d'appel	168
B : Les procédés de correctionnalisation	170
Chapitre II : RECHERCHE DE CRITÈRES DE CORRECTIONNALISATION	171
Section I : <i>Critères objectifs de correctionnalisation</i>	172
§ 1 : Le casier judiciaire	172
§ 2 : Le nombre et l'âge des participants à une même infraction	175
A : Le nombre des participants à une même infraction	176
B : L'âge des participants à une même infraction ..	178
Section II : <i>Critères subjectifs de correctionnalisation</i>	181
§ 1 : La gravité des faits commis	181
A : Infractions contre les personnes	181
B : Infractions contre les mœurs	182
C : Infractions contre les biens	184
§ 2 : La personnalité des mineurs en cause	185
A : Dossiers renvoyés devant la cour d'assises des mineurs	185
B : Dossiers renvoyés devant le tribunal pour enfants et le tribunal correctionnel	187
Chapitre III : OBSERVATIONS SUR LES MINEURS JUSTICIABLES DE LA COUR D'ASSISES DES MINEURS	189
Section I : <i>Conséquences pour le mineur de seize à dix-huit ans de la correctionnalisation ou de la non-correctionnalisation de son crime</i>	189
§ 1 : Conséquence quant à la durée de la procédure et de la détention provisoire	189
A : La durée de la procédure	189
B : La durée de la détention provisoire	190
§ 2 : Conséquences quant à la sanction	192
A : Sanctions infligées par le tribunal pour enfants et par la cour d'assises des mineurs	192
B : Sanctions par type d'infractions	195

Section II : <i>Observations rapides d'ordre sociologique et psychologique sur les adolescents criminels dont le dossier a été étudié</i>	197
§ 1 : Eléments d'ordre sociologique	198
A : La famille du mineur	198
— niveau culturel	
— capacité éducative	
B : Le mineur	200
— niveau culturel	
— degré d'intégration dans un groupe quelconque	
§ 2 : Eléments d'ordre psychologique	202
A : Equipement sensori-moteur du mineur	203
B : Maturation affective et morale	203

DEUXIÈME PARTIE

LA COUR D'ASSISES DES MINEURS :

ETUDE DE L'INSTITUTION

(ETUDE DESCRIPTIVE ET PROSPECTIVE)

TITRE PREMIER

LES PROBLEMES POSES PAR LA COUR D'ASSISES DES MINEURS - JURIDICTION D'EXCEPTION	213
INTRODUCTION : Date d'application de la loi de 1951	213
Chapitre premier : COMPÉTENCE ET COMPOSITION DE LA COUR D'ASSISES DES MINEURS	216
Section 1 : <i>Compétence de la cour d'assises des mineurs</i>	216
§ 1 : Compétence <i>ratione personæ</i>	217
A : Les mineurs de seize ans	217
B : Les complices et coauteurs majeurs	219
§ 2 : Compétence <i>ratione materæ</i>	221
A : Les infractions de droit commun	221
B : Les infractions politiques et militaires	221
Section II : <i>Composition de la cour d'assises des mineurs</i> ..	223
§ 1 : La cour	225
A : Le président	225
B : Les assesseurs	226
§ 2 : Le jury	228
A : Le jury et la cour d'assises des mineurs	228
B : Le jury et le tribunal pour enfants complété par le jury	229
C : Le jury et la cour d'assises de droit commun ..	230

Chapitre II : LE PROBLÈME DE LA PUBLICITÉ RESTREINTE	233
Section I : <i>Analyse des textes</i>	235
§ 1 : Analyse de l'article 14 de l'ordonnance du 2-2-1945 complétée par la loi de 1951	235
§ 2 : Analyse de l'article 306 du C.P.P. (publicité res- treinte et huis-clos)	239
Section II : <i>Les difficultés d'application du principe de la publicité restreinte</i>	242
§ 1 : Publicité restreinte et débats	242
A : Le début des débats	242
B : La fin des débats.....	244
§ 2 : Le problème particulier des arrêts incidents et des débats sur l'action civile	246
A : Les arrêts incidents	246
B : Les débats sur l'action civile	248
Chapitre III : LA DÉCISION	250
Introduction : <i>L'acte et la personne</i>	250
I : La responsabilité pénale	250
II : La présomption d'irresponsabilité du mineur de seize à dix-huit ans	251
Section 1 : <i>Le mineur justiciable de la cour d'assises des mineurs : approche de sa personnalité et de son acte</i>	253
§ 1 : Le dossier de l'infraction : étude de la matérialité de l'acte	253
A : Le dossier de l'infraction par le juge d'ins- truction	254
B : Le dossier de l'infraction par la chambre d'accu- sation	256
§ 2 : Le dossier de la personne : étude de la capacité pénale	256
A : Les textes, leur application	257
B : Comparaison de la situation du mineur avec celle du majeur	260
Section II : <i>La sanction</i>	261
§ 1 : Les questions	262
A : Problèmes de forme	263
B : Le problème de fond	264
§ 2 : Les conséquences de l'option peine-mesure	266
A : La mesure	267
— la gamme des mesures	
— la révision des mesures	
B : La peine	268
— la peine atténuée (par l'excuse atténuante de minorité ou par les circonstances atténuan- tes) ou non atténuée	269
— le cumul peine-mesure	270

TITRE II

LE PROBLEME DU JURY

VERS UNE NOUVELLE COUR D'ASSISES DES MINEURS

Chapitre Premier : LE JURY : ÉTUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE	277
Section 1 : <i>Origines du jury. Evolution historique</i>	277
§ 1 : Les origines du jury	277
§ 2 : Evolution historique du jury	278
Section II : <i>Appréciation critique des diverses formes de jury dans l'optique d'une cour d'assises des mineurs</i>	280
§ 1 : Appréciation critique des solutions historiques ..	281
A : Les critiques permanentes	281
B : Les critiques propres au système du jury ou à celui de l'échevinage	282
§ 2 : Appréciation critique de solutions possibles	286
A : Le jury technique	286
B : Le tribunal pour enfants élargi	288
Chapitre II : VERS UNE NOUVELLE COUR D'ASSISES DES MINEURS ..	291
Section 1 : <i>Résultats des interviews de quelques magistrats sur la cour d'assises des mineurs</i>	292
§ 1 : Appréciation des solutions existantes	292
§ 2 : Propositions nouvelles	293
Section II : <i>Le procès pénal de l'adolescent criminel. Vers une nouvelle cour d'assises des mineurs</i>	294
§ 1 : La phase instruction-jugement sur la matérialité de l'acte	296
§ 2 : La phase jugement-exécution de la sentence	296
ABREVIATIONS	299
BIBLIOGRAPHIE	301
CARTES, COURBES ET DIAGRAMMES	307

**LIBRAIRIE GÉNÉRALE
DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
PARIS**

N° 1535 - 4^me Trimestre 1972

Printed In France

**IMPRIMERIE BOSC FRÈRES
42, qual Galleton
LYON (2^e)**

N° 5491 - 4^me Trimestre 1972

